

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

DE LA
RESPONSABILITÉ DES PATRONS
DANS LES
ACCIDENTS DU TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE PAR

GASTON GABRIEL

AVOCAT

L'acte public sur les matières ci-après sera présenté et soutenu le
Samedi 6 Juin 1896, à 4 heures du soir.

Président : M. GARDEIL, professeur.

Suffragants { MM. GARNIER, professeur.
BOURCART, professeur.

NANCY

IMPRIMERIE A. CRÉPIN-LEBLOND

21, Rue Saint-Dizier (passage du Casino)

1896



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT.

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

DE LA

RESPONSABILITÉ DES PATRONS

DANS LES

ACCIDENTS DU TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE PAR

GASTON GABRIEL

AVOCAT

L'acte public sur les matières ci-après sera présenté et soutenu le
Samedi 6 Juin 1896, à 4 heures du soir.

Président : M. GARDEIL, professeur.

Suffragants { MM. GARNIER, professeur.
BOURCART, professeur.

NANCY

IMPRIMERIE A. CRÉPIN-LEBLOND

21, Rue Saint-Dizier (passage du Casino)

1896

FACULTÉ DE DROIT

Doyen : M. LEDERLIN, ✱, I 🌿.

Doyen honoraire : M. JALABERT, ✱, I 🌿.

Professeur honoraire : M. LOMBARD (Ad.), ✱, I 🌿.

MM. LEDERLIN, ✱, I 🌿, Professeur de Droit romain, Chargé du Cours de Pandectes, et Chargé du cours d'Histoire du Droit français (Droit français étudié dans ses origines féodales et coutumières).

LIÉGEOIS, I 🌿, Professeur de Droit administratif, et Chargé du cours d'Histoire des doctrines économiques.

BLONDEL, I 🌿, Professeur de Code civil, et Chargé du cours de Principes du Droit public et du Droit constitutionnel comparé.

BINET, I 🌿, Professeur de Code civil, et Chargé du cours d'Enregistrement.

LOMBARD (P.) I 🌿, Professeur de Code civil.

GARNIER, I 🌿, Professeur d'Economie politique, et Chargé du cours de Législation financière.

MAY, I 🌿, Professeur de Droit romain, Chargé du cours de Pandectes et du cours de Droit international public (Doctorat).

GARDEIL, I 🌿, Professeur de Droit criminel, et Chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

BEAUCHET, I 🌿, Professeur de Procédure civile, Chargé du cours de Procédure civile (Voies d'exécution), et Chargé du cours de Législation et Economie coloniales.

BOURCART, I 🌿, Professeur de Droit commercial.

GAVET, I 🌿, Professeur d'Histoire du Droit.

CHRÉTIEN, I 🌿, Professeur de Droit international public et privé.

CARRÉ DE MALBERG, Professeur de Droit constitutionnel et administratif.

MELIN, Docteur en Droit, Chargé de Conférences.

VALEGEAS, Docteur en Droit, Secrétaire.

LACHASSE, I 🌿, Docteur en droit, Secrétaire honoraire.

A MON PÈRE

A MA MÈRE

A MA FAMILLE

A MES AMIS

INTRODUCTION

Le Code civil, tel qu'il a été élaboré par le législateur de 1804, était pour ainsi dire muet sur la question des rapports contractuels entre les patrons et les ouvriers. Il ne consacrait en effet que deux articles au louage des domestiques et des ouvriers. Le premier de ces textes, l'article 1780, portait qu'on ne peut engager ses services qu'à temps ou pour une entreprise déterminée. « Était-il vraiment nécessaire, dit avec raison M. Glasson, de rappeler à ce sujet l'abolition de l'esclavage et du servage ? » Quant à l'autre disposition, celle de l'article 1781, elle a été abrogée par la loi du 2 août 1868 ; elle consacrait une dérogation au droit commun en matière de preuve, en obligeant le juge à croire le maître sur son affirmation « pour la quotité des gages, pour le paiement du salaire de l'année échue et pour les acomptes de l'année courante. »

A vrai dire, cette courte réglementation du contrat de louage équivaut presque à un silence absolu. Comment expliquer ce mutisme du Code ? Doit-on croire, ainsi que quelques-uns le prétendent, à un oubli volontaire de la part de ses rédacteurs ? Nous ne le pensons pas ; nous préférons dire avec M. Glasson que si l'ouvrier a été presque entièrement oublié dans le Code civil, c'est parce que les conditions

nouvelles de l'industrie étaient inconnues à l'époque de l'élaboration de nos lois, c'est parce que « tel qu'il existe aujourd'hui, l'ouvrier, travailleur libre et indépendant, est un homme tout nouveau dans notre société (1). »

L'Assemblée Constituante venait en effet de supprimer toutes les règles existant auparavant entre patrons et ouvriers. « L'ouvrier, comme le dit M. Desjardins, venait enfin » d'échapper au régime des maîtrises et des jurandes qui » l'astreignait à des stages indéterminables, l'emprisonnait » dans un métier spécial et lui imposait de vive force certains » procédés de fabrication ; il était émancipé ! Mais quelles » seraient les conséquences de cette révolution économique ? » Quels deviendraient les rapports de ces nouveaux patrons » et de ces nouveaux ouvriers ? On ne s'en doutait pas » encore ; réduit à prévoir, le législateur aurait tâtonné dans » le vide : il n'avait qu'à se taire et il se tut (2). »

Ce laconisme du Code a fait naître bien des difficultés dans la pratique, et l'on ne peut, à notre avis, que déplorer cette absence de réglementation du contrat de travail, car si la question des rapports contractuels entre patrons et ouvriers est devenue de plus en plus irritante, c'est un peu à cause des obscurités dont elle est entourée. Les patrons et les ouvriers se contentant presque toujours de conventions verbales plus ou moins explicites, il n'en était que plus utile d'assigner à leurs rapports des effets précis, au lieu d'obliger les juges à trouver la solution des litiges soit dans des usages incer-

(1) Le Code civil et la question ouvrière, *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, année 1886, t. II, p. 130.

(2) Le Code civil et les ouvriers, *Revue des Deux-Mondes* du 25 mars 1888.

tains et souvent difficiles à saisir, soit dans le droit commun, qui est forcément vague et général.

Parmi beaucoup d'autres, la question de la responsabilité des patrons dans les accidents dont leurs ouvriers sont victimes est à la fois la plus actuelle et la plus délicate ; outre qu'elle offre un intérêt tout spécial, elle a, en ce moment, une importance toute particulière. Après avoir soulevé des discussions ardentes, dans lesquelles jurisconsultes, économistes, philanthropes et hommes d'Etat se sont jetés avec ardeur, la question des accidents du travail a donné lieu, dans presque tous les Parlements d'Europe, à de nombreux et très vifs débats. Le législateur, à l'heure actuelle, est en train de réformer le droit commun dans l'intérêt des ouvriers : une loi nouvelle est en préparation, et, sous peu sans doute, la législation de droit commun sera remplacée par une législation spéciale qui régira une grande partie des travailleurs français.

Jusqu'ici, en cas d'accident survenu aux ouvriers dans leur travail, la jurisprudence a constamment admis que les principes qui régissent la responsabilité du patron sont contenus dans les articles 1382 et suivants du Code civil. Le chef d'industrie n'est responsable de l'accident qu'autant que ce dernier est le résultat de son fait positif, de sa négligence ou de son imprudence ; sa responsabilité est ainsi purement *délictuelle*. La preuve fournie par la victime de la faute du maître entraîne comme conséquence la condamnation de celui-ci à des dommages-intérêts ; si cette preuve n'est point faite, le patron ne doit absolument rien. Les victimes du travail ne peuvent ainsi obtenir d'indemnité qu'à la condition

de prouver que l'accident est causé par la faute du patron ou celle de ses préposés. Il en résulte que l'ouvrier supporte seul les conséquences dommageables de tous les accidents dus aux cas fortuits, à la force majeure, à sa faute même légère et excusable, et enfin aux fautes de son maître lorsqu'il ne parvient pas à les établir.

Depuis quelques années, un mouvement d'opposition s'est produit contre ce système, que l'on trouve trop rigoureux pour l'ouvrier. Un vent de réformes a soufflé ; les dispositions des articles 1382 et suivants du Code civil paraissent à l'heure actuelle insuffisantes pour répondre aux besoins de notre situation économique, si différente de celle dont s'est inspiré le législateur de 1804. Les conditions du travail, en effet, ne sont plus les mêmes qu'autrefois ; personne ne saurait méconnaître que depuis cinquante ans l'organisation industrielle s'est complètement transformée. L'avènement de la grande industrie a été la cause de modifications profondes dans la situation respective du patron et de l'ouvrier. Le petit atelier d'autrefois, qui comptait un nombre restreint de travailleurs, a fait place à la grande usine, à la grande manufacture, où sont entassés des centaines d'ouvriers. D'autre part, lors de la promulgation du Code civil, les travailleurs n'étaient pas comme à présent aux prises avec ces énormes machines dont l'emploi les expose à des dangers inconnus jusqu'alors.

Cette transformation de l'industrie a eu pour conséquence nécessaire d'augmenter l'insécurité des ouvriers, car, contre les dangers courus par ceux-ci, il n'est pas de précautions

pleinement efficaces (1). D'autre part, en même temps que les accidents se multiplient, leurs origines deviennent de plus en plus mystérieuses, de sorte qu'il est souvent impossible d'en connaître les causes ; il en résulte un préjudice très considérable pour les victimes d'accidents.

Il est juste cependant de reconnaître que la jurisprudence a cherché à remédier autant que possible à la situation qui est ainsi faite aux ouvriers blessés. Les tribunaux, en effet, surtout depuis ces dernières années, se montrent des plus favorables aux victimes du travail, en même temps qu'ils sont des plus sévères pour les patrons. Il n'en a pas moins paru, et avec raison selon nous, que le régime du Code, même avec le tempérament admis par la jurisprudence, est trop rigoureux pour l'ouvrier.

C'est pour remédier à ces inconvénients fâcheux que quelques membres de la doctrine, tels que MM. Saintelette, Sauzet et Labbé, ont proposé la théorie de la faute contractuelle qui, d'après eux, aurait pour conséquence d'exonérer l'ouvrier du fardeau de la preuve et de faire peser sur le patron une présomption de faute.

Toutes ces considérations, et aussi le mouvement qui s'est produit récemment dans presque tous les pays d'Europe, ont fait naître chez nous de nombreux projets de réforme. Mais, depuis seize ans, les projets se multiplient et la discussion s'éternise dans les Chambres sans que la question puisse être résolue.

(1) En 1883, M. Félix Faure estimait à 20,000 par an le nombre des victimes du travail dans la grande et la petite industrie. (*Journ. off.*, 23 mars 1883, Débats parlementaires, Chambre, p. 525).

Le législateur, il est vrai, a cherché à prévenir les accidents du travail en votant tout un ensemble de mesures destinées à assurer la sécurité des ouvriers ; la loi du 12 juin 1893 contient en effet une réglementation d'ensemble des établissements industriels tant au point de vue de l'hygiène que de la sécurité des travailleurs. Mais le législateur n'a rempli que la moitié de sa tâche, la loi du 12 juin 1893 ne modifiant en rien le principe même de la responsabilité des patrons. Comme le dit avec raison M. Pic, « dès l'instant qu'il n'est » pas en son pouvoir de supprimer les risques, que ces » risques demeurent redoutables malgré toutes les mesures » préventives, son devoir est de venir en aide aux victimes » de la lutte industrielle : son intervention en pareil cas » n'est pas seulement équitable, elle est socialement nécessaire ! (1) »

C'est à l'étude de la législation actuelle, telle qu'elle découle des principes énoncés dans le Code civil, et à l'examen des réformes législatives qui, depuis un certain nombre d'années, ont été proposées soit à l'étranger, soit en France, que ce modeste travail est consacré.

Nous aurons tout d'abord à nous demander quel est le fondement de l'action en responsabilité de l'ouvrier blessé par suite d'un accident. La réponse à cette question fera l'objet de notre première partie. Nous exposerons dans un premier chapitre le système généralement adopté par la jurisprudence, suivant lequel la responsabilité du patron serait *délictuelle*. Dans un deuxième chapitre, nous étudierons

(1) *Traité de législation industrielle*, t. 1, p. 359.

le système de la responsabilité *contractuelle*, qui a été proposé par la doctrine et qui, disons-le de suite, nous paraît plus conforme aux principes.

La deuxième partie sera consacrée à l'étude des réformes qui ont pour objet de modifier le droit commun dans l'intérêt des ouvriers. Nous commencerons par résumer aussi fidèlement que possible les dispositions législatives qui régissent, dans les législations étrangères, la matière si intéressante des accidents du travail. Nous analyserons ensuite les divers projets et propositions de loi discutés ou votés depuis 1880 par le Parlement français ; cet exposé nous conduira à l'examen plus détaillé du projet de loi voté par la Chambre des députés le 10 juin 1893 et admis par le Sénat le 25 mars dernier, après avoir subi d'importantes modifications.

Après avoir ainsi indiqué les opinions multiples et les solutions variées qui, depuis bientôt seize ans, sont tour à tour proposées et rejetées, sans que l'on aboutisse à un résultat définitif, nous pourrons alors juger dans notre conclusion des difficultés que soulève la question si grave de la responsabilité des patrons en matière d'accidents.

PREMIÈRE PARTIE

LÉGISLATION DU CODE CIVIL

CHAPITRE PREMIER

Système de la Jurisprudence. — Théorie de la responsabilité délictuelle.

SECTION I

Fondement de la responsabilité du patron.

Le principe de la responsabilité du patron réside, d'après la jurisprudence, dans l'application des articles 1382 et suivants du Code civil. De tout temps, les tribunaux français ont constamment appliqué la règle : « qu'en cas d'accident, la responsabilité du patron est basée sur les articles 1382 et suivants. » Aux termes de ces dispositions : « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer (art. 1382). »

« Chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence » (art. 1383), ou par le fait des personnes dont il doit répondre et des choses ou des animaux qu'il a sous sa garde (art. 1384 et 1385).

Donc, pour résoudre les nombreuses difficultés qui ont trait aux accidents du travail, les tribunaux, en l'absence de textes visant directement la question, ont recours à ces articles qui, pour eux, constituent le droit commun en la matière. Partant, lorsqu'un accident vient à se produire, l'ouvrier qui élève des prétentions à une indemnité, doit baser son action sur le délit ou le quasi-délit dont son patron a pu se rendre coupable.

Tous les jugements reconnaissent que le maître est bien tenu de veiller à la sécurité de ses ouvriers, mais cette obligation ne dérive point du contrat de louage : elle résulte des principes généraux de la responsabilité établie par les articles 1382 et suivants du Code civil ; il n'y a donc pas de présomption de faute contre le patron (1). « Attendu, dit le tribunal de Mons, qu'aucune responsabilité spéciale n'incombe au maître qui ne s'est pas engagé à garantir la sécurité de son ouvrier, à moins qu'il ne soit prouvé que l'accident qui a atteint ce dernier est imputable à la faute ou à la négligence du maître, cette responsabilité restant pour le tout soumise aux règles du droit commun, *telles qu'elles sont définies par les articles 1382 et suiv., C. civ.* (2). »

« L'appréciation des fautes commises dans l'exécution des contrats étant réglementée *par les articles 1382 et 1383 C. civ.*, dit un jugement du Tribunal de Moulins, il n'existe, en cas d'accident survenu à l'ouvrier dans l'exécution du contrat de louage de services, aucune présomption de faute contre le patron (3). »

(1) Cassation, 31 mai 1886, P. 87. 1. 508. — 7 août 1895, P. 96. 1. 127. Sic : Sourdat, *Traité général de la responsabilité* (4^e éd.), t. II, n. 913 *ter* et *quater*. — Cotelle, *Rev. prat.* t. LV, p. 529 et suiv.

(2) Trib. civ. Mons, 14 nov. 1885, P. 88. II. 10 ; Cass., 15 janv. 1889, D. 90. 1. 136 ; Bordeaux, 9 nov. 1892 S. 93. II. 148 ; Rennes, 20 mars 1893, D. 93. II. 526.

(3) Trib. Moulins, 8 janv. 1887, P. 87. 1. 874 ; Orléans, 20 déc. 1888, P. 90. 1. 202.

C'est donc uniquement des articles 1382 et suivants que dérive l'action en responsabilité de l'ouvrier blessé par suite d'un accident, et c'est *aux règles de la responsabilité délictuelle* qu'elle est soumise ; comme on l'a judicieusement observé, cette faute délictuelle est la cause à la fois nécessaire et suffisante pour engendrer la responsabilité du patron.

Et du reste, le principe de l'article 1382 fournit à nos tribunaux une base assez large pour résoudre la plupart des difficultés relatives aux accidents du travail, et la généralité des termes de ces articles leur permet de les étendre à toutes les hypothèses.

C'est ainsi que le patron peut se voir déclarer responsable, non seulement de son propre fait, mais aussi de la faute de ses préposés et du dommage causé par sa propre chose.

« Le patron, dit un arrêt de la Cour de Chambéry, est responsable de l'accident arrivé à un ouvrier qui a été employé à une manœuvre difficile et dangereuse, soit que cette manœuvre ait été exécutée sous la surveillance d'un contre-maitre, soit qu'elle l'ait été en dehors de cette surveillance ; dans le premier cas, en effet, le patron est responsable de *l'impéritie ou de la négligence de son préposé*, et dans le second cas, il est responsable *de la faute qu'il a commise* en faisant exécuter sans aucune surveillance et sans précaution le travail délicat qui a occasionné l'accident (1) ».

De même, aux termes d'un arrêt de la Cour de Dijon, un entrepreneur de battage mécanique doit répondre de l'accident produit par l'explosion d'une machine à vapeur locomobile (2) : « Attendu qu'aux termes de l'article 1384 C. civ., on est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait ou celui des personnes

(1) Chambéry, 9 mars 1892, *Rec. Grenoble* 1892. II. 105. V. également : Paris, 12 décembre 1881, P. 82. I. 704.

(2) Dijon, 26 décembre 1895, *Journal Le Droit*, 21 janvier 1896.

dont on répond, mais encore *des choses que l'on a sous sa garde...* »

Ainsi donc, aux termes d'une jurisprudence constante, c'est dans les articles 1382 et suivants, et non dans le contrat qui unit le patron et l'ouvrier, qu'il faut chercher l'origine de la responsabilité des patrons. Un récent arrêt de la Cour de Rennes vient de consacrer résolument cette règle en décidant « qu'à moins d'admettre qu'au moment de la promulgation du Code civil, l'ouvrier ait été, comme l'était autrefois l'esclave, assimilé à une chose dont le patron serait le preneur, il faut reconnaître, avec la grande majorité des jurisconsultes français, que le législateur a intentionnellement gardé le silence sur la responsabilité des accidents dont l'ouvrier peut être la victime, par ce double motif qu'entre des hommes libres, égaux en droits, le contrat de louage d'ouvrage et d'industrie porte exclusivement sur la quantité, la qualité, la rémunération du travail à exécuter et que la règle de l'article 1382 C. civ. est générale, absolue, applicable dans tous les cas, que le dommage ait été causé au cours de l'exécution d'un contrat quelconque, à l'un des contractants par son cocontractant, ou qu'il soit le fait d'un tiers juridiquement étranger à la personne lésée... » En conséquence, la responsabilité du patron en cas d'accident survenu à l'ouvrier, ne résulte pas des articles 1135, 1728 et 1732 C. civ., *mais de l'article 1382 du même Code* (1).

De même, dit la Cour de Bordeaux, « le titre du Code civil relatif au louage d'industrie, ne parlant nulle part d'une garantie spéciale attachée à son fonctionnement, il s'ensuit que le patron n'est responsable *que dans les termes de l'article 1382*, c'est-à-dire s'il a commis une faute d'où est né l'accident (2) ».

(1) Rennes, 20 mars 1893, précité.

(2) Bordeaux, 9 novembre 1892, précité.

Il est à noter cependant que la jurisprudence considère que la faute commise dans les rapports entre les parties contractantes doit s'apprécier plus strictement que la faute commise par une personne au préjudice d'une autre personne avec laquelle elle n'est liée par aucune convention (1).

SECTION II

Conséquences du principe posé par la Jurisprudence.

Faisant application des articles 1382 et 1383 C. civ., la jurisprudence a déduit du principe contenu dans ces articles toutes les conséquences qu'il comporte, à savoir que :

1° L'existence d'une faute légalement imputable constitue l'une des conditions essentielles de l'action en responsabilité intentée par l'ouvrier victime d'un accident.

2° Cette faute doit donner naissance à un préjudice.

3° C'est à l'ouvrier demandeur à faire la preuve du fait qu'il allègue, et établir :

a) *La faute* du patron qui a contrevenu au principe de l'article 1382, en vertu duquel il ne doit causer aucun préjudice à autrui, sous peine d'être tenu de le réparer ;

b) *Le dommage* soit direct soit indirect qui en résulte.

4° La disposition des articles 1382 et 1383, étant d'ordre public, il n'est pas permis d'y déroger par des conventions particulières.

Etudions dans autant de paragraphes distincts chacun de ces éléments : faute — préjudice — preuve et clause d'irresponsabilité.

(1) En ce sens, Moulins, 20 janvier 1887, P. 87. 874.

§ 1. — DE LA FAUTE.

Des jugements et arrêts rendus par les Tribunaux et les Cours d'appels, il ressort que toute action en responsabilité doit être basée sur l'existence *d'une faute* imputable à l'auteur du préjudice.

« Attendu, dit un arrêt de Bruxelles du 1^{er} juillet 1887, que les règles inscrites dans les articles 1382 à 1386 C. civ. ont toutes pour base la faute de celui dont on invoque la responsabilité... ; que, l'ouvrier qui se dit victime d'un accident arrivé pendant son travail doit, pour prétendre à une indemnité contre son patron, prouver outre l'accident une faute de ce dernier... » (1).

La Cour de Bordeaux (2) proclame de même « qu'un patron ne peut être déclaré responsable des suites d'un accident dont un de ses ouvriers a été victime, que si cet accident a pour cause soit une faute positive, soit une négligence du patron (art. 1382). »

Il ne suffit pas que le fait imputé par l'ouvrier au patron constitue une faute, il faut de plus que cette faute soit la cause directe et immédiate du dommage causé ; aussi la Cour de cassation exige-t-elle que la relation entre la faute et le préjudice soit nettement caractérisée aux yeux des juges (3).

Maisque faut-il entendre par faute ? Pour répondre à cette question, la Jurisprudence recourt à l'article 1383 C. civ., aux termes duquel : « Chacun est responsable du dom-

(1) En ce sens : Orléans, 17 février 1894 ; Mon. Lyon, 28 mars 1894 ; Chambéry, 23 décembre 1889 ; Mon. Lyon, 28 janvier 1890 ; Rennes, 11 juin 1894, *Gaz. Pal.* 94. II. 145 ; Douai, 21 février 1894, *Loi* 5 juin 1894 ; Trib. civ. d'Evreux, 17 avril 1894, *Loi* 23 mai 1894.

(2) Bordeaux, 22 décembre 1890, *Rec. Bord.* 91. I. 57.

(3) Cassation, 19 août 1874, S. 75. I. 24.

mage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence. »

Les Tribunaux n'hésitent pas à appliquer cette règle de la façon la plus rigoureuse, et la faute la plus légère suffit pour engendrer la responsabilité du patron, tant au point de vue de sa faute active (*in committendo*), que de sa faute passive (*in omittendo*) ; par conséquent, toute faute active, toute légèreté, toute imprudence ou négligence de la part du patron le constitue en faute.

Tel est le principe admis par la jurisprudence. Voyons quelles en sont les applications ; pour cela, plusieurs distinctions doivent être faites :

On peut, en effet, se trouver en présence d'une faute personnelle du patron, ou bien l'accident peut provenir soit de sa propre chose, soit du fait de son préposé : dans ces trois cas, la faute est imputable au patron.

Si c'est au contraire l'ouvrier qui l'a commise, il sera débouté de sa demande, tandis qu'en cas de faute commune, la responsabilité du patron se trouvera amoindrie, sans disparaître pour cela.

Quant au dommage résultant d'une cause inconnue dérivant elle-même soit du cas fortuit, soit de la force majeure, il est à la charge de l'ouvrier.

Examinons chacune de ces hypothèses :

Faute personnelle du Patron.

En vertu du principe proclamé par les articles 1382 et suivants, tout homme a pour devoir de ne causer aucun préjudice à son semblable. Faisant application de cette idée, la jurisprudence a imposé au patron l'obligation de prendre toutes les mesures de précautions à la fois nécessaires et suffisantes pour prévenir les accidents ; la faute du maître

résultera donc de l'inobservation de cette obligation naturelle et légale.

« Les patrons, dit un arrêt de la Cour de Paris du 9 février 1894 (1), ont l'obligation de veiller à la sûreté de leurs ouvriers et de prendre toutes les mesures nécessaires pour les protéger contre les dangers inhérents à leur travail. » Ils doivent « prévoir les causes non pas seulement habituelles, mais simplement possibles des accidents qui peuvent être, pour leurs ouvriers, les conséquences des travaux auxquels ils les emploient et prendre les mesures propres à les écarter (2) ». « Leur devoir, dans un travail qui peut être nuisible à la santé de leurs ouvriers, est de protéger ceux-ci par tous les moyens qu'indique la science (3). »

Comme on le voit par ces exemples, les formules générales ne manquent point dans les jugements. Examinons maintenant d'une façon détaillée les différentes causes qui engendrent la faute du patron, en nous plaçant aux points de vue suivants :

1^o *Installation défectueuse*. — Le maître est en faute dès lors qu'il a installé ses ouvriers dans des conditions vicieuses pour exécuter leur travail, et que, par suite de cette installation imparfaite, ces derniers se trouvent exposés à un danger quelconque.

C'est ainsi qu'une compagnie d'entreprise de meunerie a été déclarée responsable de l'accident survenu à ses ouvriers par suite d'une explosion résultant de l'installation défectueuse de la chambre à poussière qui était entièrement privée de jour (4).

(1) Bull. C. d'app., n. 27 février 1894.

(2) Grenoble, 6 février 1894, S. 94. II. 31. Dans le même sens : Paris, 29 mai 1893, *Gaz. Pal.* 93. II. 2^e partie. 1 ; Amiens, 21 mai 1891, *Rec. Amiens*, 91. 170.

(3) Marseille, 27 oct. 1891 ; *Loi*, 10 décembre 1891.

(4) Paris, 9 février 1894, précité. — Dans le même sens : Trib. civ. de Lyon, 2 janvier 1891, *Mon. Lyon*, 4 fév. 1891 ; Nîmes, 26 juil. 1893, *Gaz. Pal.* 93. II. 402 ; Rennes, 25 avril 1892, *Gaz. Pal.* 92. II. 254 ; Alais, 25 juill. 1889, *Gaz. Pal.* 89. II. 306.

Les défauts d'installation constituent donc, aux yeux des Tribunaux, la faute génératrice de la responsabilité édictée par l'article 1382.

Spécialement en ce qui concerne les mineurs, les compagnies sont tenues de prendre les précautions les plus minutieuses, relativement surtout à l'aérage des mines ; c'est ainsi que plusieurs d'entre elles ont été déclarées responsables « des maladies causées aux ouvriers par suite d'un séjour prolongé dans un air vicié ».

Le patron serait en faute alors même que cette installation défectueuse serait couramment admise par l'usage, à condition cependant que l'accident ait pu être prévu ; il ne saurait non plus échapper à une condamnation, en se retranchant derrière les inconvénients ou les dépenses excessives des précautions qu'il doit prendre.

2° *Fournitures à l'ouvrier d'un outillage défectueux ou de mauvais matériaux.* — Commet une faute le patron qui met un outil imparfait à la disposition d'un ouvrier à son service (1) ; il en est de même si l'accident est dû au mauvais état du matériel employé, par exemple, en cas de rupture d'un échafaudage par suite de la défectuosité des pièces de bois qui le supportent (2).

C'est ainsi que le Tribunal de Lyon (3) a déclaré une Compagnie de Tramways à vapeur responsable de l'explosion de l'une de ses machines, se basant uniquement sur le défaut d'entretien ou un vice de construction.

Remarquons cependant que la simple défectuosité de l'outillage ne suffit pas pour constituer la faute du patron, il faut de plus que le mauvais état de l'outil soit la cause directe

(1) Montargis, 6 août 1888, *Loi* du 7 septembre 1888.

(2) Orléans, 27 déc. 1893, *Loi* du 31 janvier 1893.

(3) Mon. Lyon, 9 mars 1892.

du dommage ou qu'il en ait tout au moins aggravé les conséquences.

D'autre part, le patron peut décliner toute responsabilité, en prouvant qu'il n'a nullement imposé l'outil défectueux à l'ouvrier, ou que ce dernier aurait pu ne pas s'en servir, et toutefois, il ne lui suffirait pas de démontrer, ainsi que l'a jugé le Tribunal de Commerce du Havre (1), qu'il existait dans l'atelier, à la disposition des ouvriers, des outils qui auraient permis d'effectuer le travail sans danger, car il lui incombe « de prescrire, et au besoin d'imposer les précautions nécessaires. »

3° *Défaut de surveillance.* — La jurisprudence déclare le patron responsable envers son ouvrier, toutes les fois qu'il néglige de prendre les mesures de surveillance que la prudence recommande (2). Ainsi il a été jugé qu'une Compagnie de chemins de fer ne pouvait décliner la responsabilité d'un accident, en se fondant sur ce qu'aucun règlement spécial ne lui imposait une surveillance particulière, alors qu'à raison de la nature des travaux, la Compagnie devait prendre des précautions de surveillance (3).

Cette obligation de surveillance qui est ainsi mise à la charge du patron ou de ses préposés, comporte différents degrés : il est évident qu'on ne saurait aller jusqu'à exiger du patron une surveillance de tous les instants, quand tous ses ouvriers sont à la fois majeurs et expérimentés (4) ; s'il s'agit au contraire, de jeunes apprentis ou d'ouvriers tout à fait inexpérimentés, le patron sera tenu à une surveillance particulière à leur égard.

En nous plaçant au point de vue de l'exécution du tra-

(1) *Rec. Havre* 89, p. 191.

(2) Amiens, 4 mai 1892, *Rec. Amiens* 92. 190 ; Douai, 27 juin 1881, D. 82. II. 183.

(3) Trib. Com. Seine, 26 mars 1892, *Loi* 13 mai 1892.

(4) Alger, 7 mars 1894, *Rec. Alger*, 94, p. 292.

vail, le maître, d'après la jurisprudence, a le devoir de se rendre compte de l'état de solidité des échafaudages ou des pièces qui les composent ; il doit, en un mot, voir si toutes les précautions ont été prises pour mener le travail à bonne fin, et ces obligations sont d'autant plus impérieuses que le travail est difficile et dangereux (1). La jurisprudence lui impose cette obligation quand bien même les échafaudages seraient construits par un autre que lui (2).

Le patron doit donc veiller à ce que toutes les mesures qu'il a prescrites soient observées ; le Tribunal de la Seine a fait une exacte application de ces principes en déclarant responsable « le patron qui n'avait pas tenu la main à l'exécution du règlement qui était affiché dans son usine, et dont l'observation aurait suffi à prévenir l'accident (3). »

4° *Insuffisance du personnel ou de l'outillage.* — Si, pour un travail dangereux ou important, le patron emploie des ouvriers en trop petit nombre, il sera en faute d'avoir exigé d'eux une tâche au-dessus de leurs forces ; il en est de même si l'outillage est insuffisant, et la responsabilité du patron sera aggravée si l'ouvrier le lui a fait observer (4).

5° *Inobservation des règlements.* — Lorsqu'il existe des règlements édictés dans l'intérêt de l'ouvrier lui-même, le patron qui se met en opposition avec eux, commet également une faute qui engendre sa responsabilité ; c'est ainsi que le

(1) Paris, 29 mars 1883, D. 84. II. 89. (Note).

(2) Paris, 27 av. 1893, *Gaz. Trib.*, 20 juin 1893.

(3) Trib. civ. Seine, 25 nov. 1891, *Droit*, 18 déc. 1891. L'affichage dans les ateliers de règlements soit prohibitifs, soit impératifs, ne suffit donc pas pour exonérer le patron de toute responsabilité ; il est tenu de les faire observer et de réprimer les infractions qui sont commises, sans quoi il se rend coupable d'une imprudence qui engage sa responsabilité. — Lyon, 26 av. 1871. S., 71, II, 156 ; id., 26 juin 1891. Mon. Lyon, 15 juil. 1891.

(4) Lyon, 20 juin 1873, D. 73. II. 189. Dans le même sens : Nîmes, 20 fév. 1872, D. 72. II. 387 ; Dijon, 23 juin 1883, D. 84. II. 89.

chef de fabrique qui contrevient à la loi, en employant un enfant à un travail de nuit, est responsable de l'accident survenu à cet enfant dans l'exécution de ce travail illégal (1). Il en est de même en cas d'infraction aux règlements relevée contre un maître carrier qui laisse pratiquer un mode d'exploitation prohibé, encore bien que cette infraction soit le fait de la victime elle-même (2).

La loi du 12 juin 1893 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, et le décret du 10 mars 1894 contenant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi, sont venus aggraver dans une certaine mesure la responsabilité des patrons, en édictant entre autres dispositions que « les machines, mécanismes, appareils de transmission, outils et engins, doivent être installés et tenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité (3). »

Or, il est de principe incontestable que l'inobservation des prescriptions imposées par cette loi et ce décret dans l'intérêt de la sécurité des ouvriers, constitue, aux yeux de la jurisprudence, une faute de nature à engager la responsabilité du patron lorsqu'un accident en est résulté.

C'est ainsi que la Cour d'Orléans vient de décider tout récemment que : « Commet une faute le patron qui a négligé d'observer les prescriptions de l'article 12 du décret du 10 mars 1894 relatives au maniement des courroies de transmission et qui, en ne faisant pas les travaux de transformation qu'elles impliquaient, a rendu possible un accident qui ne se serait pas produit autrement (4) ».

(1) Le patron, dans ce cas, « commet une faute qui est *en relation nécessaire* avec l'accident survenu à l'ouvrier... », Cass., 7 août 1895, D. 96. I. 81. (Note de M. Planiol).

(2) Paris, 27 sept. 1843, D. Rép. Responsabilité, p. 427, n° 631.

(3) *Journ. off.* du 13 juin 1893 et du 11 mars 1894.

(4) Orléans, 27 déc. 1895, *Gaz. Trib.*, 23 janv. 1896. Mais, remarquons-le bien, la loi du 12 juin 1893 ne s'applique qu'aux seuls établissements indus-

6° *Personnes inexpérimentées.* — La circonstance que l'ouvrier était nouveau ou inexpérimenté ne fait qu'aggraver la responsabilité du patron et l'oblige à prendre plus de précautions. La jurisprudence considère que le maître a pour devoir de protéger ses ouvriers contre l'*inexpérience* des fonctions auxquelles il les emploie, particulièrement dans le cas où il ne les a pas fait surveiller, ou si un autre ouvrier a été obligé de venir en aide à la victime.

C'est ainsi qu'il a été jugé qu'il y a imprudence de la part d'un patron à employer à une scie circulaire un ouvrier habituellement préposé à un autre travail, alors que les ouvriers les plus habiles étaient ordinairement employés à cette tâche (1) : il en est de même s'il s'agit d'un travail d'une nature toute spéciale, inusité pour l'ouvrier. Attendu, dit un arrêt de la Cour de Cassation du 7 mars 1893, « que l'arrêt attaqué a justement considéré la Compagnie demanderesse comme en faute pour avoir négligé de prendre, dans l'intérêt de son ouvrier, une précaution que commandaient à la fois son inexpérience professionnelle et la nature délicate du travail qui lui était imposé en dehors de ses attributions habituelles... (2) »

7° *Propre imprudence de la victime.* — Poussant aussi loin que possible l'obligation du patron relative à la sécurité de ses employés, les tribunaux vont jusqu'à exiger des mesures de précaution protégeant l'ouvrier contre *son ignorance* et même contre *sa propre imprudence* (3).

triels et ne saurait s'étendre, ainsi que l'a jugé la Cour d'appel de Nancy, aux magasins d'un marchand feronnier qui n'exploite aucune industrie et qui n'est qu'un simple négociant. Nancy, 29 juin 1895, *Rec. de Nancy*, 1895, p. 219.

(1) Lyon, 12 juil. 1893, *Mon. Lyon*, 19 déc. 1893 ; Alger, 23 mai 1892, *Gaz. Pal.*, supp. 93. 1. 19.

(2) P. 93. 1, 292.

(3) Trib. civ. Seine, 1^{er} février 1893, *Loi*, 7 février 1893 ; Grenoble, 21 nov. 1893, *Rec. Gren.* 93. 1. 303 ; Rennes, 16 av. 1894, *Rec. Angers* 94. 256 ; Cass., 7 mars 1893, D. 93. 1. 208.

C'est ainsi que le Tribunal de Toulouse a jugé que le patron était tenu de protéger l'ouvrier même contre sa propre imprudence, et qu'il devait être déclaré responsable de l'accident survenu à celui-ci lorsqu'il l'avait chargé d'exécuter un travail dans des conditions périlleuses, « alors même que l'ouvrier, avec plus de circonspection, aurait pu éviter le danger auquel il était exposé (1). »

Le patron, dit un récent arrêt de Dijon (2), doit, dans un travail dangereux confié à son ouvrier, s'assurer personnellement si toutes les précautions ont été prises par celui-ci, pour éviter tout accident; il doit le prémunir contre sa propre imprudence et lui fournir les moyens d'exécuter son travail dans la plus grande sécurité possible.

Il a même été jugé que le maître est responsable des suites de l'accident survenu à un ouvrier, alors que ce dernier était en état d'ivresse, « son devoir étant d'interdire à ses employés de travailler dans un pareil état (3). »

Remarquons enfin que le patron est tenu à de plus grandes précautions quand, parmi ses ouvriers, se trouvent des enfants ou de jeunes apprentis; la jurisprudence l'oblige, en ce cas, à veiller à leur sécurité de la façon la plus rigoureuse. Tous les jugements, se fondant sur ce que les enfants n'ont, à raison de leur âge, ni la connaissance du danger, ni surtout la prudence ou l'expérience suffisante pour s'y soustraire, sont unanimes à déclarer le patron responsable, alors même que les précautions voulues auraient été prises.

Ainsi, il a été jugé que la responsabilité d'un entrepreneur était engagée à la suite d'un accident survenu à un enfant, alors même que ce dernier se serait exposé au danger, malgré

(1) Du 13 avril 1892, *Gaz. Pal. supp.* 92. 1, 10.

(2) Dijon, 8 nov. 1893, *Gaz. Pal.* 94. 1. 38.

(3) Rouen, 21 janv. 1888, *Rec. Rouen*, 88. 24. 1.

la défense qui lui en avait été faite, si cet enfant n'avait fait d'ailleurs qu'obéir aux ouvriers sous la direction desquels il travaillait (1).

La jurisprudence va même jusqu'à obliger le patron à prévoir les conséquences du manque d'adresse ou d'attention de la part des enfants qu'il emploie.

« Le patron est responsable de l'accident survenu à son *ouvrier mineur*, alors que l'ayant placé pour un travail nouveau près d'une machine à vapeur en mouvement, il n'a pas exercé une surveillance aussi rigoureuse que l'exigaient les dangers courus par cet enfant, et la présence d'autres enfants employés dans l'usine. — Peu importe que le jeune blessé ait enfreint la défense qui lui aurait été faite de ne pas s'éloigner de son poste, si le patron n'avait pas pris des mesures suffisantes pour que cette défense fût observée (2) ».

Il en serait de même, bien qu'il y ait eu imprudence de la victime ; l'imprudence, dans ce cas, constitue aux yeux des tribunaux, un fait auquel le patron doit s'attendre. C'est ainsi qu'un jeune apprenti, ayant eu la main écrasée par une machine, s'était vu débouter de sa demande par le Tribunal de la Seine, qui s'était basé sur ce que 1^o le patron avait pris toutes les précautions, et que 2^o l'accident était dû à l'imprudence de l'enfant. La Cour de Paris réforma ce jugement, considérant que « le patron doit être astreint à des devoirs plus sévères de protection vis à vis des enfants qui, malgré leur jeune âge, sont forcés à un travail périlleux pour gagner leur vie » (3).

(1) Lyon, 9 fév. 1854, D. 55. v. 391 ; Paris, 12 mai 1866, D. J. G. Ouv. 96 ; Bourges, 23 janv. 1867, D. 67. II. 197. Il est évident cependant que si l'accident était dû à l'obstination de la victime à ne pas obéir aux règlements de l'usine, et aux avertissements de l'ouvrier chargé tout spécialement de la surveillance, la demande ne serait pas recevable. Lyon, 10 janv. 1893. *Gaz. Pal.* 93. I. 372.

(2) Lyon, 26 avril 1871, D. 71. II. 41.

(3) Paris, 29 avril 1875, D. 76. II. 96 ; Conf. Aix, 10 juin 1877, D. 77. II.

En résumé, la jurisprudence fait la plus large appréciation possible de la faute personnelle du patron ; elle s'ingénie à constater cet état de faute, afin de donner la plus grande somme de satisfaction aux intéressés : puisque la faute *la plus légère* du maître est pour lui la cause d'une condamnation.

Accident causé par la propre chose du patron.

L'accident qui est causé par un instrument de travail, ou par l'explosion d'une machine à vapeur, engage la responsabilité du patron au même titre que celui qui est dû à sa faute personnelle ; c'est ainsi qu'aux termes d'un arrêt de la Cour de Cassation, l'industriel propriétaire d'une machine à vapeur répond des accidents que cause son explosion, si elle est due à un défaut de solidité ou autres vices (1).

Mais dans quelles conditions le patron doit-il répondre de ce dommage ? C'est là une question controversée tant en doctrine qu'en jurisprudence.

D'après une première opinion, on doit appliquer dans cette hypothèse le droit commun des articles 1382 et 1383 ; c'est ainsi que certains arrêts puisent leurs motifs de décider uniquement dans ces articles, et ne déclarent le patron responsable « qu'autant qu'une faute est établie à sa charge par la victime de l'accident (2). »

D'autres arrêts, au contraire, ont recours à l'article 1384 qui pose le principe général que « chacun est responsable du dommage causé par les choses qu'il a sous sa garde », et décident que le patron propriétaire de la chose inanimée doit

(1) Cass. 17 juillet 1872, D. 73. I. 205.

(2) Req., 19 juillet 1870, D. 70. I. 361 ; id., 17 juillet 1872 précité ; Moulins, 8 janv. 1887, P. 87. I. 874 ; Cass. Belg., 28 mai 1889, P. 90. II. 33 ; Bruxelles, 16 av. 1894, P. 95. IV. 20.

être *présumé en faute*. Pour soutenir cette opinion, on fait remarquer que c'est dans le même article, l'article 1384, que les rédacteurs du Code établissent les deux responsabilités : 1^o celle du fait des personnes dont on doit répondre, et 2^o celle du fait des choses que l'on a sous sa garde. — Or, ce rapprochement n'implique-t-il pas l'idée de la part du législateur de faire peser la même présomption de faute sur les deux hypothèses? (1).

Enfin une troisième opinion à laquelle nous n'hésitons pas à nous rallier, décide que le patron propriétaire de la chose inanimée est responsable dans les termes de l'article 1386 ; bien que cet article ne parle que de bâtiments, on peut le considérer comme s'appliquant à tout ce qui y est incorporé, principalement aux machines qui font partie intégrante du bâtiment (2), et même à toute chose inanimée en général, alors même qu'elle ne serait pas incorporée ; cet article 1386, en effet, n'a rien de limitatif, ainsi que nous le verrons, lorsque nous étudierons ultérieurement la question de la preuve dans cette hypothèse ; il est le développement de l'article 1384, ou mieux un exemple de la règle posée dans cet article.

Par conséquent, d'après cette théorie, le patron sera en faute et partant responsable quand il y aura *défaut d'entretien ou vice de construction*.

Dans le premier cas, cela se comprend parfaitement, étant donné que le patron est tenu de sa faute la plus légère ; il doit en être de même pour le vice de construction, bien que la plupart du temps il soit étranger au patron,

(1) En ce sens : Laurent t. xx. n. 639. — Baudry-Lacantinerie t. II. n. 1351. Grenoble, 10 fév. 1892, S. 93. II. 205 ; Dijon, 26 déc. 1895, *Droit*, 21 janv. 1896.

(2) Cassation, 19 av. 1887, D. 88. I. 27 ; Paris, 8 juin 1877, D. 77. I 1.203 ; id., 24 août 1877, D. 78. II. 97 ; Orléans, 6 fév. 1890, Loi 15 mars 1890.

car ce dernier est en faute d'avoir tout d'abord traité avec un constructeur ignorant, et d'avoir ensuite livré à ses ouvriers une machine qui ne remplissait pas les conditions de sécurité voulues. Notons d'ailleurs qu'il peut avoir un recours contre le constructeur qui lui a vendu la machine.

Faute du préposé du patron.

En raison des grandes agglomérations d'ouvriers qui se trouvent quelquefois réunis par centaines dans une même usine, les accidents causés par la faute du préposé du patron sont des plus fréquents dans l'industrie moderne ; il est aisé de se rendre compte en effet, que dans ce travail en commun, la moindre faute commise par l'un quelconque des surveillants ou ouvriers peut avoir pour les autres les conséquences les plus terribles.

Nos tribunaux appliquent à cette hypothèse l'article 1384 C. civ., qui déclare les maîtres et les commettants responsables du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les emploient. Donc, toutes les fois qu'un accident survient à un ouvrier par la faute ou le fait d'un préposé du patron, ce dernier doit en répondre civilement, conformément à l'article 1384 (1).

Le dernier paragraphe de cet article nous indique que les diverses personnes qu'il vient d'énumérer, sont *présumées en faute* ; la responsabilité du maître procède donc *d'une présomption légale de faute* ; il a été, en conséquence, décidé

(1) Rouen, 7 déc. 1889. *Rec. Rouen*, 89. 1. 232. Le patron, dit cet arrêt, est responsable de l'accident dû à l'imprudence d'un contre-maître qui, avant de commencer le travail au cours duquel un ouvrier a été blessé, n'a pas vérifié si les installations présentaient toute la sécurité désirable. V. dans le même sens : Cass., 27 juin 1876, D. 76.1. 375 ; Aix, 23 nov. 1875, D. 77. II. 135 ; Paris, 8 juin 1877, D. 77. II. 203 ; id., 24 août 1877, D. 78. II, 97 ; Orléans, 6 fév. 1890, *Loi*, 15 mars 1890.

qu'il appartient au patron de faire la preuve d'une faute à la charge de l'ouvrier, et qu'en l'absence de cette faute, il ne saurait se soustraire à la présomption légale de l'article 1384 (1).

De même, la plupart des auteurs et des arrêts admettent que le commettant ne pourrait échapper à la responsabilité qui pèse sur lui en prouvant qu'il a formellement défendu ou qu'il lui a été impossible d'empêcher le fait qui y donne lieu (2). L'article 1384 en effet réserve exclusivement la preuve contraire aux père et mère, aux instituteurs et artisans, il ne parle ni des commettants ni des maîtres, indiquant nettement par là que ceux-ci ne peuvent décliner la responsabilité à laquelle ils sont soumis ; de nombreuses décisions ont fait application de ce principe :

« Attendu, dit un arrêt de Dijon du 24 juillet 1874, que la loi ne distingue et n'exige qu'une condition, c'est que le fait qui engendre la responsabilité ait été accompli dans les fonctions auxquelles l'ouvrier était employé, et sans admettre même le maître à prouver *qu'il n'a pu empêcher la faute commise* (3) ».

Cette différence s'explique ainsi que nous allons le voir, par les raisons sur lesquelles se base la responsabilité des maîtres et commettants, et par l'étendue d'application de cette responsabilité.

La Doctrine a donné différents motifs pour expliquer la disposition de l'article 1384.

Les uns font découler cette responsabilité d'une faute personnelle commise par le maître : celle d'avoir choisi

(1) Trib. civ. Gien, 26 av. 1888. *Gaz. Pal.* 89. 1. sup. 20.

(2) V. dans ce sens : Baudry-Lacantinerie, T. II. p. 840. — Aubry et Rau, t. IV. § 447, p. 761. — Demolombe, t. 8, n° 611. — Laurent, t. xx, n° 588. — Sourdat (4^e éd.), n° 903 et 918.

(3) S. 75. II. 73. Dijon, 23 av. 1869, D. 69. II. 194 ; Req., 24 déc. 1879, D. 80. I. 204 ; Paris, 31 oct. 1893, D. 94. II. 213.

comme préposé un ouvrier maladroît et imprudent ; c'est ainsi que MM. Colmet de Santerre, Laurent et Demolombe, voient, suivant l'expression de ce dernier auteur, dans *le choix* du préposé « le motif principal et prédominant, si ce n'est même unique, de la responsabilité du commettant (1) » ; « le maître, dit M. Colmet de Santerre, est réputé en faute pour avoir mal choisi ses employés (2). »

D'autres au contraire, comme M. Saintelette, basent exclusivement la responsabilité du patron sur un défaut de surveillance de sa part ; le choix, pour lui, n'a absolument rien à voir dans cette question, c'est au contraire l'autorité qu'a le commettant sur son préposé et qui se traduit par le commandement et la surveillance, qui sert uniquement de base à cette responsabilité (3).

Ces deux systèmes nous paraissent par trop exclusifs, aussi leur préférons-nous la théorie de MM. de Courcy et Sourdat qui déclarent le patron en faute à la fois d'avoir mal choisi son préposé et de l'avoir mal surveillé ; pour ces auteurs, c'est dans la conciliation des deux opinions précédentes qu'il faut chercher le véritable fondement de la responsabilité du patron à raison du fait de son préposé (4).

Comme le dit M. Larombière (5), « si l'article 1384 soumet les commettants à l'obligation du fait de leurs préposés, ce n'est pas seulement parce qu'ils les ont choisis, c'est encore parce qu'ils ont le droit de leur donner des ordres et des instructions, sur la manière de remplir les fonctions auxquelles ils les emploient. » C'est du reste, ce que reconnaît la quasi-unanimité des arrêts (6).

(1) *Traité des Contrats*, t. VIII. n. 610.

(2) T. v. p. 684. — Laurent, t. XX. n. 510 et suiv.

(3) Saintelette : *De la Responsabilité et de la Garantie*, ch. v. § 7 et 8.

(4) Sourdat, t. II. n. 885. p. 119.

(5) T. XX. n. 11.

(6) Cass., 20 août 1847, S. 47. I. 856 ; Cass., 5 janv. 1891, *Gaz. Pal.* 91. I. 98 ; Aix, 10 mars 1892, *Gaz. Pal.* 93. II. 716 ; Poitiers, 30 juillet 1888, *Loi*, 8 août 1888.

« Considérant, dit un arrêt de Dijon du 7 août 1868, qu'aux termes de l'article 1384, la responsabilité à laquelle cet article soumet les commettants ne repose pas uniquement sur le choix qu'ils font de leurs préposés, mais encore et surtout sur le droit qu'ils ont de leur donner des ordres et des instructions... ; que, sans cette surveillance et cette autorité, il n'existe pas de véritables commettants... (1).

Comme on le voit d'après cet arrêt, c'est aussi ce principe qui sert à déterminer la portée de l'article 1384 relativement à la *détermination des personnes* qui peuvent engager la responsabilité du patron.

Il est généralement admis, tant par la doctrine que par la jurisprudence, que ce qui caractérise la situation du préposé par rapport au commettant, c'est une certaine relation de dépendance, de subordination, de soumission ou d'obéissance ; et partant, la qualité de commettant ne saurait être attribuée qu'à celui qui a choisi les personnes placées sous ses ordres, et qui a le droit et le devoir de les commander et surveiller ; la qualité de préposé, au contraire, n'appartiendra qu'à celui qui ne procède que sous les ordres, la direction et la surveillance du commettant ou de son délégué. — Donc, l'autorité et la surveillance d'un côté, la subordination de l'autre : tel est le critérium qui sert à distinguer le commettant et le préposé (2).

Pour M. Laurent, au contraire, il suffit d'avoir été choisi par quelqu'un en vue d'une fonction, pour être son préposé (3). Nous ne saurions admettre cette opinion, car, pour

(1) Ajoutons qu'il faut tenir compte aussi du motif de fait suivant, c'est que, si l'ouvrier blessé par la faute d'un de ses compagnons de travail, n'avait eu qu'une action contre ce dernier, dans la plupart des cas, il n'aurait pu obtenir de dommages-intérêts, et cela, par suite de l'insolvabilité de l'auteur du préjudice ; la loi n'a pas voulu qu'il en fût ainsi, aussi a-t-elle permis le recours contre le maître.

(2) En ce sens : Sourdat, t. II, n. 884 et 887 (2^e éd.). — Aubry et Rau, t. IV, § 447, notes 25 et 26. — Demolombe, *Traité des Contrats*, t. VIII, n. 623.

(3) T. XX, n. 570 et suiv.

nous, si le commettant est responsable, c'est surtout pour n'avoir pas surveillé l'exécution du travail de son préposé ; la meilleure des preuves, c'est que la responsabilité du patron n'est plus en jeu, si le préposé a agi en dehors de ses fonctions.

Quoiqu'il en soit, les Tribunaux subordonnent la responsabilité du commettant, non pas seulement au mauvais choix qu'a pu faire ce dernier de son préposé, mais en outre, au droit qu'il a de le surveiller et de lui commander. Aussi, dans les différentes espèces soumises à l'appréciation des juges, la solution de la question dépend-elle du point de savoir : à qui appartient la direction des travaux ?

C'est ainsi que la Cour de Cassation a jugé que « la responsabilité des faits du préposé, mise par l'article 1384 C. civ. à la charge du maître, suppose que ce dernier a eu le droit de donner au préposé des ordres et des instructions sur la manière de remplir les fonctions auxquelles il est employé ; c'est ce droit qui fonde l'autorité et la subordination, sans lesquelles il n'existe pas de commettant » (1).

Par application de ce principe, il a été décidé, qu'une Compagnie de chemin de fer qui a traité avec un entrepreneur pour l'exécution de certains travaux, ne devait point être déclarée responsable de l'accident survenu à l'un des ouvriers, si elle ne s'en était point réservé la direction (2).

« Attendu, dit encore un arrêt de la Chambre des Requêtes du 4 février 1880, qu'il est expressément constaté que Dupont et Fould ont confié à un sieur Simon, moyennant un prix fait, le découvert de leur minière de Ludres, qu'ils n'ont conservé ni la direction ni la surveillance des travaux, que

(1) Cass., 5 janv. 1891, *Gaz. Pal.* 91. I. 98.

(2) Cass., 20 août 1847, D. 47. IV. 421 ; En ce sens : Lyon, 23 juin 1863, D. 63. II. 1888 ; id., 25 fév. 1867, D. 68. II. 109 ; Req., 17 mai 1865, D. 65. I. 373 ; Bourges, 23 janv. 1867, D. 67. II. 97 ; Dijon, 25 fév. 1867, D. 68. II. 109 ; Req., 10 nov. 1868, D. 69. I. 133 ; Limoges, 25 juin 1890, D. 92. II. 570.

Simon seul embauchait les ouvriers et payait leur salaire... Attendu qu'il en a été conclu à bon droit que Simon ne pouvait être considéré comme préposé de Dupont et Fould (1).

Les motifs même sur lesquels sont basés ces arrêts témoignent que la solution changerait si un droit quelconque de direction, de contrôle ou de surveillance, avait été réservé par celui qui a commandé le travail.

C'est ainsi qu'une Compagnie de chemins de fer a dû répondre des accidents survenus dans l'exécution de travaux confiés par elle à un entrepreneur, parce que ses travaux s'étaient effectués sous l'autorité de ses ingénieurs (2).

De ces principes, nous déduirons les conséquences suivantes :

1° Au point de vue des rapports de l'entrepreneur avec ses ouvriers ou employés : tout le monde est d'accord pour reconnaître la qualité de commettant à l'entrepreneur qui emploie des ouvriers, si ces derniers travaillent pour lui et sous sa direction... (3) alors même qu'ils seraient occupés à *la tâche* ou à *la journée* (4). Il a même été jugé que l'entrepreneur qui a traité à *forfait* avec un ouvrier pour l'exécution d'un travail restreint et rentrant dans la généralité d'une exploitation dont il a conservé la direction, était responsable du fait de cet ouvrier (5) ; mais il n'en serait plus de même si l'ouvrier avec lequel l'entrepreneur a traité à forfait embauchait ses ouvriers et travaillait lui-même avec eux dans son chantier, l'entrepreneur s'étant, dans ce cas, désintéressé de la direction des travaux (6).

(1) D. 80. I. 392.

(2) Paris, 30 janvier 1864, D. 64. II. 15 ; Req. 17 mai 1865, D. 65. I. 372 ; *id.*, 10 nov. 1868, D. 69. I. 133 ; Orléans, 18 juillet 1867, D. 67. II. 136 ; Comp. cass., 28 février 1894, D. 94. I. 274.

(3) Paris, 24 août 1877, D. 78. II. 97 ; Nîmes, 26 août 1855, D. 58. II. 5.

(4) Aix, 13 mai 1865, D. 66. II. 238.

(5) Angers, 16 mars 1868, D. 68. II. 160.

(6) Cass., 9 août 1892, D. 92. I. 567 ; *id.*, 15 janvier 1889, *Pand.*, 89. I. 62.

Le patron cesserait pareillement d'être responsable du fait de ses ouvriers, s'il avait cédé à un autre patron le droit de les employer temporairement, hors de sa surveillance et de sa direction personnelles (1).

2° Au point de vue des rapports du propriétaire et de l'entrepreneur, il est admis d'une façon générale que l'entrepreneur qu'un propriétaire a chargé d'exécuter certains travaux ne peut être envisagé comme préposé, s'il ne s'en est réservé ni la surveillance, ni la direction, l'absence de subordination empêchant de le considérer comme tel (2).

3° Au point de vue des rapports du propriétaire et de l'ouvrier employé accidentellement par lui, certains auteurs, comme Touillier, Larombière et Laurent (3), n'hésitent pas à considérer le propriétaire comme un véritable commettant, civilement responsable de l'imprudence ou de la faute des ouvriers qu'il occupe.

D'autres, au contraire, tels qu'Aubry et Rau, Demolombe et Sourdat (4) rejettent la responsabilité du propriétaire en pareil cas, et les motifs qu'ils invoquent nous paraissent décisifs : le propriétaire, en effet, n'est point obligé d'avoir les connaissances spéciales du métier de l'ouvrier qu'il emploie ; il ne se trouve donc pas dans les conditions voulues pour surveiller l'exécution du travail qu'il lui confie, et partant on

(1) C'est ainsi qu'un entrepreneur de roulage qui avait mis ses chevaux et leurs conducteurs à la disposition d'une Compagnie, en les plaçant sous les ordres de cette dernière, a pu décliner la responsabilité d'un accident survenu à un des charretiers (Paris, 27 fév. 1892, D. 92. II. 467). « Attendu, dit l'arrêt, que du moment où le charretier est mis à la disposition de la Compagnie, il se trouve placé sous la surveillance du chef de gare, qu'il devient ainsi un véritable employé de la Compagnie dont elle est responsable. » — Comp. Trib. civ. Nancy, 22 juill. 1895, *Rec. Nancy*, 95. 252.

(2) Bourges, 23 janv. 1867, D. 67. II. 197.

(3) Laurent, t. XX, n° 578. — Larombière, sur l'article 1384, n° 11 (en ce sens : Bordeaux, 11 juillet 1859, D. 60. II. 23).

(4) Demolombe, *Traité des Contrats*, t. VIII, p. 539, n° 621, — Sourdat, n° 890.

ne saurait le rendre coupable d'un défaut de surveillance, puisqu'on ne rencontre pas ici la subordination qui, comme nous l'avons vu, est le caractère distinctif de la *préposition* ; au contraire, il y a une certaine indépendance de l'ouvrier qui est, au cas actuel, « un véritable entrepreneur dans la partie qu'il traite », libre qu'il est d'agir comme il l'entend.

Mais ne pourrait-on pas, tout au moins, faire un reproche au propriétaire d'avoir mal choisi son ouvrier ? M. Sourdat ne le croit pas, et nous nous rangeons à son avis, à condition toutefois qu'il s'agisse d'un travail ordinaire et rentrant dans les fonctions habituelles de cet ouvrier (1) ; bon nombre d'arrêts, du reste, ont consacré cette théorie (2).

Mais il est évident que si le propriétaire se réservait la surveillance du travail, il deviendrait de ce fait un véritable commettant soumis à la règle de l'article 1384.

Telle est la détermination de la qualité de commettant et de préposé ; voyons maintenant quelle est l'*étendue* de la responsabilité du patron à raison des actes ou des faits de son préposé.

« Par l'effet même du principe d'où elle découle, dit M. Sourdat 3), cette responsabilité est limitée aux actes commis par le préposé dans l'exercice de ses fonctions. » C'est une application de l'article 1384, alinéa 3, qui déclare « les maîtres et les commettants responsables du dommage causé par leurs domestiques ou préposés *dans les fonctions* auxquelles ils les ont employés. » La responsabilité civile du

(1) Il n'en serait plus de même si le propriétaire employait un ouvrier d'une incapacité notoire, surtout pour un travail d'une certaine difficulté et qui lui serait étranger. Mais, remarquons-le, sa responsabilité ne serait plus engagée à titre de commettant, par application de l'article 1384 : ce serait, au contraire, en vertu de l'article 1383, pour avoir été personnellement négligent (Sourdat, n° 891).

(2) Douai, 26 déc. 1865, D. 66. II. 237 ; Civ. Cass., 27 mai 1868, D. 68. I. 404 ; Amiens, 24 fév. 1869, D. 69, II. 153.

(3) N° 888.

commettant comporte donc une limite : elle cesse d'exister quand l'acte incriminé est étranger aux fonctions du préposé, « aux faits de charge, » suivant Demolombe (1) ; dans ce cas, en effet, le patron est censé n'avoir donné ni ordres, ni instructions, ni avoir exercé aucune surveillance (2).

Mais quel sens faut-il attacher à l'expression « fonctions » ?

La détermination de la portée de ce mot a soulevé parfois des difficultés. Ainsi il a été jugé à cet égard qu'il suffit, pour engager la responsabilité du maître, que l'acte dommageable du préposé se rattache à l'objet de son mandat, et ait eu lieu à l'occasion de l'exécution de ce mandat (Rouen, 1^{er} mars 1893). Certains auteurs, se basant sur un arrêt de la Cour de Cassation aux termes duquel, le domestique, dans la maison de son maître, est censé agir dans ses fonctions (3), en ont induit cette présomption « que, tout fait dommageable causé par un ouvrier *dans l'intérieur de la manufacture* est réputé commis dans l'exercice de ses fonctions. » (4) Nous ne saurions admettre cette opinion qui crée en dehors de tout texte une présomption légale de responsabilité ; aussi n'admettons-nous la culpabilité du patron que si le fait délicieux, bien que commis dans son usine, a réellement été accompli dans l'exercice régulier des fonctions de son préposé. La Cour de Cassation a, du reste, reconnu son erreur, aussi a-t-elle abandonné cette théorie peu de temps après (5).

Du moment que le dommage a été causé dans l'exercice

(1) T. VIII. n^{os} 614 et 615.

(2) En ce sens : Lyon, 4 juin 1889, Mon. Lyon, 5 sept. 1889 ; Trib. civ. Seine, 9 mars 1887, *Droit*, 18 mai 1887 ; Amiens, 20 juillet 1892, *Rec. Amiens*, 1892. 70 ; Trib. civ. Sidi Bel-Abbès, 19 juin 1894, *Loi*, 4 oct. 1894.

(3) Cassation, 30 août 1860, S. I. 1013.

(4) Deffès. *De la responsabilité des patrons*, p. 166.

(5) V. Req. 5 juin 1861, S. 62. I. 151. — Cass., 3 mars 1884, S. 85. I. 21. *Sic.* P. Rép. Responsabilité n^{os} 394 et s. — Demolombe, t. VIII. n^o 617. — Laurent, t. XX, n^o 585.

Les Tribunaux, d'ailleurs, ont plein pouvoir pour constater souverainement si le fait dommageable est la conséquence de la *fonction du préposé*. « De ce

des fonctions auxquelles le préposé était employé, il importe peu qu'il y ait eu abus de la part de ce dernier, et le patron ne saurait se retrancher derrière l'impossibilité où il aurait été d'empêcher le fait délictueux, ou derrière la défense qu'il aurait faite de l'accomplir (1) ; il ne serait même pas admis à invoquer comme excuse la criminalité de l'acte ou sa prohibition par une loi spéciale ; il suffit tout simplement, comme le fait remarquer Dalloz, que la fonction ait été précisément le moyen du crime ou du délit (2).

Il est à remarquer que le patron ne supportera pas toujours définitivement les conséquences de la faute commise par son préposé ; il a évidemment le droit, lorsque la victime de l'accident l'actionne, d'appeler en cause le préposé qui s'est rendu coupable d'une faute ou d'une négligence, afin de lui faire supporter, s'il est solvable, les condamnations tendant à la réparation du dommage causé ; il pourra se faire alors, si la responsabilité est partagée, qu'il soit déclaré solidairement responsable avec son préposé, ainsi que plusieurs jugements l'ont décidé (3).

D'un autre côté, il est certain que si le patron ne fait pas intervenir immédiatement son préposé dans l'instance, il a

que les matériaux de l'engin, ayant servi à des ouvriers à commettre un délit de voies de fait, ont été pris dans l'usine du patron, il ne s'ensuit pas, dit un arrêt de la Cour de Cassation du 14 décembre 1894, que ce délit ait été accompli dans l'exercice de leurs fonctions ».

(1) Dijon, 24 juillet 1874, *Pand.* t. v. 2. 141.

(2) Rep. Responsabilité n° 627 ; Cass. 17 mai 1851, D. 52. II. 241 ; Req. 3 mars 1884, D. 85. I. 63 ; Paris, 31 oct. 1893, D. 94. II. 313.

(3) Alger, 12 déc. 1887, *Rev. Alg.* 167. 88 ; Poitiers, 21 déc. 1891, *Gaz. Pal.* 92. I. 206 ; D. sup. C. civ. n° 7981 et suiv. ; *Jur. Gén.* Obligations n° 1483, Responsabilité, n° 243. *Crim. Rej.*, 6 mars 1890, D. 90. I. 496 ; Req. 22 juill. 1891, D. 92. I. 335. — Demolombe, t. III, n° 281, t. VIII, n° 693. — Aubry et Rau, t. IV, § 298 *ter*. — Sourdat, t. I, n° 704 (3° éd.). — Larombière, t. III. Art. 1202, n° 23, t. VII, art. 1384, n° 42.

La Cour de Rouen a fait une curieuse application de ce principe relativement à un accident survenu, au cours du déchargement d'un navire, par l'imprudence d'ouvriers qui, sur l'ordre du contre-maitre du déchargeur, avaient,

un recours contre lui ; son action, dans ce cas, est basée en quelque sorte sur l'inexécution d'une obligation contractuelle ; l'ouvrier, en effet, en contractant avec le patron, s'engage à remplir fidèlement ses fonctions et à exécuter ponctuellement les ordres reçus, il est donc juste, s'il commet une faute, que son maître puisse lui en demander la réparation complète (1).

Enfin, s'il y a plusieurs commettants, ils seront tous responsables du fait de leur préposé, et la solidarité pourra être prononcée entre eux tous ; c'est ce qui arrivera lorsque la victime se trouvera en présence d'associés ; il est de principe, en effet, que tous ceux qui ont commis ensemble un quasi-délit, peuvent être condamnés solidairement à le réparer (Bordeaux, 9 janvier 1839) (2).

Indépendamment de l'action qui lui est accordée par l'article 1384 à raison de la culpabilité indirecte du patron, la victime d'un accident peut, en vertu de l'article 1382, s'adresser directement à l'auteur du préjudice ; ce dernier est responsable d'après le droit commun ; remarquons toutefois que, dans ce cas, il ne lui sera pas permis de mettre son commettant en cause, car si la responsabilité civile du commettant a été établie par le législateur, c'est uniquement dans l'intérêt de la victime et nullement dans celui du préposé.

En résumé, la responsabilité qu'encourt le patron dérive

sans avertissement, laissé tomber une tringle de fer ; sa chute avait occasionné la mort de plusieurs ouvriers piqueurs qui travaillaient dans la cale.

A raison de l'indivisibilité des fautes connexes commises, la Cour déclara solidairement responsables : 1° l'entrepreneur de déchargement ; 2° la Compagnie propriétaire du navire, pour n'avoir pas veillé à la sécurité des hommes par elle employés ; 3° le patron sous la surveillance duquel travaillait cette équipe qu'il avait embauchée et qu'il avait fournie avec son contre-maître à la Compagnie. Du 3 nov. 1891. *Rec. Rouen*, 91. 1. 250.

(1) *Sic. Cass.* 24 fév. 1886. P. 86. I. 1140. — Touillier, t. XI. n° 260. — Aubry et Rau, t. IV. p. 767. — Sourdât, t. II. n° 770. — Laurent, t. XX. n° 622.

(2) *Sic. Cass.* 12 janv. 1881, P. 82. I. 34 ; Besançon, 30 juillet 1884, P. 85. I. 314.

soit de l'article 1382, quand la faute émane *directement* de sa personne, soit de l'article 1384, quand sa faute découle *indirectement* de sa propre chose ou du fait de son préposé.

Dans les hypothèses qu'il nous reste à parcourir, la responsabilité du patron n'existe plus ou se trouve fortement atténuée, ainsi que nous allons nous en rendre compte.

Faute imputable à l'ouvrier.

Un principe de droit naturel exige que chacun supporte le poids de ses fautes et les conséquences qu'elles entraînent. Les tribunaux, admettant comme point de départ que *la responsabilité du patron est fondée sur l'article 1382*, en déduisent logiquement que la faute est, avec juste raison, la condition *sine qua non* de toute action en dommages-intérêts ; il s'ensuit donc que le patron ne saurait être déclaré responsable d'un fait qui ne lui est pas imputable et auquel il est resté complètement étranger, et que les suites de l'accident dû à la faute ou à l'imprudence de la victime doivent retomber exclusivement sur elle. C'est là une règle générale ; il n'est pas dû réparation à celui qui a éprouvé un dommage par suite de sa propre faute. Tous les auteurs et arrêts le reconnaissent à l'unanimité (1). Mais, remarquons-le bien, pour que la responsabilité du patron disparaisse complètement, il faut que l'imprudence de l'ouvrier soit la *seule cause directe et immédiate* du préjudice souffert, autrement dit, que l'accident soit le résultat du *propre fait* et de la *seule imprudence* de la victime.

(1) Sourdat, *op. cit.*, t. 1, n° 108. — Laurent, t. xx, n° 488. — Larombière, *op. cit.*, t. v, art. 1382-1383, n° 29 et 30 ; Sic, Cass., 17 nov. 1886, S. 87. 1, 227 ; Besançon, 25 août 1888, *Gaz. Pal.* 88. II. 680 ; Cass., 2 déc. 1885 ; S. 87. 1. 312 ; Lyon, 31 mai 1890, *Gaz. Pal.* 90. II. 210 ; Lyon, 24 février 1893, *Droit*, 8 juillet 1893 ; Trib. civ. Seine, 28 nov. 1892, *Gaz. Pal.* 93. I. 197 ; Aix, 7 déc. 1891, D. 92. II. 299 ; Bourgoïn, 6 juillet 1894, Mon. Lyon, 15 sept. 1894.

Ainsi, d'après un arrêt de la Cour de Paris (1), l'ouvrier qui, volontairement et pour s'éviter une peine, s'est exposé à un danger qu'il aurait évité en opérant comme il aurait dû le faire, n'est pas fondé à réclamer des dommages-intérêts à raison de l'accident dont il aurait été victime.

Jugé dans le même sens par la Cour de Cassation que la victime d'un accident dû uniquement à son imprudence, est sans droit à intenter une action en responsabilité (2).

... Que la responsabilité de l'accident incombe à l'ouvrier lui-même lorsqu'il est établi que cet ouvrier n'a pas pris toutes les précautions nécessaires pour accomplir la tâche à l'occasion de laquelle l'accident s'est produit (3).

Le Tribunal de la Seine a même assimilé à l'imprudence de l'ouvrier le fait par lui d'avoir manqué soit de courage, soit d'intelligence dans l'exécution de son travail ; il s'agissait, dans l'espèce, d'un mécanicien blessé dans une collision qui fut déclaré en faute pour avoir sauté en bas de sa machine au moment de l'accident (4). Cette solution peut paraître rigoureuse ; il semble dur, en effet, de considérer comme une faute le manque de courage ou de présence d'esprit ; c'est, du reste, ce qu'a pensé la Cour de Cassation qui, dans une espèce analogue, a donné gain de cause à la victime de l'accident, considérant que « cet acte ne pouvait être attribué qu'à un sentiment instinctif de conservation (5). »

(1) Paris, 6 juillet 1893, *Loi*, 27 déc. 1893 ; Grenoble, 27 déc. 1892, D. 93. 1. 534.

(2) Cass., 8 mai 1893, *Gaz. Pal.*, supp. 94. 1. 214 ; *id.* 19 mars 1880, D. 80. 1. 296 ; *id.* 15 nov. 1881, D. 83. 1. 159.

(3) Grenoble, 11 déc. 1888, *Rec. Grenoble* 89. 29 ; *Sic* : Rennes, 11 juin 1894, *Gaz. Pal.* 94. II. 145.

(4) *Droit*, 3 déc. 1867.

(5) Cass., 26 juin 1876, S. 77. 1. 79.

Faute commune au patron et à l'ouvrier.

A l'imprudence de l'ouvrier vient souvent s'ajouter une faute du patron ; qu'arrivera-t-il alors ? L'imprudence de la victime aura-t-elle pour effet de faire disparaître la responsabilité du patron, comme dans l'hypothèse précédente ? Sera-ce le contraire qui se produira, et la faute du patron couvrira-t-elle celle de l'ouvrier ?

Aucune de ces solutions n'est consacrée par la jurisprudence ; d'une part, en effet, ainsi que nous l'avons vu, la faute la plus légère du patron est une cause de responsabilité ; du moment qu'il y a faute de sa part, le maître est responsable, peu importe que la victime ait des torts personnels à se reprocher ; d'un autre côté, il en est de même pour l'ouvrier : étant donné qu'il a commis une imprudence, il doit endosser une certaine part de responsabilité, il est donc juste que le patron soit déchargé d'autant. Dans ces conditions, il y a lieu pour les juges de modérer le chiffre de l'indemnité dans la mesure de l'imprudence commise par la victime ; le seul effet produit est une atténuation du taux des dommages-intérêts, et l'on applique ainsi le principe de la responsabilité partagée (1).

C'est ainsi que, d'après un arrêt de la Cour de Chambéry (2), l'ouvrier qui sollicite ou accepte un travail rendu plus difficile pour lui à raison d'une entorse antérieure qui le prive de sa force et de son agilité habituelles, commet une imprudence de nature à diminuer la responsabilité du patron qui lui a commandé ce travail ; le patron qui, n'ignorant pas cette circonstance, confie à son ouvrier une tâche que celle-ci

(1) Larombière, t. VII, sur l'article 1384, n° 45. — Sourdat, t. II, n° 770.

(2) Du 12 déc. 1889, Mon. Lyon, 10 janv. 1890.

rend difficile et dangereuse, commet aussi une imprudence et une faute, alors même que l'ouvrier aurait accepté et même sollicité le travail en question. Dans ce cas, une double faute ayant été commise, la responsabilité doit être partagée.

De même, il a été jugé par la Cour de Grenoble que « la faute commise par un ouvrier mineur, victime d'un accident, et consistant dans l'emploi d'un bourroir en fer, cause première de cet accident, n'affranchit point le patron d'une part de responsabilité, lorsque cet emploi, bien que contraire aux prescriptions réglementaires, a été toléré par le patron sur son chantier (1). »

Ainsi donc, pour nous résumer, en ce qui concerne l'imprudence de la victime : elle peut ou bien atténuer la faute du patron et limiter sa responsabilité, ou bien l'exonérer complètement, s'il est prouvé qu'il a pris toutes les précautions nécessaires pour éviter l'accident (2).

Accident résultant d'un cas fortuit, de la force majeure, ou d'une cause inconnue.

D'après le droit commun, l'imputabilité de l'action ou de l'omission à la personne prétendue responsable constitue

(1) Du 18 av. 1893, *Rec. Grenoble*, 93. 1. 302. *Sic* : Orléans, 22 juin 1887, *D. industr.* 88. 497 ; Caen, 21 juil. 1888, *Rec. Rouen*, 88. II. 21 ; Cass., 28 août 1882, S. 85. 1. 19 ; id. 10 nov. 1884, S. 85. 1. 129 ; Chambéry, 9 août 1887, *Mon. Lyon*, 3 déc. 1887 ; Marseille, 22 nov. 1890, *Rec. Aix*. 91. 8 ; Rennes, 16 avril 1894, *Rec. Angers*, 94. 256 ; Lyon, 15 fév. 1893, *Loi* 8 mai 1893.

(2) Cependant, bien que la victime de l'accident ait commis une imprudence, il pourra arriver que les Tribunaux n'en tiennent pas compte pour la fixation des dommages-intérêts, notamment lorsque cette imprudence *aggrave* la responsabilité du patron, au lieu de l'atténuer (C. d'Alger, 23 mai 1892, *D.* 94. II. 47. § 6). A l'inverse, alors même qu'il y aurait une faute du patron, ils peuvent rejeter la demande de l'ouvrier qui a une imprudence à se reprocher, toutes les fois que cette imprudence est la cause directe et immédiate de l'accident ; c'est ainsi que la Cour de Cassation a débouté de sa demande la veuve d'un ouvrier tué par l'effondrement d'un échafaudage, bien que l'accident provînt d'un vice de construction imputable au patron ; il fut établi, en effet, que la victime n'avait rien à faire sur cet échafaudage et qu'elle avait été formellement invitée à s'abstenir d'y monter (Cass., 15 nov. 1881, *D.* 83. 1. 159 ; id. 2 déc. 1884, S. 86. 1. 367).

une des conditions essentielles de la faute et du quasi-délit (1); or, il est de toute évidence que cette imputabilité fait défaut, lorsque le fait dommageable est arrivé par suite de cas fortuit, de force majeure ou de cause inconnue, puisque ces trois éléments sont également *exclusifs de la faute*.

La responsabilité du patron, au contraire, étant, d'après la jurisprudence, d'origine délictuelle, est inséparable de l'idée de faute, il s'ensuit donc que les accidents provenant soit du cas fortuit, soit de la force majeure, soit d'une cause inconnue, ne doivent ni ne peuvent être à la charge du patron, étant donné qu'aucune faute ne lui est imputable. — Les Tribunaux sont unanimes à le reconnaître : ils affranchissent le patron de toute responsabilité, toutes les fois que l'accident est le résultat de ces diverses circonstances.

A ce motif juridique il convient d'ajouter la considération de fait suivante : que toute profession suppose un certain nombre de risques qui sont à la charge de ceux qui l'exercent. « Il y a des travaux dangereux de leur nature qui exposent inévitablement celui qui s'en charge à des chances sérieuses d'accidents ; lorsque ces accidents se produisent, l'ouvrier ne peut prétendre en rendre ses patrons responsables, alors même qu'il n'a commis aucune faute ou imprudence. Ce sont des risques dont il a dû peser l'importance en embrassant l'état qu'il exerce, qui ont dû être pris en considération entre patrons et ouvriers dans la fixation du chiffre des salaires, et dont l'éventualité a été volontairement acceptée (2). »

Par application de ces principes, il a été jugé que l'industriel ne saurait être rendu responsable des accidents survenus à ses ouvriers, lorsqu'aucune faute ou négligence ne peut être relevée contre lui, et que toutes les précautions nécessaires ont été prises pour les protéger ; spécialement,

(1) Toullier, t. vi. n° 223. — Zachariæ, t. ii. p. 322. — Sourdat, t. i. n. 645.

(1) D. *Rép. Ouvriers*, n. 108. V. en ce sens : S. 71. 1. 9, note Labbé.

lorsque les accidents sont dus à des risques inhérents à la profession, et qu'il est en outre établi que tous les moyens connus pour les éviter ont été utilisés dans l'établissement, bien que cependant ils soient inefficaces (1).

La Cour de Cassation a pareillement décidé que l'ouvrier blessé par suite de l'inflammation de la poudre dans un trou de mine, sous l'influence de la compression de l'air dans l'opération de chargement, n'a point de recours, à raison de cet accident, contre l'exploitant de la mine, auquel aucune faute ni omission ne peut être reprochée (2).

De même, l'ouvrier mineur, blessé par l'éboulement d'un bloc de charbon, ne peut faire peser sur la Compagnie la responsabilité de cet accident, s'il se borne à alléguer que l'éboulement a été provoqué par une fouille en sous-cave que la Compagnie a tolérée (3).

Le mécanicien de chemin de fer, qui, sur sa locomotive, est atteint à l'œil par un débris de charbon incandescent échappé de la cheminée de la machine, ne peut en rendre la Compagnie responsable, s'il n'a aucune faute à lui reprocher (4).

Mais par contre, d'après un arrêt de Toulouse, ne saurait être considéré comme rentrant dans la série des risques professionnels, l'accident dans lequel on peut relever contre le patron un manque de précaution qui, si cette précaution avait été prise, aurait empêché l'accident de se produire (5).

(1) Douai, 27 juin 1888, *Dr. industr.*, 88. p. 611.

(2) *Req.*, 26 nov. 1877, D. 78. I. 148.

(3) Cass., 5 av. 1894, D. 94. I. 479. — Une jurisprudence constante assimile ces sortes d'accidents à un cas fortuit ; V. Saint-Etienne, 24 nov. 1893 ; Rouen, 12 mars 1891, P. 94. II. 243.

(4) Grenoble, 15 nov. 1893, *Rec. Gren.* 93. I. 298 ; Lyon, 9 mai 1874, S. 74. II. 316 ; Aix, 10 janvier 1877, S. 77. II. 236 ; Bordeaux, 3 juil. 1878, S. 79. II. 4 ; Lyon, 10 août 1892, Loi 27 déc. 1892 ; Trib. Cambrai, 15 nov. 1894, *Gaz. Pal.* 94. II. supp. 27.

(5) Du 22 nov. 1889, *Gaz. Midi*, 8 déc. 1889.

La Cour de Lyon (1) a refusé de même d'assimiler à un cas fortuit ou de force majeure, un accident qui, bien qu'ayant eu lieu dans des circonstances exceptionnelles, eût pu être évité par l'emploi de certaines précautions ; elle a considéré que les engrenages d'un appareil n'étaient pas entourés d'une façon suffisante par l'établissement d'un disque préservateur, et qu'ils auraient dû, au contraire, être munis de grillages.

La responsabilité du patron est donc étroitement liée à l'idée de faute, mais observons-le bien, la plus légère des fautes suffira : « Attendu, dit l'arrêt de Toulouse précité, que ce manque de précautions constitue *la faute légère* et engage par suite la responsabilité du patron. » Aussi y a-t-il des cas où l'existence de la force majeure ou du cas fortuit se distingue à peine de la faute légère qu'a pu commettre le patron ; et si nous remarquons que le pouvoir du juge est souverain pour constater les faits et les circonstances auxquelles il attache le caractère de faute ou celui de force majeure, il n'y a pas lieu de s'étonner de rencontrer des décisions parfois contradictoires sur des espèces présentant une certaine analogie entre elles. C'est ainsi que la Cour de Rennes, dans un arrêt tout récent, a conclu à la responsabilité du patron, à la suite d'un accident arrivé à un ouvrier riveur qui eut l'œil crevé par des éclats de métal (2). « Considérant que le meilleur et pour ainsi dire l'unique moyen de se préserver de semblables accidents consiste dans l'usage soit d'un masque, soit de lunettes métalliques ; que si le devoir du patron qui a charge de veiller à la sécurité de ses ouvriers ne va pas jusqu'à leur en imposer l'emploi, il

(1) Lyon, 29 juin 1893, Mon. Lyon, 28 déc. 1893.

(2) Rennes, 12 déc. 1895, *Le Droit* du 26 janvier 1896.

On peut citer dans le même sens un arrêt de Nîmes du 26 juill. 1893, *Gaz. Pal.* 93. II. 402 ; Cass., 7 nov. 1893, D. 93. II. 208 ; Trib. civ. Lyon, 21 janv. 1893, *Gaz. Pal.* 93. I. 357 ; Nancy, 1^{er} déc. 1893, *Rec. Nancy*, 94. 334.

Tous ces arrêts déclarent le patron en faute de n'avoir pas fourni de lunettes protectrices aux ouvriers employés à river.

doit tout au moins faire en sorte que ces instruments soient à leur disposition d'une façon très apparente et dans le chantier même où ils travaillent. »

Au contraire, un arrêt de la Cour de Lyon a refusé d'imposer cette obligation à l'égard d'ouvriers employés à l'étirage de l'acier ; il a décidé, en conséquence, que le patron n'était pas responsable d'avoir négligé de mettre à leur disposition des lunettes grillagées (1).

D'après ces exemples, il est aisé de se rendre compte de la difficulté qu'on éprouve à distinguer d'une façon absolue la faute très légère du patron d'avec le cas fortuit ou la force majeure.

Il en est de même pour la cause inconnue qui, pour nous, doit se confondre avec le cas fortuit ; et même dans ce dernier cas, il pourra se faire qu'on relève contre le patron une faute originelle, lointaine ou cachée : certains tribunaux la prendront en considération, tandis que d'autres pourront ne pas en tenir compte.

Ainsi donc, pour nous résumer, il doit exister entre la faute que le patron a commise et l'accident survenu à l'ouvrier *une certaine relation de cause à effet*, pour que la responsabilité du maître soit en jeu ; mais cela n'est pas suffisant, ainsi que nous allons le voir, il faut de plus que l'ouvrier établisse outre cette faute, le rapport de celle-ci avec *le préjudice* dont il a souffert, sans quoi les conséquences de l'accident resteront à sa charge.

(1) Lyon, 21 mars 1893, *Gaz. Pal.* 93. II. 368.

Dans une espèce identique, la Cour de Nancy a jugé que le patron, n'étant tenu de prendre pour la sécurité de ses ouvriers que les précautions usitées pour le genre de travail auquel ils se livrent, ne saurait être rendu responsable de la perte d'un œil dont un tourneur de métaux a été victime, pour ne lui avoir pas fourni un masque ou des lunettes en toile métallique. Nancy, 21 juill. 1893, *Rec. Nancy.* 93. 245 et 248.

§ II. — DU PRÉJUDICE.

Comme la faute, le préjudice constitue une condition essentielle de l'action en indemnité; comme elle, il est un élément sans lequel cette action ne saurait exister.

D'après les principes généraux, pour qu'il y ait responsabilité dans les termes de l'article 1382, il faut non seulement qu'une faute ait été commise, mais encore que cette faute ait occasionné *un préjudice* (1). Une faute n'engage, en effet, la responsabilité de son auteur qu'autant qu'elle se rattache au préjudice causé par une relation directe. C'est ce qui ressort nettement des termes mêmes de l'article 1382, qui parle « de la réparation d'un dommage. »

Le patron n'encourra donc de responsabilité qu'autant que la victime de l'accident justifiera de l'existence actuelle et certaine d'un préjudice, et même cela ne sera pas suffisant : il faudra que l'ouvrier établisse en outre une certaine relation de cause à effet entre la faute et le dommage dont il souffre. La jurisprudence est constante sur ce point ; c'est ainsi qu'il résulte d'un arrêt de la Cour de Cassation « qu'une faute n'engage la responsabilité de son auteur qu'autant qu'elle se rattache au préjudice causé par une relation directe (2 . »

D'un autre arrêt du 14 mai 1892, il ressort que « le jugement qui condamne à des dommages-intérêts sans constater cette relation, manque de base légale (3).

(1) Cass., 15 av. 1890, *Gaz. Pal.*, 90. 1. 686 ; *id.* 6 fév. 1894, *Gaz. Pal.* 94. 1. 606 ; Pau, 15 mars 1892, P. 93. II. 133 ; Cass. Crim., 13 mai 1893, *Pand.* 94. 1. 495.

(2) Cass., 19 mars 1888, S. 90. 1. 397 ; Cass., 5 fév. 1884, S. 86. 1. 423.

(3) D. 92. 1. 343 ; Comp. Cass., 6 fév. 1894 précité ; Douai, 30 mai 1894, *Gaz. Pal.* 94. II. 101.

Par application de ces principes, il a été jugé que la mort d'un ouvrier, qui,

Quant à la nature du préjudice souffert par l'ouvrier à la suite d'un accident, c'est toujours un dommage physique et matériel occasionnant soit sa mort, soit des blessures corporelles plus ou moins graves.

Qui peut intenter l'action en dommages-intérêts ? Pour répondre à cette question, il est nécessaire d'envisager différentes hypothèses :

1^o Supposons tout d'abord que la mort de la victime soit le résultat instantané de l'accident, et qu'elle se confonde avec lui : l'ouvrier a été tué sur le coup.

On peut alors se trouver en présence de personnes à qui cette mort cause un préjudice des plus graves ; du moment qu'elles ont éprouvé un dommage, elles sont recevables, aux termes du droit commun, à en demander la réparation ; c'est ainsi que l'action en dommages-intérêts appartiendra à la veuve et aux enfants de la victime qui vivaient de son travail et qui, désormais, sont privés de son soutien ; ils éprouvent de ce fait un préjudice qui, bien qu'indirect quant à leur personne, est cependant direct au point de vue de sa cause ; il est naturel qu'ils soient admis non comme héritiers de la victime, mais en leur nom personnel et de leur propre chef, en vertu de l'article 1382, à intenter une action en réparation du dommage direct que leur cause cette mort.

Peu importe donc qu'ils aient accepté ou renoncé à la succession du *de cuius*, du moment qu'ils n'ont pas à se prévaloir d'un droit héréditaire, car, comme le fait remarquer M. Sourdat, « ce n'est pas en qualité d'héritiers qu'ils agissent, mais comme ayant été lésés dans leur affection, dans leurs

n'étant plus employé dans une usine, s'est noyé en tombant dans une mare d'eau, ne se rattache pas par un lien nécessaire à l'accident dont il a été victime et qui l'a aveuglé, et que par suite, cette mort ne rend pas exigible l'indemnité promise par le règlement de l'usine aux veuves d'ouvriers blessés ou morts des suites d'un accident (Aix, 6 mai 1872, D. 73. II. 57).

intérêts propres, comme exerçant leur action personnelle (1) ».

En sera-t-il de même pour les héritiers du *de cujus* qui ne viendraient point, comme dans la précédente hypothèse, en vertu d'un droit propre, mais, bien au contraire, en vertu de leur droit héréditaire, *hereditario nomine* ? Ce sont, par exemple, des collatéraux plus ou moins éloignés qui n'éprouvent, par suite du décès, qu'un préjudice personnel nul ou peu sensible ; la question a une certaine importance pratique, car si on les admet à agir au nom de leur auteur, ils pourront peut-être obtenir des dommages-intérêts considérables, tandis que leur action personnelle pourra n'être qu'insignifiante, voire même nulle. Quelques auteurs (2) et en même temps certains arrêts (3) reconnaissent à ces héritiers le droit d'agir sans alléguer de préjudice personnel, en leur seule qualité d'héritiers.

Cette solution ne semble pas prévaloir dans la jurisprudence française ; elle a été écartée notamment par un arrêt de la Cour de Besançon confirmant un jugement du tribunal de Baume-les-Dames (4) et par un arrêt de la Cour de Paris (5).

(1) Sourdat. t. I, n° 54 ; V. Douai, 7 juillet et 8 déc. 1892, S. 94. II. 20 et 22 ; Besançon, 6 juillet 1892, S. 94. II. 61 ; Alger, 23 mai 1892, S. 94. II. 62.

Et même le fait que le mari qui est mort victime d'un accident était séparé de corps d'avec sa femme, ne fait point obstacle à ce que sa veuve obtienne de l'auteur de l'accident une pension représentant celle à laquelle le mari avait été condamné par le jugement de séparation de corps (Trib. civ. Saint-Etienne, 26 juin 1889.)

(2) Aubry et Rau, t. IV, § 445, p. 750-751. — Labbé, note, Sirey, 81. II. 21.

(3) Bruxelles, 31 déc. 1890 et 7 fév. 1891, *Belgique judiciaire* 91. 2, p. 231 et 566.

(4) Besançon, 1^{er} déc. 1880, S. 81. II. 20. « Considérant, dit cet arrêt, que la mort de B... a été instantanée et concomitante avec l'accident lui-même, que le droit à une réparation n'a pu prendre naissance dans la personne de la victime et être transmis à ses héritiers... — Attendu, dit aussi un jugement du Trib. civ. de Marseille du 22 fév. 1890, que les demandeurs agissent en dommages-intérêts contre la Compagnie en qualité d'héritiers de la victime ; qu'une telle action ne saurait être recevable à un tel titre... »

(5) Paris, 15 juin 1868, *Droit*, 20 juin 1868 ; Trib. civ. Bagnères, 22 déc. 1892, *Gaz. Trib.*, 30 janvier 1893 ; Aix, 30 déc. 1891, *Rec.* 92. 1. 125.

La jurisprudence, à notre avis, juge avec raison ; en supprimant la personne, la mort a mis obstacle à l'ouverture de l'action, l'accident et la mort se confondent au point de ne former qu'un événement ; c'est bien la mort, et la mort seule, qui est la source de l'action ; or, cette dernière n'a pu résider un instant sur la tête de la victime, elle n'a donc pu être transmise à ses héritiers, puisqu'ils ne la trouvent point dans la succession du *de cujus*.

Il peut cependant se faire que les héritiers justifient d'un préjudice à eux causé par la mort de leur auteur, et qu'ils soient admis à ce titre à exercer une action *proprio nomine*, basée sur le dommage dont ils souffrent. C'est ainsi que le Tribunal civil de Lyon a jugé que « la généralité de la règle posée en l'article 1382 permet à un frère de réclamer une indemnité à l'auteur de l'accident qui a causé la mort de son frère, du travail et de l'assistance duquel il vivait (1). » Mais, remarquons-le bien, il faut, pour cela, qu'il prouve avoir été lésé directement par un « préjudice actuel et certain, moral ou matériel, et non pas simplement éventuel et possible (2). »

2° Supposons maintenant que l'accident ait entraîné la mort de la victime, mais que celle-ci lui ait survécu.

L'action en indemnité appartient tout d'abord, dans cette hypothèse, à la victime elle-même ; elle prend directement

(1) Trib. civ. Lyon, 11 juin 1892, *Loi* 9 août 1892 ; Comp. Lyon, 18 mars 1865, S. 65. II. 258 ; Bourges, 16 déc. 1872, S. 74. II. 71. — Peu importe même qu'il n'y ait pas de dette alimentaire. — Besançon, 13 déc. 1880, S. 81. II. 20.

Il a même été jugé que le préjudice sur lequel se fonde l'action en responsabilité des frères et sœurs, peut être tout simplement *moral*. *Sic* : Cass., Belgique, 17 mars 1881, S. 82. IV. 9 ; Bruxelles, 13 janv. 1890. S. 90. IV. 23 et 39. — Laborde, *Revue Crit.* 94. p. 25 et s.

(2) Aix, 30 déc. 1891 précité ; V. Trib. civ. Lille, 26 juin 1890, *Gaz. Pal.*, 90. II. 205.

La Cour d'Alger, cependant, a décidé que la mère de la victime pouvait invoquer comme préjudice suffisamment certain la privation du droit de demander dans l'avenir des aliments à la victime. V : D. 94. II. 47.

naissance dans la personne de l'ouvrier blessé, aussi ce dernier est-il libre de la diriger comme il l'entend, et au mieux de ses intérêts.

Quant aux personnes qui ont éprouvé un dommage direct à la suite de l'accident, elles seront recevables, comme dans le cas de mort instantanée, à intenter en leur nom personnel une action en indemnité contre le patron ; peu importe, du reste, que la victime de l'accident ait obtenu auparavant des dommages et intérêts pour son propre compte (1). « L'action en réparation du préjudice causé par accident, dit un arrêt de la Cour de Grenoble, n'appartient pas seulement à la victime même de l'accident ou à ses héritiers, mais aussi à quiconque, héritier ou non de cette victime, se trouve directement lésé par les conséquences de cet accident (2). »

Mais il peut arriver que, *pendente lite*, la victime de l'accident vienne à succomber, après avoir exercé son droit ; l'action, dans ce cas, passera-t-elle à ses héritiers ?

Cela ne fait aucun doute : ils pourront reprendre l'instance engagée, ils ont, en effet, recueilli l'action dans le patrimoine de leur auteur, et partant ils sont admis à la faire valoir comme tout le reste de ce patrimoine : ils agiront dans ce cas en leur qualité d'héritiers, *hereditario nomine*, et toucheront à ce titre une indemnité égale à celle que leur auteur aurait obtenue s'il avait continué lui-même le procès (3).

En serait-il encore de même, si l'ouvrier mourait avant d'avoir engagé l'instance, à condition toutefois que sa mort

(1) Montpellier, 3 août 1892, *Gaz. Pal.* 93. 1. 2^e partie, 2.

(2) Grenoble, 23 mai 1892, *Gdz. Pal.* 93. II. 2^e partie, 19. Dans l'espèce qui lui était soumise, bien que la veuve de la victime eût déjà obtenu un jugement condamnant l'auteur de l'accident à lui payer des dommages-intérêts, la Cour considéra que cette décision ne pouvait être opposée à la mère de la victime, agissant à son tour en paiement d'une indemnité pour le préjudice par elle subi.

(3) Trib. Seine, 26 mars 1886, *Droit*, 9 av. 1886.

ne soit pas la suite immédiate et directe de l'accident, sans quoi l'on retomberait dans la première hypothèse? Nous sommes tenté de le croire; l'action, en effet, étant née dans la personne même de la victime, est entrée aussitôt dans son patrimoine, elle constitue une valeur active que l'héritier recueille en même temps que toutes les autres, il a donc le droit de la réaliser, sans qu'il soit besoin pour lui d'éprouver un préjudice personnel, à moins toutefois que son auteur n'y ait renoncé de son vivant (1).

L'action en dommages-intérêts peut encore être intentée par les représentants légaux de la victime; le tribunal de Lyon a fait application de ce principe dans un jugement du 26 avril 1871, en décidant « qu'un père était recevable, en tant qu'administrateur de la personne et des biens de son enfant mineur, à former pour lui une action en indemnité fondée sur un accident dont celui-ci a été victime » (2).

En cas d'accident survenu à leur débiteur, les créanciers sont-ils admis à exercer en leur nom l'action en réparation du préjudice? A notre avis, il faut distinguer plusieurs hypothèses :

Supposons que la victime encore en vie refuse d'assigner son patron; ses créanciers auront-ils le droit de se prévaloir de l'article 1166? Nous ne le croyons pas, et c'est l'avis de la jurisprudence; tant que la victime n'a pas succombé, elle a seule le droit de disposer de son action, et ses créanciers ne sauraient être admis à s'immiscer dans ses affaires. — « Attendu, dit un jugement du Tribunal de la Seine du 9 janvier 1879, que *de son vivant*, ses créanciers n'auraient pu exercer cette action à son défaut, ou contre sa volonté, dans les termes de l'article 1166... » En effet, ainsi que le constate ce jugement, si, aux termes de l'article 1166, les

(1) Aix, 14 juin 1870, D. 72. II. 97; Angers, 12 juillet 1870, D. 72. II. 386.

(2) D. 71. II. 41.

créanciers peuvent exercer tous les droits et actions de leur débiteur, il y a une exception pour « ceux qui sont attachés exclusivement à la personne ». — Or, pour la jurisprudence en général, il n'y a aucun doute, l'action en réparation intentée à la suite d'un accident rentre nécessairement dans cette exception, elle est essentiellement personnelle à la victime et présente un caractère plutôt moral que pécuniaire.

« Attendu, dit un jugement du Tribunal civil de la Seine du 9 janvier 1879, que le préjudice dont la réparation peut être demandée n'affecte que la personne elle-même de la partie lésée, et seulement quant à des droits qui ne peuvent être considérés par les tiers comme gage de leur créance (1). »

La plupart des auteurs, du reste, adoptent cette opinion. M. Sourdat considère comme *attachées à la personne* « toutes les actions en dommages-intérêts à raison de délits contre la personne; ces actions, dit-il, nommées en droit romain *actiones vindictam spirantes*, ont moins pour objet une indemnité pécuniaire que la réparation d'un tort moral (2). »

Selon lui, l'abstention de la victime contient une remise implicite de l'injure et fait présumer une renonciation de sa part.

M. Labbé, au contraire, a vivement combattu cette solution (3); il distingue dans la personne du débiteur « les intérêts moraux » auxquels le créancier ne peut toucher, à la défense desquels il ne peut prétendre, et « les facultés, la puissance de travail, » qui regardent les créanciers; « ces derniers, dit-il, comptent et ont le droit de compter sur les émoluments à provenir de l'activité, de l'industrie qu'atteste et dont répond le passé de l'ouvrier. » Il autorise en consé-

(1) S. 81. II. 21. — En ce sens : Trib. civ. Seine, 11 juillet 1894, *Gaz. Trib.*, 11 juillet 1894.

(2) T. I. n. 73. — *Adde* : Aubry et Rau, t. IV. § 332. n. 8. — Colmet de Santerre, t. V. n. 81 *bis*. IX. — Laurent, t. XVI. n. 419.

(3) S. 81. II. 21. Note. — Comp., Demolombe, t. VIII. n° 618.

quence les créanciers à exercer l'action de leur débiteur, conformément à l'article 1166, en tant que le délit contre la personne porte atteinte à cette puissance de travail.

Si la victime était morte, sans avoir intenté d'action, la solution serait la même que dans l'hypothèse précédente.

Le contraire existerait au cas où l'ouvrier aurait formé sa demande en dommages-intérêts avant de mourir ; les biens et les actions d'un débiteur étant le gage commun de ses créanciers, il s'ensuit que ceux-ci, trouvant l'action formée dans le patrimoine de leur débiteur, ont le droit d'en poursuivre l'exercice dans les termes de l'article 1166.

C'est un point de doctrine constant que l'action civile qui résulte d'un délit ou d'un quasi-délit est susceptible d'être cédée comme tout autre droit légitime. L'ouvrier sera donc admis à opérer la cession de son action en responsabilité ; le cessionnaire, dans ce cas, intentera l'action au nom de l'ouvrier auquel il est subrogé, car ainsi que le fait remarquer Sourdat, « le délinquant n'est pas obligé envers lui, mais envers la partie qui a souffert du délit. » (1).

Les juges seront-ils tenus dans la fixation des dommages-intérêts de prendre en considération le prix réel de la cession, ou au contraire pourront-ils le dépasser, si bon leur semble ? Nous ne le pensons pas, car l'ouvrier, en cédant son action, a dû estimer à sa juste valeur le taux de l'indemnité à laquelle il a droit, et fixer le prix de la cession en conséquence. D'un autre côté, il nous paraît que ces sortes de cessions qui, en somme, peuvent aboutir à un genre de spéculations plus ou moins déloyales, ne doivent être encouragées en aucune façon.

Voyons maintenant *contre qui peut être intentée l'action en responsabilité* à la suite d'un accident ?

(1) T. 1, n° 74. Sic. Larombière. Oblig. t. v. p. 725.

« Naturellement, dit M. Sourdat, c'est contre l'auteur du délit, car l'agent doit, en général, supporter toutes les conséquences de sa faute. » (1).

Le patron est donc la première personne à qui l'ouvrier devra s'adresser.

Mais s'il vient à mourir, ses héritiers seront-ils atteints par cette action ? Seront-ils tenus de réparer le préjudice causé ? Evidemment oui, car c'est un principe incontestable que la responsabilité civile suit l'héritier ou le successeur à titre universel de l'auteur d'un délit ou d'un quasi-délit (2). Mais remarquons-le bien, l'héritier ne sera soumis qu'à l'action civile ; et si la condamnation présentait un caractère de peine proprement dite, et non de simple réparation civile, elle ne saurait être prononcée contre lui. L'héritier du patron ne sera donc tenu que *civilement*, il échappera par contre aux conséquences pénales du délit commis par son auteur.

Pour apprécier l'étendue du dommage causé, les juges doivent-ils prendre en considération *le préjudice moral* aussi bien que le préjudice matériel ? La jurisprudence admet d'une façon à peu près unanime que le préjudice moral peut servir de base à une action en dommages-intérêts de ce genre. C'est ainsi que la Cour d'Aix a décidé que : « le chiffre des dommages-intérêts dus à la veuve et aux enfants de la victime d'un accident, doit être basé non seulement sur le dommage matériel, mais encore sur *le préjudice moral* résultant de la perte de la direction du père de famille, des affections brisées et de la douleur » (3). La Cour de Nancy est

(1) T. 1. n° 75. p. 69.

(2) Zachariæ, t. III. p. 193. Sourdat, n° 76.

(3) Aix, 6 mai 1872, D. 73. II. 57. — En ce sens : Orléans, 9 mai 1893. *Fr. jud.* 1893. 387 ; Amiens, 24 nov. 1891, *Rec. Amiens*, 1892. 5 ; Chambéry, 15 juin 1892, *Rec.* ; Grenoble, 1892. II. 140. — Trib. civ. Seine, 13 avr. 1893. *Gaz. Pal.* 93. II. 272. ; Alger, 23 mai 1892, *Gaz. Pal.* 93. I. 2° part., 19.

allée encore plus loin : « Attendu qu'il importe de protester contre un système qui ne voit, pour la famille, dans la perte de l'un des siens, que la privation d'une assistance éventuelle et lointaine, sans souci de sa très légitime et profonde douleur, sans souci non plus des inquiétudes, des angoisses, des souffrances que la victime a presque toujours subies avant de mourir... Que la justice s'honore quand, en présence d'un malheur, elle consulte moins les règles absolues du droit strict que la voix ordinairement plus équitable et aussi autorisée de l'humanité » (1).

Ainsi donc, aux yeux de la jurisprudence, le dommage moral donne lieu à réparation, tout comme le dommage matériel.

Cette question cependant est une de celles qui divisent le plus les auteurs.

Pour les uns, comme M. Sourdat et M. Dupin, l'intérêt moral est suffisant pour engendrer une réparation (2).

D'autres, au contraire, rejettent cette solution et donnent comme motifs que l'argent ne saurait être le prix de la douleur, et qu'il est immoral de permettre aux parents de faire d'un malheur de famille une source de vengeance et de gain ; ils ajoutent enfin que cette solution n'est pas conforme aux principes généraux de la responsabilité.

Quoiqu'il en soit, la jurisprudence n'hésite nullement à tenir compte du préjudice moral, et, à notre avis, elle a raison, car, ainsi que l'a jugé la Cour de cassation de Belgique le 17 mars 1881, « le mot *dommage* dont se sert le législateur dans les articles 1382 et suiv., est un terme général qui

(1) Nancy, 9 déc. 1876. S. 79. II. 228.

(2) « Celui qui exerce la poursuite en pareil cas, s'écrie M. Dupin dans un de ses éloquentes réquisitoires, selon la belle expression de la loi romaine *« Causam agit doloris. »* »

V. en ce sens : Aubry et Rau. t. IV. § 445. note 2. — Demolombe, t. VIII, n° 672. — Sourdat, t. I. n° 33. — Laurent, t. XX. n° 525.

s'applique au dommage moral comme au dommage matériel. » Et, du reste, en réalité, les juges ne tiennent-ils pas plutôt compte du *contre-coup matériel* qui résulte du préjudice moral que de ce préjudice lui-même ? Ce dommage moral ne constitue-t-il pas réellement un véritable dommage matériel ayant une cause morale ? Lorsque les Tribunaux constatent soit la privation pour la famille de l'appui d'un père, soit l'altération de la santé ou la diminution des forces, soit un certain trouble dans les affaires, à la suite de la douleur ressentie après l'accident, il est évident, ainsi que le constate Larombière (1), qu'ils évaluent en pareils cas, le préjudice « en vue des circonstances matérielles qui donnent une base plus certaine et plus fixe à leur appréciation. »

Remarquons que le patron ne sera pas toujours complètement libéré des suites de l'accident, bien qu'il ait fourni la réparation que l'article 1382 met à sa charge ; il peut, en effet, avoir un compte à régler avec la justice criminelle, si le fait dommageable qui lui est reproché constitue à la fois un délit civil et un délit criminel ; c'est ainsi qu'il aura à répondre du délit prévu par les articles 319 et 320 du Code pénal, pour homicide par imprudence ou pour blessures involontaires. Pour cela, ainsi que le constatent Chauveau et Hélie, il n'est point nécessaire qu'il ait eu la volonté de faire le mal qu'il a causé, il suffit qu'on puisse lui reprocher un défaut de surveillance et de précautions, « il est coupable d'une faute, et quand cette faute a eu pour résultat de ravir la vie à un homme, la conscience publique réclame une réparation (2). »

Mais quels seront les faits de nature à servir de base au délit d'homicide prévu par ces articles ? D'après l'article 1382,

(1) *Op. cit.*, p. 716.

(2) T. IV. n° 1407.

tout fait quelconque de l'homme qui cause un dommage à autrui, engage la responsabilité de celui par la faute duquel il est arrivé. En sera-t-il de même au point de vue pénal ? ou faudra-t-il, au contraire, une faute d'une certaine gravité ?

Certains auteurs soutiennent que, sauf les cas de force majeure ou de faute personnelle de l'ouvrier, *tous les accidents du travail* constituent toujours l'un des délits prévus par le Code pénal ; pour eux, les articles 319 et 320 C. pén., d'une part, et les articles 1382 et 1383 C. civ., d'autre part, correspondent à des situations identiques, et la responsabilité civile ne se distingue en aucune façon de la responsabilité pénale.

La majorité des auteurs et une jurisprudence constante décident au contraire, avec juste raison, que les articles 319 et 320 C. pén. ne concernent pas toute espèce de faute ayant occasionné un homicide ou des blessures involontaires, mais seulement la maladresse, l'imprudence, l'inattention, la négligence ou l'inobservation des règlements, ces cinq circonstances étant *limitativement* énumérées par la loi (1) ; à défaut du concours de l'une d'elles, l'homicide par imprudence ne constitue ni crime, ni délit, ni contravention, et ne peut donner lieu à l'application d'aucune peine. Les articles 1382 et suivants visent, au contraire, toute espèce de faute, et pour qu'une indemnité soit due, il suffit que la faute, quels qu'en soient les éléments, ait occasionné un dommage.

D'autre part, dans la faute, il y a des degrés divers et variables à l'infini, comme nous l'avons vu précédemment ; on conçoit donc aisément qu'un fait ou une négligence puisse rentrer dans le domaine exclusif de l'article 1382 et ne pas

(1) Crim. Rej. 26 fév. 1863, D. 64. 1. 193 ; 27 juin 1850, D. 50. v. 348. Conf. Chauveau et Hélie t. IV. n° 1410. — Blanchet t. v, n° 6. — Dall. J. G. Crimes et délits contre les personnes n° 201.

présenter cependant un caractère de gravité suffisant pour qu'une condamnation pénale soit légitime (1).

Par conséquent, à ce double point de vue, éléments constitutifs de la faute d'une part, gravité du fait d'autre part, le délit prévu par les articles 319 et 320 C. pén. ne doit pas être confondu avec le quasi-délict de l'article 1382 C. civ.

Ceci dit, voyons quelques applications faites par la jurisprudence à ce sujet :

1^o Est coupable de *maladresse*, d'après un arrêt de la Chambre criminelle du 25 novembre 1875, l'architecte qui a tracé le plan d'une voûte dont la chute a amené la mort d'un ouvrier, alors que la voûte a été conçue et exécutée par lui, dans des conditions absolument défectueuses (2) ; de même, l'entrepreneur qui a fourni des matériaux de mauvaise qualité est passible des peines édictées par l'article 319 C. pén. (3).

2^o En ce qui concerne *la négligence* ou *l'inattention*, une curieuse application de cet article a été faite à un patron de la Guyane pour avoir négligé de donner des secours à un ouvrier qu'il avait embauché pour exécuter un travail loin de sa demeure, alors qu'il s'était engagé à pourvoir à tous ses besoins.

3^o *L'inobservation des règlements* est une des causes les plus fréquentes de responsabilité pénale du patron, surtout depuis la loi du 12 juin 1893. C'est ainsi qu'il a été décidé que l'exploitant, propriétaire ou directeur d'une mine, répond pénalement et civilement des accidents causés par sa faute aux ouvriers qu'il emploie, lorsqu'ils ont pour cause un fait

(1) Cass., 17 mai 1874. D. 74. I. 398 ; Req. 16 mai 1887. D. 87. I. 268.

(2) D. 76. I. 461.

(3) Crim. Rejet, 21 nov. 1856. D. 56. I. 471. — Crim., 8 mars 1867. D. 67. I. 461.

d'inexécution des mesures prescrites par les règlements (1).

La victime d'un accident de ce genre, causé par un fait qui constitue à la fois un délit civil et un délit criminel, a le choix, pour obtenir la réparation du préjudice à elle causé, de porter son action soit, par voie principale, devant les tribunaux civils, soit, incidemment à l'action publique, devant les tribunaux répressifs.

L'article 3 du Code d'instruction criminelle pose en effet le principe général suivant : « L'action civile peut être poursuivie en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique. Elle peut aussi l'être séparément. »

Dans le premier cas, qui est de beaucoup le moins fréquent, le Tribunal répressif sera saisi à la fois de l'action publique et de l'action civile : il pourra arriver que des dommages-intérêts soient accordés à la victime de l'accident, bien que le patron soit acquitté, à la condition cependant que les juges relèvent contre lui une faute servant de base à sa condamnation ; le fait délictueux reproché peut, en effet, ne pas réunir tous les éléments qui caractérisent et engendrent la responsabilité pénale, tandis qu'il peut, au contraire, constituer un délit ou un quasi-délit civil, aux termes de l'article 1382 (2).

Dans la seconde hypothèse, en cas de séparation des deux actions, il est à remarquer tout d'abord que l'action civile restera suspendue tant qu'il n'aura pas été prononcé, sur l'action publique intentée avant ou pendant la poursuite de cette dernière.

Supposons que l'auteur du délit soit acquitté au criminel : quelle influence cela aura-t-il sur le civil ? le demandeur sera-t-il encore recevable à intenter une action civile ou à la

(1) Cass., 31 mars 1865. D. 65. 1. 399. — Cpr. Angers, 27 mai 1867. D. 67. II. 220. — Crim., 16 août 1867. D. 68. 1. 47.

(2) Cass., 18 juin 1885. S. 87. I. 439. Cass., 16 mai 1887. S. 88. I. 73.

continuer ? Il est de principe que les décisions de la justice criminelle ont l'autorité de la chose jugée sur le civil. Cette règle doit être entendue en ce sens qu'il n'est jamais permis au juge civil de méconnaître ce qui a été nécessairement et certainement décidé par le juge criminel. On en déduit généralement cette conséquence que le juge civil conserve son entière liberté d'appréciation, toutes les fois qu'il ne décide rien d'inconciliable avec ce qu'a décidé le juge criminel (1).

Appliquant ces principes à la matière qui nous occupe, il est évident qu'il n'y aura aucune place pour l'action civile de l'ouvrier, s'il ressort du jugement criminel par exemple, que le fait incriminé n'a pas eu lieu, ou encore s'il est établi que le patron n'y a pas participé. Mais il n'en sera pas de même par contre, si l'acquittallement du patron a été prononcé parce que le fait à lui reproché ne réunissait pas les éléments constitutifs du délit prévu par les articles 319 et 320 C. pén. : rien, dans ce cas, n'empêche que le fait en lui-même tombe sous le coup de l'article 1382 qui, ainsi que nous l'avons constaté, est bien moins rigoureux à ce point de vue que l'article 319 (2).

Supposons maintenant qu'une condamnation du patron

(1) Rep. *Labori et Schaffhauser*. v^o Chose jugée, n^{os} 169 et suiv.

(2) « La relaxe des agents d'une Compagnie de chemins de fer, poursuivis aux seules fins correctionnelles, ne décharge pas la Compagnie de toute responsabilité civile à l'égard de ceux qui, ayant été victimes d'un accident causé par une collision, poursuivent la réparation qui leur est due. » (Trib. civ. de la Seine, 27 janvier 1892, et Paris, 21 janvier 1891). — Il est à noter que la Compagnie avait été assignée auparavant devant le tribunal correctionnel d'Avesnes comme civilement responsable du fait de ses préposés.

La jurisprudence admet, en effet, avec la majorité des auteurs, que la personne qui n'est que civilement responsable peut être traduite, en même temps que l'agent du délit, devant les Tribunaux répressifs, pour s'entendre condamner par le même jugement ; il a même été jugé que si le fait du préposé résulte d'une faute personnelle du patron ou même d'une faute d'un autre préposé, le patron peut être déclaré pénalement responsable du dommage causé. (Cass. Crim. 6 mars 1879. D. 80. 1. 43. Cass. Crim. 6 juillet 1872, D. 72. 1. 285).

soit prononcée au criminel, le principe de la chose jugée exige dans ce cas que le juge civil en tienne compte ; cependant, bien que la culpabilité du patron ait été reconnue par le Tribunal répressif, il peut se faire que le Tribunal civil rejette la demande de la victime, si par exemple elle n'arrive pas à prouver l'existence d'un préjudice à son égard (1).

En résumé donc, si l'ouvrier est mort des suites de l'accident, son patron pourra avoir à répondre du délit d'homicide involontaire, dans les termes de l'article 319, et sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 50 à 600 francs. Si l'ouvrier n'est que blessé, la peine qu'encourra le patron sera de six jours à deux mois d'emprisonnement, et l'amende de 16 à 200 francs. Remarquons cependant, en terminant, qu'en pratique les parquets demandent rarement une peine répressive contre le patron, à moins que le nombre des victimes ne soit par trop considérable ou qu'il y ait lieu de suspecter l'installation de l'atelier ou de l'usine, comme cela est arrivé pour la catastrophe récente de Montceau-les-Mines.

§ III. — DÉVOLUTION DE LA PREUVE.

La question de la charge de la preuve a une certaine importance, et cela à un triple point de vue :

Tout d'abord il est évident que celui des deux, du patron ou de l'ouvrier, sur lequel retombe le fardeau de la preuve, se trouve dans une situation réellement inférieure à celle de l'autre ; de plus, il peut s'élever quelquefois des difficultés

(1) C'est ainsi que la Cour de Cassation a débouté de sa demande un ouvrier qui avait reçu de son patron un bourroir défectueux et contraire aux règlements, et cela malgré la condamnation du maître en correctionnelle, le vice du bourroir n'ayant contribué en rien à causer l'accident, dû uniquement à un phénomène physique (Cass., 2 déc. 1884, S. 86. 1. 367).

relativement à l'établissement des faits qui constituent le quasi-délit ; enfin, s'il arrive que des *doutes* surgissent, la règle ordinaire est qu'ils soient interprétés contre celui qui est chargé de la preuve. Comme l'a écrit M. Labbé, « c'est contre la partie chargée de prouver que tourne et se résout l'impossibilité de pénétrer le mystère de l'événement. »

Dans ces conditions, il est aisé de se rendre compte du rôle particulier que joue la question de preuve en matière d'accidents. Voyons comment elle est résolue par la jurisprudence.

La responsabilité du maître ayant pour base l'article 1382 C. civ., il n'y a pas de présomption de faute contre le patron, suivant la jurisprudence, et le maître n'est responsable des accidents survenus à ses ouvriers qu'autant qu'il est établi qu'il y a eu faute, imprudence ou impéritie de sa part.

Il faut donc, de toute nécessité, que l'ouvrier victime d'un accident prouve la faute du patron, celle-ci étant un des éléments essentiels sans lesquels la responsabilité ne saurait exister. Du moment que la jurisprudence admet que le patron et l'ouvrier ne sont liés par aucun contrat, elle est obligée de rejeter toute présomption de faute contre le patron, et partant, l'ouvrier qui prétend que l'accident est arrivé par la faute du maître, doit en rapporter la preuve, afin de justifier sa demande en dommages-intérêts. Il est demandeur au procès, à lui donc de réunir les éléments de la preuve des faits qu'il allègue, à lui de prouver le fait générateur de son droit, la cause qui lui a donné naissance et qui l'a rendu créancier d'indemnité ; à lui, en un mot, de prouver la faute du patron, les principes généraux exigeant qu'il en soit ainsi (1). La jurisprudence française est absolument constante sur ce point.

(1) Sourdat, t. 1, n° 333. — Cotelle, De la garantie des accidents, *Rev. prat.*, t. LV, p. 529 et s.

« L'ouvrier qui assigne son patron en responsabilité d'un accident, dit un arrêt de la Cour d'Orléans, doit établir comme demandeur les faits de faute, négligence ou imprudence qui constituent le quasi-délit du patron. Il n'existe aucun texte de loi établissant à la charge du patron une présomption de faute dispensant l'ouvrier du fardeau de la preuve (1). »

De même, un arrêt de la Cour de Rennes du 18 juillet 1894 établit clairement « que l'ouvrier qui éprouve un dommage par accident survenu au cours de son travail, est soumis au principe général de l'article 1315 C. civ., d'après lequel celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver (2). »

La Cour de cassation, dans un arrêt du 5 avril 1894, a résolu la question dans le même sens, en décidant que « l'ouvrier mineur blessé par l'éboulement d'un bloc de charbon dans un travail souterrain ne peut faire peser sur la Compagnie exploitante de la mine la responsabilité de cet accident qu'à la charge de prouver qu'il a été ainsi victime d'une négligence imputable aux préposés de ladite Compagnie (3). »

Ainsi donc, le principe qui subordonne la responsabilité du maître à la preuve que doit rapporter l'ouvrier d'une faute imputable au patron, est proclamé par tous les arrêts et reconnu d'une façon absolue.

Par conséquent, si l'ouvrier ne parvient pas à établir le

(1) Orléans, 20 déc. 1888, *Gaz. Pal.* 89. II. 443 ; Cass., 31 mai 1886, P. 87. I. 508 ; C. Liège, 18 juin 1885, P. 85. II. 33 ; Rouen, 12 mars 1891, P. 94. II. 243 ; Cass., 9 août 1892, *Pand.* 93. I. 23 ; Dijon, 22 fév. 1894, *Pand.* 94. II. 140.

(2) *Gaz. Pal.* 94. II. 145.

(3) *Gaz. Pal.* 94. I. 485. En ce sens : Douai, 21 fév. 1894, *Loi* du 5 juin 1894 ; Orléans, 17 février 1894, *Mon. Lyon*, 28 mars 1894 ; Trib. civ. Evreux, 17 avril 1894, *Loi* du 23 mai 1894 ; Trib. c. Lille, 26 juin 1890, *Gaz. Pal.* II. 165.

bien fondé de sa demande, il supportera seul les conséquences de l'accident dont il a été victime. Si, au contraire, il réussit dans sa preuve, le patron se verra condamner à lui fournir une indemnité. La situation du maître, cependant, varie suivant que l'accident résulte directement de sa faute personnelle ou suivant qu'il est causé par le fait de son préposé. Dans le premier cas, en effet, il pourra chercher à se disculper, tandis que dans le second, cette faculté ne lui sera pas accordée : ainsi que nous l'avons vu, les maîtres et les commettants ne peuvent pas se libérer de la responsabilité qui leur incombe du fait de leurs préposés, en prouvant qu'ils n'ont pu empêcher le dommage ou qu'ils ont tout fait pour l'éviter, la disposition finale de l'article 1384 ne leur étant pas applicable (1). A un autre point de vue, l'article 1384 étant fondé sur une présomption légale de faute, il s'ensuit que l'ouvrier qui intente l'action en responsabilité n'a rien à prouver quant à la faute, et qu'il lui incombe seulement d'établir le fait matériel de l'accident, s'il n'est pas connu, ainsi que l'étendue du préjudice ressenti ; aux termes de l'article 1352 C. civ., en effet, la présomption légale de faute dispense de toute preuve celui au profit de qui elle existe (2).

Quant à ce qui concerne la responsabilité du patron relativement aux choses qu'il a sous sa garde ou aux choses inanimées, il y a lieu de se demander s'il doit être présumé en faute, comme dans l'hypothèse précédente, ou si, au contraire, la preuve d'une faute doit être relevée à sa charge par la victime de l'accident.

C'est là une question controversée sur laquelle les tribunaux et les auteurs sont loin de s'entendre ; et cependant il

(1) P. Rép. supp. n^{os} 387 et suiv. ; Trib. de l'Empire, 11 déc. 1885, P. 87. II. 37.

(2) Cass., 27 oct. 1885, P. 86. I. 52 ; Laurent, t. xx, n^o 629.

faut reconnaître qu'elle a une importance énorme, surtout en ce qui touche les machines, dont l'emploi augmente de jour en jour dans l'industrie moderne.

Si donc une machine fait explosion, dans quelle situation l'ouvrier se trouvera-t-il au point de vue de la preuve ? D'après un premier système, ainsi que nous l'avons vu (1), la victime de l'accident serait tenue de faire la preuve d'une faute à l'encontre du patron, propriétaire de la chose, conformément à la règle générale des articles 1382 et 1383 C. civ. ; dans le doute, en effet, comme l'écrivait M. Labbé sous un arrêt de la Cour de Cassation adoptant cette théorie (2), il faut s'en tenir aux principes et ne pas admettre, sans une disposition expresse, une présomption légale de faute. Plusieurs arrêts ont ainsi consacré, en pareil cas, la nécessité d'une preuve de la faute du défendeur (3).

Cette opinion à peu près abandonnée aujourd'hui par la jurisprudence française ne saurait être admise, car elle va manifestement à l'encontre du texte même de l'article 1384.

Un second système, au contraire, établit contre celui qui a la chose sous sa garde une présomption de faute, dispensant de toute preuve la victime du dommage (Trib. civ. Bourges, 7 février 1895 ; Grenoble, 10 février 1892 ; Dijon, 26 décembre 1895) (4). « Attendu, dit ce dernier arrêt, qu'aux termes de l'article 1384 C. civ., on est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait ou celui des personnes dont on répond, mais encore des choses que l'on a sous sa garde ; que la présomption légale de responsabilité

(1) *Supra*, page 16.

(2) Note, S. 71. I. 9.

(3) *Req.*, 19 juill. 1870, D. 70. I. 361 ; id. 17 juill. 1872, D. 73. I. 205 ; Trib. civ. Moulins, 8 janv. 1887, S. 87. I. 217 ; Cass., Belgique, 28 mars 1889, P. 90. II. 33 ; C. d'app. Bruxelles, 16 av. 1894, P. 95. IV. 20.

(4) *Gaz. Pal.* 95. I. v^o Responsabilité, n^o 123 ; S. 93. II. 205 ; *Droit*, 21 janv. 1896. *Sic.* Baudry-Lacantinerie, t. II. n^o 1351 ; Huc, *Comm. C. civ.* t. VIII. n^o 439 ; Laurent, t. XX. n^o 639.

édictee par cet article ne disparaît qu'en cas de force majeure ; attendu qu'il appartient en conséquence aux intimés de justifier que l'explosion de la locomobile est due exclusivement à un cas fortuit qu'ils ne pouvaient ni prévoir ni empêcher... »

Ces arrêts donnent donc la même solution qu'en ce qui concerne la responsabilité du dommage causé par les préposés dans les termes de l'article 1384. Le demandeur n'a donc rien à démontrer, si ce n'est le dommage qui lui a été causé, puisqu'il existe contre le patron ou le propriétaire de la chose inanimée une présomption de faute qui ne peut être combattue que par la preuve soit du cas fortuit ou de la force majeure, soit de la faute du demandeur.

« Cette interprétation, écrit M. Laurent, est en harmonie avec l'équité et avec les faits ; les accidents causés par les machines sont journaliers ; ils ne peuvent guère provenir que de l'imperfection de la machine ou d'une négligence de l'ouvrier ; donc le législateur a pu présumer la faute. Il est vrai que l'imperfection de la machine peut provenir de l'imperfection de la science, laquelle n'est pas imputable au propriétaire, mais alors n'est-il pas juste que le propriétaire de la machine supporte le dommage plutôt que celui qui en est la victime ? (1) »

Nous ne saurions, pour notre part, nous ranger à cette opinion ; car, comment admettre sans une disposition expresse de la loi une présomption légale de faute ? L'article 1386 fournit du reste un argument sérieux contre cette théorie : cet article, en effet, qui n'est qu'une disposition spéciale de l'article 1384, subordonne la responsabilité à des faits, défaut d'entretien et vice de construction, qui constituent des fautes et qui doivent être préalablement établis par le demandeur. Aussi préférons-nous nous rallier à un troisième

(1) T. xx. n° 639. p. 692.

système, d'après lequel les règles de l'article 1386 C. civ. doivent être suivies et généralisées en cette matière. (Paris, 20 août 1877; Trib. civ. de Lyon, 17 février 1892) (1).

Il est évident, qu'aux bâtiments on peut assimiler tout ce qui en dépend par incorporation, et spécialement les machines; la Cour de cassation n'a pas hésité dans ce cas à appliquer l'article 1386 (2); en sera-t-il de même, si la machine n'est pas incorporée au bâtiment? Nous le croyons, car, ainsi que l'observent MM. Dalloz, la disposition de l'article 1384 s'étend à toute chose que l'on a sous sa garde, et l'on peut considérer l'article 1386, lorsqu'il parle de la ruine d'un bâtiment, comme prenant l'exemple le plus usuel, pour préciser les conditions de cette responsabilité; pour ces auteurs, la disposition de l'article 1384 qui permet de généraliser quant à l'objet, est inséparable de l'article 1386 qui oblige à préciser quant aux conditions; ensuite, rien ne prouve, selon nous, que ce dernier article soit limitatif et qu'il ne puisse s'appliquer à d'autres espèces analogues; c'est, du reste, l'opinion de Sourdât et de Larombière: l'article 1386, pour eux, ne concerne pas exclusivement la responsabilité du propriétaire d'un bâtiment (3); en définitive, on peut donc regarder cet article comme une application spéciale de la disposition générale de l'article 1384; et si la lettre de l'article 1386 n'est pas applicable, son esprit du moins peut conduire à décider que le patron, propriétaire d'une machine, sera responsable, aux termes de cet article, à la condition que la victime du dommage fasse contre le propriétaire de la chose la preuve du défaut d'entretien ou d'un vice de construction, car l'une ou l'autre de ces conditions est nécessaire

(1) S. 78. II. 48; Mon. Lyon, 9 mars 1892.

(2) Cass., 19 av. 1887, D. 88. I. 27.

(3) Sourdât, t. II. n° 1458—Laromb., t. VII, sur l'art. 1386. n° 10.— Demolombe, t. VIII. n° 664.

pour que la réparation lui soit due, mais cette preuve une fois faite, l'ouvrier ne saurait être tenu d'établir en outre la preuve d'une faute personnelle du patron, par suite de laquelle ce vice se serait produit ¹. La Cour de cassation décide, en effet, que la disposition de l'article 1386 relative au vice de construction d'un bâtiment a pour fondement le principe que le propriétaire est responsable, de plein droit, des défauts qui y sont inhérents, et que ce principe s'étend à tout ce qui dépend du bâtiment par incorporation, spécialement à une machine.

Il s'ensuit que le propriétaire ne peut s'exonérer de la responsabilité qui lui incombe, en demandant à prouver qu'il n'a pu empêcher la ruine du bâtiment ou de ce qui y est incorporé ². Il ne saurait être admis non plus à établir qu'il lui a été impossible de découvrir le vice de construction.

L'ouvrier devra donc prouver : 1^o le fait de l'accident, 2^o la faute personnelle du patron, 3^o le préjudice qui lui a été causé, et enfin 4^o la relation directe entre le préjudice et la faute. Voyons maintenant quels sont les modes de preuve qui lui sont réservés.

Il est de règle générale qu'en matière de délit et de quasi-délit toute espèce de preuve, même la preuve testimoniale ou par présomptions, doit être admise (3) ; d'un côté, en effet, l'obligation de réparer l'accident étant formée en dehors de toute convention et sans la volonté du créancier, et, de l'autre, l'ouvrier n'ayant pu se procurer à l'avance une preuve écrite

(1) Cass., 19 avril 1887, précité. — Sourdat, t. II, n^o 1453 (4^e éd.). — Larombière, op. cit. 1386. Note 10.

(2) Cass., 11 mai 1846, S. 46. I. 364 ; id. 30 août 1860, S. 60. I. 1013 ; Dijon, 23 av. 1869, S. 69. II. 148 ; Cass., 19 av. 1887, précité. — Demolombe, t. VIII, p. 611 et 612. — Sourdat, t. II, n^o 903 et 918 (4^e éd.). — Aubry et Rau, t. IV, p. 761. § 447. — Laurent, t. XX, n^o 588.

(3) Dalloz, *Rép.* v^o Responsabilité, n^o 227.

de sa créance, il en résulte que ce dernier doit avoir à sa disposition, pour prouver la faute du patron, tous les moyens de preuve admis par la loi, conformément à l'article 1348 C. civ. (1).

Par conséquent, la victime d'un accident pourra donc invoquer contre son patron la preuve littérale ou testimoniale, ou encore des présomptions légales; elle pourra aussi conclure à une expertise ou enfin recourir à l'aveu ou au serment. Pour ce qui est de l'aveu, il peut s'élever une difficulté relativement à la question de savoir si le fait par le patron d'avoir donné des soins et des secours à la victime de l'accident ne constitue pas une reconnaissance de sa faute; les tribunaux n'hésitent pas à répondre par la négative: « Attendu qu'en supposant même que la Compagnie ait donné des secours à B..., on ne saurait y voir une reconnaissance du droit de cet ouvrier, mais un acte de bienfaisance fort naturel, et que ce serait arrêter les louables élans de la charité que de leur donner une portée qu'ils n'ont pas par eux-mêmes (2). »

Enfin, d'un arrêt tout récent de la Cour d'Orléans (3), il résulte que la déclaration d'un accident faite en vertu de l'article 11 de la loi du 12 juin 1893, sous forme de lettre missive, par l'ingénieur d'une Compagnie de chemins de fer au maire de la commune, constitue un document officiel pouvant être produit aux débats par la victime à titre de preuve (4).

(1) Sourdat, t. 1, n° 334.

(2) Dijon, 3 av. 1868, D. 69. II. 223. ; Req., 26 mars 1877, D. 78. I. 118.

(3) Du 1^{er} août 1895, *Loi* du 20 janvier 1896.

(4) A citer aussi deux arrêts intéressants qui admettent les procès-verbaux et autres pièces d'une procédure pénale comme pouvant servir de preuve aux juges civils saisis de l'action en indemnité, alors même qu'il y aurait eu acquittement au criminel ou qu'une ordonnance de non-lieu aurait été rendue. Req., 31 janv. 1859, D. 59. I. 439 ; id., 2 mai 1864, D. 64. I. 266 et le rapport de M. d'Ubexi, p. 268. V. aussi Paris, 6 mai 1865, D. 66. V. 410.

En matière de responsabilité, les tribunaux sont souverains appréciateurs des faits et des circonstances qui constituent la faute ou la négligence de l'auteur du délit ou du quasi-délit. Cette appréciation, en effet, est une question de fait qui rentre dans leurs pouvoirs. C'est ainsi qu'il a été jugé qu'il appartient aux juges du fond de décider souverainement qu'un dommage éprouvé provient directement de la faute de celui à qui on en demande réparation (1).

De même, il résulte d'un arrêt de la Cour de cassation que l'appréciation du plus ou de moins de gravité des fautes et du préjudice qu'elles ont occasionné à la partie lésée, est du domaine souverain des juges du fond (2). Il leur appartient de décider que la faute lourde qui aurait engagé la responsabilité du défendeur n'est pas démontrée (3); ils ont aussi un pouvoir discrétionnaire pour apprécier l'existence ou la non existence du fait préjudiciable (4). C'est ainsi qu'il a été décidé souverainement que les petits-enfants n'ont pas subi de préjudice et, par suite, n'ont droit à aucune indemnité à raison de la mort de leur grand-père tué par accident (5).

Mais si le juge du fait est souverain appréciateur, ainsi que nous venons de le voir, la Cour de cassation se réserve le droit de vérifier si les faits constatés par le juge du fond présentent bien les caractères juridiques de la faute par lui reconnue, et si les conséquences qu'il en a tirées sont à la

(1) Cass., 20 janv. 1880, S. 81, 1. 357; id., 3 fév. 1885, P. 87. 1. 638; id., 27 mars 1889, D. 89. 1. 231.

(2) Cass., 26 av. 1887, P. 87. 1. 1159; id., 28 juil. 1888, S. 90. 1. 526.

(3) Cass., 3 av. 1889, S. 90. 1. 209; id., 22 oct. 1890, S. 90. 1. 532; id., 13 janv. 1892, S. 93. 1. 257.

(4) Cass., 23 oct. 1894, P. 95. 1. 87.

(5) Cass., 15 av. 1890, P. 90. 1. 1224. — C'est aussi comme souverain appréciateur du dommage que le juge du fond peut allouer une pension viagère à la victime d'un accident et la rendre réversible, à sa mort, sur la tête de sa veuve et de ses enfants (Req., 10 janv. 1877 et 20 fév. 1863, D. 64. 1. 99), ou encore ordonner la restriction ou la suppression de la pension qu'il alloue à la veuve, en cas de nouveau mariage de la part de cette dernière (Dijon, 23 nov. 1866, D. 67. II. 13).

fois légales et rationnelles (1). Il lui appartient de rechercher aussi si la relation entre la faute et le préjudice est assez directe pour engager la responsabilité.

C'est ainsi qu'un arrêt de la Chambre civile a décidé que « si les juges du fond ont le droit de constater souverainement les circonstances d'où dérive la responsabilité d'un fait dommageable, l'appréciation à laquelle ils se livrent de ces mêmes circonstances, en leur imprimant le caractère légal de la faute imputable à l'une des parties et entraînant pour elle l'obligation de réparer le préjudice souffert par l'autre, est susceptible d'être révisée par la Cour de cassation (2). »

§ IV. — CLAUSE D'IRRESPONSABILITÉ.

Le patron, dont la responsabilité est engagée, aux termes de la jurisprudence, même pour une faute très légère, doit chercher par tous les moyens possibles à se débarrasser de l'énorme fardeau qui est ainsi mis à sa charge. Le moyen pratique pour lui d'y arriver est de stipuler, au moment où il embauche ses ouvriers, qu'il ne répondra pas des accidents dont ceux-ci pourront être victimes au cours de leur travail ; mais alors quel sera l'effet d'une telle exonération stipulée préventivement par lui ? Cette clause d'irresponsabilité mettra-t-elle obstacle à l'exercice de l'action en indemnité de l'ouvrier ?

Fidèle à son principe, qui soumet l'action en responsa-

(1) Cass., 27 mars 1882, P. 82. I. 747 ; Cass., 19 mars 1888, P. 90. I. 1277. — Adde : Demolombe, t. VIII, p. 410, n° 474. — Sourdat, nos 132, 461, 464, 466, 694.

(2) Du 22 octobre 1890, D. 92. I. 342. La Cour de cassation n'a pas admis ce système sans une certaine hésitation, mais depuis longtemps déjà toutes ses décisions sont en ce sens.

bilité de la victime d'un accident aux règles qui régissent la responsabilité délictuelle, la jurisprudence considère cette clause comme radicalement nulle et de nul effet ; les articles 1382 et 1383 étant d'ordre public, il n'est pas permis d'y déroger par des conventions particulières.

« La clause d'irresponsabilité, dit Sourdat, doit toujours être considérée comme nulle en matière de responsabilité quasi-délictuelle, celle-ci étant d'ordre public comme les devoirs légaux qu'elle sanctionne (1). »

Les Tribunaux ont fait différentes applications de ce principe, entre autres les suivantes :

1° Il a été décidé que le patron ne peut s'affranchir par avance des conséquences de sa faute ou de celle de ses préposés : « Attendu que la disposition des articles 1382 et 1383 C. civ. est d'ordre public, et qu'il n'est permis à personne de se soustraire d'avance à leur application ; que, reconnaître la validité de la convention alléguée serait à la fois contraire à la liberté des contrats, puisque l'ouvrier qui sollicite du travail n'a ni le temps ni les moyens de savoir à quoi il s'expose, et à la sûreté publique, puisque n'étant plus retenus par la crainte de leur responsabilité, les maîtres négligeraient dans une pensée de lucre, les précautions les plus nécessaires (2) ».

2° Les parties ne pourront pas non plus déterminer par avance le caractère de gravité de la faute engendrant la responsabilité, ni faire un règlement anticipé des dommages-intérêts qui pourront être dus. C'est ainsi que la Cour de Dijon, dans un arrêt du 24 juillet 1864, a frappé de nullité une convention aux termes de laquelle une Compagnie

(1) Sourdat, n° 662, *Sexies*, t. I. p. 379.

(2) Cass., 15 mars 1876, S. 76, I. 337 ; id., 19 août 1878, S. 79, I. 422 ; Trib. St-Etienne, 10 août 1886, S. 87, II. 48.

minière s'était substituée une société de secours mutuels qui était chargée de payer aux victimes d'accidents telles et telles indemnités fixées pour chaque cas spécial par le règlement (1).

3° Il a été jugé de même qu'aucune transaction ne peut intervenir sur l'intérêt civil d'un délit à venir ; l'article 2046 C. civ., en effet, ne permet de transiger sur l'intérêt civil résultant d'un délit qu'après que le délit a été consommé (2).

4° De même, est nulle comme contraire à l'ordre public la clause d'un règlement prononçant la déchéance de tous droits à un secours ou à une pension contre l'ouvrier qui, à la suite d'un accident, aurait engagé contre la Compagnie une action en responsabilité civile ; il est interdit, en effet, de stipuler d'avance l'impunité de ses propres fautes (3).

5° Enfin, le Conseil d'Etat a jugé que le patron (l'Etat au cas particulier) ne peut se décharger de la responsabilité qui lui incombe « si par des avis affichés dans l'atelier, l'administration de l'arsenal prévient les ouvriers qu'elle ne prend envers eux aucun engagement en ce qui concerne les accidents qui peuvent leur arriver dans leur travail (4). » Il a pensé que la renonciation de la part des ouvriers à leur action en responsabilité contre l'Etat, en cas d'accident, ne résultait pas suffisamment de l'affiche apposée dans les ateliers.

Remarquons, en terminant cet exposé, que les Tribunaux ne font aucune distinction entre la faute lourde et la faute légère relativement à l'exonération. Le patron ne pourra donc, *en aucun cas*, s'affranchir par une convention des conséquences de sa faute, si légère qu'elle puisse être.

(1) S. 75. II. 73 ; *Sic* : Nancy, 5 janv. 1860, S. 60. I. 899.

(2) Cass., 15 mars 1876, S. 76. I. 337 ; id., 19 août 1878, S. 79. I. 422.

(3) Nîmes, 24 juillet 1895, *Loi*, 17 janv. 1896.

(4) Cons. d'Etat, 11 mars 1881, S. 82. III. 53.

SECTION III

Extinction de l'action en responsabilité.

L'action qui appartient à la victime d'un accident s'éteint comme toutes les actions en responsabilité pour délit ou quasi-délit, soit par la prescription, soit par la transaction ou le désistement.

§ I. — PRESCRIPTION.

Lorsqu'un ouvrier est blessé dans l'exécution de son travail, la responsabilité de son patron est d'abord engagée d'après la loi civile, aux termes des articles 1382 et suivants; pour cela, il faut que le fait générateur de l'action ne présente aucun caractère délictueux : l'action en responsabilité de la victime dans cette hypothèse ne s'éteindra que par la prescription ordinaire de trente ans, suivant le droit commun.

C'est un principe incontestable, en effet, que l'action qui puise son principe dans un contrat ou dans une disposition du droit civil, en dehors du caractère délictueux de faits imputables au défendeur, n'est soumise qu'à la prescription de trente ans (1).

Par conséquent, toutes les fois qu'à la suite d'un accident l'action en réparation sera basée uniquement sur l'article 1382

(1) Cass., 9 janv. 1882, P. 83. 1. 1012 ; id. 8 juill. 1885, P. 85. 1. 1173 ; id., 22 oct. 1890, P. 90, 1. 1271.

Il importerait même peu que le libellé de l'assignation se fût servi des termes de l'article 319 C. pén. pour qualifier les faits de négligence reprochés au patron de l'ouvrier.

C. civ., c'est-à-dire sur une simple faute du patron, un quasi-délit civil en un mot, cette action sera soumise à la prescription trentenaire. Il en sera de même si la demande en dommages-intérêts puise son principe, en dehors de tout fait délictueux, dans un contrat que le patron n'a pas exécuté (1).

Mais la responsabilité du patron peut tomber sous le coup de la loi pénale, ainsi que nous l'avons vu, conformément aux articles 319 et 320 C. pén. ; quelle sera alors, au point de vue de la prescription, l'influence de cette loi pénale sur la réparation civile ? La jurisprudence n'hésite pas à décider que, dans cette hypothèse, l'action civile doit se prescrire par les mêmes délais que l'action publique ; du moment que la demande de la victime est fondée sur des faits constitutifs du délit d'homicide ou de blessures par imprudence, cette demande doit être prescrite au bout de trois ans, suivant les articles 2 et 638 C. inst. crim. (2). « Attendu, dit un arrêt de la Cour de Cassation du 4 août 1886, que l'arrêt attaqué constate que les faits qu'il énumère sont caractéristiques du délit de blessures par imprudence ; que par suite, en appliquant à la demande la prescription triennale, l'arrêt attaqué n'a pu violer aucune des dispositions de la loi invoquées par le pourvoi... »

« Attendu, dit également un jugement du Tribunal de Lisieux du 8 février 1876, qu'aux termes des articles 2, 3, 637 et 638 C. inst. crim., l'action publique et l'action civile

(1) C'est ainsi que la Cour de Cassation a jugé que la prescription de trente ans est seule applicable à l'action en responsabilité intentée contre un entrepreneur de travaux publics, alors que le demandeur invoque à l'appui de sa réclamation une disposition du cahier des charges prescrivant des mesures de précaution qui n'auraient pas été observées (Cass., 9 janvier 1882, précité).

(2) V. sur la question de principe : Garraud, *Précis* (éd. 1881) n° 842, p. 580, et *Traité*, t. III, n° 68, p. 112 et suiv. — Rollin, *Revue de droit international*, t. X, p. 162.

résultant d'un délit s'éteignent l'une et l'autre par la prescription de trois ans... (1). »

Les tribunaux sont donc unanimes à appliquer dans ce cas la prescription pénale à l'action civile ; mais, remarquons-le bien, il faut pour cela que l'action civile ait pour base unique et nécessaire un délit correctionnel, et non un délit purement civil (2). Il importe peu, du reste, qu'elle soit intentée seule, par demande directe et indépendante devant la juridiction civile, ou qu'elle soit exercée concurremment avec l'action publique devant la juridiction répressive : elle se prescrira, dans tous les cas, par le même laps de temps que cette dernière ; la jurisprudence considère en effet que la durée de la prescription d'une action ne peut dépendre de la nature des juridictions qui sont saisies de celle-ci, et qu'on ne doit envisager uniquement que la nature de cette action.

« Attendu, dit un arrêt de la Cour de Nancy du 23 janvier 1875, que l'action civile née d'un délit se prescrit par trois ans, *même quand elle est exercée séparément de l'action publique* (3). »

De même, la majorité des arrêts admet encore cette solution, aussi bien lorsque l'action civile est dirigée, conformément à l'article 1384, contre le patron civilement responsable

(1) Lyon, 30 janv. 1854, D. 55. II. 67 ; Dijon, 3 av. 1868, D. 69. II. 223 ; Req., 13 mai 1868, D. 69. I. 217 ; Req., 1^{er} mai 1876, D. 76. I. 400 ; Caen, 22 déc. 1876, S. 77. II. 49 ; Req., 1^{er} fév. 1882, D. 82. I. 454 ; id. 19 oct. 1885, D. 86. I. 128 ; Poitiers, 27 mai 1890, D. 91. II. 167 ; Bordeaux, 9 nov. 1892, *Gaz. Pal.* 93. II. 37 ; Aix, 23 nov. 1893, P. 95. II. 33 ; Toulouse, 29 mai 1894, *Gaz. Midi*, 17 juin 1894 ; Cass., 3 juin 1893, S. 93. I. 311 ; id. 12 fév. 1894, S. 94. I. 168.

(2) Cass., 6 mars 1893, P. 95. I. 483.

(3) En ce sens : Nancy, 14 déc. 1883, P. 84. I. 871 ; Bordeaux, 16 av. 1886, P. 88. I. 94 ; Lyon, 30 janv. 1887, P. 89. I. 441 ; Paris, 27 mai 1891, D. 92. II. 573 ; Grenoble, 26 nov. 1892, D. 93. II. 270. — Garraud, *Précis*, n° 843, p. 582, notes 1 et 2 ; *Traité*, t. II, p. 114 et 115. — Faustin Hélie, *Inst. crim.*, t. II, p. 746. — Villey, *Précis*, p. 264 ; *Rev. crit.*, 75, p. 81. — *Contra* : P. R. Prescription (mat. crim.), n° 226. — Berthauld, *Cours de droit pénal*, p. 635. — Collet, *Rev. crit.*, 1868, t. xxxiii, p. 1.

à raison du fait délictueux commis par son préposé, que lorsqu'elle est formée directement contre lui-même pour infraction personnelle. « Attendu, dit un arrêt de la Cour de Cassation du 10 janvier 1877, qu'aux termes des articles 2, 637 et 638 C. inst. crim., l'action civile résultant d'un crime ou d'un délit se prescrit par le même laps de temps que l'action publique, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre le cas où elle est dirigée contre l'auteur du fait délictueux et celui où elle l'est *contre les personnes civilement responsables* (1). »

La jurisprudence se base sur le principe suivant : qu'une fois les délais de la prescription criminelle expirés, la loi ne permet plus de constater judiciairement un délit ; on ne saurait, en conséquence, admettre la victime d'un accident à poursuivre son patron comme civilement responsable pendant trente ans, alors qu'elle aurait perdu tout recours contre l'auteur réel du fait délictueux au bout de trois ans, un des fondements de la prescription pénale étant précisément l'oubli présumé de l'infraction. Les mêmes règles doivent être appliquées à l'action récursoire que le patron a le droit d'exercer contre l'auteur direct de l'accident, car, ainsi que le remarque Sourdat, « cette action, comme celle de la partie lésée, naît *ex delicto* (2). »

Quant aux raisons qui déterminent les tribunaux à appliquer d'une façon aussi étendue la règle « que l'action civile se prescrit par les mêmes délais que l'action publique », il faut les chercher dans des considérations d'ordre public ; la

(1) D. 77. I. 197 ; Caen, 22 déc. 1876 précité ; Montpellier, 10 janv. 1870, D. 70 II. 183 ; Aix, 9 juin 1864, D. 64. V. 287 ; Poitiers, 27 mai 1890 précité ; Cass., 12 fév. 1894 précité. En ce sens : Toullier, t. II, n° 292. — Sourdat, t. II, n° 809. — Aubry et Rau, t. IV, § 447. — Garraud, *Précis*, n° 843 ; *Traité*, n° 69, p. 116 et 117. — *Contra* : Dalloz, Rép. v° Prescription, n° 103. — Beudant, D. 69. I. 217, *note*. — Collet, *op. cit.*, p. 17.

(2) En ce sens : Bourges, 27 mars 1857, D. 57. II, 164.

justice criminelle, en effet, ne peut pas rester impuissante et désarmée, alors que la justice civile ne l'est pas ; dès lors que le fait délictueux du patron donne à la fois naissance à une action civile et à une action publique, la première ne doit pas, en principe, survivre à la seconde, car elle n'est point soumise à une prescription propre, elle tombe par contre-coup de la chute de l'action publique, au sort de laquelle elle est liée ; il est donc rationnel que les deux actions soient éteintes par la même prescription.

Sera-t-il du moins permis à l'ouvrier de présenter le fait qui sert de base à sa demande comme simplement dommeable, comme un quasi-délit civil, tombant uniquement sous l'application de l'article 1382 ? Autrement dit, aura-t-il le droit de faire abstraction du caractère délictueux de cet acte, afin de pouvoir invoquer la prescription trentenaire ? La Jurisprudence est unanime à lui refuser ce droit : « Le demandeur, dit l'arrêt de la Cour de Bordeaux précité, ne saurait modifier la nature de sa demande, en lui donnant un fondement purement civil, le caractère de l'action, au point de vue de la prescription, devant être apprécié, non d'après la détermination qui lui a été donnée, mais d'après sa véritable nature. » Il ne peut, en effet, dépendre des parties d'échapper à la prescription de trois ans, en changeant la qualification des faits et en les présentant comme un quasi-délit soumis seulement à la prescription trentenaire (1). La Jurisprudence va encore plus loin ; malgré l'adage : *Nemo auditur turpitudinem suam allegans*, elle accorde en pareil cas, au patron défendeur, le droit de répondre à la demande qui est dirigée contre lui, en rétablissant le véritable caractère légal du fait délictueux ; car, comme le dit un arrêt : « La honte est dans l'acte lui-même, non dans la dénomination

(1) Caen, 22 déc. 1876 ; Douai, 24 janv. 1881 et Req., 1^{er} fév. 1882, précités.

que lui donne la loi ; » d'autre part, ainsi que l'écrit M. Garraud, « en opposant la prescription, le défendeur ne reconnaît pas forcément l'existence des faits qu'on lui impute, il se borne à soutenir qu'en les supposant prouvés, l'action serait prescrite. » (1).

Quant à la question de savoir dans quels cas l'action de la victime d'un accident est basée sur les articles 319 et 320 C. pén., ou au contraire sur les articles 1382 et suivants C. civ., c'est une pure question de fait qui rentre dans le pouvoir d'appréciation des Tribunaux. D'après une jurisprudence constante, c'est au juge du fond qu'il appartient de vérifier la nature des faits allégués et de leur attribuer leur véritable qualification en distinguant la faute du délit (2).

Relativement à l'interruption de la prescription, il peut s'élever des difficultés sur le point de savoir si les secours donnés par un patron à son ouvrier peuvent être considérés comme une reconnaissance de responsabilité. Remarquons que c'est avant tout une question de fait ; en effet, il est des circonstances où ces secours interrompent au profit de l'ouvrier la prescription de son action, par exemple « lorsqu'ils ont été donnés régulièrement pendant plusieurs mois, et en exécution d'un engagement verbal pris par le patron au moment de l'accident (3). »

Il en serait de même « si l'ouvrier blessé avait été soigné et élevé par l'auteur responsable du fait, qui l'aurait pourvu d'un office d'huissier » (4).

(1) *Précis*, édition 81, n° 843 p. 582 ; *Traité* n° 69 *in fine*. Sic. Faustin-Hélie, *Inst. crim.* t. II. n°s 1113 et 1114. — Sourdat, t. II n°s 1113 et 1114. — Demolombe, t. VIII. n°s 697 et suiv.

(2) Req., 4 août 1886, précité. Civ. Rejet, 15 av. 1889, D. 90. I. 136 ; Montpellier, 3 août 1892. *Gaz. Pal.* 93. II. 2° partie, 2.

(3) Besançon, 15 juin 1881, P. 82. I. 903.

(4) Cassation, 19 oct. 1885, D. 86. I. 416. V. Cass. 3 juin 1893, *Gaz. Pal.* n° du 10 juin 1893. Aux termes de cet arrêt, la règle de l'art. 2248 C. civ. est géné-

La prescription par contre n'est pas interrompue « par un secours donné par le fabricant, alors que ce secours, d'ailleurs modique, et accordé à titre d'aumône, n'implique pas la reconnaissance de la dette (1) » ; de même, s'il est établi que les secours distribués ont eu uniquement pour cause un sentiment de commisération (2).

Enfin notons, relativement à la suspension de la prescription de l'action civile née d'un délit, qu'aux termes d'une jurisprudence constante, la prescription triennale court même contre les mineurs, contrairement à l'article 2252 C. civ. ; peu importe, du reste, que l'action soit portée séparément devant la juridiction civile. Tous les jugements et arrêts qui ont eu à statuer sur cette question, lui ont donné cette solution, en se basant sur ce qu'aucun texte du Code d'instruction criminelle ne prévoit cette cause de suspension, et en outre, sur ce que l'article 2252 C. civ. est inapplicable à cette hypothèse ; décider le contraire serait, selon ces arrêts, ne tenir aucun compte « de l'esprit de la loi et du caractère de la prescription criminelle, dont la durée doit être fixe et invariable pour l'action civile comme pour l'action publique ; » enfin quelques-uns font ressortir qu'après un long intervalle d'inaction et de silence, le mineur devenu majeur ne saurait réveiller dans un intérêt privé le souvenir d'une faute peut-être oubliée, alors que le ministère public ne peut plus agir

rale, et s'applique aussi bien aux obligations civiles dérivant d'un délit qu'à celles qui naissent des contrats ou quasi-contrats.

(1) Dijon, 3 av. 1868, D. 69. II. 223. Cass., 1^{er} fév. 1882, P. 83. I. 370.

(2) Bourges, 27 juillet 1885, sous cassation, 4 août 1886, P. 87 I. 393.

Comme on le voit, cette question comporte des solutions différentes suivant les circonstances de l'espèce, et, « sans poser à cet égard de règle absolue, on peut dire que la durée, la fréquence, la nature et l'importance des prestations fournies par le patron seront autant d'éléments qui permettront aux juges de décider si ces prestations sont inspirées par un pur esprit de bienveillance, ou si l'on doit y voir une reconnaissance de la dette du patron » (Dalloz, 82. II. 71. Note). Leur appréciation à cet égard est du reste souveraine (Cass., 3 juin 1893, précité).

dans l'intérêt bien autrement respectable de la société (1).

Il en est de même de la démence : c'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Bordeaux en date du 9 novembre 1892 a décidé que « la prescription de trois ans à laquelle est soumise l'action civile née d'un délit n'est pas interrompue par la démence de la victime de ce délit et son internement dans une maison de santé. »

§ II. — TRANSACTION.

La transaction intervenue entre le patron et l'ouvrier, à la suite d'un accident, sera pleinement valable, car le droit de demander réparation d'un préjudice est susceptible de transaction ; il résulte, en effet, des termes de l'article 2046 C. civ. que « l'on peut transiger sur l'intérêt civil d'un délit. » Ce texte ne faisant aucune distinction, il importe donc peu que les parties transigent sur un délit purement civil ou sur un délit prévu par la loi pénale ; mais, remarquons-le, cette sorte de convention n'aura aucune influence sur l'action publique, car « la transaction n'empêche pas la poursuite du ministère public » (2046, § 2) ; de plus, aux termes de l'article 4 C. inst. crim. : « la renonciation à l'action civile ne peut arrêter ni suspendre l'exercice de l'action publique. »

Malgré la transaction intervenue entre le patron et l'ouvrier, la jurisprudence admet cependant ce dernier à intenter une action en supplément d'indemnité lorsque sa blessure

(1) Nancy, 23 janv. 1875, S. 77. II. 133 ; Cass., 1^{re} fév. 1882, S. 83. I. 155 (Rapport de M. le Conseiller Lemaire) ; Bourges, 23 janv. 1885, et Cass., 4 août 1886, précités. *Sic* : Sourdat, t. I. n° 403. — Garraud, *Traité*, t. II. n° 70 bis, p. 122.

vient à s'aggraver (1). Et même un arrêt de la Cour d'Amiens a donné cette solution bien que la victime ait déclaré renoncer à tout recours contre son patron, même au cas où l'accident aurait de « mauvaises suites » (2).

(1) C'est ainsi qu'il a été jugé qu'après transaction avec la victime d'un accident qui n'avait encore produit que des contusions, la paralysie et la mort, suite ultérieure du même accident, peuvent être pour la veuve la base d'une demande plus élevée, « la transaction ayant été déterminée par une erreur commune portant sur l'objet de la contestation qu'on voulait prévenir. » (Paris, 11 août 1868, S. 69. II. 72). V. aussi : Paris, 16 juillet 1870, S. 71. II. 204.

(2) Amiens, 10 août 1881, P. 82. I. 1220 ; V. Cass., 23 fév. 1892, P. 92. I. 313 ; Cour de Genève, 21 mai 1892, P. 92. IV. 30. — *Adde* : Aubry et Rau, t. IV. p. 655. V. cependant : Cour civ. du canton de Vaud, 27 nov. 1889, Pandectes, 91. V. 4.

CHAPITRE II

Interprétation de la loi par la Doctrine. — Théorie de la Responsabilité contractuelle.

NOTIONS GÉNÉRALES.

Pour la Jurisprudence française, ainsi que nous venons de le voir, c'est exclusivement dans les articles 1382 et suivants qu'on doit puiser le principe de la responsabilité des patrons dans les accidents dont leurs ouvriers sont victimes. Les Tribunaux sont unanimes à déclarer que la vraie, la seule garantie de la victime d'un accident du travail réside uniquement dans l'application de ces articles, et que l'action en indemnité de l'ouvrier se trouve soumise aux règles de la responsabilité délictuelle de la façon la plus absolue.

Nulle décision ne fait allusion aux engagements préalables auxquels le patron d'une part, et l'ouvrier de l'autre, se sont réciproquement astreints ; l'idée de contrat est complètement mise à part, comme étant étrangère à la question. En un mot, cette responsabilité a pour fondement juridique, non point le contrat de louage de services intervenu entre les parties, mais uniquement le quasi-délit commis par le patron.

Ce système de la responsabilité délictuelle est cependant loin d'être admis par tout le monde, et il n'a pas eu dans la doctrine tout le succès qu'il a obtenu dans les décisions des Tribunaux, des Cours d'appel et de la Cour de Cassation.

Depuis quelques années, de nombreux auteurs, et non des moins considérables, se sont élevés contre cette théorie ; ils ont pensé, avec juste raison, croyons-nous, qu'il était rien moins que rationnel et juridique de faire découler la responsabilité du patron des articles 1382 et suivants ; ils ont reproché à la Jurisprudence : 1^o. de prendre un mauvais point de départ, et 2^o d'être absolument inconséquente avec elle-même. « Selon nous, écrit M. Labbé, la Jurisprudence suit en général une voie que nous croyons erronée ; elle ne la suit même pas avec une constance infailible, elle a des tendances plutôt que des principes. » (1).

Les articles 1382 et suivants sont placés au titre iv du Code civil, intitulé : « Des engagements qui se forment sans convention », c'est-à-dire sans qu'il y ait eu d'arrangement entre les parties. Or, il est un fait certain, c'est que les principes qui se dégagent des articles contenus dans ce titre ne doivent pouvoir s'appliquer *qu'en l'absence de conventions préalables* intervenues entre les intéressés ; cette idée d'absence de conventions est donc essentielle ; c'est une situation imprévue, un événement inattendu, en un mot, une éventualité qui est visée par ces textes, aussi a-t-on pu dire qu'en les créant, la loi avait entendu se substituer à la volonté des parties qui, au cas particulier, fait totalement défaut.

Il est admis d'une façon générale que les articles 1382 et suivants deviennent sans application lorsqu'il s'agit d'apprécier et de caractériser les fautes qui peuvent être commises dans l'exécution des obligations résultant d'un contrat (2).

Le premier parmi les auteurs, M. Vavasseur, a fait remarquer que ces articles devaient être écartés du débat

(1) P. 85. II. 33. Note.

(2) Demolombe, *Cont. et Obl.* T. VIII. n^{os} 472 et 477. — Larombière, *Obl.* T. VII. sur l'art. 1382, n^{os} 4 et 8. — Aubry et Rau, T. IV, p. 755, § 446, note 7. — Laurent, T. XX, n^o 463. V. aussi un arrêt de la Chambre des Requêtes du 21 janv. 1890 (D. 91. I. 380) qui applique cette solution au mandat.

dans la question qui nous occupe, puisque ces textes sont placés dans le Code sous la rubrique « des engagements qui se forment sans convention », et que dans les instances relatives à la responsabilité du patron en matière d'accidents industriels, on se trouve en présence d'un contrat de louage de services (1). « Les articles en question, écrit cet auteur, régissent le quasi-délit, lequel relève exclusivement d'un fait. Exemple : un passant, dans la rue, reçoit sur le corps un échafaudage mal attaché et qui le blesse ; l'entrepreneur est coupable et doit l'indemniser. Mais un ouvrier se trouve sur cet échafaudage et tombe avec lui ; il est blessé dans l'exercice du travail qui lui avait été confié, c'est-à-dire pendant l'exécution même du contrat qui le liait à l'entrepreneur. »

Avec son système, la Jurisprudence arrive à méconnaître les liens contractuels qui existent entre le patron et l'ouvrier ; elle ne tient aucun compte des engagements qu'ils ont contractés d'une façon soit expresse, soit tacite ; elle considère l'ouvrier comme le premier passant venu, et contrarie d'une façon injuste les conventions particulières qui sont formées entre les parties ; l'ouvrier et le patron ne sont nullement dans la situation que prévoit le titre des engagements sans convention ; loin d'être étrangers l'un à l'autre, ils sont, au contraire, unis par un contrat : *le contrat de louage de services*, cela est incontestable ; et du moment que ce contrat existe, il suffit pour écarter l'application des articles contenus dans le titre iv du Code civil. Ne pas le reconnaître, c'est confondre des dispositions que les rédacteurs du Code ont cherché à nettement distinguer.

Les partisans de la responsabilité délictuelle répondent à cela qu'ils sont dans l'obligation de faire rentrer la question dans l'article 1382, pour une bonne raison, c'est que le con-

(1) *Le Droit*, du 20 mai 1880.

trat de louage est muet à cet égard et ne vise nullement cette situation : il faut donc recourir au droit commun.

Mais alors, peut-on répondre, pourquoi prendre ce droit commun dans les principes qui se dégagent du titre *Des engagements qui se forment sans convention* ? Pourquoi rejeter, au contraire, ceux du titre *Des contrats et des obligations conventionnelles* ? De ce que le contrat de louage est muet, s'ensuit-il que cette question doive être résolue par les principes concernant les actes formés *en dehors de tout arrangement* ? Evidemment non, et c'est là l'erreur fondamentale du système de la responsabilité délictuelle qui adopte ainsi un mauvais point de départ.

On fait un autre reproche à la jurisprudence : celui d'être inconséquente avec elle-même ; en effet, si elle était rigoureusement logique dans l'application de son principe, elle aboutirait à faire de l'obligation qu'elle met ainsi à la charge des patrons en vertu de l'article 1382, une obligation stricte et rigide comme la règle elle-même d'où elle la tire. La jurisprudence a dû reculer devant cette conséquence ; oubliant son point de départ, elle arrive à transformer pour ainsi dire la responsabilité délictuelle en une sorte de responsabilité contractuelle beaucoup plus souple, se prêtant davantage aux exigences des causes et se modelant sur les intentions présumées des parties. Il suffit, pour s'en rendre compte, de jeter un coup d'œil sur quelques décisions prises au hasard ; on s'aperçoit qu'elles reconnaissent l'existence d'une sorte *de dette de sécurité* à la charge des patrons ; cela est vrai surtout pour les arrêts récents, c'est ainsi que le Tribunal civil d'Orange et celui de Toulouse entre autres, affirment nettement que le patron doit veiller à la sécurité de ses ouvriers, et même les protéger *contre leur propre imprudence* (1) ; de même le Tribunal d'Orthez déclare que les

(1) *Gaz. Pal.*, 93. 1. 349, et supp. p. 10.

patrons sont tenus de veiller à la conservation de leurs ouvriers, et qu'ils doivent prévoir non seulement les causes habituelles, mais encore *simplement possibles* d'accidents (1).

De là, on a pu le dire, à reconnaître franchement le caractère contractuel de la responsabilité du patron, il n'y a qu'un pas.

Mais alors, comment la jurisprudence arrive-t-elle, en s'appuyant sur les articles 1382 et suivants, à imposer au patron l'obligation de prendre toutes les précautions possibles de sécurité, quelque coûteuses et inusitées qu'elles soient ?

Comment expliquer avec ce système que les entrepreneurs doivent à leurs ouvriers « secours, protection et garantie ? »

Il y a là, il faut le reconnaître, une contradiction évidente entre le principe et les applications qui en sont faites : on ne peut donner à la responsabilité du patron un fondement délictuel et le considérer en même temps comme tenu, de par son contrat, d'assurer la sécurité de ses ouvriers ; il est inadmissible de faire découler cette obligation des articles 1382 et suivants, et en imposant au patron la charge de veiller à la conservation de ses ouvriers et de prendre toutes les mesures de précautions nécessaires à leur sécurité, la jurisprudence, en somme, fait dire à l'article 1382 ce que bien évidemment le législateur n'a jamais eu l'intention de prescrire : il suffit, en effet, de lire ces articles pour voir qu'ils ne contiennent absolument rien de semblable ; quelle est au juste l'obligation qui en découle ? C'est une obligation *négative*, et la jurisprudence met à la charge du patron une *obligation*

(2) *Gaz. Pal.*, 90. 1. supp. p. 4. — De même : Alger, 23 mai 1892, D. 94. II. 47 ; Paris, 18 juillet 1892, D. 93. II. 482. Dans son jugement du 17 av. 1894, le Tribunal de la Seine a décidé que par cela seul que l'accident dont l'ouvrier a été victime est survenu au cours de son service et *dans l'exercice de son emploi*, sans faute professionnelle ni imprudence de sa part, le patron est passible envers lui de dommages-intérêts (*Le Droit*, du 6 av. 1895).

de faire ; l'article 1382 édicte tout simplement l'obligation de réparer le dommage injustement causé, il prescrit le respect des droits d'autrui, mais n'ordonne absolument rien de plus. « Vis-à-vis des personnes avec lesquelles on n'a contracté aucun lien de droit, écrit M. Cotelle, on n'est astreint à rien de plus qu'à ne pas leur nuire : *neminem lædere* ; si donc les contractants sont tenus de protéger leurs ouvriers pendant le travail et d'éloigner d'eux toute chance d'accident, ce ne peut être *qu'en vertu d'une obligation contractuelle* ayant son principe dans l'interprétation du traité qui a été passé entre le patron et l'ouvrier (1) ».

De même, dit M. Labbé, « il nous semble impossible de tirer de l'article 1382 l'obligation pour une personne de prendre activement des soins dans l'intérêt d'autrui ; l'obligation d'une semblable activité ne peut découler que *d'un contrat* (2) ».

Ce n'est pas tout, la jurisprudence est encore inconséquente avec elle-même, lorsqu'elle décide que la responsabilité du patron doit s'apprécier différemment selon *la qualité des personnes* ; l'obligation du maître, d'après elle, est plus ou moins étendue suivant que la victime de l'accident a un besoin plus ou moins grand de protection ; c'est ainsi qu'à l'égard des enfants, des jeunes apprentis, et des ouvriers inexpérimentés, le patron est tenu d'une façon plus particulièrement rigoureuse (3). Ceci est absolument contraire à l'article 1382, étant donné que la règle qu'il édicte est une, simple et rigide. « Le principe social qui veut que chacun respecte les droits de son semblable est un principe *un*, s'il en fût, écrit M. Sainctelette : le devoir qui en naît est tou-

(1) *Rev. Prat.*, t. 55. p. 529.

(2) S. 90. IV. 17, Note.

(3) Nancy, 9 déc. 1876, S. 79. II. 228.

jours et partout le même (1) ». Or, à moins de dénaturer le sens et les termes de l'article 1382, la jurisprudence serait bien embarrassée avec son système de légitimer l'introduction dans ses décisions de cet élément de considération de la personne, et de préciser d'où dérivent exactement les obligations si variables qu'elle établit ainsi à la charge du patron; si elle tient compte de la qualité des personnes, de leur âge et de leur inexpérience, c'est qu'elle y est contrainte malgré elle, à raison de l'obligation qui découle pour le maître du contrat qu'il a passé avec l'ouvrier, et si cette obligation est plus ou moins étendue, c'est que le contrat, en même temps que l'équité et la bonne foi, exigent qu'il en soit ainsi. Donc, malgré elle, la jurisprudence est obligée d'admettre qu'il existe, de par le contrat, une obligation à la charge du patron vis-à-vis de son ouvrier.

En résumé, et c'est là la principale critique adressée au système de la responsabilité délictuelle, les articles 1382 et suivants sont inapplicables et ne peuvent servir de fondement à l'action en responsabilité de l'ouvrier, puisqu'ils règlent uniquement les rapports des personnes qui n'ont point contracté ensemble, et que dans les instances relatives à la responsabilité du patron, on se trouve en présence d'un contrat, ainsi que nous allons le voir.

Les règles consacrées à l'unanimité par les Tribunaux ont été longtemps admises sans soulever aucune critique. Mais en 1883, certains auteurs ont résolument combattu le principe du système de la responsabilité délictuelle, et n'ont pas craint de s'élever contre la théorie d'une jurisprudence quasi-séculaire. En Belgique, où le Code civil est en vigueur, c'est à M. Sainctelette, et en France, c'est à M. Sauzet que revient l'honneur d'avoir nettement établi *le principe de la responsa-*

(1) *De la Responsabilité et de la Garantie*, p. 144.

bilité contractuelle en matière d'accidents du travail ; depuis cette époque, ces deux jurisconsultes ont vu se ranger autour d'eux un nombre considérable d'éminents partisans, et la nouvelle théorie a fait rapidement fortune ; elle a été reprise et développée dans ses moindres conséquences par M. Labbé, dans de savantes notes insérées sous différents arrêts dans le Recueil de Sirey, par MM. Vavasseur, Pascaud, Demangeat et Cotelle, ces trois derniers conseillers à la Cour de Cassation, par MM. Lyon-Caen, Glasson, Marc Gérard, Planiol, Paul Pont, Delacroix, Henri Noiro, Eugène Bontoux, Fromageot, Paul Pic, Bardoux... (1). Disons enfin qu'elle a été adoptée en jurisprudence par un grand nombre de décisions belges.

Le principe fondamental de ce système réside uniquement dans cette idée : l'article 1382 ne vise que les personnes qui ne sont pas liées par un contrat ; c'est *dans le contrat de louage de services* que la responsabilité du patron a sa source et sa mesure, et, à ce titre, elle est soumise aux règles générales des articles 1135 et 1156 du Code civil ; dès lors, le patron est obligé à toutes les suites que l'équité et l'usage donnent au contrat, en consultant la commune intention des

(1) Saintelette, De la responsabilité et de la garantie, *Loi* des 5, 6, 8 et 9 mai 1886. — Sauzet, Responsabilité des patrons envers leurs ouvriers, *Rev. crit.*, année 1883, p. 596 et s., 677 et s. — Labbé, Notes dans *Rec. Sirey* ; *Rev. crit.*, an. 1886, p. 436 ; *Rev. doctrin. de jurispr.*, juillet et août 1886. — Glasson, *Le Code civil et la question ouvrière*, p. 30 et 32. — P. Pont, Rapports et Observations, *Rev. Vergé*, t. I, p. 626 et suiv. ; t. III, p. 129. — Pascaud, *Rev. prat.*, t. LV, p. 380. — Demangeat, *Rev. prat.*, t. LV, p. 556. — Cotelle, De la garantie des accidents, *Rev. prat.*, t. LV, p. 531 et suiv. — Marc Gérard, *Rev. crit.* 88, p. 426. — Vavasseur, De la responsabilité des accidents de fabrique, *Loi* du 2 juil. 1885. — Planiol, *Rev. crit.* 88, p. 272 et suiv. — Delacroix, Le contrat de travail, *Rev. prat.*, t. LV, p. 375 ; *Rev. législ. des mines*, avril, mai et juin 1885. — Noiro, Respons. des accid. industr., *Loi* du 29 oct. 1885. — Bontoux, *Louage de services*, 1883, p. 91. — Lyon-Caen, note Sirey 85. I. 129. — Fromageot, *De la faute*, 1891. — Eugène Boulard, *Du louage de serv.*, 1888, p. 91 et suiv. — Paul Pic, *Traité élém. de législ. ind.*, 1894. — Nourrisson, *Le risque professionnel et les acc. du trav.*, 1891.

parties contractantes. En d'autres termes, l'action en responsabilité de la victime d'un accident prend naissance dans le contrat de louage de services qui lie le patron à l'ouvrier, et doit être régie par les règles de la *responsabilité contractuelle* du Code civil.

« La cause de l'obligation du patron n'est pas dans le délit ou le quasi-délit civil de l'article 1382, dans le délit criminel de l'article 319 C. pén., dit M. Sauzet, elle est dans la convention même qui le lie à l'ouvrier, elle est dans le contrat de louage d'ouvrage. » De même, écrit M. Planiol, « il existe à la charge du patron une obligation née du contrat, et sa responsabilité n'est pas fondée sur l'article 1382. »

« Entre les personnes qui sont liées par un contrat, et relativement à l'objet de ce contrat, dit aussi M. Labbé, la question de faute doit être jugée d'après les clauses du contrat, d'après la volonté des parties ; l'article 1382, qui régit les rapports des personnes n'ayant point contracté ensemble, devient inapplicable (1). »

Le Tribunal de Commerce de Bruxelles a jugé, conformément à ces principes, que « l'action en responsabilité dirigée par l'ouvrier contre son patron à raison d'un accident de travail dérive, non pas des articles 1382 et 1383, lesquels règlent les conséquences d'un fait dommageable entre personnes que n'unit aucun lien contractuel, mais bien de la convention de louage de services qui lie les parties (2). »

« L'article 1382 C. civ., suivant un arrêt de la Cour de Gand, ne règle que la responsabilité qui existe en dehors de toute convention, il est sans application lorsqu'il s'agit de la responsabilité qui peut dériver, pour un patron, du contrat de louage de services intervenu entre lui et son ouvrier (3). »

(1) *Rev. crit.* 83, p. 609 ; *id.* 88, p. 281. ; P. 85. II. 54, note.

(2) *Jugem.* du 28 av. 1885, S. 85. IV, 25.

(3) Du 18 juin 1887, S. 89. IV. 1. — V. Glasson, *op. cit.*, p. 30.

Enfin, d'un arrêt de la Cour de Cassation belge, il ressort « qu'aucune disposition de loi ne précisant la garantie que peut devoir le maître à l'ouvrier quant aux dangers inhérents au travail, le contrat de louage de services reste, de ce chef, soumis aux règles générales des articles 1135 et 1156 C. civ. » (1).

Tel est le principe du système de la responsabilité contractuelle auquel nous n'hésitons pas à nous rallier.

Examinons maintenant les arguments que l'on peut faire valoir en sa faveur ; nous étudierons ensuite quelle est l'étendue de l'obligation contractuelle du patron relativement à la sécurité de l'ouvrier ; nous montrerons enfin les conséquences qui découlent de la nouvelle théorie, en relatant les divergences qui se sont produites, relativement à la preuve, à la clause de non-garantie, à la prescription, et en mettant en relief les arguments des opinions qui nous paraissent les plus conformes aux principes.

SECTION I.

Fondement contractuel de la responsabilité du patron.

On peut grouper les principes fondamentaux qui servent de base à la nouvelle théorie, sous les différents chefs suivants :

1° Le contrat de louage de services domine toute la question et la responsabilité du patron découle de ce contrat. Le

(1) Cassation, Belgique, 8 janvier 1886, S. 86. iv. 25.

Code, il est vrai, est muet à cet égard, mais contre son laco-
nisme, il est permis d'invoquer :

a) *L'équité*. — Les conventions, en effet, obligent non
seulement à ce qui est exprimé formellement, mais encore à
toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à
l'obligation d'après sa nature (art. 1135).

b) *La commune intention des parties*. — « On doit dans
les conventions rechercher quelle a été la commune inten-
tion des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens
littéral des termes » (art. 1156).

Le juge a donc le droit et le devoir de combler à l'aide
de l'interprétation, les vices laissés soit dans la rédaction
d'un contrat individuel, soit dans la réglementation légale
d'une espèce particulière de contrat.

2° La responsabilité qui découle des obligations engen-
drées par un contrat est régie *par les règles mêmes de ce
contrat*. Cette théorie plane dans tout le Code, on en voit
notamment des applications à propos du mandat, du contrat
de transport, du louage ordinaire de choses, et du bail... On
peut donc l'étendre au louage de services.

3° Enfin il faut remarquer que l'ouvrier est par la force
même des choses dans *un état de dépendance* vis-à-vis du
patron, partant, il est rationnel que ce dernier soit tenu de
mettre l'ouvrier qu'il emploie en état d'exécuter son travail
dans les meilleures conditions possibles ; il est logique d'exi-
ger qu'il veille à la conservation et à la sécurité de son per-
sonnel, puisque c'est lui qui a *l'autorité*.

Reprenons successivement chacun de ces arguments :

1° Le contrat de louage de services tout d'abord domine
toute la question, et la responsabilité du patron découle de ce
contrat.

Il est peu rationnel, en effet, et en même temps peu

juridique de ne tenir aucun compte, comme le fait la Jurisprudence française, du contrat qui est intervenu entre le patron d'une part et l'ouvrier de l'autre. Bien que le texte du Code ne soit pas absolument précis, ce contrat n'en est pas moins un contrat réel, véritable, ayant en quelque sorte une vie propre et des règles spéciales. Le patron et l'ouvrier ne sont point étrangers l'un à l'autre, ils sont unis par un contrat : *le louage de services*, qui rentre dans le contrat de louage d'ouvrage ainsi défini par l'article 1710 : « un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre, moyennant un prix convenu entre elles » ; l'article 1779 reconnaît, en effet, trois espèces principales de louage d'ouvrage et d'industrie, parmi lesquelles se trouve « *le louage des gens de travail qui s'engagent au service de quelqu'un* » ; c'est la *locatio operarum* des Romains.

Le contrat de louage de services qui lie ainsi le patron à l'ouvrier est un contrat synallagmatique, il engendre en conséquence des obligations à la charge de chacune des deux parties : l'obligation essentielle pour le patron est de payer le salaire convenu, celle de l'ouvrier consiste à fournir en retour une certaine somme de travail. Donc, prestation d'un salaire d'un côté, et prestation d'un travail de l'autre : telles sont les deux obligations principales qui incombent au patron et à l'ouvrier, et que tout le monde reconnaît.

Ainsi donc, un contrat existe, cela est certain ; la conséquence ? c'est que l'existence pure et simple de ce contrat empêche le patron de traiter l'ouvrier victime d'un accident, comme le premier venu qui n'aurait avec lui aucun rapport de droit. Comme l'a judicieusement fait remarquer M. Labbé : « Les contractants sont mis par le contrat dans une situation nouvelle absolument en dehors des prévisions du droit commun » ; l'ouvrier n'est donc plus un tiers pour le patron. « Le contrat met le débiteur en rapport, en contact avec la chose qui en est l'objet, contact qui n'existerait pas

s'il était demeuré dans la pure situation d'un tiers... Une position nouvelle m'a été créée relativement à la chose ou à la personne d'autrui par la volonté commune de moi et de mon co-contractant. Arrière donc l'article 1382 » (1). Cette remarque est fort juste ; quand l'accident se produit, il est évident qu'il est dû à *l'occasion* de l'arrangement spécial qui est intervenu entre le maître et son ouvrier. Il est un fait certain, c'est que si ce dernier n'avait point contracté, il ne se serait pas trouvé là au moment de l'accident ; le contrat est donc pour ainsi dire la cause indirecte du fait dommageable : en son absence, il n'y aurait pas d'accident à déplorer.

En résumé, le patron et l'ouvrier sont unis par un contrat, l'existence pure et simple de celui-ci les met dans une situation tout autre, en les faisant sortir du droit commun.

Les adversaires du système de la responsabilité contractuelle, invoquant le laconisme du Code, objectent cependant qu'à l'exception du paiement du salaire, aucune autre obligation n'est mise à la charge du patron par la loi, de sorte qu'une fois le salaire convenu payé, le patron est libéré envers l'ouvrier et ne lui doit plus rien (2).

La réponse à l'objection est facile, pour cela il suffit d'analyser d'une façon approfondie le contrat de louage d'ouvrage, et de rechercher quelle a été la commune intention des parties au moment où elles ont contracté.

Mais, auparavant, constatons que la meilleure des preuves qu'il existe en vertu du contrat de louage de services *une promesse tacite de sécurité* de la part du patron, c'est que l'obligation pour celui-ci de prendre les mesures destinées à prévenir les accidents est mise à sa charge par un certain nombre de textes législatifs, notamment par la loi récente du 12 juin 1893, relative à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

(1) Note. S. 85. iv. 26.

(2) Desjardins, *Revue des deux Mondes*, n° du 15 mars 1888.

Mais cette obligation résulte aussi du contrat lui-même, elle en découle tacitement ; l'article 1710, en effet, a besoin d'être complété par les règles générales des contrats ; le contrat de louage ne se borne pas aux prestations indiquées dans le système adverse, et, prétendre que ce contrat ne renferme uniquement que les obligations de payer le salaire convenu de la part du patron, et de fournir les services promis de la part de l'ouvrier, c'est vouloir faire revivre les contrats de droit strict créés par le droit romain, mais rejetés par le Code civil, ainsi que le proclament les articles 1134 et 1135 ; d'après ces textes, « les conventions doivent être exécutées de bonne foi. Elles obligent non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature. » Or, est-il une suite plus naturelle et plus conforme à l'équité, à l'usage et à la raison. que celle qui, découlant de son contrat, oblige le patron à prendre toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder la vie et la santé de ceux qu'il emploie ? Comme le remarque judicieusement M. Marc Gérard, il suffit pour s'en convaincre d'observer comment les choses se passent : « L'ouvrier qui veut louer ses services va trouver un patron et lui fait ses offres ; si le patron les accepte, le contrat est formé. » Au moment où l'ouvrier se met au travail, il sait parfaitement qu'il s'expose aux dangers de sa profession, il n'ignore pas qu'il encourt certains risques, cela nous le reconnaissons ; mais il entre à l'usine « légitimement fondé à croire que le patron, se conformant à la loi, a pris et prendra toutes les mesures destinées à prévenir les accidents, et, dans cette croyance, il a accepté un salaire. »

De son côté, le patron n'a pu ignorer les conditions dans lesquelles l'ouvrier se présentait à lui ; ce fait que l'ouvrier a accepté ce salaire, conclut avec raison M. Gérard, et ce fait que le maître l'a promis, impliquent qu'il a été tacitement

convenu que le patron avait pris et prendrait toutes les mesures de sécurité voulue, « il n'y a là qu'une présomption, soit ; mais c'est une présomption qui a pour elle la vraisemblance et l'équité (1). » Il est donc juste que le patron auquel l'ouvrier loue ses services fasse tout ce qui dépend de lui pour procurer à celui-ci la sécurité que réclame l'exécution de son travail.

Ceci, ajouterons-nous avec les partisans de la nouvelle théorie, est absolument conforme à l'article 1155 C. civ., aux termes duquel : « On doit, dans les conventions, rechercher quelle a été *la commune intention des parties*, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes. » Or, il est évident qu'au moment où le patron embauche l'ouvrier, le respect de la santé et de la vie de celui-ci a dû être pris quelque peu en considération ; on a dû en tenir compte de part et d'autre. Comme le dit M. Labbé, l'ouvrier se fait ou doit se faire à peu près le raisonnement suivant : Mon patron ne doit pas être tenu seulement de me payer un salaire, il doit encore me protéger contre les accidents inhérents à mon travail ; je suis en droit d'attendre de lui qu'il s'efforcera de les faire disparaître par un meilleur aménagement de l'outillage et de l'atelier ; il a plus d'intelligence et de lumière que moi, c'est lui qui détermine les conditions de mon travail, à lui donc de rechercher tous les moyens possibles pour diminuer les causes de danger qui me menacent ; à lui de se tenir au courant des découvertes et d'apporter un certain soin dans le choix de son personnel. De mon côté, et en retour, je m'engage à apporter à l'exécution de mon travail toute l'attention et l'activité que mon patron est en droit d'attendre de ma part ; je m'astreins à observer les règlements et à obéir aux ordres qui me seront donnés. — Ce langage n'est-il point naturel ? N'est-il pas conforme à l'intention des parties ?

(1) *Rev. crit.* 1888, p. 429.

« Je ne sais, dit M. Saintelette (1), si l'esprit de système
» m'afflige d'une sorte de daltonisme moral, mais il me semble
» que j'éprouverais quelque embarras à inscrire en tête
» d'un arrêt des propositions telles que celles-ci : 1° de
» droit naturel, le contrat de services se borne, de la part de
» l'ouvrier, à prêter le service, de la part du patron, à payer
» le loyer ; 2° en ce qui concerne la sûreté de la personne
» spécialement, les contractants n'ont pas eu de préoccupa-
» tion particulière ; le patron n'a promis à l'ouvrier, l'ouvrier
» n'a demandé au patron rien de plus que ce que se doivent
» les deux premiers passants venus ; 3° l'autorité que le
» maître stipule de l'ouvrier, l'obéissance que l'ouvrier
» promet au patron n'engendrent aucune obligation spéciale ;
» 4° l'action par laquelle le maître réclame la compensation
» de l'inexécution des prestations promises est bien une
» action contractuelle ; mais l'action par laquelle l'ouvrier
» demande la compensation du dommage subi en fournissant
» les prestations est une action civile de délit ou de quasi-
» délit ; 5° c'est bien par un recours en garantie que le
» patron se fera rembourser par l'ouvrier désobéissant ; mais
» l'ouvrier obéissant n'aura contre le patron imprévoyant ou
» imprudent qu'une action en responsabilité... Je ne com-
» prends pas, en droit, ce contrat si sec qui se réduirait à un
» troc de services contre de l'argent, alors que, dans la
» vente, le louage, etc..., autour de l'obligation principale,
» convenue de bonne foi, gravitent tant d'obligations secon-
» daires. »

Ce raisonnement n'est pas arrivé à convaincre les adversaires de la responsabilité contractuelle ; selon eux, il n'y a aucune intention de la part du patron d'être débiteur de sécurité, de la part de l'ouvrier d'en être créancier. L'ouvrier,

(1) *Loc. cit.*, p. 117. V. aussi : Glasson, *loc. cit.*, p. 67.

en contractant, d'après M. Desjardins, se soumet, au contraire, à toutes les chances d'accidents inséparables du travail auquel il est astreint, et le risque qu'il court est un élément même du service qu'il va rendre ; la preuve, c'est que plus les ouvriers sont exposés, plus leur salaire est rémunérateur, c'est ainsi que les ouvriers mineurs reçoivent plus que les ouvriers de l'agriculture (1).

Tout d'abord, est-il bien vrai, pour répondre à la première objection, que l'ouvrier consente à supporter *tous* les accidents ? nous ne le croyons pas ; s'il consent à supporter ceux qui résultent du cas fortuit, de la force majeure ou d'une cause inconnue, il est inadmissible de supposer qu'à ses yeux, ceux qui proviennent de l'incurie ou de la faute personnelle de son patron doivent retomber sur lui. Il est absolument logique et juste qu'il en soit ainsi ; n'est-ce pas, en effet, à celui qui a le choix et l'entretien du matériel qu'il incombe de répondre de son mauvais état et de sa défectuosité ?

Quant à dire que le salaire de l'ouvrier augmente avec les dangers du métier, et qu'il comprend les risques que court le travailleur, c'est loin d'être prouvé ; tout d'abord, en admettant qu'il en soit ainsi, n'a-t-on pas le droit d'affirmer avec M. Sauzet que ce supplément de salaire ne dispense nullement le patron de veiller à la sécurité de ses ouvriers ? « Ce salaire surélevé, c'est le prix des risques qui restent à la charge de l'ouvrier *malgré la responsabilité du patron.* » (2).

Ensuite, ainsi que l'a démontré M. F. Faure (3) dans un discours remarquable, il résulte du tableau des salaires qu'il a fait, que les carriers et les couvreurs, dont la profession est dangereuse, ne gagnent que 4 fr., alors que les chapeliers et

(1) *Loc. cit.*

(2) *Rev. crit.* 83, p. 623.

(3) *Journ. Offic.*, séance du 8 mars 1883, p. 526, col. 3.

les chaudronniers touchent 9 fr., les boulangers 10 fr. On ne peut donc dire que le métier le plus dangereux est payé le plus cher. Et du reste, le danger de la profession n'est pas le seul élément qui contribue à fixer le taux des salaires, il faut tenir compte aussi de la difficulté du métier, de l'influence du milieu, de la longueur de l'apprentissage, et d'une foule d'autres considérations de ce genre.

Ce n'est pas tout, on a invoqué aussi comme objection la réciprocité de la responsabilité contractuelle (1) ; la promesse de sécurité, dit-on, ne peut être unilatérale ; si le patron la fait à l'ouvrier, ce dernier doit la faire au patron ; l'ouvrier sera donc présumé responsable si le patron est blessé dans l'inspection des ateliers. — Nous n'apercevons nullement la nécessité de cette déduction et nous ne pouvons nous empêcher de répondre avec M. Marc Gérard, que « tout le monde admet que les Compagnies de chemins de fer s'obligent implicitement vis-à-vis de leurs voyageurs à les préserver contre toute espèce d'accidents ; et jamais nous n'avons entendu soutenir que cet engagement fût réciproque. » (2).

2° L'existence du contrat et les clauses tacites qu'il contient étant ainsi établies, les partisans de la responsabilité contractuelle appliquent au contrat de louage de services la théorie générale d'après laquelle *la responsabilité qui découle des obligations engendrées par un contrat, est régie par les règles mêmes de ce contrat* (3).

« Entre personnes qui sont liées par un contrat, écrit M. Labbé, et relativement à l'objet de ce contrat, toute question de faute doit être jugée d'après les clauses de ce

(1) V. Desjardins, précité.

(2) *Op. cit.*, p. 430.

(3) Sauzet, *Op. cit.*, p. 621.

contrat, d'après la volonté des parties » (1). On retrouve la manifestation de cette théorie dans bien des articles du Code, à propos de certains contrats mieux réglés que le louage de services et présentant, quelques-uns du moins, une certaine analogie avec lui.

Le mandat tout d'abord fournit un premier argument : l'article 2000 C. civ. proclame l'obligation pour le mandant d'indemniser le mandataire « des pertes que celui-ci a essuyées à l'occasion de sa gestion, sans imprudence qui lui soit imputable. »

Cet article, dirons-nous avec M. Sauzet, pose donc bien en principe que « le mandant est responsable, *en vertu du contrat*, des préjudices à lui imputables que l'exécution du mandat peut causer au mandataire. » (2). La raison de cette disposition ? c'est que le mandataire, dans l'exécution de la convention, « exécute, obéit, et n'a qu'un rôle subordonné » ; le mandant, au contraire, a la direction de l'affaire, c'est lui qui donne les ordres que le mandataire est tenu d'exécuter.

Sans vouloir nous attarder à faire ressortir l'analogie qui existe entre le mandat et le contrat de louage de services, bornons-nous à constater qu'elle est si étroite, que bien souvent nos tribunaux ont eu de la peine à les distinguer nettement ; c'est ainsi qu'il leur est arrivé de présenter l'ouvrier blessé dans l'exécution de son travail comme un véritable mandataire éprouvant un préjudice à l'occasion de son mandat, et de lui appliquer en conséquence l'article 2000 (3) La Cour de Cassation, il est vrai, n'a pas hésité à casser ces arrêts et à rétablir les vrais principes.

Quoiqu'il en soit, cette dernière, en cas de mandat, décide

(1) Note Sirey, 85. IV. 26.

(2) *Op. cit.*, p. 619.

(3) V. Chambéry, 14 août 1880 sous Cass., 24 janv. 1882, S. 82. I. 209 ; Alger et Cass., 14 av. 1886, S. 87. I. 76

que la responsabilité du mandataire, au point de vue des fautes par lui commises dans l'exécution de la convention, doit être appréciée *d'après le contrat* lui-même, et non d'après les articles 1382 et suivants (1) ; pourquoi juger différemment en nature de louage de services ? il y aurait cependant bien plus de raisons d'appliquer cette solution à ce contrat plutôt qu'au mandat. Dans notre hypothèse, le patron ne se contente plus, comme le mandant, de diriger et de donner des ordres, « *il surveille* en plus le travail ; il est rare que cette surveillance se rencontre de la part du mandant... Si la loi impose une responsabilité *contractuelle* au mandant qui ne surveille pas le mandataire, *a fortiori* une responsabilité du même genre doit peser sur le patron. » (2). Quant à l'ouvrier, il est tenu à plus d'obéissance et à une plus grande sujétion que le mandataire, il est loin d'avoir la liberté qu'a ce dernier pour exécuter les obligations de son contrat.

Si du mandat nous passons *au contrat de transport*, qui n'est à vrai dire qu'une variété du louage de services, là encore nous trouvons une application du principe général énoncé plus haut ; la question de responsabilité est aussi résolue dans ce contrat d'après les obligations spéciales qu'il renferme. Des articles 1784 C. civ., 98, 103 et 230 C. com., il résulte que le voiturier est responsable des avaries ou de la perte des objets qui lui sont confiés ; de par son contrat, il est tenu de remettre ces objets au destinataire dans l'état où il les a reçus ; si donc, en cours de route, ceux-ci viennent à être détruits ou détériorés, c'est que le voiturier a manqué à son obligation ; et, s'il a à répondre de sa faute, c'est *en vertu du contrat* qu'il n'a pas fidèlement exécuté.

Dans le même ordre d'idées, la Jurisprudence elle-même

(1) Cass., 21 janv. 1890. D. 91. I. 380.

(2) Sauzet, précité, p. 620.

a fait au contrat de transport des personnes une application des principes généraux des obligations contractuelles. Certains arrêts récents ont, en effet, étendu à ce contrat les règles de l'article 1784 relatives au transport des choses (1). Il est permis de se demander pourquoi les Tribunaux qui admettent cette théorie jugent différemment relativement au louage de services, d'autant plus que le voyageur se trouve dans une dépendance assez voisine de celle de l'ouvrier, en ce sens que, comme lui, il est impuissant à se prémunir de certains dangers qu'il encourt. De même, la situation du voiturier est assez semblable à celle du patron ; ils ont tous les deux la même surveillance à exercer, la même obligation de prendre des précautions ; chacun d'eux a, pour ainsi dire, la même autorité, la même responsabilité.

Il résulte donc de ces exemples, que la question de faute dans les contrats se résout et se trouve régie *par les règles mêmes de ces contrats*. L'article 1382 ne s'applique nullement aux personnes qui sont unies par des liens de droit, et les clauses expresses, tacites ou implicites que renferment les conventions, suffisent à elles seules pour régler la question de responsabilité qui découle des obligations créées par celles-ci (2). Pourquoi y aurait-il une exception pour le contrat de louage de services ?

(1) Trib. com. Seine, 13 avril 1885, D. 85. 1. 433 (Note, 2^e col.) ; Paris, 27 nov. 1866, Cour sup. de Luxembourg, 2 août 1877 (ibid., p. 434, 2^e col.) ; Aix, 7 juin 1887, S. 87. II. 232 ; *id.*, 12 déc. 1887, Dalloz, *J. G. supp.* V^e commissionnaire, p. 709, en note ; Paris, 27 juillet 1892, *Gaz. Pal.* sept. 1892, p. 295 ; Trib. Com. Seine, 5 avril 1893, *Gaz. Pal.* n^o 29 av. 1893. — En ce sens : Sourdât, t. II. n^o 1058. — Sainctelette, p. 87 et suiv.. — Dalloz, Rep. précit.

(2) D'après M. Sauzet, on trouve aussi une application de ce principe :

1^o En matière de contrat de louage, dans les baux à loyers, à propos de la responsabilité du locataire en cas d'incendie (art. 1733) ; « sa responsabilité, dit-il, est contractuelle, elle découle de l'obligation qu'il assume de restituer la chose louée. »

2^o Il en est de même « pour l'ouvrier à façon qui reçoit des matières à transformer ; il est par le contrat même tenu de l'obligation de les restituer... ;

3° Outre ces arguments de droit, on peut aussi invoquer des motifs d'ordre pratique qui légitiment la théorie de la responsabilité contractuelle. Examinons tout d'abord la situation qui est faite à l'ouvrier en vertu de son contrat.

Un point incontestable, résultant de la force même des choses, c'est *l'état de dépendance* dans lequel se trouve celui-ci vis-à-vis de son patron ; cette dépendance, tout le monde le reconnaît, est à la fois physique et morale : *physique*, car une fois le contrat intervenu, il en résulte une situation nouvelle pour l'ouvrier ; sans vouloir dire, ainsi que cela a été bien des fois répété à la Chambre, que « l'ouvrier est réduit au rôle d'une machine », il n'est cependant pas exagéré de constater que celui-ci n'est plus son maître ; désormais, de par son contrat, il est soumis à la surveillance et à l'autorité soit du chef, soit du contremaître de l'usine. Placé auprès d'une machine, il doit la faire fonctionner en se conformant aux ordres que son patron lui a donnés ; son devoir, en un mot, c'est d'obéir. Cette dépendance de l'ouvrier, disons-nous, est aussi *morale* ; ce dernier, en effet, est beaucoup moins instruit que son patron ; de plus, il se familiarise assez vite avec le danger, et partant il ignorera d'autant plus les causes d'accidents et sera bien moins soucieux de les éviter.

La situation du patron, au contraire, est la suivante : maître et propriétaire de l'industrie qu'il exerce, ayant une supériorité d'instruction, il a, *en vertu du contrat*, l'autorité

en droit romain, le patron eût agi par *l'actio locati* ou *depositi* ; aujourd'hui on ne peut pas dire que l'action soit fondée sur l'article 1382. »

3° Il faut en dire autant de la responsabilité que les articles 1952-1954 imposent aux aubergistes et hôteliers, « au cas de vol ou de dommage des effets du voyageur qui loge chez eux. » Cette responsabilité n'est point une application de l'article 1382, « elle est la conséquence de l'obligation de restituer que la convention, intervenue entre le voyageur et l'aubergiste, fait naître à la charge de celui-ci, convention que la loi traite comme un contrat de dépôt (1929-1954). »

et la direction sur son ouvrier ; c'est lui qui organise, dirige et surveille le travail, lui seul est juge de l'emploi des procédés de fabrication, c'est lui, en un mot, qui a toute l'initiative de l'entreprise ; cette autorité est évidente, personne ne la conteste. Or, ne doit-il pas résulter de cet état de choses que la protection de l'ouvrier incombe à celui-là même dans la dépendance duquel il se trouve ? Cette situation du patron ne lui impose-t-elle pas, en équité, de veiller à la sécurité de ses ouvriers qui lui ont en quelque sorte confié leur personne ? et la raison ne l'oblige-t-elle pas à ne mettre à la disposition de ceux-ci que des outils et un matériel absolument irréprochables ? Dans le contrat de louage de services, dit M. Vavasseur, « il y a légalement en présence un serviteur et un maître, il y a subordination nécessaire de l'ouvrier au patron ; or, subordination implique protection, de même que protection implique garantie. » (1).

« L'ouvrier, dit également M. Sauzet, n'a aucun pouvoir de direction sur l'exploitation industrielle ; cette direction appartient à celui qui commande, à celui qui surveille, à celui qui paie, au patron seul. Une charge de ce rôle de directeur et de surveillant, c'est l'obligation de veiller à ce que le travail s'accomplisse dans des conditions aussi parfaites que possible de sécurité et de salubrité pour l'ouvrier (2). »

Comme l'a remarqué avec juste raison M. Saintelette, *toutes les fois qu'il y a autorité, il y a du même côté responsabilité*. « De droit naturel, écrit le savant auteur belge, la responsabilité, *sensu lato*, est le corrélatif nécessaire et inséparable de l'autorité. C'en est l'ombre. Point d'autorité sans responsabilité est la condition même de notre humaine

(1) *Droit*, 20 mai 1880.

(2) *Rev. crit.* 1883, p. 616.

nature. La responsabilité naît avec l'autorité, grandit avec elle, décroît avec elle, cesse avec elle. Tel l'angle de réflexion égale toujours l'angle d'incidence. Elle procède de la même cause. Elle est de la même nature. Elle a la même mesure et la même intensité... » C'est en vertu du contrat que le patron a l'autorité sur son ouvrier, celle-ci doit donc être soumise à la loi des contrats et aux règles mêmes des contrats. « Une autorité contractuelle, ayant pour corrélatif une responsabilité délictuelle, serait, juridiquement parlant, un phénomène aussi monstrueux que le serait un angle d'incidence rectiligne produisant un angle de réflexion curviligne, ou qu'un arbre projetant l'ombre d'un château (1). »

La responsabilité, du reste, est proportionnelle à l'autorité. « Plus l'indépendance de l'ouvrier est restreinte, écrit M. Labbé, plus son activité est soumise à la direction d'autrui, plus sont grands les devoirs d'autrui. »

Remarquons en terminant que l'on trouve des applications de ce principe dans le Code lui-même. Toutes les fois, en effet, que le législateur a revêtu une personne d'une certaine autorité, il a en même temps et corrélativement mis une certaine responsabilité à sa charge ; c'est ainsi que le père et l'instituteur, qui ont une autorité sur l'enfant, sont déclarés légalement responsables du fait de celui-ci ; il en est de même du maître au sujet des fautes commises par son préposé dans l'exercice de ses fonctions.

SECTION II

Etendue de l'obligation du patron.

La responsabilité du patron a donc sa source dans le contrat de louage de services. C'est dans ce contrat que prend

(1) *Loc. cit.*, p. 120.

directement naissance l'action en indemnité de la victime d'un accident. Il s'agit maintenant de préciser quelles sont au juste les obligations contractuelles du patron vis-à-vis de son ouvrier.

L'accord de tout à l'heure n'existe plus parmi les partisans de la nouvelle théorie, des divergences sérieuses, au contraire, se produisent relativement à l'étendue de l'obligation du patron.

1. — Suivant certains auteurs, le patron est tenu, à la fin du louage de services, « de rendre au travailleur sa personne indemne de tout accident (1). »

« L'ouvrier, dit M. Saintelette, est un créancier de sûreté », l'obligation du maître consistant à *garantir la sécurité* de l'ouvrier. « Le patron s'oblige à le guider, à le protéger, à le défendre contre les risques de tout genre, y compris les témérités de l'inexpérience, les entraînements du travail et les affolements du dévouement (2). » M. Sauzet considère, de son côté, le maître comme étant obligé « de conserver l'ouvrier sain et sauf... ; il doit à chaque instant pouvoir le restituer, le rendre à lui-même valide comme il l'a reçu ; si l'ouvrier est tué ou blessé, c'est que le patron n'a point rempli son obligation. »

Ainsi donc, pour ces auteurs, le maître qui place son ouvrier près d'une machine ou qui lui confie un instrument de travail doit, en vertu du contrat, « garantir la sécurité à

(1) Saintelette, *loc. cit.*, p. 140. — Sauzet, *loc. cit.*, p. 616. — Vavasseur, *Loi*, 2 juillet 1885. — Pascaud, Demangeat, *Rev. prat.*, t. LV, p. 380 et 556.

(2) M. Saintelette considère comme très naturelle cette obligation du patron, car, dit-il, « la division et la spécialisation du travail ôtent à l'ouvrier la liberté de ses allures et toute influence personnelle sur l'ouvrage. Etroitement confiné dans une besogne restreinte, solidaire de l'individu qui le précède et de l'individu qui le suit, il devient étranger à l'ensemble. Toute initiative lui est interdite... L'ouvrier est devenu un soldat, que dis-je ? presque un automate, sa fonction est surtout d'obéissance..., en faisant la besogne la plus inoffensive, il ne s'appartient plus, il n'est plus que l'agent d'une volonté hors de lui » (*op. cit.*, p. 121 et 173).

l'ouvrier » ; il doit, à la fin du contrat, rendre à celui-ci « sa personne intacte », tout comme le locateur d'une chose doit, à la fin de son bail, restituer la chose intacte au bailleur. Le patron est « garant de sécurité » et l'ouvrier est « créancier de cette même sécurité. » Si donc un accident se produit, c'est que le patron a manqué à son devoir particulier de surveillance, c'est qu'il n'a pas rempli l'obligation de garantie de sécurité qui lui incombe, aux termes du contrat.

On retrouve cette opinion dans plusieurs décisions de la jurisprudence belge. C'est ainsi que la Cour supérieure de Luxembourg, le Tribunal civil et le Tribunal de Commerce de Bruxelles, le Tribunal de Commerce d'Anvers ont décidé que « le contrat de louage de services oblige le patron non seulement à payer à l'ouvrier le salaire promis, mais aussi à le protéger contre les conséquences des dangers inhérents à son travail, à lui *garantir la sécurité* et à lui rendre, à la fin du contrat, sa personne indemne de tout accident (1). »

« Attendu, dit le premier arrêt, que le patron industriel devient *débiteur contractuel* de la sécurité de l'ouvrier, qu'il doit garantir des conséquences du danger dans lequel il l'a volontairement placé. »

« Attendu, dit de même le jugement du Tribunal de Bruxelles, que la situation des deux parties dans le contrat de louage d'ouvrage est la suivante : d'une part, L... abandonne sa volonté et son initiative dans l'exercice de sa profession, et renonce à se protéger lui-même contre le danger général de l'exploitation ; d'autre part, l'Etat acquiert un droit de surveillance, de direction et de commandement sur L..., avec l'obligation corrélative de le garantir contre le danger général de l'exploitation, c'est-à-dire de prendre toutes les mesures propres à le sauvegarder. »

(1) Cour sup. de justice de Luxembourg, 27 nov. 1884, P. 85. II. 33 ; Trib. civ. Bruxelles, 25 av. 1885, id. ; Trib. com. Bruxelles, 28 av. 1885, id. ; Trib. Com. Anvers, 21 sept. 1885, P. 88. II. 10.

Cette opinion n'est pas la nôtre, elle nous paraît trop absolue. N'y a-t-il pas exagération, en effet, de la part de ses partisans, d'élargir d'une façon aussi démesurée le cadre des obligations mises par le contrat à la charge du patron ? C'est assurément aller beaucoup trop loin, à notre avis, que d'assimiler l'ouvrier à un pur instrument de travail, et de dire, comme le Tribunal de Bruxelles, que l'ouvrier « abandonne sa volonté et son initiative, » qu'il renonce à se protéger lui-même contre les dangers de sa profession. Bien grand, certes, serait l'embarras des juges bruxellois, s'il leur fallait établir la preuve d'une pareille renonciation de la part de l'ouvrier. Celui-ci n'est point, selon nous, l'automate sans indépendance qu'a dépeint M. Saintelette. Comment peut-on assimiler l'ouvrier actuel qui est électeur, éligible, qui a le droit de se mettre en grève, de se syndiquer, comment, disons-nous, peut-on l'assimiler à une chose inerte dont le patron a le droit d'user ou de mésuser à sa guise ? On ne peut prétendre qu'au moment d'entrer dans l'usine, l'ouvrier fasse abstraction complète de sa personnalité et de sa volonté. Il est quelqu'un, en somme ; une certaine initiative lui est réservée pour l'exécution de son travail. Être capable de réfléchir et de vouloir, il peut, il doit même faire tout ce qui est en son pouvoir pour échapper à l'accident. Il est de fait, d'ailleurs, que sa faute et son imprudence personnelles occasionnent bien souvent les accidents ; bien plus, les statistiques démontrent qu'en général ceux-ci proviennent plutôt de son fait que de celui du patron.

D'autre part, dire comme MM. Saintelette et Sauzet que « le patron est tenu, à la fin du louage de services, de restituer ses ouvriers à eux-mêmes complètement valides et indemnes, comme le locataire d'une chose doit, à la fin du bail, rendre celle-ci parfaitement intacte au bailleur », c'est traiter l'ouvrier absolument comme *une chose louée* ; rien

n'est moins exact cependant, car l'ouvrier ne se loue pas lui-même, il loue son travail, son savoir-faire, ses services en un mot : il y a là une nuance dont on doit tenir compte ; le patron n'est pas en possession d'une chose qu'il doit restituer, il est créancier de services.

Enfin, comme l'a judicieusement observé la Cour de Gand (1), si l'autorité dont le maître est investi peut influencer sur l'étendue de sa responsabilité, il faut bien reconnaître qu'elle ne saurait créer à elle seule cette responsabilité. On n'a pas tout dit quand on a parlé de « l'autorité du maître », il faut aussi tenir compte du contrat et de l'esprit de la convention dont on entend faire découler ces obligations.

2. — Aussi l'opinion moins absolue de MM. Labbé, Glasson, Lyon-Caen et Cotelle nous paraît-elle préférable (2). D'après ces auteurs, si le Code est muet au titre du louage, « sur ce que le maître doit, en dehors du salaire, de soins et de précautions pour prévenir les accidents », on peut combler ce vide en s'inspirant des principes qui régissent les obligations conventionnelles en général, et en soumettant le contrat de louage de services aux règles des articles 1135 et 1156 C. civ. Dès lors, c'est dans l'équité, dans l'usage et la raison, dans la commune intention des parties contractantes, qu'il faut chercher et le principe et l'étendue de la responsabilité qui incombe au patron en vertu du contrat de louage. Les articles 1135 et 1156 doivent s'interpréter en ce sens que le maître est tenu, pour assurer la sécurité de ses ouvriers, de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de prévenir, autant que possible, tout accident ; le patron n'est en faute que s'il a négligé de prendre ces précautions. Dans cette opinion, la garantie absolue de la sécurité de l'ouvrier par le patron n'est

(1) Arrêt du 18 juin 1887, P. 89. II. 1.

(2) Labbé, *Note*, S. 85. IV. 25. — Glasson, *le C. civ. et la question ouvrière*, p. 32 et suiv. — Cotelle, *Rev. Prat.*, t. 55, p. 531.

donc pas *de l'essence du contrat de louage*. « C'est une exagération de dire que le maître doit la sécurité à l'ouvrier, écrit M. Labbé; on est beaucoup plus près de la vérité lorsqu'on exprime que le maître doit prendre toutes les mesures propres à préserver l'ouvrier des dangers inhérents à l'industrie exercée (1) ».

Est-il logique, après tout, de faire résulter cette garantie absolue de sécurité des obligations *virtuelles* de la simple convention de louage? Où donc a-t-on vu que le contrat de travail comporte, pour le patron, l'obligation de restituer l'ouvrier à lui-même comme il l'a reçu? Le Code ne dit absolument rien de pareil. Une pareille promesse de sécurité est-elle du moins conforme à la commune intention des parties contractantes? Il est permis d'en douter; bien des patrons, assurément, seraient étonnés si on leur disait qu'en embauchant leurs ouvriers, ils entendent les garantir contre *tous* les dangers inhérents à leur métier; ce n'est certes pas là l'esprit de la convention, et il est peu rationnel de considérer le maître comme s'étant engagé tacitement à procurer une sûreté complète, impossible à réaliser d'après la nature même des choses. « On ne peut, dit un arrêt de la Cour de Gand (2), en l'absence d'une stipulation expresse, induire ni des principes d'équité, ni de l'usage, et bien moins encore de la commune intention des parties contractantes, que le maître serait indistinctement responsable de toutes les conséquences quelconques que peut entraîner pour l'ouvrier le travail dont celui-ci s'est chargé... Ce serait constituer le patron assureur de tous les risques de la profession ou de la situation de l'ouvrier. »

Il semble bien plus logique d'admettre avec M. Labbé,

(1) S. 85. IV. 25, note.

(2) Du 8 juin 1887, précité.

que le patron est obligé, de par le contrat de louage, de prendre toutes les mesures propres à sauvegarder l'ouvrier du danger inhérent au travail accompli sous sa direction et avec ses engins. Après avoir analysé un certain nombre de cas d'accidents, le savant auteur arrive à la formule suivante (1) : « Le » maître qui dirige le travail de l'ouvrier garantit la bonne » détermination de ses ordres, le bon état, l'aptitude des instrumens qu'il fournit, l'emploi judicieux des moyens les plus sûrs de préservation. Quand l'ouvrier est placé dans une situation où le péril est accru par la multiplicité des agents employés ensemble, il garantit le choix éclairé, prudent, des collaborateurs qu'il donne à cet ouvrier ».

Une bonne partie de la jurisprudence belge a donné raison à la théorie de M. Labbé. Un arrêt de la Cour de Cassation, du 8 janvier 1886 (2), a posé nettement ce principe :

« Attendu qu'aucune disposition de loi ne définit ni ne précise la garantie que peut devoir le maître à l'ouvrier quant aux dangers inhérents au travail ; que le contrat de louage de services reste donc, à cet égard, soumis aux règles générales des articles 1135 et 1156 C. civ. ; que la garantie du maître envers l'ouvrier n'est pas *l'essence du contrat de louage* (3) ».

Un arrêt de la Cour d'appel de Gand (4) décide de même « que le Code civil, ne déterminant pas quelle est en matière de louage de services, la garantie qui incombe aux maîtres, il faut, pour en fixer l'étendue, recourir aux principes qui régissent les obligations conventionnelles en général. L'ouvrier peut invoquer les articles 1135 et 1156, pour en conclure

(1) S. 85. IV. 28. 1^{re} col.

(2) P. 86. II. 42, et S. 86. IV. 25.

(3) En ce sens : Cour d'app. Bruxelles, 7 avril 1884, P. 87. II. 41 ; — 2 nov. 1885, *idem* ; — 12 nov. 1885, *idem*.

(4) Gand, 18 juin 1887, S. 89. IV. 1.

que le patron est obligé à toutes les suites que l'équité et l'usage donnent au contrat, en consultant la commune intention des parties contractantes...; l'équité et les usages reçus dans l'industrie exigent que le maître soit garant de la sécurité de l'ouvrier et le protège contre les dangers inhérents aux travaux auxquels il l'emploie...; mais cette obligation et cette garantie ne sont ni absolues, ni illimitées...., le maître doit simplement procurer les moyens indispensables pour que l'ouvrier fournisse le service convenu, dans les conditions prévues par les parties ».

C'est à peu de chose près la solution que donne la jurisprudence française relativement à l'étendue de la responsabilité. Les deux jurisprudences sont ainsi d'accord sur ce point, bien qu'elles admettent un principe tout différent.

SECTION III

Conséquences du principe.

§ I. — DÉVOLUTION DE LA PREUVE.

Quelles sont les conséquences pratiques que peut avoir le système de la responsabilité contractuelle sur les rapports des ouvriers et des patrons, au point de vue de la charge de la preuve?

Dans le système de la jurisprudence, l'ouvrier soutient que son patron a commis une faute, un délit ou un quasi-délit; c'est donc à lui qu'incombe la preuve de cette faute qui, si elle est établie, justifiera sa demande. En est-il de même dans le système de la responsabilité contractuelle? Le principe sur lequel se fonde cette théorie n'a-t-il pas, au con-

traire, pour conséquence nécessaire de décharger l'ouvrier du fardeau de la preuve, et d'aboutir à ce que l'on a appelé *le renversement de la preuve* ?

La charge de la preuve en matière d'accidents de travail a une importance tout à fait particulière ; elle est, a-t-on dit, « l'enjeu de la lutte » qui existe entre quelques-uns des partisans de la responsabilité contractuelle et ceux de la responsabilité délictuelle.

1. — « Pour ceux qui soutiennent que le maître *garantit la sécurité de l'ouvrier* dans le travail qui lui est commandé, dit M. Labbé, la conséquence à tirer du principe est très claire. L'ouvrier établit qu'il a été blessé en travaillant ; il demande une indemnité. Le maître doit réparer le dommage d'un accident survenu dans le travail, à moins qu'il ne démontre que l'accident provient d'un cas fortuit ou de la faute de l'ouvrier (1). » Donc, à la différence du système de la jurisprudence, la doctrine de MM. Saintelette, Sauzet, Pascaud, Demangeat, établit que c'est au patron à démontrer que le fait ne lui est pas imputable. Ces auteurs partent du principe que par le seul effet du contrat, et indépendamment de toute clause expresse ou tacite, le patron a contracté envers l'ouvrier « une obligation de sécurité » ; il s'est engagé à veiller avec diligence à sa conservation et à le protéger contre *tout* accident ; ils en concluent que lorsqu'un accident survient, il y a *inexécution du contrat*, et partant une condamnation à des dommages-intérêts s'impose. Le patron doit la sécurité à l'ouvrier ; si celui-ci est blessé en travaillant, l'obligation est inexécutée : le maître a manqué à son devoir particulier de prévoyance et de conservation, il n'a pas rempli son engagement tacite de rendre l'ouvrier indemne de tout accident à la fin du contrat ; la conséquence ? C'est qu'il est tenu de payer

(1) S. 85. iv. 29, 2^e col.

des dommages-intérêts à l'ouvrier *créancier de sécurité*, à moins qu'il ne prouve que l'accident résulte d'un cas fortuit, de la force majeure, ou de la faute personnelle de la victime. Il y a là une application des principes édictés par les articles 1147, 1302 § 3, et 1315 § 2 ; d'après l'article 1147, en effet, le débiteur (le patron en l'espèce) est condamné « toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part ».

« Celui qui se prétend libéré, dit l'article 1315 § 2, doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation. »

Enfin, aux termes de l'article 1302 § 3, « le débiteur est tenu de prouver le cas fortuit qu'il allègue. »

Le locataire n'est-il pas responsable de tout incendie qui a détruit les lieux loués, s'il ne prouve que la cause vient d'ailleurs (art. 1733) ? Le dépositaire, l'hôtelier, le voiturier ne sont-ils pas responsables des dépôts reçus et des objets à eux confiés, à moins qu'ils n'établissent le cas fortuit ?

A ceux qui objectent que l'ouvrier est demandeur dans l'action en indemnité qu'il intente contre son patron, les partisans de la preuve répondent : sans doute, et « comme tout demandeur, il a bien *une* preuve à faire, il doit prouver la cause génératrice de son droit. Or, cette cause est le contrat de louage d'ouvrage même, l'ouvrier a donc prouvé tout ce qu'il a à prouver en tant que demandeur, en démontrant qu'il était, lors de l'accident, l'ouvrier du défendeur, c'est-à-dire l'existence à cette époque du contrat. » (1).

La victime de l'accident n'a donc qu'à établir l'existence de la convention passée avec son patron ; elle est munie, d'après M. Sainctelette, « d'une attribution générale de

(1) Sauzet. *Loc. cit.* p. 610.

faute » à l'égard du maître, son débiteur. Quant à celui-ci, il se trouve dans la situation de tout débiteur contractuel, et c'est à lui qu'incombe la charge de prouver le fait qui le libère ; il oppose « une exception à la demande justifiée quant à sa cause par l'ouvrier ; c'est à lui de prouver le bien fondé de son moyen de défense, *reus excipiendo fit actor* » (1). Du reste, la question, comme le déclare M. Pont (2), porte non pas sur une présomption de faute, mais sur un fait acquis et certain : l'inexécution du contrat. Ce n'est pas parce que le patron est présumé en faute que l'ouvrier est déchargé du fardeau de la preuve, c'est uniquement à raison de l'inexécution de la convention ; dès lors, « c'est au patron qui défend à la demande de l'ouvrier à prouver sa libération en établissant, soit qu'il a satisfait aux obligations du contrat, soit que l'accident impliquant manquement à ces obligations est arrivé par cas fortuit, par force majeure, par une cause enfin qui ne peut lui être imputée ». M. Sainctelette va même jusqu'à admettre que les accidents résultant de cause inconnue sont à la charge du patron, car dans ce cas, il est impossible à ce dernier de prouver le cas fortuit qui peut le libérer (chap. V, § 17).

La Cour supérieure de Luxembourg, elle aussi, a admis cette conséquence : « Attendu qu'en vertu du principe des articles 1135, 1147, 1148 et 1302 C. civ., le maître ne peut être libéré de son obligation que par la faute de l'ouvrier ou par un événement de force majeure » (3).

« Attendu, dit de même le Tribunal de Commerce de Bruxelles (4), que si l'ouvrier devient au cours de son tra-

(1) Sauzet. *Loc. cit.* p. 617.

(2) *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, année 1886, p. 131.

(3) Arrêt du 27 nov. 1884, précité.

(4) Jugement du 28 av. 1885, précité. Dans ce sens : Trib. civ., Bruxelles, 25 av. 1885, précité.

vail la victime d'un accident, il a contre son patron l'action en garantie dérivant du contrat de louage de services, laquelle ne lui impose que la charge de prouver l'existence de la convention et du dommage ; que, celui-ci résultant de l'inexécution d'une des obligations du maître, ce dernier est tenu de le réparer, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée. »

2. — Pour ceux qui, comme M. Labbé, soutiennent que le maître n'est tenu, en vertu du contrat, que de prendre les précautions nécessaires pour éviter les accidents, l'ouvrier blessé doit prouver, outre l'existence du contrat, « que le dommage dérive d'une substance ou d'une machine procurée par le maître. Cette preuve faite, il a justifié sa prétention à une indemnité » (1). Le patron ne sera déchargé de toute responsabilité qu'en prouvant qu'il a fait tout ce qui dépendait de lui pour exécuter son obligation contractuelle de prévenir l'accident ; à lui incombe la preuve « que le cordage était en bon état, que les instruments, les machines étaient d'une bonne fabrication et bien entretenus » (2).

En principe donc, le fardeau de la preuve retombe sur le patron, mais à la différence de l'opinion précédente, l'ouvrier doit prouver, outre l'existence de la convention, une certaine relation de cause à effet entre la faute du patron et l'accident.

3. — Ce renversement de la preuve n'est cependant pas admis par tous les partisans de la nouvelle théorie : certains prétendent, avec raison selon nous, que cette conséquence ne résulte pas nécessairement du principe de la responsabilité contractuelle. C'est ainsi que pour MM. Glasson, Cotelle, Planiol, Nourrisson, Fromageot..., l'ouvrier doit faire la

(1) S. 85. IV. p. 29, *note* (2^e col.).

(2) P. 89. IV. p. 4., *note*.

preuve de la faute du patron, malgré la nature contractuelle de l'obligation de celui-ci. La Cour de Cassation de Belgique est aussi de cet avis (1).

Dans cette opinion, on part du principe que la loi n'attache la présomption de faute *qu'au cas d'inexécution de l'obligation*, c'est ce qui a lieu par exemple pour la non-restitution d'une chose reçue en dépôt ou en location ; mais il n'en est pas de même dans l'hypothèse d'un accident, l'inexécution de l'obligation du patron étant alors précisément en question.

« Lorsque je vous ai vendu un cheval, dit M. Glasson, et que je ne vous le livre pas, je dois, pour échapper aux dommages-intérêts, prouver qu'il est mort par cas fortuit ; il est certain, en effet, dans ce cas, que je n'ai pas rempli mon obligation de donner ». De même, dans le contrat de transport, il y a certitude aussi, lorsque la chose a péri ou est détériorée, que le voiturier n'a pas exécuté l'engagement par lui contracté de livrer en bon état les objets transportés ; dès lors, s'il veut éviter de payer des dommages-intérêts, il est tenu de démontrer le cas fortuit ou la force majeure qui seuls peuvent le libérer. La même chose existe pour les commodataires, locataires, dépositaires et gagistes. Toutes ces personnes qui doivent *donner* ou *rendre* un corps certain, restent, tant qu'elles ne l'ont pas fait, sous le coup de la dette, à moins qu'elles ne prouvent leur libération.

Dans toutes ces hypothèses, la loi établit une présomption de faute, parce qu'il est *certain* que ces personnes n'ont pas rempli leur obligation.

« Lorsqu'il est établi, dit M. Glasson, qu'une partie liée » à une autre par un contrat n'a pas exécuté son obligation,

(1) Glasson, *Op. cit.* p. 32 et suiv. — Cotelle, *De la garantie des accidents*, *Rev. prat.* t. 55. p. 531. — Planiol, *Rev. crit.* 88. p. 279. — Fromageot et Nourrisson, *Op. cit.* — Cass., Belg., 8 janv. 1886. S. 86. iv. 25.

» elle ne peut échapper aux dommages-intérêts résultant de
» la faute, qu'à la condition de prouver le cas fortuit ou la
» force majeure. Mais telle n'est pas ici la situation. Il n'est
» pas établi, constant, que le patron n'a pas rempli son obli-
» gation ; c'est là, tout au contraire, l'objet même du litige.
» L'ouvrier a été blessé par un éclat de la machine ; le
» patron affirme qu'elle était en bon état au moment où il l'a
» livrée, et l'ouvrier soutient le contraire. Entre ces deux
» affirmations, laquelle doit être préférée ? C'est là une
» situation tout à fait différente du cas où il serait déjà prouvé
» qu'une partie n'a pas exécuté son obligation ; celle-ci ne
» pourrait alors échapper aux dommages-intérêts qu'en éta-
» blissant le cas fortuit. Mais ici, au contraire, et encore une
» fois, l'inexécution de l'obligation n'est pas certaine...
» Lorsque le patron a livré les instruments, il n'est pas
» établi à l'avance qu'il n'a pas exécuté son obligation. Le
» patron soutient même le contraire, et en définitive la
» question se ramène ainsi à savoir si la faute doit ou non
» se présumer contre lui. Posée en ces termes, cette question,
» dans le silence de la loi, doit être tranchée par l'application
» de ce principe élémentaire que la faute ne se suppose pas ;
» c'est donc à l'ouvrier à prouver son existence (1). »

M. Labbé considère ce raisonnement et cette conclusion comme contraires à la loi (2). Selon lui, on arrive ainsi à faire une distinction entre les obligations de *donner* et les obligations de *faire* ; or, les articles 1147 et 1315 § 2 C. civ. qui contiennent les principes généraux de la matière, ne s'appliquent pas à telle ou telle obligation, ils les embrassent *toutes* et s'étendent à *tous* les contrats. Le principe que la faute ne se suppose pas n'est vrai que dans les rapports de

(1) *Loc. cit.*, p. 32. En ce sens : Cotelle, *loc. cit.* p. 531.

(2) S. 86. IV. 26, note.

ceux qui ne sont unis par aucun contrat. Mais du moment qu'un contrat est intervenu pour faire naître une obligation quelconque, « c'est au débiteur à justifier de sa libération ; ce qui implique, en cas d'inexécution, la supposition de la faute jusqu'à la preuve du cas fortuit. »

Raisonnant d'après l'analogie, le savant jurisconsulte démontre que si le voiturier n'est pas en état de représenter la chose au lieu de destination parce qu'elle a péri, il est présumé en faute ; partant, c'est à lui à prouver le cas fortuit, conformément à l'article 1302 C. civ.

Il en est de même dans le cas où la chose à transporter est arrivée détériorée ; le voiturier devait lui donner des soins conservatoires ; a-t-il rempli son obligation ? nul ne le sait ; néanmoins, l'article 1315 § 2 lui impose l'obligation de faire la preuve du cas fortuit ; et cependant, il n'y a pas certitude, il n'y a pas apparence que le voiturier a ou n'a pas exécuté son engagement de donner des soins à la chose pendant le voyage. De même, un accident survient ; le patron était tenu de prendre des précautions dans le but de protéger l'ouvrier ; a-t-il exécuté le contrat ? on l'ignore absolument ; mais en vertu de l'article 1315 § 2, il doit, comme le débiteur en général, démontrer le fait qui le libère ; pourquoi, en effet, le patron ne subirait-il pas cette loi commune à tous les débiteurs ?

Le raisonnement de M. Labbé serait irréfutable, à notre avis, s'il était certain que le maître n'a pas rempli son engagement. Dans ce cas, il y aurait évidemment *inexécution du contrat*, on serait sous l'empire des articles 1147 et 1315 § 2, et partant, la charge de la preuve retomberait fatalement sur le patron. Nous reconnaissons avec M. Labbé que les articles qu'il invoque ont une portée générale et s'appliquent dans tous les contrats ; cela ne fait de doute pour personne. Mais encore faut-il au moins pour cela, que l'inexécution de

l'obligation soit *évidente et certaine*. La présomption de faute ne saurait exister sans cette condition essentielle.

Or, dans le contrat de louage de services, lorsqu'un ouvrier est victime d'un accident, y a-t-il réellement inexécution du contrat de la part du patron ?

Pour ceux qui, comme MM. Sainctelette et Sauzet, prétendent que le maître a promis à l'ouvrier une garantie absolue de sécurité, le contrat de travail contient *en lui-même* la preuve de la responsabilité du patron ; par le seul fait de l'accident, l'obligation du maître se trouve inexécutée, indépendamment de toute question de culpabilité ; l'ouvrier n'a qu'à invoquer son contrat. Je suis blessé, dira-t-il au maître, vous me devez la sécurité, vous n'avez pas rempli votre engagement, il y a de votre part inexécution de l'obligation que vous avez contractée envers moi.

Doit-il en être de même, si l'on admet comme M. Labbé, que cette garantie absolue de sécurité n'est pas de l'essence du contrat de louage ? Nous ne le pensons pas. L'ouvrier alors n'est pas muni « *d'une attribution générale de faute* » ; le patron n'est pas débiteur de « *sécurité* », il est simplement débiteur de « *précautions* » ; or, à notre avis, il semble assez difficile d'admettre qu'une dette aussi peu définie ait pour résultat de faire retomber la charge de la preuve sur le patron. Si le débiteur doit prouver sa libération une fois que le créancier a établi sa créance, au moins faut-il que cette créance soit nette et bien établie. Comme l'observe M. Vallexroux, « les rédacteurs du Code n'ont jamais eu la pensée de parler des créances venant d'une théorie contestable et contestée, théorie dont personne, jusqu'à ces dernières années, ne s'était avisé (1) ».

Dans l'opinion de M. Labbé, le maître, ne s'étant engagé

(1) *Le Contrat de Travail*, p. 279.

à prendre que les mesures de prévoyance et de protection qui sont en son pouvoir, ne doit répondre que des accidents qui arrivent par sa faute. de sorte que sa responsabilité ainsi caractérisée a moins sa source dans le contrat lui-même que *dans une faute commise à l'occasion de l'exécution de ce contrat* (1).

Dans ces conditions, lorsqu'un ouvrier vient à être blessé, comme le disent avec raison MM. Glasson et Planiol, il n'y a pas certitude que le patron n'a pas rempli son obligation ; lorsqu'un accident survient, il ne s'ensuit nullement que le maître a manqué à son devoir, car il n'y a pas nécessairement rapport entre l'absence de soins et l'accident. Celui-ci, observe M. Chesney, ne suffit pas pour démontrer que toutes les précautions nécessaires ou seulement utiles n'ont pas été prises par le maître, car « dans le doute et *a priori*, il n'y a pas de raison pour l'attribuer à la négligence de ce dernier plutôt qu'à la force majeure ou à l'imprudence de l'ouvrier. Aussi le patron, lorsqu'une indemnité lui est réclamée, ne répond-il pas : « Je suis libéré de mon obligation ». auquel cas il devrait justifier, suivant les termes de l'article 1315 § 2, qu'il a payé ou que son obligation est éteinte. Il soutient qu'il n'est pas et qu'il n'a jamais été obligé à payer une indemnité. et dans ces conditions, c'est à l'ouvrier à démontrer que son droit à une

(1) C'est uniquement à ce point de vue que s'est placée la Cour de Cassation belge pour rejeter le renversement de la preuve. Elle part du principe que « le contrat de louage de services obligeant seulement le patron à répondre de sa négligence ou de son imprudence, relativement à la sécurité de l'ouvrier pendant son travail, le maître ne manque à son obligation que si, *par sa faute*, un accident arrive à l'ouvrier. » La Cour de Cassation est absolument logique avec elle-même, en concluant que : « dès lors et par application des articles 1147 et 1315 § 1^{er} C. civ., c'est à l'ouvrier qui impute au maître de n'avoir pas exécuté le contrat, d'en fournir la preuve ». (Arrêt du 8 janvier 1886, précité). — L'ouvrier, comme l'a fait ressortir la Cour d'appel de Bruxelles, se fonde non pas précisément sur le seul contrat de louage, mais sur *une faute connexe à l'obligation* de rendre à l'ouvrier le travail possible ; partant, c'est à lui à démontrer l'existence de cette faute. (Arrêt du 2 nov. 1885, P. 87. II. 41.)

indemnité est né, d'une part parce que le dommage est dû à une substance, à une machine procurée par le maître, d'autre part parce que ce dernier n'a pas pris toutes les précautions nécessaires (1) ».

D'un autre côté, il est sans cesse question dans l'opinion adverse, des obligations que le contrat de louage de services met tacitement à la charge du patron, mais il n'est fait aucune allusion aux obligations corrélatives que l'ouvrier souscrit de son côté ; on parle des droits de l'ouvrier, mais on oublie volontiers ses devoirs, et cependant il en a ; comme l'écrit M. Delacroix, par le seul fait du contrat, il s'engage à observer le règlement et à obéir aux ordres donnés dans l'intérêt de la conservation des personnes et des choses ; « il contracte l'obligation de ne commettre aucune imprudence de nature à rendre illusoires les précautions ou mesures d'ordre qui seraient prises en vue d'assurer sa sécurité (2) ». Dans ces conditions, lorsqu'un accident se produit, n'est-il pas injuste de supposer de prime abord qu'il est dû à la faute du patron ? Pourquoi l'imputer au maître plutôt qu'à l'ouvrier, quand les statistiques révèlent que la faute du patron n'existe pas dans les trois quarts des accidents ?

Nous dirons donc avec l'éminent membre de l'Institut, M. Glasson, que l'accident éprouvé par l'ouvrier ne constitue pas à lui seul la preuve de la faute du patron, et qu'il n'établit pas par lui-même que le maître n'a pas rempli son engagement (3). Celui-ci sera toujours en droit de répondre à la victime de l'accident : « en établissant que vous avez été blessée, vous ne démontrez pas que j'ai manqué à mon devoir de surveillance et de protection ; or, cette preuve vous

(1) *Rev. Crit.*, 1893, p. 213.

(2) Liège, 31 déc. 1885, cité par Delacroix. *Rev. Légis. des Mines*, avril, mai, juin 1886.

(3) En ce sens : Cass. Belg., 28 mars 1889, S. 90. IV. 17.

incombe ; je veux bien que ma responsabilité dérive d'un manquement à notre contrat, mais encore faut-il prouver qu'il y a manquement à ce contrat ».

Les accidents, dit de son côté M. Planiol, peuvent se produire pour trois causes diverses : faute de l'ouvrier, faute du patron, cas fortuit. Il peut se faire que le patron n'ait pas pris toutes les mesures de prudence voulues, il ne s'ensuit pas qu'il soit pour cela l'auteur de l'accident, car « toutes les imprudences commises n'aboutissent pas à des catastrophes, et celle qui est arrivée peut tenir à une autre cause. On pourrait appliquer ici le raisonnement très sensé que faisaient les jurisconsultes romains pour conserver à l'enfant le bénéfice de la légitimité, malgré l'adultère de la mère : « *Quum possit et mater adultera fuisse, et impubes patrem maritum habuisse* ». La femme a le devoir de rester fidèle à son mari, mais son adultère ne prouve pas nécessairement que son enfant est illégitime (1). »

Ainsi donc, pour ces auteurs, contrairement à l'opinion de M. Labbé, la faute du patron ne doit pas être présumée, et l'ouvrier doit établir son droit à des dommages-intérêts, car il n'y a pas certitude que le patron n'a pas rempli son obligation, et l'on ne peut prétendre *a priori* que le contrat n'a pas été exécuté.

M. Labbé, il est vrai, tire un argument d'analogie du contrat de transport, et fait ressortir que le voiturier est cependant forcé de prouver sa libération.

S'il en est ainsi dans cette hypothèse, répondrons-nous, c'est en vertu d'une disposition spéciale : l'article 103 du Code de commerce, qui déclare le voiturier « garant de la perte et des avaries » des objets qui lui sont confiés (2).

(1) *Loc. cit.*, p. 282.

(2) Nous avons un texte aussi pour le louage (1733) et pour le dépôt. Le législateur a voulu établir une responsabilité présumée dans ces contrats, aussi l'a-t-il dit expressément.

L'analogie, du reste, est loin d'être aussi évidente qu'on le prétend, car il existe entre les deux situations plusieurs nuances dont il importe de tenir compte.

Tout d'abord, en effet, la preuve que l'on exige de ces deux débiteurs n'est pas la même dans les deux cas. Si le voiturier est tenu de prouver sa libération, c'est en vertu de son obligation de *rendre*, et non de son obligation de veiller, puisque, prouvât-il qu'il a donné tous ses soins à la chose pendant le voyage, il n'en sera pas moins forcé d'établir le cas fortuit, la force majeure ou la faute de l'expéditeur. Il n'en est pas de même du patron ; il n'a pas, comme le voiturier, deux obligations, il n'en a qu'une ; l'ouvrier, en effet, pour M. Labbé, n'est pas comparable à un corps certain que le patron doit *rendre sain et sauf* à sa famille, une fois le travail terminé ; le maître est seulement tenu *de veiller* à la sécurité de son ouvrier ; s'il démontre qu'il a pris toutes les précautions voulues, il sera déchargé de toute responsabilité, bien que cette preuve ne soit pas absolument équivalente à une preuve directe du cas fortuit ou de la faute de l'ouvrier.

D'un autre côté, en matière de transport, il est un fait certain, c'est que l'inexécution du contrat n'est pas imputable au destinataire. Tout autre est la situation de l'ouvrier qui est victime d'un accident. « Celui-ci, en effet, dit M. Glasson, ne prouve pas comme le destinataire, par l'évidence du fait, que le patron n'a pas exécuté son obligation de veiller à la sécurité des personnes qu'il emploie ; l'ouvrier se borne à l'affirmer, de même que le patron soutient le contraire. En outre, il est possible que l'accident ait été produit *par la faute de l'ouvrier*, tandis que dans le contrat de transport, il est certain que les marchandises n'ont pas été avariées ou détruites *par le fait du destinataire*. Celui-ci prouve que le voiturier n'a pas rempli son obligation, et alors ce voiturier

est bien obligé d'établir ensuite qu'il y a eu cas fortuit ou force majeure, pour échapper aux dommages-intérêts. L'ouvrier, au contraire, prétend, mais ne prouve pas que le patron a manqué à ses obligations lorsqu'il demande des dommages-intérêts en se bornant à invoquer l'accident. » C'est donc ailleurs qu'il faut chercher l'élément de la solution ; « il se trouve dans cette règle que la faute ne se présume pas (1). » C'est aussi à cette conclusion qu'aboutit M. Planiol. Pour arriver au renversement de la preuve, il faudrait, selon lui, établir une double présomption, savoir : 1° que le patron est en faute ; 2° que la faute commise par lui a provoqué l'accident. Or, le Code étant muet à cet égard, on ne saurait trouver cette présomption dans la loi ; d'un autre côté, elle ne résulte pas non plus des principes généraux ni des obligations mises par le contrat à la charge du patron (2).

Tout en admettant le principe de la responsabilité contractuelle, nous concluons donc avec ces auteurs que l'ouvrier blessé doit prouver la faute qu'il prétend mettre à la charge de son patron, car 1° nous croyons qu'il n'existe aucune présomption de faute à l'égard du maître ; 2° le patron n'étant pas *débiteur de sécurité*, la créance de précautions sur laquelle est fondée l'action de l'ouvrier ne nous semble pas suffisante pour obliger le patron à prouver sa libération ; 3° en admettant même qu'elle le soit, il n'y a pas, selon nous, *inexécution réelle et véritable* de l'obligation du maître.

Dès lors, l'ouvrier doit, comme tout demandeur, justifier sa demande et faire la preuve de la faute de son patron.

(1) *Loc. cit.*, p. 163.

(2) *Loc. cit.*, p. 282.

§ II. — PRESCRIPTION.

Etudions quelle est l'influence du principe de la responsabilité contractuelle au regard de la prescription.

Dans le système de la faute *délictuelle*, toutes les fois que le patron tombe sous le coup des articles 319 et 320 C. pén., l'action en responsabilité accordée à l'ouvrier est soumise à la *prescription triennale*.

Doit-il en être de même si l'on base la responsabilité du patron sur le contrat de louage de services ? Tous les partisans de la nouvelle théorie, à part M. Glasson, répondent négativement à cette question ; pour eux, la prescription sera toujours *trentenaire*. Suivant M. Glasson, au contraire, l'action de l'ouvrier peut avoir une double base, tout comme dans le système de la Jurisprudence. « Lorsque le fait, cause de l'accident, dit-il, constitue de la part du patron un délit des articles 319 et 320 C. pén., alors la victime a le choix entre l'action en dommages-intérêts naissant du contrat et l'action civile accessoire au délit. Donc, si le patron a commis un fait délictueux, l'action sera fondée sur les articles 319 et 320 C. pén., et se prescrira par trois ans ; dans le cas contraire, elle sera basée sur le contrat et se prescrira par trente ans. » (1).

Il importe peu, dit de même la Cour de Cassation de Belgique, « que la réparation du dommage causé soit demandée en vertu des règles du contrat de louage ; le fait générateur du dommage ne perd pas son caractère délictueux, parce qu'il constitue en même temps la violation d'un contrat » (2).

(1) Glasson. *Op. cit.*

(2) Cass., Belg., 1^{er} mars 1894. P. 95. IV. 31.

Cette théorie nous paraît contestable : aussi préférons-nous l'opinion de la majorité des novateurs. Il faut bien considérer, en effet, que si l'action accordée à l'ouvrier repose sur *un contrat* et non sur un fait dommageable, il en résulte que cette action est une pure action en indemnité qui ne se rattache en aucune façon à l'action répressive, puisqu'il n'existe aucun lien entre le contrat qui crée le droit de l'ouvrier, et le fait délictueux qui donne naissance à l'action publique. La Cour de Cassation belge nous semble confondre deux ordres de choses absolument distincts :

Il y a, en effet, deux actions spéciales : d'une part, l'action *ex contractu*, née du louage de services, qui ne se prescrit que par trente ans, d'autre part, l'action *ex delicto*, fondée sur une faute, et soumise à une plus courte prescription ; une différence essentielle les sépare, la première est uniquement régie par le droit civil et ne doit pas être absorbée par la seconde.

En outre, il est un principe certain, c'est que la prescription criminelle ne s'applique qu'à l'action civile qui a réellement et *exclusivement* pour cause un crime, un délit ou une contravention. Elle n'atteint que celles des actions civiles qui naissent *directement* du délit et non pas celles qui peuvent résulter d'un contrat ou d'un droit préexistant (1). Dans ce dernier cas, les membres de la Doctrine et la Jurisprudence sont unanimes à reconnaître que la prescription de trente ans doit seule s'appliquer (2 et 3). Il est bien évident,

(1) Dalloz. Rep. V^o Prescription criminelle. n^o 100.

(2) Faustin et Hélie., *Inst. crim.*, t. I. n^o 135 ; t. II. n^o 853. — Bertauld, p. 633. — Mangin, *Act. pub. et priv.* t. II. n^o 551, p. 202. — Duranton, t. XIII, n^o 707 ; t. XXI, n^o 102. — Aubry et Rau, t. IV, § 445, p. 753. — Larombière, *Oblig.* t. V, sur l'art. 1383, n^o 49-59. — Garraud, *Précis*, n^o 430 *in fine*, *Traité*, n^o 69, p. 118. — Labroquère, *Rev. crit.*, t. 19, 1861, p. 165. — Haus (2^e éd.), t. II, n^o 1341, p. 563. — Laurent, t. XX, n^o 263 *in fine*.

(3) Cass., 27 août 1867, S. 68. I. 117 ; *id.*, 9 janvier 1882, S. 83. I. 395 ; *id.*, 8 juillet 1885, S. 85. I. 494 ; Lyon, 30 juin 1887, S. 89. II. 66 ; Orléans, 24 juil. 1890, S. 91. II. 154 ; Cass., 22 oct. 1890, P. 90. I. 1271 ; *id.*, 11 juillet 1892, S. 93. I. 39 ; *id.*, 6 mars 1893, P. 95. I. 483.

en effet, que le délit commis par le débiteur ne doit pas pouvoir nuire au créancier, en réduisant à une plus courte prescription l'action qui tire son origine d'un contrat ou d'un quasi-contrat. D'un autre côté, le fait sur lequel est basée la demande doit être considéré *abstraction faite de tout caractère délictueux*, il s'ensuit logiquement que le défendeur ne saurait être admis en bonne justice à exciper de la loi criminelle pour se soustraire à l'action du contrat. En érigeant en crime ou en délit la violation du contrat, le législateur a tout simplement voulu donner une sanction plus efficace à l'action contractuelle : il n'a eu nullement l'intention de décharger le contractant, auteur du délit, des obligations qui lui incombent en vertu du contrat.

Par application de ces principes, du moment que l'action en indemnité de l'ouvrier dérive du contrat de louage de services, nous dirons que cette action doit toujours et dans tout les cas, rester soumise à la prescription de droit commun, même si elle est intentée à l'occasion et à la suite d'un fait prévu par les articles 319 et 320 du Code pénal.

§ III. — CLAUSE DE NON-GARANTIE.

Il nous reste à étudier une dernière conséquence du principe de la responsabilité contractuelle : quelle est la valeur d'une clause de non-garantie insérée dans le contrat qui lie le patron à l'ouvrier ?

C'est là une question délicate : aussi les avis sont-ils partagés sur le sort d'une telle stipulation.

Les uns soutiennent que le patron peut s'exonérer préventivement, par une clause expresse du contrat, des obligations qui lui incombent, en faisant toutefois une réserve

pour la faute lourde et le dol dont il n'est pas permis de s'affranchir (1).

Les autres, au contraire, n'admettent pas que le patron puisse restreindre sa responsabilité contractuelle, et refusent tout effet à la clause de non-garantie pour les raisons que nous allons voir (2).

C'est ainsi que M. Sainctelette prétend que les parties « pourraient ajouter à la garantie de droit une garantie conventionnelle, mais elles ne pourraient pas la réduire, car ce qui touche à la sûreté des personnes est d'ordre public. Semblable principe est absolu. Sous aucun prétexte, d'aucune façon, en aucune mesure, vous ne pouvez valablement consentir à ce que je vous empoisonne, vous blesse ou vous rende malade. Le patron et l'ouvrier ne peuvent donc point, dans les termes les plus exprès, convenir que le patron sera si peu que ce soit tenu moins que de droit de veiller à la sûreté de l'ouvrier ».

M. Sauzet est du même avis que le jurisconsulte belge, mais il invoque d'autres motifs à l'appui de son opinion. « C'est par l'examen des conditions *essentiels* à chaque contrat, dit-il, conditions au nombre desquelles peut dans certains cas être comprise la responsabilité des fautes, que la question doit être tranchée. » Partant de cette idée, l'éminent professeur recherche si la responsabilité du patron dans les accidents est un élément *essentiel* ou simplement *naturel* du contrat de louage ; il adopte la première solution et rejette par suite la validité de la clause d'exonération.

Il est bien difficile, à notre avis, de considérer l'obligation de veiller à la sécurité de l'ouvrier comme un élément *essentiel* ;

(1) De Courcy, *Le Droit et les ouvriers*, p. 30. — Glasson, *op. cit.*, p. 869. — Labbé, *notes dans Palais*, 85. II. 33 et 86. I. 562. — Lyon-Caen, cité par de Courcy, p. 48 et suiv.

(2) Sainctelette, *op. cit.* n° 23. p. 169. — Sauzet, *op. cit.* p. 639. — Demangeat, *Rev. prat.*, t. LV. p. 558. — Planiol, *Rev. Crit.* 88.

d'abord, parce que le Code est muet à cet égard, ensuite parce qu'elle n'est basée que sur l'intention présumée des parties. Nous comprenons très bien que le fait à prester d'une part, et le salaire à fournir de l'autre soient des conditions *essentiels* du contrat de louage, parce que sans ces éléments, on ne conçoit pas l'existence juridique de ce contrat ; mais l'obligation de procurer la sécurité aux ouvriers nous paraît être plutôt *naturelle* qu'essentielle, car le contrat existe indépendamment de cette obligation.

M. Demangeat admet aussi la nullité de cette clause ; un contractant, en effet, ne peut jamais stipuler qu'il ne répondra pas de son dol ou de sa faute lourde ; il en est de même de la faute légère : le patron doit toujours en être responsable. « Entre parties contractantes, comme entre toutes gens, dit-il, le mal fait à la personne est un délit (319 et 320 C. pén.) ».

A part ces trois auteurs, auxquels il convient d'ajouter M. Planiol, la majorité des partisans de la responsabilité contractuelle admet la validité de la stipulation de non-responsabilité. « Nous respectons la liberté des conventions, dit M. Labbé, toute clause d'irresponsabilité est, selon nous, valable jusqu'à la limite du dol (1) ».

« S'il s'agit d'une faute contractuelle, et non pas d'un délit civil, dit de son côté M. Glasson, les patrons ont incontestablement le droit, par des conventions formelles, de limiter leur responsabilité ou même de la supprimer entièrement. Il n'est pas permis d'échapper à l'application de l'article 1382 ; rien n'est plus facile, au contraire, que de stipuler dans un contrat la clause de non-garantie ou de non-responsabilité (2). »

M. Lyon-Caen croit de même avec une pleine conviction « que la responsabilité contractuelle peut être écartée par

(1) *Rev. Crit.*, t. LV. p. 558.

(2) *Op. cit.*, p. 869.

une convention, pourvu qu'il ne s'agisse ni de dol, ni d'une faute lourde y assimilée ». Il l'admet aussi bien, quant à la personne, que lorsqu'il est question d'un dommage causé à une chose.

Quant à M. Planiol, il considère que la possibilité ou l'impossibilité de supprimer l'action en indemnité ne dépend pas pour le patron *de la nature* de son obligation ; « peu importe qu'elle soit contractuelle ou délictuelle....., l'action pourrait être écartée, du moins, en ce qui concerne les fautes légères, s'il ne s'agissait pas de la *sécurité des personnes* » (1).

Avant d'essayer de formuler notre avis sur cette grave question, demandons-nous tout d'abord à quel mobile obéissent les auteurs qui refusent tout effet à la clause de non-garantie ? La vraie raison, croyons-nous, qui pousse MM. Saintelette et Sauzet vers cette solution, est plutôt pratique que théorique. Et tout d'abord, pourquoi ces deux auteurs, qui admettent en principe la validité de la stipulation de non-responsabilité dans les contrats, font-ils une restriction à l'égard du louage de services ?

Redoutent-ils que cette clause ne finisse par devenir de style dans le contrat de travail ? Reculent-ils devant les conséquences de leur principe qui, au lieu d'améliorer la situation de l'ouvrier, semblent devoir la rendre plus mauvaise ? Il est permis de le croire ; ces auteurs, du reste, ne s'en cachent nullement : une pareille clause, disent-ils, pourrait être « un moyen de tenir en échec la règle nouvelle. » Cette raison, absolument d'ordre pratique, n'est pas suffisante, à notre avis, et ne saurait valoir contre un principe juridique. Elle nous semble, d'ailleurs, exagérée ; il est fort peu probable, ainsi qu'on a l'air de le prétendre, que l'admission de la validité de cette clause ruine de fond en comble le

(1) *Rev. Crit.*, t. xvii. p. 285.

système de la responsabilité contractuelle. Tout d'abord, en effet, il faut remarquer que le patron ne pourra jamais stipuler qu'il ne répondra pas de son dol ou de sa faute lourde ; l'article 1134 § 3 C. civ. édicte, en effet, que les conventions doivent être exécutées de bonne foi. En outre, pour ce qui est de la faute légère, il est permis de supposer qu'on rencontrera bien peu de patrons pour se déclarer d'avance irresponsables du mauvais état des outils qu'ils fournissent à l'ouvrier, ou de l'installation vicieuse dans laquelle ils le placeront. Enfin, il faut aussi tenir compte de l'inconvénient pratique suivant : c'est que, pour établir cette clause, un *écrit* est indispensable ; or, il faut bien le reconnaître, les ouvriers et les patrons n'auront bien souvent ni la possibilité ni le temps nécessaire de le faire.

Après tout, l'ouvrier est libre d'accepter ou de refuser ; et qu'on ne nous objecte pas qu'il est obligé de passer par ces conditions ; les faits sont là pour prouver le contraire. Les ouvriers modernes, qui ont le droit de se mettre en grève et de se syndiquer, qui bien souvent imposent leurs conditions aux patrons, forment, à l'heure actuelle, un parti puissant avec lequel le patronat est bien obligé de compter ; et l'on peut constater journellement l'ardeur qu'ils mettent à soutenir leurs intérêts. En admettant, d'ailleurs, que l'ouvrier signe cette convention, il n'est guère admissible qu'il le fasse sans une compensation équivalente et qu'il n'exige une élévation de salaire en échange du risque que le patron veut lui imposer. Du reste, comme l'observe si justement M. de Courcy (1), le patron a la liberté de s'assurer contre les effets de la responsabilité qu'il peut encourir. Le contrat d'assurance lui offre incontestablement le moyen de se soustraire aux conséquences de ses fautes. Il faut croire que

(1) *Loc. cit.*, p. 48 et suiv. V. de même Gandoin, *Les accidents du travail*, 1889, p. 117.

l'ordre public n'en est pas affecté, puisqu'il n'est jamais venu à l'esprit de personne de demander la nullité de ce contrat. Dès lors, si l'on accorde au patron le droit de s'assurer contre les suites fâcheuses des accidents dont ses ouvriers peuvent être victimes, pourquoi lui refuser la faculté de s'affranchir des conséquences de sa faute contractuelle ?

Les principes, du moins, s'y opposent-ils ? Nous ne le croyons pas ; bien au contraire, le principe de la liberté des conventions est en faveur de notre thèse. « Il est un point constant en matière de faute contractuelle, dit M. Larombière, c'est que les parties contractantes peuvent stipuler que le débiteur sera tenu de plus ou de moins de soins que n'en exige la nature du contrat (1). » Or, l'ouvrier et le patron sont deux contractants qui ont chacun pleine et entière liberté pour fixer l'étendue de leurs obligations ; pourquoi le maître ne pourrait-il stipuler qu'il ne fournira que *le minimum de soins*, sous la restriction qu'il restera évidemment de bonne foi et que sa faute n'équivaudra pas au dol ? Pourquoi l'ouvrier ne pourrait-il accepter cette convention ? Parce que cette stipulation est immorale et contraire à l'ordre public, répondent nos adversaires. Mais les partisans de la validité de la clause d'exonération n'ont jamais prétendu que la sécurité des personnes n'était pas d'ordre public ; la preuve, c'est qu'ils reconnaissent que l'existence de cette clause n'est pas un obstacle à l'exercice de l'action répressive et que le patron peut avoir à répondre du délit prévu par les articles 319 et 320 C. pén.

Ce qu'ils soutiennent, c'est que si la clause de non-garantie n'a aucun effet sur la responsabilité pénale, elle en a un, par contre, *sur la réparation civile du dommage*. Il n'est donc pas question de la sûreté des personnes, mais unique-

(1) T. I, art. 1137, nos 12 et 13. En ce sens : Dalloz, Rép. Obligations, n° 686 *in fine*.

ment d'une réparation pécuniaire *relative au patrimoine*. Pour eux, rien ne s'oppose à ce que le patron et l'ouvrier fassent une pareille convention. Qu'importe à l'ordre public qu'une stipulation de non-responsabilité dispense le patron de réparer *pécuniairement* ses fautes légères, les fautes courantes qui n'impliquent aucun dol ni aucune faute lourde de sa part ? Comment l'ouvrier qui accepte cette clause serait-il admis ensuite à la faire annuler ? Comme le remarque M. Lyon-Caen, la loi ne permet-elle pas de stipuler une clause pénale limitant à un chiffre très minime le montant des dommages-intérêts dus pour inexécution d'une obligation (1152) (1) ?

Mais, dit-on, avec la clause de non-garantie, le patron, se trouvant déchargé en grande partie de sa responsabilité, négligera de prendre des précautions, et se souciera bien moins de veiller à la conservation de ses ouvriers, dont la vie et la santé seront ainsi mises en péril.

Ce même inconvénient, s'il existe, ne se retrouve-t-il pas lorsque le patron est assuré ? Personne cependant ne songe à le critiquer. En outre, cette objection n'est pas fondée ; le patron, en effet, n'a pas seulement à répondre à des poursuites civiles ; il s'expose, en bien des cas, à être poursuivi correctionnellement soit en vertu des articles 319 et 320 C. pén., soit en vertu de la loi du 12 juin 1893, pour infraction à celles de ses dispositions qui concernent la police et l'hygiène des ateliers ; de sorte que la crainte des poursuites pénales n'aura pas précisément pour effet de rendre le patron aussi imprévoyant qu'on veut bien le dire (2).

(1) S. 87. 1. p. 122, 1^{re} col.

(2) D'après la loi du 12 juin 1893, le patron qui a contrevenu à ses dispositions, est puni d'une amende de 5 à 15 fr. ; si, après cette condamnation, les mesures de sécurité prescrites n'ont pas été exécutées dans le délai fixé, le Tribunal peut, après une nouvelle mise en demeure, ordonner la fermeture de l'établissement (art. 8). En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant

En vertu du principe de la liberté des conventions, en vertu de la validité du contrat d'assurance, nous concluons avec MM. Labbé, de Courcy, Glasson, Lyon-Caen, Gandoin... que la clause de non-garantie insérée dans le contrat de louage, est valable jusqu'à la limite du dol et de la faute lourde (1). Enfin, nous admettrons que si le patron peut se décharger de la responsabilité de ses fautes personnelles, *a fortiori* pourra-t-il écarter la responsabilité *indirecte* qui lui incombe à raison des fautes non-dolosives de ses préposés.

Une pareille stipulation n'a pas pour effet de restreindre les obligations qui incombent au patron, car celui-ci devra répondre quand même de ses fautes personnelles ; il en sera de même du préposé, sa responsabilité entière subsistera, de sorte que la victime de l'accident aura toujours un recours quelconque à exercer.

SECTION IV

La Jurisprudence française et le système de la faute contractuelle.

Si le système de la responsabilité contractuelle compte de nombreux partisans dans la Doctrine et dans la Jurisprudence belge, il faut constater qu'il est énergiquement

le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 50 à 500 fr. (art. 9). Il faut noter aussi que des Inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de cette loi, et qu'ils ont entrée dans les établissements pour exercer leur surveillance (art. 4).

(1) A la faute lourde, nous assimilerons, comme M. Labbé, le simple fait de la part du patron « de se relâcher systématiquement de sa diligence habituelle, à raison de l'existence même de cette clause. » D'ailleurs les juges n'auront-ils pas une tendance légitime à se montrer favorables à ces victimes d'accidents ? N'auront-ils pas le droit et le devoir d'être rigoureux envers ces chefs d'industrie qui, « uniquement préoccupés de calculs financiers, rejettent moyennant un forfait sur la tête des ouvriers, le poids de leurs fautes ? ». (S. 76. 1. 338. 1^{re} et 3^e col.).

repoussé par la Jurisprudence française. Celle-ci persiste à décider que le contrat de louage de services n'implique à la charge du patron aucune obligation contractuelle de garantir la sécurité de l'ouvrier, et que la responsabilité du maître, en cas d'accident, est une responsabilité purement *délictuelle*, fondée sur la disposition de l'article 1382 C. civ.

La force d'une tradition établie, la tendance naturelle à ne pas se donner un démenti, sont-elles pour quelque chose, ainsi que se le demande M. Labbé, dans le maintien de la jurisprudence ancienne ? M. Sainctelette ne le croit pas ; « la magistrature française, dit-il, n'a pas fait bon accueil à ma théorie de la responsabilité contractuelle, non pas précisément qu'elle déteste changer de jurisprudence, mais parce qu'elle ne se pique que de varier spontanément. » Le 31 mai 1886, en effet, la Cour de Cassation avait à se prononcer dans une espèce qui pouvait être résolue par l'application de la nouvelle théorie ; il s'agissait d'un marin qui, au milieu d'une tempête, avait dû prendre la barre du gouvernail et avait été jeté avec violence par une lame contre les parois du navire ; il assigna l'armateur en paiement de dommages-intérêts, d'abord devant le Tribunal d'Alger, puis devant la Cour d'appel ; mais il fut débouté de ses prétentions. Il forma un pourvoi en cassation qui reposait sur les idées émises par MM. Sainctelette et Sauzet, et plaida que l'armateur était tenu des suites de l'accident : le contrat, en effet, n'avait pas été exécuté, et le défendeur, pour se décharger, n'établissait pas que la navigation avait été entreprise et poursuivie dans de bonnes conditions. La Cour rejeta le pourvoi.

« La Jurisprudence, écrit quelque temps après M. le Conseiller rapporteur Cotelle (1), n'entend point entrer dans les voies nouvelles où l'ont appelée des publications dont

(1) *Rev. prat.*, t. 55, p. 529.

l'ingénieuse hardiesse n'est en accord, ce sont les expressions de la Chambre des Requêtes, ni avec l'esprit ni avec le texte de la loi ».

Depuis cette époque, la Cour de Cassation a persévéré dans sa doctrine, et les juges de première instance et d'appel continuent d'admettre avec elle que la responsabilité du patron a un caractère *purement délictuel* et non contractuel (Cass., 5 avril 1894. D. 94. 1. 479). Certains arrêts même, comme ceux de Bordeaux (1) et de Rennes (2), ont pris résolument position dans la controverse, en affirmant énergiquement le principe de la responsabilité délictuelle (V. *suprà*, p. 4. Le contrat de louage de services, dit la Cour de Bordeaux, n'implique nullement à la charge du patron l'obligation de garantir la sécurité de l'ouvrier, et la responsabilité du maître, en cas d'accident, est uniquement régie par les règles des articles 1382 et 1383 C. civ. La Cour de Rennes décide également que « la disposition de l'article 1710 C. civ., qui régit le louage d'ouvrage et d'industrie, n'impose au patron d'autre obligation que celle de payer à l'ouvrier le prix convenu ; qu'en conséquence, la responsabilité du patron ne résulte pas des articles 1135, 1728 et 1732 C. civ., mais de l'article 1382 du même Code. »

En ce qui concerne la jurisprudence belge, il nous faut constater que la Cour de Cassation n'exclut plus complètement l'article 1382 du débat. En 1886, elle admettait que l'action de l'ouvrier reposait uniquement sur le contrat de louage de services, et qu'elle était régie *exclusivement* par les règles de la responsabilité contractuelle, posées dans les articles 1135 et 1156 C. civ. Depuis, un revirement s'est opéré dans sa jurisprudence ; c'est ainsi que dans son arrêt du 28 mars 1889, rendu conformément aux conclusions de M. l'avocat-général

(1) 9 novembre 1892, S. 93. II. 48.

(2) 20 mars 1893, *Gaz. Pal.* 93. I. 2^e partie, 69.

Bosch, la Cour déclare « qu'aucun texte de loi ne définissant ni ne précisant la garantie qui peut éventuellement être due par le maître à l'ouvrier, cette garantie n'est pas de l'essence du contrat de louage de services, et qu'elle n'en est même pas la conséquence naturelle et normale (1). » Rejetant ainsi le principe de la responsabilité contractuelle, l'arrêt combine l'article 1382 avec l'article 1135, pour en faire découler l'étendue de la responsabilité du patron, qui n'est plus ainsi « qu'une conséquence accidentelle et indirecte du contrat de louage. » S'appuyant sur l'interprétation romaine, la Cour décide qu'aujourd'hui, comme sous l'empire du droit romain, le principe de l'article 1382 s'applique même en matière de contrat. Dès lors, la victime de l'accident a tout à la fois contre le patron une action basée sur le contrat et une action fondée sur l'article 1382 (l'action aquilienne du droit romain), car « la personne qui prend l'engagement de prêter certains soins, auxquels, en l'absence de convention, elle n'aurait pas été tenue, peut, au cas où elle néglige ou omet ces soins, être poursuivie, si le cas y échet, par l'une ou l'autre de ces deux actions. »

Sans vouloir reprendre la discussion, disons seulement que ce système intermédiaire nous semble devoir encourir une partie des reproches que l'on adresse à la théorie de la faute délictuelle. C'est toujours la même confusion : l'article 1382 est inapplicable et ne peut servir de fondement à l'action en responsabilité. Comme l'a écrit M. Labbé, « il est impossible de tirer de l'article 1382 l'obligation de prendre *activement* des soins dans l'intérêt d'autrui, l'obligation d'une semblable activité ne peut découler *que d'un contrat*... l'article 1382 ne saurait embrasser les obligations *positives*, obligations *de faire* qu'une convention exige d'un contractant envers l'autre (2). »

(1) P. 90. II. 33.

(2) Note sous l'arrêt, 1^{re} col.

Ce texte prescrit tout simplement le respect des droits d'autrui, et rien de plus.

D'autre part, puisque l'arrêt invoque le droit romain, nous rappellerons l'observation toujours juste des Institutes : « *Plurimum enim interest utrum ex delicto aliquis an ex contractu debitor sit* » ; et, ainsi que le remarque M. Demolombe, « les articles 1382 et 1383, chez nous, de même que la loi *Aquila*, chez les Romains, ne régissent que la responsabilité des dommages illicites (1). »

La Cour de Cassation admet que « le patron prend l'engagement de prester certains soins, auxquels, *en l'absence de convention*, il n'aurait pas été tenu », elle énonce ensuite que la responsabilité du patron est une *conséquence* indirecte du contrat de louage ; elle reconnaît donc que le maître et l'ouvrier sont liés par un contrat, qu'il s'agit d'un fait relatif à l'exécution de la convention ; et quels principes applique-t-elle ? Ceux qui sont contenus dans le titre IV du Code civil, intitulé « Des engagements qui se forment *sans convention*. » Mais comme l'écrit M. Laurent, « Appliquer la » faute aquilienne aux obligations conventionnelles, c'est non » seulement violer le texte du Code, c'est surtout méconnaître » l'esprit de la loi. Grande est la différence, en ce qui concerne la responsabilité du débiteur, entre les conventions » et les délits ou les quasi-délits... Transporter la faute » aquilienne dans les conventions, c'est confondre deux » ordres d'idées qui diffèrent essentiellement (2). »

Avant de terminer, constatons que si la majorité des jugements rendus par nos tribunaux rejette le principe de la responsabilité contractuelle, il en est quelques-uns cependant qui tendent à l'admettre d'une manière implicite, et l'on a pu dire que l'évolution de la jurisprudence française se dessine

(1) *Traité des contr.*, t. I. p. 383 et t. VIII. § 477.

(2) Tome XVI. p. 293.

actuellement dans le sens de la nouvelle théorie. « Telle est du moins, écrit M. Pic, l'impression qui semble se dégager de la lecture de plusieurs décisions récentes, qui, par cela même qu'elles renferment, dans certaines limites plus ou moins étroites, l'obligation incombant au patron de veiller à la sécurité de l'ouvrier, semblent bien avouer l'existence d'une sorte de *dette de sécurité*, dont le patron serait implicitement tenu envers l'ouvrier par le fait même du contrat de louage de services (1). »

La Cour de Paris, dans son arrêt du 19 mai 1893 (2), affirme le nouveau principe d'une façon tout à fait nette.

« Le contrat de louage d'ouvrage qui se produit entre le patron et l'ouvrier, dit-elle, oblige l'ouvrier, en échange du salaire qu'il reçoit, à donner et apporter tous ses soins à l'ouvrage qui lui est confié ; mais, de son côté, le patron, lorsqu'il fournit l'outillage nécessaire au travail, est tenu de donner cet outillage non seulement propre à remplir l'usage auquel il est destiné, mais aussi établi dans des conditions de sécurité absolue au point de vue de son fonctionnement. »

Il s'agissait, dans l'espèce, d'un mécanicien employé à bord d'un remorqueur, qui mourut à la suite d'une explosion causée par la rupture de l'un des tubes de la machine. La Cour a décidé « qu'en semblable hypothèse, l'action en indemnité de la veuve et des héritiers de la victime de l'accident avait pour base *le contrat de louage d'ouvrage* qui existait entre leur auteur et le patron. »

La Cour de Bordeaux vient également de proclamer que « le transport gratuit, sur le chantier d'une ligne en construction, des équipes d'ouvriers embauchés par l'entrepreneur,

(1) *Annales de droit commercial* 1893. II. p. 440. V. notamment : Trib. civ. d'Orange, 23 déc. 1892, *Gaz. Pal.*, 93. I. 349 ; Chambéry, 9 mars 1892 ; Amiens, 4 mai 1892 ; Paris, 18 juill. 1892, D. 93. II. 483 ; Lyon, 24 av. 1894, D. 95. II. 50 ; Grenoble, 24 janv. 1894, D. 95. II. 394.

(2) *Gaz. Trib.*, 10 juin 1893.

est une charge de l'adjudication *et une condition tacite du contrat de louage de services* intervenu entre eux et lui ; à ce titre, dit l'arrêt, l'entrepreneur a le devoir d'effectuer ce transport en prenant les précautions que comporte la sûreté des personnes (1). »

« Attendu, dit de même un jugement du Tribunal civil de Villeneuve-sur-Lot du 28 juillet 1894, que la responsabilité du patron vis-à-vis de ses ouvriers dans le contrat de louage de services n'est pas, à l'occasion des accidents survenus dans l'exécution du travail, une responsabilité délictuelle fondée sur l'article 1382 C. civ., mais bien une responsabilité *contractuelle* dérivant du contrat même du louage de services (2). »

Tel est actuellement l'état de la jurisprudence et de la doctrine. Ainsi que nous venons de nous en rendre compte, des deux systèmes qui sont en présence, le premier, celui de la responsabilité délictuelle, est généralement adopté par les Tribunaux français. Le patron, dès lors, n'est responsable des accidents dont ses ouvriers sont victimes qu'autant qu'il est établi qu'il y a eu *faute de sa part*. L'ouvrier blessé dans l'exécution de son travail n'a donc droit à une indemnité que s'il justifie de l'existence d'une faute ou d'une négligence imputable au patron. C'est la condition *sine qua non* de l'admission de son action, ce n'est qu'à ce prix qu'il obtiendra des dommages-intérêts. Par conséquent, toutes les fois que l'accident est dû à un cas fortuit, à la force majeure, à une cause inconnue ou à la faute même légère de l'ouvrier, celui-ci sera débouté de sa demande et subira, sans recours possible, le dommage dont il souffre. Peut-être n'aura-t-il

(1) Du 10 juil. 1895, *Bull. Off. trav.*, 1896, p. 128.

(2) *Gaz. Pal.* 95. II, supp. 26.

commis aucune imprudence dans l'exécution de son travail, peut-être se sera-t-il entouré de toutes les précautions voulues pour se garantir du danger, malgré cela, il supportera seul les conséquences dommageables de l'accident pour n'avoir pas établi la faute du patron.

Depuis quelques années, un mouvement d'opposition s'est produit contre ce système que l'on considère comme trop rigoureux envers l'ouvrier. S'il est naturel, dit-on, que l'ouvrier n'obtienne aucune réparation lorsqu'il a commis une faute personnelle, il est déjà contestable de lui faire supporter les cas fortuits et de force majeure, et il est tout à fait contraire à l'équité de mettre *exclusivement* à sa charge les accidents dont la cause est inconnue ; ceux-ci, en effet, peuvent aussi bien provenir du fait du patron que de celui de l'ouvrier, pourquoi présumer alors la faute de ce dernier plutôt que celle du maître ? Est-ce une raison, parce que l'ouvrier est demandeur, de faire supporter à lui seul uniquement les suites fâcheuses de l'accident ? Et cependant, disent non sans raison les partisans du risque professionnel, ce n'est point lui qui est chargé de corriger les défauts de la pratique et de chercher le perfectionnement de la science. N'est-il pas injuste de rendre un autre que le patron responsable de ces cas fortuits, de ces cas douteux, puisque lui seul à peu près bénéficie du progrès que font les moyens de production, dont l'emploi multiplie précisément la cause des accidents ? (Rapport Duché.)

Avec le système actuel, ajoute-t-on, la victime d'un accident aura même parfois à supporter les conséquences d'une partie des fautes du patron, car, dans bien des cas, il lui sera impossible de faire la preuve qui est ainsi mise à sa charge. « Il y a là pour l'ouvrier, dit M. Paul Pont, et, s'il est mort victime de l'accident, pour sa femme, pour ses enfants qui le représentent, des difficultés à peu près insurmontables, non

seulement à cause de leur inhabileté à organiser et à diriger les enquêtes devenues nécessaires, mais encore parce que la nécessité se produit à un moment où, par le fait même de l'accident, la victime est hors d'état d'agir en vue de réunir les éléments de la preuve dont la charge lui incombe (1). » Comme l'a écrit M. Vavasseur dans le *Droit* du 20 mai 1880, il lui faudra « articuler des faits précis, pertinents et admissibles, selon les termes de la procédure, c'est-à-dire tendant à établir soit une infraction aux règlements, soit un outillage défectueux, une installation dangereuse, une absence de précautions, en un mot, un fait quelconque qui sera réputé illicite, ou pourra constituer une faute imputable au patron ou à un de ses subordonnés. » Or, au moment où l'ouvrier est admis à faire la preuve de cette faute, l'accident est déjà ancien, et bien souvent la victime ne se souviendra plus des circonstances dans lesquelles il s'est produit. Elle est obligée de faire entendre des témoins ; à qui aura-t-elle recours alors ? à ses camarades de travail qui, au moment de l'accident, se trouvaient avec elle ; parmi eux, les uns auront quitté l'atelier et ne seront retrouvés que difficilement, les autres, dans la crainte de se compromettre ou d'être renvoyés, pourront hésiter à déposer en faveur d'un des leurs contre le patron ; peut-être même ne seront-ils pas étrangers au fait de l'accident. Qu'arrivera-t-il ? n'est-il pas à craindre que leur intérêt les pousse à dissimuler leur faute ? ne chercheront-ils pas à rejeter la cause de l'accident sur la victime elle-même, ou tout au moins ne l'attribueront-ils pas au cas fortuit ? en tout cas, ils pourront toujours invoquer un défaut de mémoire pour éviter de se prononcer.

Si l'ouvrier vient à mourir, la difficulté de recueillir ces témoignages sera bien plus grande encore pour ceux qu'il laisse après lui.

(1) *Loc. cit.*, p. 17.

A un autre point de vue, on fait remarquer qu'à la suite de l'accident, l'état des lieux sera souvent modifié à tel point que l'enquête pourra n'être pas possible (1).

En admettant même que l'ouvrier triomphe de toutes ces difficultés, s'il obtient une indemnité, ce ne sera qu'après de longs délais et une procédure quelque peu compliquée. Le procès, en effet, n'est pas jugé dès qu'il vient à l'audience, le tribunal ordonne presque toujours une enquête, ce qui retarde d'autant la marche de l'affaire. De plus, l'ouvrier blessé ne se trouve pas souvent en présence de son maître pour plaider ; il est en face d'une compagnie d'assurances, qui s'est substituée au patron pour suivre le procès ; c'est elle qui est derrière lui, avec un contentieux des mieux organisés, et il arrive parfois de constater que ces compagnies se font peu de scrupules de ralentir la procédure le plus qu'elles peuvent, ou bien encore épuisent tous les degrés de juridiction, de façon à amener l'ouvrier à transiger. (2) Pendant ce temps-là, celui-ci et sa famille sont dépourvus de ressources, et ne peuvent subir ces lenteurs de procédure ; aussi qu'arrive-t-il ? c'est que, pressée par le besoin, la victime de l'accident se trouve amenée à accepter une transaction quelquefois dérisoire, et, pour peu qu'elle se soit

(1) L'article 11 de la loi du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, a remédié dans une certaine mesure à ces inconvénients, en imposant au chef de l'entreprise l'obligation de déclarer l'accident, dans les 48 heures, au maire de la commune qui en dresse procès-verbal.

A cette déclaration qui doit contenir le nom et l'adresse des témoins de l'accident, est joint un certificat du médecin, indiquant l'état du blessé et les suites probables de l'accident.

Enfin, le maire doit en donner avis à l'inspecteur divisionnaire ou départemental, qui ouvre une enquête sur les causes de l'accident et les responsabilités encourues. *Journ. offic.*, 13 juin 1893. V. Décret réglementaire du 20 novembre 1893. *Journ. offic.* du 24.

(2) Si nous en croyons M. Ricard, sur 319 procès, 51 auraient duré moins d'un an, 159 d'un an à deux ans, 73 de deux ans à trois ans, et 36 auraient duré plus de trois ans, (Rapport à la Chambre des Députés.)

adressée à un agent d'affaires, une partie de son indemnité sera absorbée par celui-ci en échange des conseils qu'il aura donnés.

Telle est la situation qui est faite à la victime d'un accident par le droit commun. Cette situation, il faut le reconnaître, paraît injuste et bien dure à ceux qui s'occupent sans parti pris des questions sociales, et beaucoup considèrent que l'ouvrier est placé dans une condition d'infériorité manifeste vis-à-vis de son patron. Certains, il est vrai, ont exagéré l'importance des considérations que nous venons d'esquisser ; ils ont eu tort ; il ne faut pas oublier, en effet, que dans presque tous les cas, sinon dans tous, l'ouvrier obtient l'assistance judiciaire, il ne faut donc pas parler des *frais considérables* qu'entraîne pour lui la procédure. La Jurisprudence, de son côté, se montre de plus en plus favorable aux victimes des accidents du travail, et l'on a pu dire, avec raison, « que tout en restant les respectueux observateurs de la loi, les magistrats s'appliquent du moins à lui donner une interprétation, dont la rigueur pour les chefs d'industrie ne leur laisse plus qu'un faible espoir de triompher dans les instances introduites devant eux » (1). Il faut constater aussi que bien souvent les témoins de l'ouvrier seront plutôt disposés en sa faveur, et que tous ne craindront pas de déplaire à leur patron.

Quoiqu'il en soit, la législation actuelle nous paraît insuffisante, lorsque l'accident est dû à un cas fortuit, à la force majeure ou à une cause inconnue, lorsqu'en un mot, aucune faute n'est commise, et que personne n'est responsable. Les statistiques nous révèlent que sur dix millions de travailleurs, les accidents en tuent chaque année 7.500, en blessent gravement 3.000, et 141.000 légèrement. Des nombreuses

(1) M. Maulmohd. Loi du 21 décembre 1895.

observations qui ont été faites dans divers Etats étrangers, il paraît résulter que 25 o/o des accidents sont dus à la faute du patron, 25 o/o à celle des ouvriers, et 50 o/o à des cas fortuits ou de force majeure (Rap. Ricard) (1). Les victimes d'accidents n'ont donc droit à une réparation que 25 fois sur 100, une fois sur quatre, et encore à la condition pour elles d'établir la faute du patron. On peut donc conclure, comme le fait M. Ricard, « qu'il y a fort peu d'accidents pour lesquels la victime obtienne en définitive la justice qui lui est due. »

Ces considérations, en même temps que le mouvement qui s'est produit dans l'Europe entière depuis quelques années, ont fait naître une quantité de projets qu'il nous faut maintenant examiner. Mais auparavant, constatons le peu d'enthousiasme que paraissent montrer les partisans de la responsabilité contractuelle en faveur des réformes législatives.

« Sur ce terrain, écrit M. Labbé, la politique apporte ses considérations qui priment celles de la pure équité. Les ouvriers sont, par leur nombre, une force que tel ou tel parti veut s'attacher » (2). M. Sauzet et M. Saintelette partagent aussi cet avis ; pour résoudre la grave question des accidents, on ne doit avoir recours qu'aux principes du Code qui, pour eux, sont largement suffisants, puisqu'ils aboutissent au renversement de la preuve.

Cela serait parfait, a-t-il été répondu, si leur théorie avait réuni l'unanimité des suffrages, si tous les auteurs étaient d'accord sur cette solution, et si la majorité des arrêts consacrait cette nouvelle thèse. Mais il est loin d'en être ainsi, et

(1) D'après M. Duché, il résulte que sur cent accidents, 68 viendraient de la force majeure, 20 seulement de la faute de l'ouvrier, et 12 seraient imputables au patron.

(2) S. 85. iv. p. 25. (1^{re} col.)

la Jurisprudence n'a pas grande tendance à adopter le système du renversement de la preuve.

On comprend, dès lors, que le législateur cherche à modifier la législation actuelle.

Avant de passer à l'étude des nombreux projets de réforme qui, depuis 1880, ont été soumis à la Chambre et au Sénat, il nous semble nécessaire d'examiner les différentes lois étrangères dont ces projets se sont, pour la plupart, plus ou moins inspirés pour résoudre la délicate question des accidents du travail.

DEUXIÈME PARTIE

LES RÉFORMES LÉGISLATIVES

CHAPITRE PREMIER

Législations étrangères.

Les législations étrangères relatives aux accidents du travail peuvent se répartir en trois groupes principaux (1) :

1° Il y a tout d'abord les lois qui n'édicteut contre le patron *aucune responsabilité exceptionnelle* ; c'est ainsi qu'en Italie, en Espagne, en Belgique, en Suède, en Angleterre..., la responsabilité du patron n'est soumise à aucune disposition d'exception ; ce dernier répond uniquement de sa faute ou de celle de ses préposés, conformément au droit commun.

2° D'autres lois édicteut contre le patron *une présomption de faute* susceptible d'être combattue par la preuve contraire. La loi fédérale suisse du 25 juin 1881 et celle du 26 avril 1887 rentrent dans cette catégorie.

3° Enfin, il est des législations qui ont substitué à la responsabilité patronale *le principe du risque professionnel*,

(1) V. Bull. Comité permanent du Congrès international. des accid. du trav. — Publications de l'Off. du trav. — Bellom, *Les lois d'assurances ouvrières à l'étranger*, t. II. — Bull. de la Soc. de législ. comp., an. 1894, p. 232 et suiv. — Pic, *Traité de législ. indust.*, t. I. — Ricard, Rapport à la Chambre des députés (*Documents parlementaires*, 1892, p. 301 et s.).

complété *par l'assurance obligatoire*. Ce système a été introduit et consacré en Allemagne et en Autriche par la loi fédérale allemande du 6 juillet 1884 d'une part, et par la loi autrichienne du 28 décembre 1887 d'autre part ; il fonctionne aussi en Norwège depuis le 1^{er} janvier 1895, en vertu de la loi du 23 juillet 1894.

Remarquons que les gouvernements italien, espagnol, danois, suédois ont soumis, dans ces dernières années, à leurs Parlements respectifs, différents projets de loi inspirés tous plus ou moins du système allemand et autrichien. Comme nous le verrons, ils consacrent le principe du risque professionnel et celui de l'assurance obligatoire. La question des accidents fait aussi l'objet de certaines études en Angleterre et en Belgique, de sorte que presque tous les pays d'Europe sont à la veille d'avoir une législation spéciale réglementant cette difficile matière. « Le risque professionnel, a pu dire M. Cheysson au Congrès de Milan, a donc vaincu ou va achever de vaincre tous les obstacles qui voulaient arrêter son cours triomphant, tant il répond à un besoin universellement ressenti et comme à une sommation de la conscience humaine. »

Etudions maintenant chacun de ces trois groupes de législations en les divisant en autant de sections correspondantes.

SECTION I

Législations qui n'édicteut aucune responsabilité exceptionnelle contre le patron.

Ces législations procèdent d'un point de départ commun : le patron n'est responsable que de sa faute ou de celle de ses préposés. Elles présentent cependant entre elles quelques

légères différences qui permettent d'établir plusieurs sous-divisions.

C'est ainsi que l'on peut rapprocher la loi italienne de la loi espagnole, la législation du Danemark de celle de la Suède. L'Angleterre et la Belgique peuvent, au contraire, être mises à part : dans le premier de ces pays, en effet, le juge, dans la fixation de l'indemnité, est limité par une tarification légale, tandis que dans le second, la jurisprudence a une certaine tendance à se rallier au système de la responsabilité contractuelle.

Législations italienne et espagnole.

1. — La responsabilité des patrons italiens est régie conformément au droit commun : les articles 1151 à 1153 C. civ. reproduisent presque littéralement les principes généraux de nos articles 1382-1384 C. civ.

Le mouvement de réforme en Italie date du mois de mars 1882 ; à cette époque, M. Péricoli déposa un projet qui devint *la loi du 2 juillet 1883*, créant *la Caisse nationale d'assurances contre les accidents* dont les ouvriers sont victimes au cours de leur travail.

L'article premier de la loi approuve la convention passée auparavant à Rome, dans le courant de février, entre le Gouvernement d'une part et les Caisses d'épargne de certaines grandes villes italiennes d'autre part, dans le but de fonder cette Caisse nationale d'assurances.

Aux termes des articles suivants, il a dû être constitué un fonds de garantie de 1,500,000 francs, au paiement duquel chaque établissement fondateur a contribué pour une somme fixée par la convention elle-même. Quant au fonds courant de la Caisse, il est alimenté soit par les intérêts du capital de garantie, soit par les primes d'assurances payées par les

ouvriers ou les patrons d'après l'intensité du risque, soit enfin par les dons ou legs susceptibles d'être faits.

Toute personne, aux termes de l'article 8, peut s'assurer ou être assurée à cette caisse, pourvu qu'elle réside dans le royaume, qu'elle ait atteint l'âge de dix ans, et qu'elle se livre à des travaux manuels ou qu'elle loue ses services.

Dans le courant de l'année 1884, le Gouvernement a rendu trois décrets relatifs au fonctionnement et à l'administration de la Caisse nationale d'assurances, et créant un Conseil supérieur composé des représentants de chaque établissement fondateur, dans le but de régler les questions générales et de préparer les tarifs de primes ainsi que le tableau proportionnel des indemnités (1).

L'année suivante, la Chambre des députés vota un projet de loi proposé par M. Berti, Ministre du Commerce, établissant la présomption de faute du patron et le renversement de la preuve ; mais le Sénat refusa de consacrer ces principes nouveaux.

La question des accidents fut reprise en 1890 par un autre Ministre, M. Miceli, qui, faisant un pas de plus que son devancier, n'hésita pas à proposer l'obligation de l'assurance comme solution ; sa proposition fut renvoyée à une Commission qui ne lui fit subir que de très faibles modifications. Le 13 avril 1891, elle fut déposée sur le bureau du Sénat par le rapporteur M. Chimirri ; les dispositions admises sont les suivantes :

Tout d'abord, l'article 1^{er} édicte une pénalité sévère contre tout patron qui n'aura pas pris les mesures préventives propres à éviter l'accident, et cela indépendamment de toute responsabilité civile ou pénale qui peut lui incomber.

Aux termes des autres articles, l'assurance est rendue

(1) V. pour les opérations de cette Caisse, en 1893, le *Bull. de l'Off. du Trav.*, mars 1895, p. 182.

obligatoire spécialement en faveur des ouvriers employés soit à des travaux particulièrement dangereux, soit dans des ateliers où il est fait usage de moteurs actionnés par des agents inanimés. Mais ce système d'assurance obligatoire n'est pas celui qui fonctionne en Allemagne et en Autriche, car les patrons ont pleine liberté de s'assurer soit à des sociétés privées, soit à la Caisse nationale des assurances ; ceux-ci peuvent aussi se grouper entre eux pour pourvoir au service de l'assurance.

Le projet laisse le soin au Gouvernement de fixer, sur l'avis de la Caisse nationale, l'indemnité à laquelle le blessé a droit au bout des quinze jours qui suivent l'accident.

Remarquons en terminant, que c'est à Milan que s'est tenu le troisième Congrès international des accidents du travail ; la session a duré du 1^{er} au 7 octobre 1894. M. Luzzati, président d'honneur, y a déclaré que le principe de l'obligation de l'assurance était adopté par la grande majorité du peuple italien, à condition cependant que l'on accorde au patron la latitude de s'assurer à *son gré* et au mieux de ses intérêts. Un changement de législation est donc prochain en Italie (1).

2. — *La législation espagnole* se rapproche beaucoup de la législation italienne. La responsabilité du patron y est réglée suivant les principes du droit commun, les articles du Code civil espagnol n'étant guère que la reproduction de nos articles 1382 et 1383.

Le Gouvernement institua, dans le courant de l'année 1883, une *Commission des réformes sociales*, qui présenta, en 1887, un projet de loi sur la responsabilité industrielle. Ce projet n'aboutit pas ; il fut repris en 1891. Le nouveau texte dis-

(1) Un nouveau projet a été déposé le 5 mai 1893 sur le bureau de la Chambre des députés.

tingue deux catégories d'accidents : d'une part, les accidents *ordinaires*, et d'autre part, les accidents *professionnels*, qui résultent soit de la nature même de l'industrie, soit du cas fortuit ou de la force majeure. Les premiers restent soumis à l'application du droit commun ; seuls les seconds sont soumis à la législation spéciale.

Pays Scandinaves (Danemark et Suède).

Dans le premier de ces Etats, le patron n'est responsable, conformément au droit commun, que de sa faute personnelle et de celle de son représentant « agissant directement en son nom. »

Il en est de même en Suède ; à part les dispositions spéciales aux marins et aux ouvriers des chemins de fer, qui sont soumis à la loi du 12 mars 1886, il n'existe aucune prescription relative à la responsabilité patronale. Dès 1884, cependant, le Gouvernement suédois chargea une Commission d'étudier la question de l'assurance obligatoire avec toutes les conséquences qu'elle comporte. Cette Commission élaborait un projet de loi qui consacrait le principe de l'assurance obligatoire par l'Etat et créait dans ce but *une Caisse d'assurance de l'Etat*. Adopté par le Gouvernement et présenté aux Chambres le 12 mars 1890, ce projet fut repoussé par la seconde Chambre qui, tout en admettant le principe de l'obligation de l'assurance, refusa d'engager la responsabilité de l'Etat.

Le Gouvernement ne se tint pas pour battu, il représenta le projet en 1891, mais celui-ci obtint le même insuccès que précédemment. A la suite de cet échec, le Gouvernement nomma une Commission pour élaborer un autre texte. Les travaux de cette Commission sont terminés depuis la fin de

l'année 1893. Le nouveau projet consacre l'obligation de l'assurance pour tous les travailleurs industriels âgés d'au moins dix-huit ans ; il répartit les assurés en trois classes, d'après la valeur de leur salaire : à chacune de ces classes correspondent une cotisation spéciale et un taux de pension distinct ; enfin, le principe de l'assurance par l'Etat est totalement abandonné, l'intervention des sociétés privées par contre est admise (1).

En Danemark, la question des accidents est aussi à l'étude depuis plusieurs années. Dans le cours de la session 1890-91, le Gouvernement déposa devant le Sénat un projet de loi consacrant le principe de l'assurance obligatoire *par l'Etat* et créant à cet effet un Etablissement spécial dont les agents étaient des fonctionnaires.

Ce projet, inspiré en grande partie de la loi allemande, admettait le système de la répartition, combiné avec la constitution d'un fonds de réserve ; il conférait cependant au Gouvernement le droit d'affranchir de l'obligation de l'assurance les patrons qui auraient assuré leurs ouvriers à des compagnies privées. Voté en troisième lecture par le Sénat, le 21 mars 1890, le projet passa à la Chambre des députés qui l'adopta en mars 1891. Depuis, il s'est heurté contre d'autres propositions dues à l'initiative privée. Tout récemment, deux projets viennent d'être déposés, l'un par un député socialiste, l'autre par un membre de la droite : ils consacrent tous deux le principe de l'assurance obligatoire ; ils ont passé simultanément en première lecture dans le courant du mois de décembre dernier, et le second projet a, paraît-il, de grandes chances d'être pris en considération.

(1) V. Bellom, *Economiste* 1894. II. p. 462.

Belgique.

La question des accidents du travail est réglée, en Belgique, par les articles 1382 et suivants de notre Code civil ; le patron est donc responsable de sa faute ainsi que de celle de ses préposés, à condition que l'ouvrier demandeur établisse l'existence de cette faute ; c'est l'application pure et simple du droit commun.

Constatons cependant que c'est en Belgique qu'est né le système de la responsabilité contractuelle, et que son influence n'a pas tardé à se faire sentir sur les décisions de la plupart des tribunaux. Rappelons aussi que la Cour de Cassation elle-même a consacré la doctrine de M. Saintelette, sans d'ailleurs en admettre toutes les conséquences.

Les tentatives de réformes et les réclamations ouvrières remontent à 1886 ; à cette époque, l'éminent M. Saintelette proposa une loi consacrant *le renversement de la preuve* et prescrivant certaines formalités à remplir en cas d'accidents, notamment au point de vue de la déclaration et de l'enquête ; le projet ne fut pas pris en considération et dut en conséquence être retiré.

L'année suivante, une Commission nationale d'enquête fut nommée par le Gouvernement, avec mission d'étudier le problème des accidents ; cette Commission, par l'organe de son rapporteur, indiqua comme solution l'obligation de l'assurance, avec liberté pour le patron de s'assurer selon son désir.

En 1888, la proposition Saintelette fut reprise par un de ses successeurs, M. Pirmez, ministre d'Etat ; aux termes du projet par lui présenté, l'ouvrier demandeur n'était tenu de prouver que l'existence et l'inexécution par son patron du contrat intervenu entre eux. C'était, par contre, au maître à établir qu'il n'avait point manqué à ses obligations ; l'article 8

posait en principe que l'indemnité allouée à la victime serait déterminée d'après les règles générales des dommages et intérêts en matière d'obligations contractuelles.

M. Pirmez n'eut pas plus de succès que son devancier ; le Gouvernement belge cependant a repris la question en 1892, en déposant un projet de loi destiné « à régler les effets du » contrat de louage des ouvriers et des domestiques. »

D'une façon générale, on peut dire que ce projet consacre la théorie du risque professionnel avec cette double particularité cependant qu'il lui donne une base juridique et une étendue générale ; en effet, d'une part, c'est de la notion même du contrat de louage de services que le projet fait découler le fondement de la responsabilité du patron ; d'autre part, il s'applique non seulement aux ouvriers, mais même aux domestiques.

Tout d'abord le projet part du principe suivant : c'est qu'en vertu du contrat de louage, le patron est obligé de veiller diligemment et en bon père de famille à la sécurité des ouvriers qu'il emploie ; que partant, ces derniers ont, de ce chef, une action en indemnité qui dérive du contrat. Il admet donc le point de départ du système de la responsabilité contractuelle établi par M. Sainctelette, mais il est loin d'en accepter toutes les conséquences.

C'est ainsi que l'article 10 se borne à imposer au patron l'obligation de faire uniquement son possible pour éviter les accidents, sans aller jusqu'à la *garantie de sécurité*, dont parle le jurisconsulte belge ; il s'ensuit donc que le fait de la blessure ou de la mort n'est pas suffisant à lui seul, pour établir l'inexécution du contrat de la part du maître, il faut, de plus, que l'ouvrier prouve une *corrélation* de la blessure éprouvée et un défaut de précautions promises par l'entrepreneur dans le contrat (1).

(1) Il est à remarquer, à ce sujet, que c'est plutôt la théorie du regretté M. Labbé, qui a triomphé dans l'esprit des auteurs du projet.

Le projet relève, en outre, à la charge du patron, l'obligation dérivant également de son contrat, d'indemniser l'ouvrier ou ses ayants-cause lorsqu'il a été *accidentellement* blessé ou tué au cours de son travail. A cet égard, il établit une triple distinction suivant que l'accident est le résultat soit de l'inobservation des obligations qui incombent au patron, soit de la propre faute de la victime, soit enfin du travail proprement dit.

1° Dans le premier cas, la victime a une action contractuelle, à charge par elle, cependant, d'établir la corrélation du fait générateur de l'accident avec l'inexécution du contrat de la part du maître ; il lui est accordé de ce chef une indemnité conformément aux dispositions du Code civil ; le patron n'est déchargé de cette responsabilité qu'à la condition de prouver que l'accident provient soit « d'une cause naturelle indépendante du travail ou de son exécution, » soit « du fait de personnes dont il n'a pas à répondre, » soit « d'un fait qui ne rentre pas dans les fonctions, travaux ou services dont ses préposés, ouvriers ou domestiques, sont chargés. »

2° Dans le cas de faute commise par la victime, le patron est dégagé de toute responsabilité ; il doit cependant répondre « des maladresses légères et accidentelles qui peuvent résulter de l'âge ou des conditions dans lesquelles le travail doit être exécuté, et qui, de ce fait, ne sont point considérées comme constituant la faute proprement dite. »

3° Enfin, en ce qui concerne les accidents résultant du travail lui-même, le projet les met à la charge du patron ; sont envisagés comme tels : « tous ceux qui résultent des cas fortuits, des risques professionnels, des imprudences légères de la victime, ou même des négligences non coupables du patron. » La loi fixe elle-même, dans ce cas, le *quantum* de l'indemnité à attribuer à la victime.

Tel est le projet belge dont l'originalité consiste, ainsi que

nous l'avons déjà observé, à faire reposer la solution de la question sur l'analyse même du contrat de louage de services.

C'est donc une réelle solution juridique que le Gouvernement belge tient à donner ; il ne veut pas se borner à un simple expédient de circonstance.

Grande-Bretagne.

L'Angleterre, pays de la grande industrie par excellence, est la nation où l'on a le plus légiféré sur la question des accidents du travail ; malgré cela cependant, on doit le constater, la situation faite jusqu'en 1880 aux ouvriers blessés, était des plus rigoureuses.

C'est à Charles II qu'il faut remonter pour découvrir l'origine des dispositions législatives à cet égard : une loi de 1670, en effet, déclarait le maître responsable du fait de son préposé, et cela, bien même que le dommage fût causé par ce dernier, en dehors de l'exercice de ses fonctions, ou malgré les ordres qu'il avait reçus. Observons toutefois que ce texte ne fut jamais appliqué : les Tribunaux anglais jugèrent ces dispositions excessives et trop dures pour le patronat ; aussi refusèrent-ils toujours d'en faire l'application au cas où l'accident provenait du fait d'un ouvrier travaillant dans la même usine que la victime ; ils se basaient pour cela, sur ce que la loi ne parlait que du dommage causé à un *étranger* ; exagérant même cette interprétation du texte, la Jurisprudence en était arrivée à rejeter le titre d'étranger et à assimiler, au contraire, à un camarade de la victime, tout agent ou employé, placé sous les ordres du même patron, et cela quelles que fussent ses fonctions par rapport à l'ouvrier blessé. Comme on le voit, la situation était donc très dure

pour ce dernier, puisque le patron n'était jamais déclaré responsable de la faute de ses employés : sa faute personnelle seule engageait sa responsabilité.

Dans le courant de ce siècle, surtout après l'établissement des chemins de fer en Angleterre, le Gouvernement fit voter un grand nombre de lois, en vue de réglementer l'industrie (1). De la responsabilité du patron, il n'en était pas question ; ce n'est qu'en 1878, grâce à une loi du 27 mai, qu'on arriva à coordonner toutes les dispositions éparses antérieures. Cette loi consacra la doctrine de la Jurisprudence, en déclarant le patron tenu seulement de sa faute personnelle. En cas de faute de ses préposés, il pouvait, aux termes de l'article 87, « faire traduire, devant la Cour, la personne qu'il accusait d'être l'auteur véritable de la contravention à la présente loi, et, s'il prouvait qu'il avait fait toute diligence pour se conformer à la loi, et que la personne indiquée avait agi sans son consentement ou à son insu, il était relaxé, et l'auteur de la contravention était seul condamné. »

Enfin, le 7 décembre 1880, une loi nouvelle intitulée : *Act pour étendre et régler la responsabilité des patrons, en ce qui concerne les dommages éprouvés par les ouvriers à leur service*, vint donner une solution un peu moins imparfaite. Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1881, elle ne fut votée que pour sept ans, et devait expirer le 1^{er} janvier 1888, mais depuis, elle fut prorogée chaque fois pour une année.

Aux termes de l'article premier, la responsabilité du patron est engagée lorsque l'accident est causé : 1^o par quelque défaut dans le mode de travail ou dans le matériel employé ; 2^o par la négligence d'un préposé du patron sous les ordres duquel travaillait la victime, et seulement pendant l'exercice

(1) C'est ainsi que de 1844 à 1878, plus de quinze lois furent votées dans ce but.

de cette surveillance, et par suite d'un ordre donné auquel l'ouvrier devait se conformer ; 3° par le fait d'une personne au service du maître, agissant en exécution d'ordres reçus d'un fondé de pouvoirs de ce dernier, ou conformément aux règlements généraux de l'établissement.

Dans chacun de ces différents cas, l'ouvrier ou ses ayants-droit ont un recours contre le patron pour se faire allouer une indemnité qui est la même que celle à laquelle aurait droit une personne étrangère (1). C'est donc le rétablissement du principe de la loi de Charles II et la condamnation de l'interprétation qu'en avait faite la jurisprudence.

Aux termes de l'article 2, l'ouvrier, par contre, n'a droit à aucune indemnité dans les cas suivants :

1° Si l'état défectueux du matériel ou de l'outillage n'est dû ni à la négligence du patron, ni à celle de ses agents.

2° Si l'accident résulte de l'imperfection ou des dispositions incomplètes des règlements approuvés par le principal secrétaire d'Etat, le ministre du Commerce ou quelque bureau en exécution d'un vote du Parlement.

3° Si l'ouvrier a eu connaissance de la défectuosité qui a causé l'accident, et s'il a omis d'en informer soit le patron, soit son directeur.

Dans le premier de ces cas, il est constant que le patron n'a commis aucune faute ; dans le second, il est couvert par l'observation du règlement émanant de l'autorité qui, en l'approuvant, est censée s'en être approprié les conséquences ; dans le troisième, enfin, l'ouvrier est fautif.

(1) Le maximum de l'indemnité due à la victime est l'équivalent du salaire des trois années qui ont précédé l'accident. Maintenant, si le patron a contracté une assurance en faveur de ses ouvriers, ceux-ci ont le droit de toucher le montant de la prime.

Remarquons, pour terminer, que la demande d'indemnité doit être formulée par la victime dans les six mois de l'accident, et dans l'année du décès de cette dernière, si ce sont ses ayants-cause qui agissent.

Tel est le système actuellement en vigueur dans la législation anglaise ; d'une façon générale, on peut dire qu'il a beaucoup d'analogie avec le nôtre, puisqu'il déclare le patron responsable de sa faute personnelle et de celle de ses préposés ; mais remarquons que la jurisprudence française est beaucoup plus favorable à l'ouvrier, et cela à différents points de vue ; c'est ainsi que, chez nous : 1° il n'est pas nécessaire, pour que le patron soit condamné, que le préposé ait agi en exécution des ordres donnés, il suffit qu'il ait été dans l'exercice de ses fonctions.

2° Le patron, d'un autre côté, n'est pas seulement responsable des ordres donnés par lui ou ses préposés, son obligation est plus étendue à cet égard : il doit répondre du choix de ses employés, de sa *culpa in eligendo*.

3° Le maître n'est nullement à couvert par les règlements qui sont en vigueur dans l'établissement ; peu importe que le camarade de la victime s'y soit conformé ou non, nos tribunaux obligent le patron à prendre toutes les précautions possibles pour prévenir les accidents, alors même qu'elles seraient des plus coûteuses et des plus inusitées ; et même cela ne suffit pas, ils vont jusqu'à exiger que les ouvriers soient protégés contre les effets de leur propre imprudence.

4° Enfin, en ce qui concerne l'indemnité, elle est proportionnée au préjudice causé, et aucun maximum n'est fixé, contrairement à ce qui a lieu en Angleterre.

A ce quadruple point de vue donc, la législation anglaise est beaucoup plus étroite que la nôtre ; elle fait, en somme, à l'ouvrier anglais une situation peu enviable.

Aussi, dès 1888, le Gouvernement, aidé de chacun des

ministères qui se sont succédé depuis, a-t-il dû se préoccuper d'accorder aux victimes du travail de plus sérieux avantages ; le 18 mai 1888, il présenta un projet de loi mettant dans une certaine mesure le fardeau de la preuve à la charge du patron, et déclarant ce dernier responsable des cas fortuits ; cette loi ne devait s'appliquer qu'à ceux qui se livrent, moyennant salaire, à un *travail des mains* ; les domestiques et les employés n'y étaient pas soumis. Mais, en présence du mauvais accueil qu'elle reçut au Parlement, elle dut être retirée le 7 décembre suivant.

Un autre projet fut déposé le 27 février 1890, mais il ne vint même pas en discussion.

La question fut reprise en 1893 par M. Gladstone, qui soumit, le 2 février, un projet à la Chambre des Communes intitulé : « *Employer's responsibility Bill* ». Les débats relatifs à ce bill ont duré jusqu'en juin 1894 et n'ont eu d'autres résultats que de susciter un conflit entre les deux Chambres.

D'après ce bill, « tout dommage causé à la personne d'un ouvrier par la négligence d'un agent se trouvant au service d'un patron, donne à cet ouvrier ou à ses ayants-cause les droits à indemnité appartenant à un tiers étranger. »

L'article 2 édicte formellement le maintien des droits existant entre le patron et l'ouvrier, et particulièrement le respect des contrats passés entre eux ; il n'y a de restrictions qu'au cas où la stipulation contiendrait, de la part de l'ouvrier, renonciation à exercer son action en indemnité.

Le projet détermine d'un autre côté le sens des expressions patron et ouvrier, en spécifiant que la première vise aussi les personnes morales, et que la seconde englobe l'ensemble des travailleurs, industriels, agricoles, et gens de mer, à l'exclusion des domestiques.

La discussion générale du projet donna lieu à de vifs débats à la Chambre des Communes. Tout d'abord ses par-

tisans firent remarquer que ce texte avait l'approbation de toute la population ouvrière, ainsi que celui du Congrès des *Trades-Unions*. Ses adversaires prétendirent, au contraire, que son admission conduirait à la ruine des institutions patronales et au bouleversement de la paix sociale. Un député radical, lord Mac-Laren, proposa de soustraire à l'application de la loi les établissements industriels qui, grâce à des contrats passés avec les ouvriers, assuraient à ces derniers des avantages équivalents.

Cet amendement fut vivement combattu par les représentants de la classe laborieuse, qui demandèrent l'annulation de tous les traités intervenus entre patrons et ouvriers, ces derniers se trouvant la plupart du temps lésés à la suite de ces contrats; — entre autres, il leur est presque toujours imposé une clause leur interdisant toute discussion relative aux indemnités auxquelles ils peuvent avoir droit.

L'amendement fut repoussé par la Chambre des Communes qui adopta le projet, le 23 novembre 1893; la Chambre des Lords fut ensuite appelée à l'examiner : elle le vota après y avoir apporté de profondes modifications, à la suite d'un amendement de lord Dudley, aux termes duquel la loi ne devait pas être appliquée au patron « qui aurait conclu » avec ses ouvriers un contrat d'assurance approuvé par les » deux tiers de son personnel et admis par le *Board of Trade*. »

Ainsi modifié, le projet revint devant la Chambre des Communes, le 18 décembre 1893; celle-ci, persistant dans ses idées, rejeta les amendements apportés à son texte primitif par la Chambre Haute; la question fut reprise le 29 janvier 1894 par la Chambre des Lords qui, voulant arriver à une conciliation, apporta à l'amendement Dudley quelques modifications dont la Chambre des Communes ne fut, du reste, point satisfaite; cette dernière admit en conséquence, mais

pour une durée de trois ans seulement, la validité des contrats d'assurances existant à cette époque, et, fidèle à sa théorie, rejeta pour la deuxième fois le texte voté par la Chambre des Lords.

En présence de ce conflit qui menaçait de s'éterniser entre les deux Chambres, M. Gladstone fit voter, le 20 février 1894, le retrait du projet par la Chambre des Communes.

Mais la classe ouvrière est loin d'être satisfaite de cette solution, si l'on en juge par la manifestation qu'elle a faite, le 18 mars 1895, dans *Hyde-Park*, et qui s'est terminée par une invitation au Gouvernement de résoudre sans délai la grave question des accidents du travail (1).

Mentionnons pour terminer un *Act* de 1894 relatif à la déclaration des accidents au *Board of Trade*. L'accident, pour donner lieu à cette déclaration, doit avoir occasionné une blessure « empêchant celui qui en a été victime de travailler au moins cinq heures de son métier pendant l'un des trois jours qui suivent. »

SECTION II

Lois qui édictent une présomption de faute contre le patron.

Suisse.

L'une des premières, la nation Suisse est entrée progressivement dans la voie des réformes relatives à la réglementation des accidents du travail.

Dès 1870, le Gouvernement, subissant sans doute l'influence de l'Allemagne et de l'Autriche, se préoccupa de cette

(1) V. *Rev. Pol. et Parlement.*, n° du 5 déc. 1895, p. 525.

grave question, et commença par régler la responsabilité des accidents dans les entreprises de chemins de fer et de bateaux à vapeur ; le 1^{er} juillet 1875, en effet, intervenait une loi spéciale qui déclarait les compagnies responsables de la mort ou des lésions corporelles survenues à leurs employés, à moins qu'elles ne prouvassent que l'accident résultait soit de la force majeure, soit d'une faute de la victime ou de celle d'un tiers.

En 1877, deux lois provisoires, l'une du 23 mars, l'autre du 4 juillet, vinrent étendre le nouveau principe de la responsabilité aux directeurs de fabriques d'une part, et aux entrepreneurs de constructions d'autre part. Ces lois mettaient la preuve à la charge de ces patrons, et établissaient contre eux *une présomption de faute* à laquelle ils ne pouvaient échapper qu'en prouvant la faute de la victime ou la force majeure ; l'ouvrier était donc, de ce fait, *créancier de sûreté*, et bien que demandeur, n'avait aucune preuve à fournir pour obtenir une indemnité dont l'évaluation était laissée à la libre appréciation des juges.

Cet état de choses dura jusqu'au 25 juin 1881, époque à laquelle fut votée une loi, définitive cette fois, qui appliqua et généralisa le principe de la responsabilité contractuelle. Aux termes des deux premiers articles de cette loi actuellement encore en vigueur, le patron est responsable de tout accident survenu dans sa manufacture ; il ne peut se dérober à cette présomption qu'en établissant la force majeure, la faute de la victime, ou celle d'un tiers.

Avec cette nouvelle loi, cependant, la rigueur de la législation précédente est adoucie à différents points de vue :

C'est ainsi tout d'abord que les dommages-intérêts ne sont plus illimités comme auparavant, l'arbitraire laissé aux tribunaux par les lois de 1877 ayant suscité un trop grand nombre de récriminations ; la loi de 1881 détermine donc

limitativement le montant de l'indemnité qui comprend, outre les frais médicaux, une rente annuelle, ou si les intéressés y consentent, un capital dont le maximum ne peut dépasser six fois le salaire moyen de la victime, ni excéder la somme de 6.000 fr.

D'autre part, la responsabilité du patron est réduite, si l'accident résulte tant soit peu de la faute de la victime, ou s'il est la conséquence d'un cas fortuit. Le législateur suisse fait donc une distinction entre les cas de force majeure et les cas fortuits ; il a considéré que la force majeure constituait un événement qui ne pouvait être évité, et partant, le patron qui l'établit est complètement libéré ; le cas fortuit, pouvant au contraire être évité dans une certaine mesure, ne fait que diminuer la responsabilité, sans la faire disparaître.

Enfin, aux termes de l'article 9, le patron, qui a contracté au profit de ses ouvriers une assurance contre les accidents ou les maladies, est admis à bénéficier des sommes payées par les Caisses de l'assurance, puisqu'elles sont déduites du montant de l'indemnité à laquelle il est condamné ; il suffit, pour cela, qu'il ait versé la moitié des primes.

Cette disposition lui permet donc d'échapper en partie aux lourdes conséquences qu'entraîne le système de la responsabilité contractuelle.

Malgré cela, le fardeau est bien lourd pour les patrons, car la loi de 1881 aggrave leur responsabilité en édictant contre eux une prescription de faute, *même en cas de maladie*, de sorte que l'employeur est responsable de l'accident comme de la maladie ; cette disposition exorbitante a soulevé bien des récriminations et bien des difficultés, car il est souvent fort difficile pour les juges ou les médecins de déterminer, avec certitude, l'origine et la cause de la maladie.

Néanmoins, la loi de 1881, qui ne visait que les fabriques, a été étendue depuis par *une loi du 20 avril 1887*, à plu-

sieurs catégories d'industries et d'entreprises occupant plus de cinq ouvriers ; de sorte qu'aujourd'hui, les patronssuisses sont, pour la plupart, sous le coup d'une présomption de faute, aussi bien en cas d'accident qu'en cas de maladie de leurs employés.

Fort heureusement pour eux, cette législation est appelée à disparaître sous peu ; depuis 1885, en effet, un mouvement très accentué s'est produit en faveur de l'assurance obligatoire, et, dès cette époque, le pouvoir exécutif central s'est occupé de cette question ; en 1887, l'Assemblée fédérale exprima un vœu invitant le Conseil fédéral, à proposer aux Chambres, « l'introduction d'une assurance générale obligatoire et officielle contre les accidents. »

Cette motion devait être prise en considération à la fin de 1889, car, à la suite de ce vœu, certains cantons suisses, notamment ceux de Bâle et de Genève, agitèrent vivement la question ; la Confédération se disposa alors à élaborer un projet de loi fédérale devant régir tous les cantons ; mais, pour y arriver, il fallait réviser la Constitution, la Confédération n'ayant pas le droit de légiférer sur cette matière. En juin 1891, les deux Conseils votèrent, à la quasi-unanimité, un article 34 *bis* ainsi conçu :

« La Confédération a le droit d'introduire par voie législative l'assurance obligatoire contre les accidents. »

Soumise en octobre au *referendum* populaire, cette proposition fut admise avec une majorité de près de 160.000 voix. Le Gouvernement s'est aussitôt mis à l'œuvre ; actuellement, un projet de loi est élaboré sous les auspices du Département de l'Industrie (1).

(1). V. *Rev. pol. et parlement.* T. VI. n° 18. p. 560.

SECTION III

Lois qui ont substitué à la responsabilité patronale le principe du risque professionnel complété par l'assurance obligatoire.

Législation allemande.

Nous commencerons par étudier le droit commun en Allemagne avant l'application de la loi de 1884 ; puis, nous analyserons l'esprit et le texte de cette loi ; enfin, nous parlerons des lois postérieures qui sont venues étendre le principe de l'assurance obligatoire, après quoi, nous apprécierons les résultats du système allemand.

1^o Droit commun antérieur à la loi de 1884.

D'après le droit commun allemand, l'auteur *immédiat* du dol ou de la faute, en cas d'accident, était responsable, et, à ce titre, passible de dommages-intérêts ; on connaissait donc bien la responsabilité personnelle, mais la responsabilité à raison du fait du préposé n'existait pas ; il n'y avait point, en effet, de disposition analogue à celle de notre article 1384 ; le maître n'était responsable que de la *culpa in eligendo*, c'est-à-dire de la faute qu'il avait pu commettre en le choisissant. Ainsi donc, les règles établies par les lois allemandes étaient à peu près les mêmes que celles de notre législation, excepté toutefois pour les chemins de fer ; *une loi prussienne du 3 novembre 1838* était, en effet, venue augmenter cette res-

ponsabilité de droit commun, en posant le principe de la responsabilité absolue de l'entrepreneur pour tous les accidents survenus sur les chemins de fer, à moins que ce dernier ne prouvât que l'accident était le résultat de la propre faute de la victime ou de la force majeure.

La responsabilité des accidents fut ensuite réglée par la *loi du 7 juin 1871* qui embrassait tous les cas où un accident peut se produire ; on peut considérer cette loi comme la première manifestation législative en faveur des victimes du travail. Elle consacrait la distinction précédemment établie au point de vue de la preuve entre les Compagnies des chemins de fer et les directeurs des autres usines et fabriques ; son article premier était ainsi conçu : « Lorsque dans une » exploitation de chemins de fer un homme est tué ou blessé, » l'entrepreneur de l'exploitation est tenu de réparer le pré- » judice qui en résulte, s'il ne prouve pas que l'accident est » dû à la force majeure ou à la propre faute de la personne » tuée ou blessée ».

L'article 2 déclarait au contraire l'entrepreneur soit d'une mine, soit d'une carrière ou d'une fabrique, responsable des accidents produits par sa faute, celle de ses représentants et celle de ses ouvriers envers leurs camarades. Il n'était donc plus question de présomption de faute, et l'ouvrier était tenu d'établir la faute de l'entrepreneur. C'est seulement à cette condition qu'il avait droit à une indemnité.

Les dommages-intérêts, *en cas de mort*, comprenaient : 1° les frais occasionnés par les soins donnés au blessé avant sa mort ; 2° les frais d'enterrement ; 3° la réparation du préjudice pécuniaire souffert par le mort durant sa maladie ; en outre, lorsque la victime était tenue d'une obligation alimentaire, le créancier des aliments était autorisé à réclamer une indemnité. *En cas de blessures*, le patron devait : 1° les dépenses causées par la maladie ; 2° la réparation du préjudice résultant de l'incapacité de travail.

Tel était le droit commun qui régissait la législation allemande. La situation des ouvriers à cette époque était donc la même que celle que leur fait la jurisprudence française actuellement, sauf toutefois pour l'industrie des chemins de fer. Mais ce droit commun ne tarda pas à être considéré comme insuffisant : en effet, dans le cours de la discussion de la loi du 17 juillet 1878 modifiant la loi sur l'industrie, le Gouvernement fut invité par deux députés socialistes à prendre l'initiative d'une proposition de loi, tendant à rendre l'entrepreneur responsable *d'une façon absolue*, sauf à lui de prouver qu'aucune faute n'avait été commise par lui. Dans la même discussion, M. Hirsch proposa que le Gouvernement étudiât avec soin cette question de la responsabilité du patron, et obtint que sa proposition fût renvoyée à la Commission chargée d'élaborer la loi sur l'industrie.

La loi de 1871, en effet, commençait à être critiquée ; elle le fut surtout en 1881 par un député saxon, M. Roth, qui prononça dans une réunion privée un discours qui fit le tour de la presse. Selon lui, la loi avait le tort de classer les accidents en deux catégories : ceux qui affectent et ceux qui n'affectent pas la responsabilité du patron ; il constatait que cette division avait pour effet de faire suivre le premier malheur, l'accident, par un second, le procès ; il lui reprochait ensuite ses conséquences fâcheuses : pour lui, « le procès entre l'ouvrier et le patron ou la Compagnie d'assurances ne se fait pas à armes égales, car les procès sont chers et l'ouvrier est dans une disposition absolument défavorable, puisqu'il manque d'argent ; de plus, c'est à lui qu'incombe la charge de faire la preuve, et cette obligation est fort lourde, voire même souvent impossible, car les témoins ont quelquefois peur de parler. » Dans beaucoup de réunions, du reste, ces idées étaient approuvées.

C'est alors qu'intervint le grand chancelier, M. de Bis-

mark ; il faut rappeler qu'il cherchait, à cette époque, à prévenir le danger que faisaient courir à l'ordre social les progrès du socialisme ; il venait de faire voter par le Reichstag une loi draconienne qui prescrivait la suppression des journaux et revues de ce parti, et qui autorisait la police à expulser, sans autre forme de procès, tous les individus soupçonnés d'y appartenir. Cette loi, du reste, fut exécutée sans pitié par le Chancelier de fer, mais son but ne fut pas atteint. « On tue les hommes, mais non les idées », avait dit un adversaire de la loi, et les faits semblent lui avoir donné raison, car des associations secrètes se formèrent, des imprimeries clandestines continuèrent à répandre les doctrines socialistes, et, aux élections, on s'aperçut que ce parti n'avait rien perdu de sa force, ni de son influence sur les ouvriers.

M. de Bismarck se demanda alors si, aux mesures de répression, il ne conviendrait pas, tout en les maintenant, d'en joindre d'autres qui auraient pour objet de rallier au Gouvernement sinon les socialistes intransigeants, du moins les classes ouvrières, dont ces derniers cherchaient à s'emparer ; dès lors, il voulut combattre le socialisme « en lui empruntant ses propres armes. » C'est de l'examen de cette question qu'est sorti le projet d'assurance ouvrière qui fut *le point de départ* de toutes les dispositions ultérieures, et dont les bases étaient les suivantes : 1° Assurance obligatoire de tous les ouvriers admis comme tels dans une fabrique ou travaillant en chambre pour le compte d'industriels ; 2° création d'une caisse unique et exclusive placée entre les mains de l'Empire et ayant son siège à Berlin ; 3° participation de l'Etat dans le paiement des primes. Ainsi donc, à ce moment-là, dans l'esprit de M. de Bismarck, il importait de travailler à l'amélioration de la classe ouvrière, et cela dans l'intérêt de la paix publique et de la prospérité nationale. Pour y arriver, il conçut de rendre obligatoires :

1° Les caisses de secours contre les maladies ;

2° Les caisses de retraite pour la vieillesse ;

3° Les assurances ouvrières contre les accidents.

C'est pour réaliser cette dernière conception que fut élaboré *le projet de 1881*.

Ce projet, dû tout entier au Chancelier, fait disparaître le principe de la responsabilité et, pour procurer une indemnité à toutes les victimes du travail, il organise l'assurance obligatoire ; dans l'esprit de son auteur, on garantissait ainsi à l'ouvrier, d'une façon absolue et déterminée à l'avance, les dommages-intérêts auxquels il a droit ; d'un autre côté, on imposait au patron une charge moins onéreuse que celle qui résulte des règles de la responsabilité patronale.

D'après l'article premier : « Tous les ouvriers et employés
» dans des mines, salines, fonderies, carrières et fosses,
» dans les chantiers de constructions ou dans leurs dépendances, dans des fabriques ou hauts-fourneaux, dont le
» gain annuel ne dépasse point 2,000 marks, doivent être,
» conformément aux prescriptions de la présente loi, assurés
» auprès d'une institution, qui sera créée et administrée pour
» leur compte par l'Empire, contre les accidents auxquels
» leur travail les expose. »

D'après l'article 4, l'assurance a pour objet l'indemnité à accorder soit en cas de lésion corporelle entraînant une incapacité de travail de plus de quatre semaines, soit en cas de mort. Dans le premier cas, l'indemnité comprenait tout d'abord les frais de traitement médical, puis « une pension à payer au blessé pendant la durée de son incapacité de travail, à partir de la cinquième semaine de l'accident, calculée en raison du salaire moyen perçu par la victime (300 fois le montant du salaire journalier), sans qu'elle pût être inférieure à 25 % ni supérieure à 50 % de ce salaire. » En cas de mort, l'article 7 déterminait une indemnité qui était de 10 % du salaire de l'année pour frais d'enterrement, plus 30 % à la

veuve et 10 % à chaque enfant ; la pension totale ne pouvait dépasser 50 % du salaire.

Dans chacune des industries désignées dans l'article premier, *une assurance collective*, comprenant tous les individus employés, devait être souscrite moyennant une prime fixe qui serait calculée, après chaque trimestre, suivant les salaires et les traitements payés pendant ce trimestre.

Relativement au paiement de cette prime d'assurance, on distinguait les assurés dont le gain annuel était de 750 marks, et ceux dont le salaire annuel dépassait cette somme ; dans le premier cas, les deux tiers de la prime devaient être payés par le patron, et l'autre tiers *par l'Empire*, par l'intermédiaire de l'Assistance publique qui était chargée de ce service ; dans le second cas, la moitié de la prime était payée par le patron, l'autre moitié par l'ouvrier.

Le service de l'Assistance publique ou l'Etat confédéré qui contribuait au paiement de la prime était chargé de dresser, pour chacun des établissements industriels, un état sur lequel il devait mentionner les individus auxquels ces établissements payaient un salaire ou un traitement ; ce relevé devait être communiqué, dans un délai de quatre mois, au bureau compétent de l'Assurance impériale ; l'envoi de cet état était considéré comme réalisant l'assurance ; puis, un récépissé contenant la désignation de l'industrie et le montant de la prime à payer était renvoyé au service de l'Assistance publique ou à l'Etat confédéré, qui devait en remettre un exemplaire au patron.

Enfin, un règlement à intervenir élaboré par l'Empereur, de concert avec le Conseil fédéral, devait régler l'organisation et l'administration de l'Assurance impériale.

Avant d'être déposé sur le bureau du Reichstag, ce projet fut examiné par *un Conseil économique*, qui eut ainsi pour mission d'inaugurer le socialisme d'Etat et de discuter

le projet ; de cette discussion ne sortirent que quelques modifications insignifiantes, de sorte que le projet put être présenté au Reichstag le premier avril suivant. Cette loi sur l'assurance des ouvriers fut vivement combattue par le parti progressiste, mais, par contre, bien accueillie par le parti conservateur et le centre, sauf cependant l'idée de *la Caisse unique d'assurances* entre les mains de l'Empire ; quant aux socialistes, ils se montrèrent plutôt défiants qu'enthousiastes.

Après la discussion générale, le projet fut renvoyé à une Commission qui l'amenda sensiblement ; le principe de l'assurance obligatoire ne fut, il est vrai, point contesté ; mais la Commission rejeta *la participation de l'État* dans le paiement des primes, ainsi que la *création d'une caisse unique*, gérée par une Administration impériale ; ainsi remaniée, la loi passa au Reichstag qui adopta sans réserves les modifications faites par la Commission.

Dès ce moment, on présuma que cette loi, qui répondait si peu aux vues de M. de Bismarck, n'avait aucune chance d'être sanctionnée par le Conseil fédéral ; en effet, elle fut repoussée par cette Assemblée qui, sur les instigations du Chancelier, considéra qu'il lui était impossible, en l'absence de documents statistiques sur le nombre moyen annuel et le degré de gravité des accidents dans les industries visées par le projet, de bien mesurer l'étendue du sacrifice que l'adoption du projet imposait à l'État, aux patrons et aux ouvriers.

M. de Bismarck fit aussitôt connaître son intention de le présenter à nouveau et s'empressa de faire dresser les statistiques réclamées ; dès le mois de juillet, en effet, les États confédérés furent invités à faire le relevé des accidents qui devaient se produire pendant la période d'août à décembre, soit une durée de l'expérience de quatre mois. Cette enquête d'ailleurs n'avait qu'un seul but : démontrer aux adversaires

du projet que, par suite du grand nombre des accidents industriels, les Compagnies particulières ne pouvaient les assurer.

Projet du 8 mars 1882. — Il était d'une conception plus grande que le précédent, car on l'avait réuni à un autre projet sur l'assurance obligatoire contre les maladies. Il y avait deux caisses distinctes : la première, celle des maladies, était alimentée par les patrons et les ouvriers; la seconde, celle des accidents, par l'Empire et les patrons. Ce projet n'aboutit encore point en ce qui concerne les accidents, le grand obstacle étant toujours le maintien de la participation de l'État au paiement de la prime; le projet de l'assurance contre les maladies fut au contraire admis et devint la loi du 15 juin 1883.

Il fallait de nouveau se remettre à l'œuvre; le Gouvernement, cette fois, se décida à abandonner l'idée de la subvention de l'État, et recourut *au système corporatif*; l'entente alors finit par se faire, et le troisième projet devint la fameuse loi de 1884, concernant l'assurance contre les accidents; il fut déposé le 6 mars 1884 au Reichstag, 43 séances furent consacrées à sa discussion; voté avec une assez forte majorité, il fut promulgué le 10 juillet suivant.

2^e Loi du 6 juillet 1884 (1).

Elle comprend neuf sections et cent onze articles; au lieu d'analyser servilement chacune des dispositions de cette loi, qui est si compliquée, nous avons préféré grouper, sous quelques chefs principaux, les traits essentiels qu'elle renferme; c'est ainsi que nous étudierons, dans autant de para-

(1) V. *Ann. Législ. comp.*, 188, p. 121.

graphes distincts, tout d'abord la portée et l'objet de l'assurance, puis, ses organes, les Associations professionnelles, et ses rouages principaux; nous déterminerons ensuite la procédure à suivre et la fixation de l'indemnité; enfin nous rechercherons les résultats produits par l'application de cette loi, à l'appréciation de laquelle nous nous livrerons pour terminer son étude d'une façon aussi complète que possible.

4) Portée et objet de l'assurance. — La nouvelle loi déclare l'assurance *obligatoire* pour tous les ouvriers occupés dans les mines, salines et industries extractives, dans les fabriques et forges, ainsi que dans les chantiers et bâtisses. La même obligation existe pour tous les employés d'exploitations dont le traitement ne dépasse pas 2,000 marks.

Tous ces ouvriers ou employés doivent être assurés par les soins de leurs patrons, et sous la responsabilité de ces derniers.

L'objet de l'assurance est de réparer le dommage causé par l'accident; l'ouvrier qui appartient à l'une des industries énumérées dans la loi, a donc droit à une indemnité, quelle que soit la cause de l'accident, à condition toutefois de ne pas avoir provoqué l'accident à dessein; dans ce cas, l'ouvrier blessé ou ses ayants-droit seraient déchus de tout droit à l'indemnité.

La prime à payer est pour le tout à *la charge des patrons*, l'idée de la subvention de l'État est donc complètement rejetée; les ouvriers n'y contribuent point en principe: en effet, en cas de mort et en cas de blessures, mais à partir de la quatorzième semaine de l'accident seulement, c'est à la caisse des accidents, — c'est-à-dire des patrons, — qu'incombe la charge de payer les frais et secours; ce n'est donc que *pendant les treize premières semaines* qui suivent l'accident que l'ouvrier participe au paiement de la prime; dans

ce cas, les secours à lui accordés sont supportés *par la caisse des maladies*, qui est alimentée surtout par la cotisation des ouvriers, et même, si la victime n'est pas assurée contre les maladies, tous les frais retombent sur la caisse des accidents.

B) Organes de l'assurance. — Les Associations professionnelles. — Les organes ne sont plus comme sous l'empire du droit commun, les Compagnies d'assurances privées, suspectées et mises à l'écart à cause de leur but de spéculation ; il n'est plus question non plus de caisse centrale dont la création était si chère à M. de Bismarck, et qui devait être régie par une Administration impériale entre les mains de laquelle eût été monopolisée pour ainsi dire la gestion des assurances. Ce sont *les Associations professionnelles* établies sous forme d'assurance mutuelle entre les entrepreneurs des différentes industries, soit d'un commun accord et avec approbation du Conseil fédéral, soit d'office par ce Conseil, faute d'entente amiable.

Ces associations constituent donc un vaste système *de corporations* organisées par profession, avec juridiction territoriale pouvant s'étendre à tout l'Empire ; elles sont sous la direction et le contrôle *de l'Etat*, représenté par *l'Office des assurances de l'Empire*, et elles englobent tous les patrons et chefs d'industrie qui se groupent par circonscriptions. C'est donc une sorte de syndicat dont l'étendue et la composition sont laissées à leur choix, à condition, toutefois, que chaque mutualité puisse se suffire à elle-même et ne comprenne que des industries similaires.

Aussitôt qu'une association est formée, tout industriel qui est établi dans la circonscription, et qui appartient à l'une des branches de l'industrie composant la corporation, a le droit de se faire inscrire au cadastre de l'association ; il est

tenu, sous peine d'amende pouvant aller jusqu'à cinq cents marks, de faire les déclarations nécessaires pour son encadrement dans la corporation ; la part qui lui incombe dans les dépenses encourues pendant l'année par son association est prélevée sur lui comme une contribution publique.

Plusieurs corporations peuvent fusionner sur un vote concordant de leurs assemblées, et sous l'approbation *du Bundesrath* ; de même, il est permis, dans des conditions identiques, de retrancher d'une association des branches d'industrie isolée et de les rattacher à une autre (art. 31).

Lorsqu'une association est hors d'état de remplir les obligations que la loi lui impose, sa dissolution peut être prononcée par le Conseil fédéral, sur la proposition de l'Administration impériale des assurances.

Telle est l'organisation de ces corporations, qui ne sont pas seulement des sociétés d'assurances, mais jouissent encore de droits importants accordés par la loi elle-même.

C'est ainsi que tout d'abord, elles peuvent prendre des mesures préventives en vue de la diminution du nombre des accidents, et, à cet effet, nommer des délégués chargés de faire la visite des établissements, et de frapper d'amende les délinquants, en cas d'inobservation des règlements édictés (1).

D'un autre côté, elles sont *personnes morales* et en cette qualité peuvent ester en justice, acquérir des droits et contracter des obligations. Elles établissent, en outre, *les classes de risques* dans lesquelles rentrent les différentes industries, et fixent les primes à payer par chaque établissement ; elles élisent ensuite leur Comité de direction, dont nous étudierons les attributions plus loin.

(1) En cas de contravention, la quote-part du contrevenant dans les dépenses annuelles de la corporation peut être augmentée du double

Comme conséquence de toute cette organisation, le patron est déchargé de toute responsabilité spéciale, ces associations étant pour lui de véritables sociétés d'assurance mutuelle. Ainsi donc, par suite de cette substitution des corporations aux chefs industriels de chaque établissement, ces derniers ne peuvent plus être poursuivis individuellement, à moins qu'on ne relève contre eux la provocation intentionnelle de l'accident (art. 95).

C) Fonctionnement et rouages de l'assurance. — Les corporations exercent tous leurs droits et pouvoirs sous le contrôle de l'Office impérial des assurances qui est le grand juge en la matière.

Au sommet donc, et c'est par là que les associations se rattachent à l'Etat, se trouve *l'Administration impériale des assurances* qui centralise et dirige les corporations.

A côté, existe *l'Administration nationale des assurances* pour les Etats confédérés ; en dessous, est *le Tribunal arbitral*, et au bas de l'échelle, *le Comité de direction* dans chaque corporation.

1° *Administration impériale des assurances.* — Cette institution de l'Office impérial est, pour ainsi dire, la pièce principale du nouvel édifice édifié par M. de Bismarck, et en même temps un reste de l'ancienne conception du Chancelier qui voulait monopoliser les assurances entre les mains de l'Empire ; c'est le ressort principal, le chef suprême et sans appel de toute cette vaste organisation corporative créée par la loi que nous étudions.

Cet Office a son siège à Berlin et représente l'Etat ; il se compose de trois membres permanents au moins, dont le président, nommés tous à vie par l'Empereur, et de huit membres non permanents ; parmi ces derniers, quatre sont choisis par le Conseil fédéral dans son sein, deux autres par

les Conseils d'administration des corporations, et deux par les représentants des ouvriers (art. 87) (1).

Comme attributions, l'Administration impériale détermine les établissements qui doivent être considérés comme soumis à l'assurance obligatoire, en cas de difficultés ; elle est chargée aussi d'approuver les statuts des corporations, dont elle contrôle les pouvoirs et les décisions ; elle a le droit de vérifier leurs opérations par ses mandataires qui peuvent se faire représenter les livres, les pièces justificatives et même les correspondances ; en outre, elle est le juge des contestations entre les fonctionnaires des associations, qu'elle peut frapper d'amendes allant jusqu'à cent marks pour contravention à ses prescriptions ; enfin, c'est l'Office qui est chargé de juger en dernier ressort les litiges et contestations existant entre les patrons et les ouvriers qui se prétendent lésés par la décision soit du Comité de direction, soit du Tribunal arbitral.

Cette Administration impériale constitue ainsi une sorte de Cour suprême par rapport aux tribunaux inférieurs.

2° *Administration nationale des assurances.* — Chaque Etat de l'Empire allemand peut à son gré instituer à ses frais une Administration nationale des assurances particulière aux Associations de son territoire ; ces Administrations ont les mêmes droits que l'Administration centrale, leur composition seule diffère en ce sens que, le Conseil fédéral n'ayant pas à élire de membres, il n'y en a que quatre d'élus au lieu de huit.

(1) Actuellement, l'Office impérial comprend, avec son président, deux directeurs, 36 membres permanents ; 4 membres temporaires choisis dans le Conseil fédéral, 6 membres temporaires élus par les corporations avec 40 suppléants, et six autres élus par les ouvriers, avec 40 suppléants. Il y a, en outre, 44 assesseurs juridiques, 8 calculateurs, 150 employés de bureau, 66 huissiers et 39 sous-agents.

3° *Tribunal arbitral.* — C'est l'*intermédiaire* entre le comité de direction qui se trouve auprès de chaque Association et l'Administration impériale vers laquelle tout converge. Il en existe un pour la circonscription de chaque Association, ou, si celle-ci est divisée en sections, pour chaque section ; il joue le rôle de tribunal d'appel par rapport au Comité de direction.

Il est composé d'un président, choisi parmi les fonctionnaires publics par l'autorité centrale de l'Etat où siège la juridiction arbitrale, et de quatre assesseurs élus pour quatre ans, dont deux nommés par les représentants des ouvriers et deux par l'Association. Ceux qui ont été choisis ne peuvent refuser ces fonctions, à moins d'excuse légitime, au risque d'encourir une amende de cinq cents marks.

Cette juridiction arbitrale connaît des décisions des comités de direction en ce qui concerne la fixation de l'indemnité, qu'elle a le droit de modifier ; pour cela, elle peut recourir à de nouvelles mesures d'information, faire faire des expertises, ordonner la comparution des parties devant elles, entendre des témoins, et procéder à la visite des lieux (art. 46 et suivants).

4° *Comité de direction.* — On l'appelle aussi Conseil d'administration ; il est placé auprès de chaque corporation et constitue en quelque sorte le tribunal de première instance pour les affaires d'accidents. Il a pour mission d'édicter des règlements sur l'hygiène et la sécurité des ateliers, et d'en contrôler l'exécution ; c'est lui qui fixe, conformément au tarif de la loi, le droit de l'ouvrier à une indemnité et le *quantum* de ce droit (art. 78). Il est aussi chargé de gérer les finances de la corporation et de veiller au versement exact du paiement de la prime ; enfin il répartit chaque année les indemnités allouées, augmentées des frais généraux d'admi-

nistration, entre tous les membres de la corporation, proportionnellement au nombre des ouvriers de chaque entreprise, au montant des salaires des ouvriers, et au tarif de risque de l'établissement. Ajoutons que les fonctions de membre de ce Comité sont à la fois temporaires, gratuites et obligatoires (art. 24 et 25).

D) Procédure et fixation des indemnités. — Lorsqu'un accident survient dans un établissement, déclaration doit en être faite immédiatement par le patron à sa corporation et à la police dans un délai de 48 heures. Une enquête s'ensuit, à laquelle sont convoqués les représentants de la mutualité et un médecin, pour constater les causes de l'accident et les blessures de la victime ; le dossier est ensuite transmis à la Direction de l'Association qui fixe le montant de l'indemnité.

La victime ou ses ayants-droit ont un délai de quatre semaines pour aller en appel devant la juridiction arbitrale. Il lui est délivré ensuite un titre constatant la somme à laquelle elle a droit. Il est à noter que toutes les indemnités sont fixées sous forme de rentes viagères ou à temps, et non sous forme de capital ; l'avance en est faite par les bureaux des postes, sur l'indication du titre précédent ; à la fin de chaque année, l'Administration des postes dresse un état des avances qu'elle a ainsi faites, et ces dernières lui sont remboursées par les corporations dans les trois mois.

Comme nous l'avons vu, c'est d'abord le Conseil d'administration, ou comité de direction de la corporation, qui fixe en premier ressort l'indemnité à laquelle la victime a droit, puis c'est le Tribunal arbitral qui statue comme juge d'appel, enfin les décisions de ce tribunal peuvent être portées devant l'Office impérial des assurances, sur la demande des intéressés.

Quant à la détermination de l'indemnité, elle est faite par la loi elle-même, et varie suivant la gravité des suites de l'accident. Ce sont ces suites seules que les Comités d'abord, puis le Tribunal arbitral ou l'Office des assurances, sont appelés à déterminer de la façon suivante :

1^o Les frais de maladies et de secours, pendant les treize premières semaines qui suivent l'accident, sont à la charge des Caisses d'assurances en cas de maladie, instituées par la loi de 1883 ; il faut cependant pour cela que la victime soit assurée ; dans le cas contraire, c'est la Caisse des accidents qui est tenue de tous les frais de secours ;

2^o C'est aussi cette dernière Caisse qui est chargée de régler les dépenses de traitement, devenues nécessaires après le commencement de la quatorzième semaine de l'accident, et de faire le service des pensions dues à l'ouvrier ou à ses ayants-cause.

En cas de blessures, entraînant une incapacité *absolue* de travail, l'indemnité consiste en une rente égale aux deux tiers du salaire moyen de la victime.

En cas d'incapacité *partielle*, la rente est réduite en proportion de la faculté de travail restante (1).

Dans l'un et l'autre cas, la durée de la rente doit être celle de l'incapacité de travail, comptée à partir de la quatorzième semaine de l'accident.

En cas de *mort*, l'indemnité comprend tout d'abord une somme pour frais funéraires égale à vingt fois le salaire quo-

(1) C'est surtout dans l'appréciation du degré d'incapacité de travail que l'intervention du Tribunal arbitral est requise, les rentes accordées à titre d'indemnité variant, en effet, suivant que cette incapacité est déclarée absolue ou partielle, et dans ce dernier cas variant avec le degré d'incapacité reconnue ; on conçoit que les corporations appelées à fixer elles-mêmes l'indemnité soient fatalement portées à atténuer les suites des accidents ; il y a là quelque chose d'anormal, si l'on considère que le différend se meut entre la corporation et l'ouvrier ; le Conseil d'administration de la corporation est donc, dans une certaine mesure, à la fois juge et partie.

tidien de la victime, et ensuite diverses rentes accordées aux ayants-droit du mort de la façon suivante :

1° A sa veuve, 20 % du salaire de la victime, jusqu'à son décès ou son deuxième mariage ; si elle vient à se remarier, elle reçoit le triple de sa pension annuelle, qui prend fin aussitôt ;

2° A chaque enfant, 15 % du salaire de leur père, jusqu'à l'âge de 15 ans accomplis. L'ensemble des rentes ainsi payées ne doit pas dépasser 60 % du salaire du mort, sinon elles sont réduites proportionnellement à ce chiffre ;

3° Aux ascendants du défunt dont il était l'unique soutien, 20 % du salaire jusqu'à leur mort ou la fin de leur état nécessaires ; toutefois, cette pension ne leur est due que si les rentes accordées à la veuve ou aux enfants ne sont pas supérieures au soixantième de ce que gagnait le défunt.

Connaissant la fixation de l'indemnité accordée à la victime d'un accident, voyons maintenant comment elle est *répartie* : ce sont les patrons qui doivent fournir les sommes nécessaires au paiement des primes d'assurances ; ces primes sont *graduées*, c'est-à-dire qu'elles croissent d'année en année dans le rapport de l'augmentation des charges ; il a bien fallu, du reste, qu'il en fût ainsi ; la loi, ayant décidé que les indemnités en cas d'accidents seraient liquidées sous forme de *rente viagère ou à temps* et non pas sous forme de *capital* payé en une fois, est loin de couvrir tous les engagements encourus pendant l'année ; c'est ainsi que la première année qui suivit l'application de la loi ne dut pas être trop onéreuse pour les industriels, mais les charges ont nécessairement augmenté d'une façon progressive, les rentes créées chaque année venant s'ajouter à celles des années précédentes (1).

(1) Ce système, on peut le dire, n'est pas conforme à la justice, puisqu'il impose aux industriels, qui existeront dans les années à venir, des charges encourues par leurs devanciers et auxquelles ils seront complètement étrangers.

C'est pour remédier dans une certaine mesure à ce grave défaut, que la loi a exigé la constitution *d'un fonds de réserve* au moyen de sommes progressivement décroissantes ajoutées pendant onze années au montant des primes payées par les membres des corporations. La première année, cette somme a été de 300 % de la prime, la seconde année de 200 %, et ainsi de suite en diminuant jusqu'à la onzième année.

3^o Lois postérieures à la loi de 1884 (1).

Des lois postérieures sont venues compléter les dispositions de la loi que nous venons d'analyser.

C'est ainsi tout d'abord : Qu'une loi du 28 mars 1885 a étendu l'assurance obligatoire à l'administration tout entière des postes et télégraphes, à celle des chemins de fer et à toutes les administrations de la marine et de l'armée.

Une autre loi du 15 mars 1886 l'a appliquée aux employés des administrations civiles de l'Empire.

Celle du 5 mai 1886 a déclaré l'assurance obligatoire pour les ouvriers des exploitations agricoles et forestières, qui forment un total de plus de douze millions d'assurés.

La loi du 11 juillet 1887 a disposé que l'assurance serait applicable aux personnes occupées dans les entreprises de constructions et de travaux publics ; enfin celle du 13 juillet de la même année a soumis les marins à l'assurance (2).

(1) V. *Ann. Législ. comp.*, an. 1886. p. 97 ; an. 1887. p. 110 ; an. 1888. p. 207 et 234.

(2) Le Gouvernement impérial a déposé dans le courant du mois de juin 1895, un projet qui, disait l'exposé des motifs, devait être « le couronnement de la législation d'assurance. » Aux termes de ce projet : l'obligation de l'assurance doit s'étendre « à toutes les exploitations où peuvent se produire des accidents du travail, à la petite industrie, au commerce, à la pêche, et à la navigation côtière. » (V. *Bull. off. Trav.* 1894. p. 351.)

« De cet ensemble de lois, il résulte qu'un très petit nombre d'employés ne sont pas compris dans l'assurance obligatoire contre les accidents; ce sont les artisans, les domestiques, les commissionnaires et les marchands ambulants (1) ».

4° Résultats et appréciation du système allemand.

Il n'est pas sans intérêt de se demander quels résultats ont produits ces lois en Allemagne.

D'après les termes de l'article 12 de la loi de 1884, les patrons devaient se réunir pour s'entendre entre eux sur l'organisation d'une société de secours mutuels en cas d'accidents; d'après l'article 15, si quelque branche d'industrie ne se réunissait pas, ou si la rédaction des statuts renfermait des dispositions que le *Bundesrath* ne pouvait approuver, ce dernier devait prendre la chose en mains et présider à l'organisation.

C'est ce qui fut fait en juin 1885. Le *Journal officiel* allemand publia, à cette époque, une liste de 55 grandes branches d'industrie; les unes embrassaient tous les industriels d'une même catégorie habitant l'Allemagne; les autres étaient subdivisées en groupes géographiques, tels que les usiniers du Rhin et de Westphalie, ou les industries textiles du Nord (2); l'industrie du bâtiment formait à elle seule douze groupes, et ainsi de suite.

Le 15 septembre 1885, une circulaire émanant de l'Office des assurances informa les présidents des Associations professionnelles de l'achèvement de l'organisation des corps, et fixa la mise en vigueur de la loi du 6 juillet 1884 au 1^{er} oc-

(1) *Bull. du Congrès internat. des accid. du trav.*, an. 1889, t. 1. p. 20.

(2) Actuellement il y a en Alsace-Lorraine un syndicat des industries textiles dont le siège se trouve à Mulhouse.

tobre 1885. On comptait à cette époque environ soixante corporations *Berufsgenossenschaften* ; à la fin de l'année 1886, leur nombre s'élevait à 62 : voici, du reste, comment s'exprime M. Grüner dans une étude faite par lui à ce sujet (1) : « Pour l'année 1886, comme moyenne générale de toutes les industries, les frais de secours et pensions par chaque accident sont montés à 173 m. 50, tandis que les frais d'administration dans leur ensemble se sont élevés à 256 m. 46. Les frais ont donc dépassé les secours de plus de 50 o/o ; les deux tiers des versements effectués par les patrons ont été absorbés par les frais de l'administration. »

D'après un mémoire communiqué par M. Numa Droz au Congrès international des accidents du travail, tenu à Paris en 1889, le nombre des Corporations était, en 1887, de 64, embrassant 274,560 exploitations, et 3,551,819 ouvriers assurés ; il y a eu 113,594 accidents, 17,142 seulement ont été supportés par les Corporations, les autres étant à la charge des caisses de malades ; il a été payé en rentes 5,829.226 marks. L'Office impérial a vidé 1,234 recours concernant les indemnités, 2.700 plaintes concernant l'obligation de l'assurance, et 2.033 plaintes au sujet des tarifs des risques. Les 439 tribunaux arbitraux ont eu à trancher 5,941 litiges.

En 1890, selon M. Grüner, il y avait 65 corporations industrielles, qui comprenaient 380,622 établissements occupant 4.926,672 ouvriers ou employés assurés ; il existait, en plus, 48 corporations agricoles englobant plus de huit millions d'ouvriers agricoles et forestiers ; les Administrations de l'Empire, des États, des provinces et des communes formaient 316 corporations occupant 604,380 personnes.

En 1892, le nombre des assurés s'élevait à 18,014,000,

(1) *Assurance contre la vieillesse et l'invalidité en Allemagne*, p. 21.

dont 7,071,000 pour l'industrie proprement dite, 12,289,000 pour l'agriculture, et 647,000 pour les *Administrations publiques*.

En 1893, l'assurance obligatoire s'étendait à 18,118,000 ouvriers, et en 1894, à 18,191,000: les ouvriers de l'industrie entraient pour 7,244,000 dans ce total. On peut donc s'attendre à ce que cette assurance englobe sous peu une vingtaine de millions d'assurés (1).

La loi allemande de 1884, instituant le système de l'assurance obligatoire, a été appréciée de façons bien diverses. Pour les uns, on doit repousser le principe d'où elle découle: l'obligation de l'assurance; il y a là, disent-ils, une usurpation des droits individuels par l'État; cette réglementation minutieuse qui prévaut aujourd'hui en Allemagne est un retour à l'ancienne organisation du travail, à laquelle la France a substitué, en 1889, la liberté intégrale et absolue, tant pour l'ouvrier que pour le patron.

Pour les autres, au contraire, malgré ses inconvénients, c'est une loi de progrès: ses avantages se manifestent à un triple point de vue :

1° Tout d'abord, par l'établissement du droit pour l'ouvrier d'être indemnisé dans tous les cas, et par la détermination rigoureuse de l'indemnité, la loi coupe court au procès et rend par suite indifférente la question de preuve :

2° Ensuite par la suppression de la responsabilité individuelle des patrons, elle régularise les charges souvent aléatoires et écrasantes qu'ils étaient obligés de supporter et qui, pour beaucoup, étaient cause d'une ruine irrémédiable ;

3° Au contraire, par l'application du système corporatif,

(1) Ces renseignements statistiques sont empruntés au travail de M. G. Her, secrétaire général du Comité international des accidents du travail. — V. également *Public. Off. Trav.*, décembre 1894.

imaginé comme moyen de réaliser l'assurance obligatoire, elle a fait supporter en somme par l'industrie la charge qui lui revient tout naturellement.

A notre avis, on ne peut nier que cette loi ne présente quelques côtés extrêmement séduisants : en effet, la prime une fois payée, l'industriel est dégagé de toute responsabilité, mais cet avantage, il faut le reconnaître, ne va pas sans de nombreux inconvénients et de graves dangers, car si les patrons sont exempts de responsabilité, ce n'est qu'au prix de lourds sacrifices, de charges bien écrasantes; qu'on en juge par les formalités interminables et vexatoires engendrées par cette loi, par les charges financières excessives qu'elle impose, par la grave atteinte qu'elle porte à la liberté du commerce et de l'industrie, par le mécontentement des ouvriers qu'elle a occasionné, enfin, par l'augmentation du nombre des accidents et des procès, et les mauvais résultats politiques qui en ont été la suite.

1. — Il y a tout d'abord une série de mesures interminables et vexatoires pour les patrons et les associations; les industriels, en effet, sont tenus d'ouvrir leurs portes, et de communiquer leurs livres et registres aux délégués de la direction de la Corporation, quitte à voir leurs procédés de fabrication surpris et révélés; les agents de l'Administration impériale ont les mêmes droits de contrôle à l'égard de l'association elle-même, de sorte que, comme on l'a judicieusement observé, c'est l'œil de cette Administration toute-puissante et inquisitoriale qui est constamment ouvert sur tout ce qui se passe dans le monde industriel; d'un autre côté, les patrons sont obligés de déclarer leurs ouvriers et employés, ainsi que les salaires réels que gagnent ces derniers; en outre, chaque chef d'industrie est en butte aux poursuites de l'Administration qui cherche à l'incorporer de force, s'il refuse de se soumettre à l'assurance obligatoire; on

comprend dès lors les nombreuses plaintes des patrons, soit contre l'application du tarif qu'on veut leur imposer (1), soit contre les exigences inquisitoriales de l'Administration, soit enfin contre l'abus de la paperasserie que l'on pousse à un degré extrême si l'on en juge par les observations de la *Revue Stahl und Eisen*, organe officiel des maîtres de forges allemands (février 1888). « La paperasserie se donne carrière » sans hésiter, y est-il écrit ; la consommation de papier se » compte non pas par kilogrammes, ni même par tonnes, » mais par wagons complets pour chaque Corporation. »

2. — En nous plaçant au point de vue des charges financières qu'entraîne l'application de cette œuvre gigantesque, il est à remarquer qu'elles deviennent de plus en plus lourdes.

Assez faible au début, la charge de l'assurance n'a cessé de progresser, si bien qu'un grand maître de forges du pays annexé a pu dire que les dépenses qui lui ont été imposées de ce fait, ont passé de 18,000 à près de 100,000 francs; de même, le *Moniteur des intérêts matériels*, comparant les comptes des exercices 1886 et 1887, constate que le chiffre des indemnités en 1887 a reçu une augmentation de près de 4 millions de marks, et celui des frais d'administration qui étaient en 1886 de 2,324,294 marks, une augmentation de 572,871 marks.

En 1889, les indemnités se sont élevées à près de 14 millions et demi, et les frais d'administration à 4,211,000 marks.

Les différences entre les années suivantes sont de beaucoup plus importantes.

(1) En 1887, l'Office impérial a vidé 2,033 plaintes concernant les tarifs des risques et 2,700 relatives à l'obligation de l'assurance.

Le total des dépenses s'est élevé :

En 1890, à marks.... ..	39.248.163	En 1893, à marks.....	58.400.000
En 1891 —	46.682.834	En 1894, —	63.062.320
En 1892 —	48.939.605	Soit à francs (1)...	78.827.900

Ces chiffres sont singulièrement éloquentes, et montrent suffisamment combien sont onéreuses les charges de l'assurance obligatoire (2). Ce qui frappe surtout, c'est la proportion énorme des frais de gestion par rapport aux indemnités payées ; ainsi pour l'année 1893, cette proportion est de près de 20 p. cent ; en 1889, les frais d'administration représentaient près du quart des sommes attribuées aux assurés.

Remarquons que, d'après la loi, les ouvriers sont tenus de payer les deux tiers de la prime, et le patron un tiers, pendant les treize premières semaines de l'accident ; or, en 1888, sur 115.000 accidents, il y en a eu près de cent mille qui entraient dans cette catégorie, les quinze mille autres seulement furent à la charge des patrons ; on peut donc dire que cette législation, bien qu'établie en faveur de l'ouvrier, arrive à lui faire supporter une bonne partie des frais qui se traduit, dans ce cas, par le paiement des 2/3 de la prime.

3. — C'est à cela, sans doute, qu'il faut attribuer le mécontentement des ouvriers, et, par suite, les progrès du socialisme en Allemagne.

La manière même dont l'indemnité leur est allouée, est

(1) Compte-rendu financier de l'Office impérial des assurances. V. *l'Economiste français*, n° du 17 mars 1894, et *Bul. de l'Offic. du Travail*. 1896, p. 113.

En 1894, les charges ont été les suivantes :

Indemnités pour accidents.....	54.552.000 fr.
Frais d'administration courante	7.941.000
Frais de procès et divers.....	3.430.000
Versements aux fonds de réserve.....	12.904.000

(2) Depuis le début de l'assurance, les corporations ont payé à titre d'indemnités environ 287.500.000 fr. ; le fonds de réserve est aujourd'hui de 157.500.000 francs (*Amtliche Nachrichten*, an. 1895, p. 229).

un sujet de plainte pour les victimes du travail ; celles-ci n'ont droit, en effet, qu'à une rente viagère, et jamais à une somme une fois payée. La plupart d'entre elles préféreraient évidemment un petit capital qui leur permettrait d'installer un petit commerce ; elles pourraient ainsi vivre beaucoup mieux qu'avec la maigre pension qui leur est accordée (1), et qu'elles tremblent toujours de voir réduire, car la rente n'est nullement définitive : elle est, au contraire, susceptible d'être diminuée, et même retirée si la corporation le juge à propos ; c'est donc pour le blessé l'incertitude de l'avenir ; dès qu'il a reçu son indemnité, il est constamment épié et surveillé, et, s'il vient à se guérir, sa pension peut lui être enlevée, de sorte que, comme l'a remarqué M. Yves Guyot, l'indemnisé est placé dans cette situation bizarre qu'il a intérêt à ne pas se guérir.

D'un autre côté, ce qui est plus grave que tout cela, c'est que tout lien entre le patron et l'ouvrier est complètement rompu. On a substitué, en effet, *la corporation* au chef d'entreprise, de sorte que, comme l'a si bien dit M. Poirrier dans son rapport au Sénat, l'ouvrier blessé n'a plus de rapports avec son patron, il se trouve, au contraire, en présence d'un Comité directeur, « un anonymat », contre lequel il a à lutter, et qui est loin d'avoir les égards qu'avait le petit patron pour ses ouvriers, si bien que « là où les sentiments humains du patron pourraient aplanir bien des difficultés, » on ne trouve que des défenseurs anonymes du coffre-fort. »

4. — C'est peut-être, du reste, à cet anonymat qu'est due l'augmentation croissante du nombre des procès que nous révèle la statistique ; de 14.000, ils se sont élevés à 25.348, de 1886 à 1893, ce qui fait une contestation sur cinq accidents ; de sorte que, depuis cette loi, dont l'un des buts

(1) La moyenne, en 1892, a été de 180 fr., soit un peu moins de 0 fr. 50 par jour.

essentiels était de faire l'apaisement, les assurés sont de plus en plus animés du désir de plaider (1).

5. — De même, toutes les statistiques établissent que les accidents augmentent dans une proportion toujours croissante. Ainsi, M. Yves Guyot constate que, par une simple ironie, l'institution qui devait non seulement réparer, mais encore supprimer les accidents, semble les avoir multipliés ; de 82.386 qu'ils étaient au début de l'application de la loi, ils se sont élevés à 165.000 en 1892, et à 190.744 en 1894, ce qui correspond à une proportion de 36, 37 accidents par 1.000 assurés. Sur ce total, 31.797 accidents seulement ont été indemnisés (2). Il est à remarquer que ce sont surtout les petits accidents qui ont augmenté, ce qui prouve ou bien que l'ouvrier est moins prévoyant qu'auparavant, du moment qu'il a la certitude d'être indemnisé, ou bien que le chef d'industrie se désintéresse quelque peu de son outillage et de la scrupuleuse observation des mesures préservatrices (3).

6. — Quant aux patrons, ils sont loin d'avoir la tranquillité qu'ils rêvaient ; ils ont cru n'avoir plus à soutenir de procès, se basant sur ce qu'ils étaient remplacés par la corporation, mais si les ouvriers ne leur en intentent plus, l'association se charge bien d'y suppléer ; en effet, aux termes de la loi, si le patron a commis une faute, la corporation est en droit de l'obliger à réparer le préjudice qui en résulte ; et il est aisé de comprendre que les concurrents, qui ne tiennent nullement à payer pour un collègue, ne manquent pas de se retourner contre lui aussitôt qu'ils le peuvent.

(1) Le nombre des appels devant l'Office impérial est passé de 3.378 affaires, en 1891, à 5.304, en 1893, soit une augmentation de mille par an.

(2) *Bull. offic. Trav.* 1896, p. 112.

(3) En 1892, on a constaté que sur 100.000 assurés, 349 (au lieu de 109 en 1886), étaient frappés d'incapacité partielle, et 112 (au lieu de 57) d'incapacité temporaire. Par contre, les accidents suivis de mort sont descendus de 70 à 64 et les cas d'incapacité permanente, de 45 à 36 (*Economiste* du 23 juin 1894).

D'un autre côté, l'organisation de l'assurance a fait peser sur eux d'autres charges, qui, pour n'être pas pécuniaires, n'en sont pas moins gênantes et onéreuses ; ainsi, tout d'abord, en ce qui touche l'organisation de l'association, les industriels sont forcés de faire partie du conseil et de s'occuper, sans rémunération aucune, du courant des affaires qui souvent est fort chargé ; la même chose existe aussi pour le tribunal arbitral ; il est vrai qu'ils ont droit à une légère indemnité, mais remarquons combien elle est loin de compenser le désagrément et l'ennui causés à un commerçant par l'obligation d'aller siéger souvent très loin et à différentes reprises, puisque la fonction dure quatre ans.

Ensuite, ces patrons sont tenus d'inspecter les maisons et les livres de leurs collègues ; ces derniers sont ainsi exposés à livrer malgré eux le secret de leurs procédés de fabrication ; rien n'empêche, en effet, l'inspecteur de s'en servir pour son compte personnel, et, pour peu que son intérêt l'y porte, il lui arrivera bien rarement d'oublier ce qu'il a vu chez son concurrent.

7. — D'un autre côté, n'y a-t-il pas à redouter avec cette loi que la liberté du commerce et de l'industrie ne reçoive, par le socialisme d'Etat, une atteinte des plus graves ? Toutes ces charges excessives qui incombent au chef d'entreprise peuvent bien le placer un jour ou l'autre dans une situation d'infériorité réelle vis-à-vis de ses concurrents étrangers ; c'est une bien lourde combinaison qui écrase l'industrie d'un poids énorme dans un moment de concurrence acharnée et à une époque où l'on gêne l'exportation en élevant partout des barrières douanières. Qui nous dit alors que les ouvriers n'en souffriront pas, par suite de l'abaissement des salaires qu'ils seront obligés de subir (1) ?

(1) Voir à ce sujet un article intéressant de M. Raffalovich dans *l'Economiste français* du 1^{er} avril 1893.

Comme on le voit, la loi de 1884 impose à l'Empire allemand une responsabilité des plus grandes, une administration des plus compliquées et des plus onéreuses ; elle encourage en même temps des prétentions et des convoitises dont il sera difficile de rester maître une fois qu'elles seront déchaînées.

8. — Du reste, au point de vue politique, les résultats n'ont guère été plus satisfaisants, et le Chancelier qui, au début, se vantait de combattre le socialisme « en lui empruntant ses propres armes », n'a guère réussi à le désarmer, si l'on en juge par les progrès de ce parti ; en 1884, en effet, les socialistes n'avaient que cinq députés au Parlement, les élections leur avaient donné 300,000 voix environ, M. de Bismarck s'en effrayait ; en 1893, ils ont recueilli plus de deux millions de voix, et actuellement, ils sont au nombre de 45 au Reichstag. A ce sujet, rappelons les paroles que prononçait dernièrement le député socialiste Bebel en pleine Chambre : « Je veux bien l'avouer, si quelque chose a favorisé » l'agitation socialiste, c'est le fait que le prince de Bismarck » s'est, jusqu'à un certain point, déclaré pour nous ; mais, » ajoutait-il ironiquement, en pareil cas, nous sommes les » maîtres, il est l'écuyer. »

Telle est la législation allemande, où le système de l'assurance obligatoire est en vigueur depuis bientôt douze ans, et dont les résultats sont loin de réaliser les espérances que l'on avait fondées sur son application ; aussi en 1892 et en 1893, était-il déjà question d'y apporter certaines modifications.

Le Gouvernement a demandé notamment que l'on tienne compte de la faute ou de l'imprudence commise par la victime, et que l'on diminue en conséquence la pension à laquelle elle a droit ; l'indemnité varierait donc suivant que l'ouvrier blessé aurait une imprudence ou non à se reprocher.

Cette proposition n'a pas abouti ; on a pensé que cette réduction des charges de l'industrie aurait pour résultat de donner cours à de trop nombreuses discussions, et partant d'augmenter le nombre des procès.

Autriche.

La législation autrichienne s'est inspirée de la loi allemande, dont elle a reproduit le principe : l'assurance obligatoire par la corporation ; mais elle a su profiter des leçons de l'expérience, aussi l'a-t-elle perfectionnée sur bien des points.

Avant d'étudier la loi autrichienne de 1887, constatons l'étroitesse du droit commun antérieur qui, aux termes des articles 1305 et 1306 C. civ., ne tenait le chef d'industrie pour responsable que de sa faute personnelle ; le fait de ses préposés n'engageait sa responsabilité que si la victime parvenait à prouver qu'il y avait eu faute de sa part dans le choix de ses employés.

Diverses tentatives furent faites pour modifier cet état de choses ; c'est ainsi qu'en 1877, le Gouvernement déposa un projet de loi établissant la présomption de culpabilité du chef d'entreprise ; ce projet fut rejeté comme insuffisant et de nature à rendre plus tendus encore les rapports entre patrons et ouvriers.

En 1883 (1), le Gouvernement présenta un nouveau projet établissant l'assurance obligatoire ; il réussit à le faire voter

(1) Pendant cette même année, deux lois importantes furent votées le 15 mars et le 17 juin, dans le but de réglementer l'industrie ; la première de ces lois consacre le rétablissement partiel, mais sur des bases nouvelles, du régime des corporations aboli depuis 1859 en Autriche ; la seconde, qui complète la précédente, a créé un corps d'inspecteurs industriels, munis des pouvoirs les plus étendus et chargés de veiller à l'application des décisions édictées principalement en vue de la sécurité et de la protection des ouvriers (Grüner, *Les lois d'assistance en Autriche*, p. 7).

en première lecture, le 7 décembre de la même année, par la Chambre des députés, qui ne put le reprendre en seconde lecture avant la fin de la législature ; la nouvelle Chambre l'adopta le 5 juin 1886, et la Chambre des Seigneurs le 17 février 1887 ; promulguée à la fin de l'année 1887, cette loi n'entra en vigueur que le 28 mars de l'année suivante.

Voici les dispositions principales de cette loi (1) :

1. — D'après l'article 1^{er}, l'obligation de l'assurance est imposée « aux ouvriers et employés occupés dans les fabriques, les usines, les mines non soumises au régime minier, les chantiers de constructions et les carrières ; à ceux qui se livrent à un travail dans lequel on emploie ou produit des matières explosibles, à ceux qui se livrent à une occupation industrielle, agricole ou forestière, dans laquelle on fait usage, d'une manière suivie, de machines à vapeur. » Aux termes de l'article 2, les employés de chemins de fer sont également astreints, pour la plupart, à l'assurance.

Observons tout d'abord que cette loi n'est applicable ni aux marins, ni aux ouvriers occupés dans les mines, ni aux fonctionnaires de l'Etat, des provinces ou des communes, ni aux ouvriers agricoles qui ne travaillent pas avec des machines mues par la vapeur ou un moteur mécanique (2).

Mais l'Autriche n'a pas tardé à suivre les traces de sa devancière, c'est ainsi que *la loi du 10 juillet 1894* vient de compléter la loi de 1887, en étendant le bénéfice de l'assurance obligatoire à différentes catégories de travailleurs, notamment à *tout* le personnel des chemins de fer, à celui des

(1) V. *Ann. législ. étrangère*, 88. p. 443.

(2) La question de l'extension de l'assurance à l'ensemble des ouvriers agricoles est à l'étude depuis 1894. La Commission de l'industrie de la Chambre, chargée d'examiner le projet, est tout à fait favorable à cette nouvelle application de l'assurance. V. *Economiste français* du 13 janvier 1894, p. 35.

entreprises de transport par voie de terre et de navigation intérieure, aux ouvriers des entreprises de dragage, aux égoutiers, aux ramoneurs, aux sapeurs-pompiers, aux machinistes et figurants de théâtre, enfin, à tous les travailleurs du bâtiment qui n'étaient pas encore assujettis à l'assurance obligatoire (1).

L'assurance contre les accidents est donc absolument obligatoire ; tous les entrepreneurs comme tous les ouvriers sont tenus de se conformer aux exigences de la loi de 1887, et les assurances privées sont totalement exclues.

En conséquence, quand un de ces ouvriers est victime d'un accident, il doit lui être servi une rente pendant tout le temps que dure son incapacité de travail, et cela à partir *de la cinquième semaine* de l'accident, et non pas de la treizième comme en Allemagne. Jusqu'à ce moment, c'est la caisse des assurances contre la maladie, créée par la loi du 30 mars 1888, qui est chargée du service des secours.

Telle est la portée de l'assurance, voyons maintenant quels sont ses organes.

2. — La législation autrichienne a admis *le principe de la mutualité*, tout comme sa devancière ; mais à la différence de ce qui existe en Allemagne, où les corporations sont établies par professions avec juridiction territoriale pouvant s'étendre sur tout l'Empire, il n'y a *qu'une corporation par province*, et cette corporation comprend toutes les industries de la province, qu'elles soient similaires ou non.

C'est donc le système de corporations territoriales d'industries *diverses*, qui a prévalu. Le législateur autrichien a pensé que cette organisation régionale donnée aux sociétés, aurait cet avantage qu'elles pourraient beaucoup mieux connaître leurs intéressés, et se tenir au courant, par elles-mêmes, de tout ce qui peut leur survenir.

(1) *Bull. Offic. Trav.* 1894, p. 413.

La base de la division territoriale est *la province* ; il doit y avoir une caisse dans chaque région, et le siège est établi dans la capitale.

Remarquons que ces corporations par province sont loin d'avoir l'importance des associations allemandes ; la loi leur reconnaît bien le droit d'exercer une surveillance sur les établissements industriels par l'intermédiaire d'inspecteurs, mais elle leur refuse celui d'édicter des règlements en vue de prévenir les causes d'accidents : c'est l'administration provinciale qui seule peut prendre ces mesures.

Les diverses exploitations qui composent une corporation sont classées en catégories par le ministre de l'intérieur, d'après la nature des dangers à courir.

Les plus dangereuses sont cotées 100, les autres représentent des chiffres proportionnellement moins élevés, selon les risques qu'elles présentent.

3. — Il est institué, auprès de chaque corporation, *un Conseil d'administration* composé « pour un tiers de représentants des ouvriers, pour un tiers de patrons, et pour un tiers d'élus du ministre de l'intérieur (art. 12) ». C'est ce Comité qui fixe en premier ressort les indemnités qui doivent être accordées aux victimes ; l'appel de ces décisions est fait par devant *un Tribunal arbitral*, dont l'empereur nomme le président ; il est composé, en outre, de quatre assesseurs, dont deux choisis par le ministre, un par les patrons et un par les ouvriers.

Au-dessus des Tribunaux arbitraux, il n'y a pas comme en Allemagne d'Office impérial des assurances, ce sont les *Tribunaux civils* de la région qui sont juges en dernier ressort.

4. — En ce qui concerne l'indemnité, la loi autrichienne s'est appuyée sur les mêmes bases que la loi allemande, sauf quelques particularités : c'est ainsi qu'en cas d'incapacité

absolue de travail, la victime a droit à une rente égale à 60 % de son salaire (au lieu de 66 %).

En cas d'incapacité partielle ou temporaire, le montant de la pension est fixé suivant la nature et la durée de la blessure.

Enfin, en cas de décès, la veuve a droit à la même rente qu'en Allemagne; il en est de même pour les enfants et les ascendants, avec cette double différence que :

1^o Le montant ne peut surpasser 50 % du salaire (au lieu de 60);

2^o Les enfants naturels ont droit au dixième du gain annuel de leur père.

L'indemnité est donc due dans tous les cas, sauf celui où l'ouvrier a intentionnellement provoqué l'accident.

Pour évaluer la rente, on tient compte aussi du salaire annuel de la victime.

5. — Quant à la fixation des cotisations, elle est faite proportionnellement aux salaires des ouvriers et aux tarifs des risques encourus par chaque établissement. C'est le ministre de l'agriculture qui détermine le tarif du paiement de la prime, dont l'ouvrier paie 10 % et le patron le reste (1) (art. 17).

A la différence de ce qui est établi en Allemagne, les Corporations autrichiennes doivent payer chaque année, non pas simplement les rentes, mais bien le capital correspondant au service des secours et pensions (art. 16); on couvre donc ainsi les charges réelles encourues dans l'année. De plus, les caisses d'assurances doivent constituer *un capital de réserve* de 10 % au plus, dont un tiers appartient au fonds

(1) En fait cependant, les patrons paient toute la cotisation, car l'ouvrier n'est astreint au paiement du dixième que s'il gagne plus d'un florin par jour, or il faut remarquer que, dans la plupart des industries, le salaire des ouvriers est plutôt inférieur que supérieur à un florin.

de réserve commun, le reste étant la propriété de chaque caisse spéciale.

6. — Comme on le voit, la législation autrichienne repose sur les mêmes principes que la législation allemande; les seules différences essentielles de ces deux systèmes résident d'une part dans le *mode de groupement* des corporations industrielles, et d'autre part dans le mécanisme financier. L'Allemagne a établi le groupement *corporatif* des industries *similaires*, l'Autriche a préféré l'organisation *régionale* pour toutes les industries d'une même province (1).

D'un autre côté, le législateur allemand s'est contenté de la *répartition annuelle des rentes* (*Umlagenverfahren*), tandis que le législateur autrichien a préféré le système de couverture (*Deckungsverfahren*) qui exige que chaque année les pensions soient liquidées ou constituées en capital (2).

7. — L'assurance obligatoire ne fonctionne en Autriche que depuis le 1^{er} novembre 1889.

En 1891, le nombre des assurés était de 1,370,000, le nombre des accidents indemnisés s'est élevé à 8,784, enfin les dépenses occasionnées ont atteint le chiffre d'environ six millions de francs.

En 1892, on comptait 1,381,000 ouvriers assurés, et

(1) D'après les calculs de l'Office du travail, le groupement corporatif serait *plus onéreux* que le groupement régional; mais les Corporations allemandes possèderaient plus d'avantages que les Corporations autrichiennes, principalement pour la surveillance des usines et la répartition des charges; au point de vue de l'établissement du coefficient des risques, il est relativement plus facile de comparer entre elles deux usines similaires que deux usines absolument différentes.

(2) Le principal reproche adressé à cette combinaison, c'est qu'elle immobilise des capitaux considérables; néanmoins elle est plus équitable que le système allemand, en ce sens qu'elle ne fait pas retomber les charges du présent sur l'avenir. De plus, les intérêts des capitaux ainsi exigés produisent eux-mêmes un certain revenu annuel, car ils finissent par s'accumuler. C'est là la grande supériorité du système de couverture sur le système de répartition annuelle; elle repose entièrement sur le jeu de l'intérêt composé. — V. *Off. du Trav.*, 2^e fascic., p. 97 et s.

9,422 accidents ayant donné lieu à une indemnité, les dépenses se sont élevées à 7,100,000 francs.

En 1893, le nombre moyen des personnes assurées a été de près de 1,500,000; 32,917 accidents ont été déclarés, dont 10,901 motivant indemnité; les charges occasionnées par ces accidents se sont montées à tout près de neuf millions; quant aux dépenses totales, elles ont été de 30,250,000 francs (1).

Norwège.

Après l'Allemagne, après l'Autriche, la Norwège vient d'entrer définitivement dans la voie de l'assurance obligatoire.

Elle est actuellement la troisième nation qui ait substitué au principe de la responsabilité celui du risque professionnel, complété par l'obligation de l'assurance.

Auparavant, la législation norvégienne n'était pas très favorable aux victimes d'accidents, car celles-ci n'avaient droit à une réparation qu'en cas de faute *personnelle* du patron; la faute du préposé ne pouvant être opposée au commettant, celui-ci n'avait pas à en répondre.

Une loi du 7 décembre 1854 avait cependant apporté une double exception à ce principe, pour les ouvriers mineurs d'une part et les employés des chemins de fer de l'autre. En vertu de cette loi, les Compagnies et les patrons étaient responsables du fait de leurs subordonnés.

En 1890, le Gouvernement déposa un projet de loi qui tendait à généraliser l'assurance et à la rendre obligatoire.

Ce projet fut repoussé par les Chambres, et au Congrès de Berne, le délégué norvégien affirmait encore que le système de l'assurance obligatoire était *indéfiniment* ajourné

(1) *Bull. Off. du Trav.*, 1895, p. 423.

dans sa patrie. Les événements ne lui ont pas donné raison : l'assurance obligatoire fonctionne actuellement en Norvège depuis le 1^{er} janvier dernier.

En vertu de *la loi du 23 juillet 1894*, les seuls ouvriers appelés à bénéficier du nouveau régime sont « les ouvriers et employés des fabriques, mines, carrières, chantiers de construction de toute nature. » Le bénéfice de l'assurance obligatoire s'étend, en outre, « aux manœuvres employés à la manutention des fardeaux, aux ramoneurs et aux sociétés de sapeurs-pompiers. » Les ouvriers agricoles sont donc laissés de côté.

L'objet de l'assurance est de réparer le dommage causé par la mort, ou par les blessures, entraînant une incapacité de travail de plus de quatre semaines (comme en Autriche). Les secours alloués à la victime pendant les quatre premières semaines sont supportés par la caisse des maladies ; si l'ouvrier blessé n'est pas assuré contre les maladies, tous les frais sont à la charge du patron.

S'inspirant du projet suédois, la nouvelle loi a institué *un Etablissement national d'assurance*, qui est garanti par l'Etat ; c'est donc par l'intermédiaire de celui-ci qu'a lieu l'assurance. La Caisse de cet Etablissement est alimentée par les cotisations *des patrons* ; comme en Allemagne, les ouvriers ne participent en aucune façon au paiement de ces primes qui sont proportionnelles à la fois aux salaires des assurés et au coefficient de risques de chaque industrie.

Enfin, les indemnités sont fixées, sous forme de rentes viagères ou à temps, sur les mêmes bases qu'en Allemagne ; elles sont payées par mois et d'avance.

CHAPITRE II

Législation française.

De 1880 à 1887, quatorze projets ou propositions de loi concernant la réglementation des accidents du travail, ont été successivement déposés sur le bureau de la Chambre. Toutes ces propositions ont été fusionnées par la Commission parlementaire qui fit voter son projet par la Chambre des députés le 10 juillet 1888. Ce projet n'aboutit pas, le Sénat ne l'ayant adopté que le 22 mai 1890, après lui avoir fait subir d'importantes modifications.

Le 28 juin 1890, M. J. Roche, Ministre du Commerce, déposa à la fois sur le bureau de la Chambre le projet de loi voté par le Sénat, et un autre projet qu'il présentait au nom du Gouvernement.

En 1891, diverses autres propositions furent formulées le 24 janvier par M. Granger, le 26 par MM. Ricard et Guieysse, le 27 par M. Richard, le 2 février par M. Dron, le 9 mars par M. Le Cour, et enfin le 20 juin par M. de Vian.

La Commission chargée d'étudier ces nombreux projets elabora une proposition nouvelle qui fut votée par la Chambre, le 10 juin 1893.

Sur le rapport de M. Thévenet, le Sénat, après une longue discussion, vient de voter avec de profondes modifications le projet de loi de la Chambre, le 25 mars dernier.

Tels sont les différents projets de loi qui ont été discutés

ou votés jusqu'ici. Nous n'avons pas la prétention d'entreprendre l'étude détaillée de chacun d'eux ; nous nous contenterons d'analyser le projet de loi admis par la Chambre en 1893 et celui que le Sénat vient de voter tout récemment. Comme quelques-uns des projets antérieurs procèdent d'un point de départ commun, nous pourrons les classer pour faire ressortir leurs traits essentiels. — Ils se divisent d'eux-mêmes en trois groupes principaux : ceux qui consacrent le renversement de la preuve ; ceux qui substituent au principe de la responsabilité le principe du risque professionnel ; enfin, ceux qui organisent plus particulièrement l'assurance.

SECTION I

Renversement de la preuve.

Le 20 mai 1880, M. Nadaud, député de la Creuse, déposait sur le bureau de la Chambre une proposition de loi établissant à l'encontre du patron une *présomption de faute* dans tous les cas, excepté ceux où l'ouvrier serait en faute. « Quiconque emploie les services d'autrui, disait l'article premier, est tenu de le garantir contre les accidents résultant du travail dans n'importe quel métier, à moins que l'employeur ne prouve que les accidents sont dus à la faute de la victime (1). »

Le 7 mars de l'année suivante, la Commission d'initiative parlementaire prit cette proposition de loi en considération (2). Quelques mois après, le 4 novembre, un deuxième projet,

(1) *Journal Officiel*, documents parlementaires de la Chambre des députés, année 1880, n° 2260. p. 6179.

(2) *J. Off.*, doc. parl. Chambre, an. 1881. p. 1712.

consacrant d'une façon absolue le principe du renversement de la preuve, fut déposé par le même député (1). A ce projet succéda une série d'amendements, présentés par MM. Georges Graux, Remoiville et Girard, et qui avaient tous pour but d'atténuer la proposition primitive.

Ces projets, comme on le voit, établissent une présomption de faute, ou mieux de responsabilité, à l'encontre du patron. L'ouvrier victime d'un accident n'a aucune preuve à faire; la faute du patron est présumée par la loi, mais cette présomption n'est cependant pas *juris de jure*, elle est *juris tantum*, le patron a donc le droit de l'anéantir. Quant à son étendue, elle est loin d'être la même pour tous. La proposition de M. Nadaud est aussi large que possible, elle embrasse *tous* les travailleurs sans distinction. M. Graux exige au contraire de l'ouvrier certaines conditions de résidence dans l'atelier; quant à M. Girard, il n'entend établir cette présomption de faute à l'encontre du patron « qu'en matière d'accidents survenus dans les usines, manufactures, fabriques, chantiers, mines et carrières, chemins de fer, et en outre dans les autres exploitations de tout genre, où il est fait usage d'un outillage à moteur mécanique. »

Le patron, d'après M. Nadaud, ne peut échapper à la présomption édictée contre lui, qu'en démontrant la faute de la victime; les événements dus aux cas fortuits ou à la force majeure restent donc à sa charge. Faisant un pas de plus, M. Graux autorise le patron à prouver que l'accident a eu pour cause un cas de force majeure. M. de Remoiville va encore plus loin : le maître est déchargé de toute responsabilité s'il prouve que toutes les précautions ont été prises pour éviter l'accident.

Ce fut l'amendement de M. Girard que retint la Com-

(1) *J. Off.*, doc. parl. Chambre, an. 1881. p. 1599.

mission chargée d'étudier ces projets. Mais le texte de la Commission ne put être discuté, M. Félix Faure ayant déposé, quelque temps avant la discussion, deux propositions de loi reposant sur un tout autre principe : le risque professionnel.

Ce système du renversement de la preuve fut repris en 1883 par MM. Emile Brousse, Marius Poulet et Brialou. On le retrouve aussi dans le titre premier du projet de loi présenté à la Chambre, le 16 février 1884, par la Commission des accidents du travail, avec MM. Girard et Nadaud comme rapporteurs. Remarquons cependant qu'il est combiné, dans ce projet, avec le principe du risque professionnel, qui fait l'objet du titre second. La discussion eut lieu en mai et en octobre 1884 : à la fin de ce mois, il fut adopté en première lecture par la Chambre ; mais il devint caduc pour n'avoir pu passer en seconde lecture avant la fin de la législature.

La proposition de M. Lockroy, du 2 février 1886, est la dernière qui consacre la présomption de faute du patron avec le renversement de la preuve comme conséquence. Cette proposition n'est guère que la reproduction exacte des dispositions du projet précédent.

Tels sont les différents projets qui admettent le système du renversement de la preuve. Cette théorie, si florissante il y a une douzaine d'années, est aujourd'hui totalement abandonnée pour le système du risque professionnel. On n'a pas tardé, en effet, à reconnaître que la réforme limitée et restreinte à l'interversion de la preuve n'était pas suffisante, et qu'elle ne répondait pas aux besoins de l'industrie moderne ; c'est ainsi que les partisans du renversement de la preuve ont ouvert la voie à la théorie du risque professionnel.

SECTION II

Risque professionnel.

« L'industrie, disait M. Cheysson au Congrès de Milan, » est un véritable champ de bataille qui fait tous les ans de » nombreuses victimes. Jusque dans ces derniers temps, la » réparation de ce dommage était régie par le droit commun ; » mais sous la poussée démocratique qui incline de plus en » plus l'opinion publique du côté des humbles, des petits, » des malheureux, il s'est produit un grand mouvement » pour que cette réparation soit désormais soustraite au for- » malisme de la preuve, à l'aléa judiciaire, et acquise dans » tous les cas au blessé ou à sa famille. De là, l'idée du » *risque professionnel* (1). »

Avant de définir le risque professionnel, et avant d'examiner les différents projets de loi qui le consacrent, il importe de remarquer que le principe de la responsabilité du risque professionnel est un principe absolument nouveau, et que pour l'étudier, il est nécessaire de faire abstraction de toutes les idées reçues jusqu'ici en matière de responsabilité rapp. Tolain. Tous ceux qui l'admettent, en effet, se sont bien plus occupés du but pratique à atteindre que du point de vue juridique (2).

(1) *Revue parlementaire*, février 1895, p. 259.

(2) D'après M. Duché cependant, cette théorie découlerait des articles du Code civil qui consacrent l'obligation de réparer le dommage causé soit par son propre fait, soit par le fait des personnes dont on doit répondre, soit enfin par le fait des choses que l'on a sous sa garde ; « qu'est-ce, en effet, que le risque professionnel, sinon le fait des choses que le chef de l'entreprise a sous sa garde ? » (*Journ. off.*, Doc. parl. Chambre, an. 1887, p. 386.) De même, MM. Félix Faure et Ricard ont vu une application de ce principe dans l'ordonnance de 1681 sur la marine et dans l'article 2 de la loi du 15 juillet 1848. (Séance du 18 mai 1888, *Journ. off.*, p. 1433.)

Suivant M. Pic, ce principe nouveau peut se résumer dans la formule suivante : « La production industrielle exposant le travailleur à certains risques, c'est à celui qui recueille le profit de cette production, c'est-à-dire au patron, que doit incomber l'obligation d'indemniser la victime en cas de réalisation du risque, abstraction faite du point de savoir si le patron a commis une faute susceptible d'engager sa responsabilité (1). »

« Le risque professionnel, dit M. Cheysson, est le risque inhérent à une profession déterminée, indépendamment de la faute de l'ouvrier ou du patron. » De même, pour M. Dejace, professeur à l'Université de Liège, « c'est le risque que court l'ouvrier indépendamment du fait du patron et de sa propre faute grossière. » Avec ce système, il n'est donc plus question, pour la victime d'un accident, de prouver la faute du patron, comme l'exige actuellement la jurisprudence. Quelle que soit la cause de l'accident, à part le cas de faute lourde de l'ouvrier, — et encore, tous les partisans de la nouvelle théorie et tous les projets qui la consacrent ne l'admettent même pas, — celui-ci aura toujours droit à une réparation ; ainsi donc, qu'il s'agisse d'une cause inconnue, du cas fortuit, de la force majeure, de la faute légère, et même (suivant quelques-uns) de la faute lourde de la victime, celle-ci sera toujours certaine d'obtenir une indemnité (2).

Le droit de l'ouvrier, dit-on, résulte de ce qu'il subit un

(1) *Revue parlementaire*, juin 1895, p. 506.

(2) Il faut remarquer que cette indemnité ne comprendra pas *tout* le préjudice qui est causé à la victime ; il serait peu juste, en effet, de traiter le cas fortuit ou de force majeure comme celui de la faute du patron. Le risque se divisera, et la loi fixera d'avance le tarif de l'indemnité ; il y a là, suivant l'expression de M. Poirrier, comme une sorte de transaction et de forfait. Si la loi met à la charge de l'entreprise les accidents survenus aux ouvriers, sans tenir compte des causes qui les produisent, elle ne lui fait supporter, en somme, qu'une partie du dommage. C'est ce caractère transactionnel et forfaitaire qui est la principale raison d'être de cette théorie. (Rapport au Sénat.)

risque inhérent à l'exercice même de sa profession. « Du moment où l'industrie entraîne des risques inévitables, disait M. Tolain dans son rapport au Sénat (1), l'ouvrier ne peut ni ne doit les supporter, aujourd'hui moins que jamais, en présence de l'outillage moderne et des forces qui l'actionnent... Est-ce qu'il n'y a pas une modification considérable dans beaucoup d'industries, entre l'époque où chaque ouvrier était le maître de son outil, le dirigeait lui-même, l'avait dans sa main pour ainsi dire, et celle où s'est introduit dans l'industrie moderne l'outillage mécanique, où l'ouvrier au lieu d'être le maître de son outil n'est pour ainsi dire, qu'un rouage humain surajouté à la machine qui le conduit, qui le domine (2) ? »

De même, dit M. Cheysson, « quand le terrassier travaille avec sa bêche ou avec sa pioche, le bûcheron avec sa hache, l'outil dans ses mains n'est que le prolongement de ses propres organes, et l'on peut admettre à la rigueur qu'il en soit responsable. Mais combien autre est son rôle vis-à-vis d'un haut-fourneau, d'une chaudière, d'un laminoir, de ces appareils formidables, de ces forces irrésistibles, dont le moindre attouchement est mortel ? L'ouvrier n'a plus le choix des outils, il les subit ; c'est au maître qu'incombe la responsabilité de la machine qui tue et blesse ; la machine est sienne, n'en doit-il pas répondre au même titre qu'il entretient ses outils et ses machines en faisant entrer le risque professionnel dans le prix de revient (3) ? »

La plupart du temps, l'accident n'est pas plus imputable à la faute de l'ouvrier qu'à celle du patron, il est dû à un risque inhérent aux conditions mêmes dans lesquelles s'effectue le travail ; c'est aux nouvelles formes de travail employées par

(1) Rapp. du 24 juin 1889. V. rapp. de M. Ricard, p. 111.

(2) Sénat, séance du 12 mars 1889.

(3) *Journal des Economistes*, mars 1888.

l'industrie moderne, qu'il faut attribuer la fréquence des accidents ; par suite des transformations mécaniques et des changements profonds qui se sont opérés dans le courant de ce siècle, l'industrie a créé des risques inconnus jusqu'alors, et a changé la situation de l'ouvrier du tout au tout ; il est de fait, qu'actuellement les travailleurs sont soumis à un bien plus grand nombre de risques qu'il y a cinquante ans. C'est l'exploitation qui crée cet état de choses, dit-on, c'est elle qui cause les risques que court l'ouvrier, dès lors n'est-il pas juste qu'elle soit tenue de les supporter ? Du moment que c'est l'industrie qui occasionne le mal, c'est à elle que doit incomber le soin de le réparer ; c'est pour elle une charge qui doit rentrer dans les frais généraux de l'entreprise au même titre que l'usure des machines. Suivant la formule de Cobden, rappelée à la Chambre dans le cours de la séance du 28 juin 1888, « l'industriel doit faire entrer en ligne de compte, dans son bilan annuel, l'usure de ses constructions, de ses machines... ; à plus forte raison, doit-il agir de même en ce qui concerne les auxiliaires vivants de son industrie, et opérer dans leur intérêt des prélèvements, réguliers sur son revenu, afin de parer à l'usure de la force et aux accidents qui peuvent les atteindre. » (1).

Telle est, dans ses grandes lignes, la doctrine du risque professionnel. Comme le remarque M. Cheysson, à peine formulée, elle a obtenu un succès sans précédent, et a reçu un accueil favorable à peu près partout. « Le risque professionnel, écrit-il, a déjà envahi ou est à la veille d'envahir, j'allais dire, de révolutionner, les Codes de la plupart des pays industriels. » En effet, nous avons vu qu'il était appliqué en Allemagne, en Autriche et en Norvège. C'est également sur ce principe que reposent les projets de loi discutés actuelle-

(1) *Journ. Offic. Chambre. Déb. parl.*, p. 1919.

ment en Italie, en Suisse, en Danemark, en Suède, en Espagne et en Angleterre. Enfin, il a été admis par les différents congrès internationaux des accidents du travail. « Un pays, conclut M. Cheysson, ne peut plus se tenir à l'écart d'un mouvement qui emporte tous ses voisins et se cantonner dans un système suranné. »

Il faut cependant reconnaître que cette doctrine compte encore, à l'heure actuelle, de nombreux adversaires, parmi lesquels on peut citer MM. Yves Guyot, Léon Say, Leroy-Beaulieu (1). Tout d'abord, selon ces auteurs, les statistiques révéleraient une aussi grande proportion d'accidents dans les *anciennes* entreprises que dans les industries modernes (2). Les accidents, ajoutent-ils, diminuent de jour en jour et sont moins fréquents actuellement qu'à l'origine ; d'après ces économistes, si les conditions du travail changent, c'est pour devenir moins dangereuses. Ils objectent enfin que les ouvriers sont rétribués en raison du danger qu'ils courent et que le risque est compris dans le salaire (3).

Quoiqu'il en soit de ces critiques, le principe du risque professionnel n'en est pas moins presque universellement admis, à l'heure actuelle, aussi peut-il être considéré comme acquis.

Il faut cependant reconnaître que son application donne lieu à de sérieuses difficultés relativement à l'interprétation qu'il convient de lui donner. Quelles limites exactes lui assigner au juste ? Si le législateur l'applique uniquement à certaines catégories d'ouvriers, on est en droit de l'accuser de créer une situation privilégiée aux uns et de rester indifférent aux malheurs des autres ; la loi, en effet, doit être égale pour

(1) *Revue politique et parlementaire*, n° 5, p. 285.

(2) Valleroux. *Le contrat de travail*, p. 300.

(3) Nous avons déjà vu ce qu'il faut penser de cette objection invoquée aussi par les adversaires de la responsabilité contractuelle. *Supra*, p. 90.

tous. D'autre part, en étendant le risque professionnel à *tous* les ouvriers et employés, on se heurte à des inconvénients pratiques fort graves, car les charges et les frais seront considérables et peseront lourdement sur les petits patrons qui seront bien souvent dans l'impossibilité d'y faire face avec leurs propres ressources. En outre, où s'arrêter dans cette voie si périlleuse ? On aura beau faire, il y aura toujours des mécontents.

D'un autre côté, quelle étendue doit-on assigner à la responsabilité du patron ? Quels risques convient-il de mettre exactement à sa charge ?

Il n'y a pas de difficulté, lorsque la victime a *intentionnellement* provoqué l'accident : aucune indemnité ne peut alors lui être attribuée : tous les partisans du risque professionnel et tous les projets de loi qui le consacrent admettent cette exception. Mais cet accord n'existe plus lorsqu'il s'agit de la *faute lourde*, soit de l'ouvrier, soit du patron. Cette question, qui, suivant M. Ricard, « est une de celles qui ont fait dépenser le plus d'encre et de salive dans les temps modernes, » a fait l'objet de vives discussions tant à la Chambre qu'au Sénat et dans les différents Congrès des accidents du travail (1). Selon les uns, on doit laisser à chacun la responsabilité de sa faute, et la faute lourde doit être régie par les règles du droit commun ; partant, l'ouvrier n'aura droit à aucune indemnité toutes les fois qu'il aura une faute de ce genre à se reprocher : il en sera de même pour le patron, s'il commet une pareille faute, il pourra être condamné à la réparation totale de l'accident, en vertu de l'article 1382. D'autres, au contraire, ne faisant aucune exception ni aucune réserve, considèrent les fautes lourdes de l'ouvrier ou du patron comme des ris-

(1) La nécessité de maintenir la notion de la faute lourde a été exposée au Congrès de Milan par M. Dejace ; mais aucune décision relative à cette question n'a été prise par le Congrès.

ques inhérents à la profession : le risque professionnel doit les comprendre aussi bien que les cas fortuits ou de force majeure. Ce système, comme nous l'avons vu, est celui que sanctionnent les législations allemande, autrichienne et norvégienne. Enfin, une opinion intermédiaire propose une transaction aux termes de laquelle la faute lourde de la victime ne la priverait pas du droit à une indemnité, mais donnerait aux Tribunaux le droit de réduire cette dernière avec limitation suivant les uns, et sans limitation suivant les autres.

En ce qui concerne *les fautes légères* de la victime, provenant soit d'un excès de fatigue, soit d'une défaillance due à la répétition quotidienne du travail dangereux, on s'accorde généralement à les mettre à la charge de l'entreprise. Comme l'observe M. Tolain dans son rapport au Sénat, « ces fautes étant en quelque sorte fatales, le patron a dû prévoir que ses ouvriers en commettraient, la réparation de leurs conséquences rentre donc normalement dans la notion du risque professionnel. »

Voyons maintenant comment toutes ces difficultés ont été résolues par les différents projets de loi qui ont été successivement discutés ou votés tant à la Chambre qu'au Sénat. C'est à M. Félix Faure que doit être attribuée la paternité du risque professionnel. C'est, en effet, dans sa proposition de loi du 10 février 1882 qu'est apparu pour la première fois ce principe qui, depuis cette époque, n'a cessé de figurer dans les différents projets soumis à la Chambre et au Sénat (1).

(1) « Dans la plupart des cas, dit l'exposé des motifs (*J. Off. documents parlementaires. Chambre, février 1882, p. 357*), il n'y a à proprement parler ni faute du patron, ni faute de l'ouvrier. Tout travail a ses *risques*, les accidents sont la triste mais inévitable conséquence du travail même ». — La présomption de faute, aux yeux de M. Félix Faure, est insuffisante ; il faut poser un principe général, créer une responsabilité universelle. C'est, en effet, le travail qui est responsable de tout accident frappant l'ouvrier dans l'usine et sur le chantier, c'est donc le patron qui doit en supporter les charges dans une mesure limitée et fixée à l'avance. « Toute exploitation au service de

L'article 1^{er} de cette proposition déclare responsable de plein droit, mais dans des limites variables suivant les cas, le chef de toute entreprise industrielle, commerciale ou agricole, « du dommage causé à tout ouvrier ou employé tué ou blessé dans le travail, soit que l'accident qui a amené la mort ou les blessures provienne du bâtiment, de l'installation de l'entreprise ou de l'outil employé, soit qu'il provienne du travail lui-même. »

Il n'est fait d'exception à cette règle que « pour les faits criminels ou délictueux, dont l'auteur reste responsable suivant les principes du droit commun. » L'imprudence ou la faute de la victime ne supprime donc pas la responsabilité du patron. « L'ouvrier, disait M. Félix Faure, doit être protégé contre sa propre négligence, car la répétition d'un travail dangereux l'habitue insensiblement à négliger les précautions nécessaires : c'est au patron qu'il appartient de le défendre contre lui-même, et il peut toujours le congédier s'il se heurte à un refus d'obéissance. »

Remarquons, d'ailleurs, que cette proposition limitait cette responsabilité du patron, en établissant une sorte de tarification proportionnée à la gravité de l'accident et basée sur le salaire de l'ouvrier, de façon à permettre au patron de pouvoir calculer à l'avance les charges que lui imposerait ce risque (1).

laquelle un accident se produit, doit supporter les conséquences de cet accident. C'est là peut-être un principe nouveau, mais c'est un principe basé sur l'équité et sur l'expérience. De même que l'exploitation supporte l'usure et la destruction de son matériel, l'amortissement de son outillage, de même qu'elle supporte les risques d'incendie, de responsabilité civile et tant d'autres, de même une exploitation doit supporter les conséquences des accidents qui s'y produisent. Cette responsabilité est une des chances malheureuses de l'entreprise. » (*J. Off.*, débats parlement. Chambre, séance du 8 mars 1883, p. 525).

(1) Les principaux adversaires de la nouvelle théorie furent MM. Peulevey, Graux et Frédéric Passy. Ils combattirent surtout la généralité des termes de l'article 1^{er} ; le projet, d'après eux, n'aurait dû s'appliquer que dans les cas où il est fait usage de machines à vapeur, ou de moteurs mécaniques, parce que là seulement il y avait une situation nouvelle créée à l'industrie (*Débats parlement., Chambre, an. 1883. p. 567 et suiv.*).

L'idée de la responsabilité du risque professionnel apparaît d'une façon plus nette encore dans le contre-projet présenté, le 10 mai 1883, par MM. Girard, Reyneau et Escanyé. Dans certaines industries limitativement déterminées (principalement les industries mécaniques), le chef de l'entreprise, — outre la responsabilité qui lui incombe aux termes du droit commun, — encourt « vis-à-vis des personnes qu'il emploie une responsabilité spéciale à raison du risque professionnel, et doit en conséquence, dans les limites de la présente loi, venir en aide à tout ouvrier ou employé victime d'un accident dans l'exécution de son travail. » Art. 1^{er}. Comme dans la proposition précédente, la victime n'est déchuë du droit qui lui en a été ainsi accordé, que si « elle s'est intentionnellement exposée à l'accident. » (Art. 2).

Le projet de loi présenté par la Commission, le 16 février 1884, avec MM. Girard et Nadaud comme rapporteurs, ne pose de règles nouvelles que pour les industries où il est exclusivement fait emploi de moteurs mécaniques. Le titre I^{er} maintient la responsabilité de droit commun en admettant cependant le renversement de la preuve. Le titre second qui n'est que la reproduction du contre-projet précédent, établit la responsabilité spéciale en vertu du risque professionnel en la limitant « au chiffre des pensions et secours alloués actuellement par la caisse d'assurances en cas d'accidents, créée par la loi du 11 juin 1868, lorsque la prime annuelle est de 8 francs. » Au cours de la discussion de ce projet qui eut lieu les 20, 21 et 22 octobre 1884, le Gouvernement, par l'organe de M. Ribot, fit entendre qu'il espérait arrêter un texte d'accord avec la Commission dans l'intervalle compris entre la première et la seconde lecture (1). Le projet fut voté dans son ensemble, sauf quelques modifications : l'article 1^{er} notam-

(1) *J. off.*, Déb. parlem., Chambre, 1884, p. 2063 et 2075.

ment fut retiré par la Commission et l'ancien article 2 devint l'article 1^{er} : la responsabilité de droit commun disparaissait donc ainsi du projet.

Le 3 mars 1884, le Gouvernement ayant chargé une Commission extra-parlementaire d'élaborer un nouveau projet, celle-ci se contenta de reprendre les principes de la loi que venait de voter la Chambre. Ce projet fut présenté, au nom du Gouvernement, par M. Rouvier, le 24 mars 1885 ; la présomption de responsabilité du patron était cependant mise de côté, il n'était question que du risque professionnel ; mais, contrairement à tous les projets antérieurs qui contenaient en eux-mêmes l'énumération complète des entreprises présentant un risque professionnel, l'article 2 de ce projet laissait le soin d'établir cette énumération à un règlement d'administration publique (1). Ce projet ne put être voté qu'en première lecture ; la Chambre étant arrivée à la fin de sa législature, la seconde délibération ne put avoir lieu.

Le projet du Gouvernement, présenté par M. Lockroy, le 2 février 1886, reproduit exactement les dispositions précédentes, en rétablissant cependant la présomption de faute du chef de l'entreprise (2).

Le titre I^{er} est relatif à la responsabilité de droit commun ; quant au titre II intitulé « du risque professionnel et de l'assurance obligatoire, » il ne fait que reproduire l'ancien projet de M. Rouvier. L'article 3 dispose qu'il y a risque professionnel « dans les industries où, soit à raison des moteurs, des matières employées ou fabriquées, l'ouvrier est exposé à un accident dans l'exécution de son travail. » Il est à noter qu'aux termes de l'article 9, « les indemnités dues à raison du risque ne se cumulent pas avec l'indemnité qui pourrait être accordée en vertu de l'article premier. »

(1) *J. off.*, Documents parlem., Chambre, 1885, p. 430.

(2) *J. off.*, Documents parlem., Chambre, 1886, annexe, n° 395.

Comme on le voit, la plupart de ces propositions de loi instituent deux sortes de responsabilité ; elles maintiennent d'une part la responsabilité *de droit commun*, mais en présupposant une faute contre le chef de l'entreprise à moins qu'il ne fasse la preuve contraire, et elles instituent d'autre part une responsabilité *spéciale* à raison du risque professionnel ; celui-ci n'est donc pour ainsi dire que la partie d'un tout ; à côté, il y a la responsabilité de droit commun avec présomption de faute contre le patron. Il y a, comme l'a remarqué M. Duché, juxtaposition de deux responsabilités différentes, ou plus exactement démembrement de la responsabilité.

Dans le projet qui fut présenté à la Chambre par M. Duché, le 28 novembre 1887 (1), il n'est plus question de cette distinction entre la responsabilité ordinaire et le risque professionnel, car, disait le rapporteur, il est inutile et dangereux de démembrer la responsabilité. Cette responsabilité du risque professionnel est donc ici le tout, et non plus la partie d'un tout, et constitue l'application même du droit commun. Ce fut ce projet qu'adopta la Chambre des députés, à la date du 10 juillet 1888, en deuxième délibération. Cette loi, qui pose le principe de la responsabilité absolue du patron, dans tous les cas et sans distinction, contient dans son article premier la disposition suivante : « Tout accident » survenu dans leur travail aux ouvriers et employés occupés » dans les usines, manufactures, chantiers, entreprises de » transports, mines, minières, carrières et, en outre, dans » toute exploitation où il est fait usage d'un outillage à » moteur mécanique, donne droit, au profit de la victime ou » de ses ayants-droit, à une indemnité dont l'importance et » la nature sont déterminées ci-après. Cette indemnité est à » la charge du chef d'entreprise, *quelle qu'ait été la cause de l'accident.* »

(1) Doc. parlem. Chambre, 1887, p. 386.

Tout accident donne donc droit à une indemnité, le patron est responsable dans tous les cas ; il n'est libéré ni par le cas fortuit, ni par la force majeure, ni même par l'imprudence ou la faute lourde de l'ouvrier. La Chambre ne faisait de réserve qu'au cas où la victime avait *volontairement* provoqué l'accident. En outre, l'article 1382 était applicable si le patron était condamné à plus de huit jours de prison, à raison de l'accident.

Le 20 mai 1890, après de longues discussions, le Sénat vota un projet de loi dont l'article premier était ainsi conçu :
« Dans toute entreprise où le travail sera reconnu dange-
» reux, le chef d'entreprise est responsable de tout accident
» survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail à
» ses ouvriers ou employés, à moins qu'il ne prouve que
» cet accident est survenu par la faute lourde de la
» victime. »

Comme on le voit, les deux projets votés par chacune des Chambres sont d'accord sur le principe même du risque professionnel, mais il existe de profondes divergences entre ces textes. C'est ainsi que la Chambre des députés a préféré insérer dans l'article 1^{er} de son projet la détermination limitative des entreprises soumises à la nouvelle loi. Le projet du Sénat, au contraire, ne vise que les industries où le travail sera reconnu dangereux, et laisse à un règlement d'administration publique le soin de définir quels sont les établissements dangereux. En outre, la question de la faute lourde est tranchée par le Sénat, contrairement au système admis par la Chambre. Tout d'abord, en effet, la faute lourde de l'ouvrier est reconnue, car si le patron la prouve, il n'est tenu à aucune indemnité. Si c'est, au contraire, le maître qui a commis une faute de ce genre, l'article 1382 reprend alors son empire, et la réparation comprendra la totalité du dommage causé (art. 1^{er}, § 4). L'indemnité n'est donc à la charge du

chef d'entreprise que si l'accident est dû au cas fortuit, à la force majeure, à la faute légère ou à une cause inconnue.

C'est cette solution que consacre le projet déposé à la Chambre le 28 juin 1890, par M. Jules Roche, au nom du Gouvernement (1). La faute lourde de l'ouvrier lui fait perdre tout droit à une indemnité, et celle du patron lui fait encourir la responsabilité de tout le préjudice. L'appréciation de cette faute doit être faite par les Tribunaux d'après les principes du droit commun. Le projet du Gouvernement recourt en outre au système adopté par le Sénat pour définir les établissements dangereux ; il laisse à un règlement d'administration publique le soin de fournir cette énumération.

Suivant la proposition de loi présentée par M. Le Cour le 9 mars 1891 (2), les articles 1382 et suivants du Code civil cessent d'être applicables ; il n'y a lieu de faire aucune distinction entre les fautes de l'ouvrier et celles du patron. « Il y a là pour l'ouvrier et le patron, dit l'exposé des motifs, une sorte de compensation qui se traduit, pour le premier, par l'assurance de toujours recevoir une indemnité, et pour l'autre, par la certitude de ne jamais payer une indemnité double. » Le projet dispose, en conséquence, que la faute lourde de l'ouvrier entraîne la responsabilité du patron, et que, par contre, la faute lourde de ce dernier n'a pas pour effet d'aggraver sa responsabilité.

Ajoutons, en terminant, que c'est sur le risque professionnel qu'est basé le projet de loi voté par la Chambre le 10 juin 1893, et que ce principe constitue le point de départ du texte admis par le Sénat, le 25 mars dernier.

(1) *Journ. off.*, 1890, Chambre, Doc. parlam., n° 745, p. 1425.

(2) *Journ. off.*, Chambre, Doc. parlam., n° 73, p. 268.

SECTION III

Assurance.

La plupart des projets qui ont été discutés ou présentés s'occupent de la question de *l'assurance des ouvriers contre les accidents*. Mais avant de passer en revue ces différents projets, il nous faut examiner brièvement le fonctionnement actuel de l'assurance en France.

L'*assurance*, envisagée à un point de vue général, est, d'après M. Blanche, « un contrat aléatoire par lequel, moyennant un prix convenu, une partie, nommée assureur, s'engage envers l'autre partie, l'assuré, à lui payer, à lui ou à ses ayants-droit, au cas de réalisation d'un événement à prévoir, une somme qui est déterminée à l'avance ou qui sera fixée sur l'appréciation du dommage causé par l'événement en vue ou en crainte duquel le contrat a été passé (1). »

Moyennant le paiement d'une *prime*, l'assureur s'engage à réparer un préjudice souffert par le versement d'une indemnité convenue. L'idée qui se dégage de cette définition, c'est que l'assurance a, en réalité, pour objet « de compenser les effets du hasard par la *mutualité* organisée suivant les lois de la statistique (2). »

On répartit ainsi entre un grand nombre d'individus les pertes éprouvées par quelques-uns d'entre eux.

L'assurance contre les accidents est celle qui a pour but d'indemniser soit l'assuré lui-même, soit la personne au profit de laquelle le contrat a été passé, soit les ayants-droit de l'un

(1) *Dict. d'adm.*, v^o Assurance.

(2) Chaufon, *Traité des assurances*, t. 1, n^o 107.

ou de l'autre, des conséquences pécuniaires résultant des accidents (1). Cette institution est d'origine relativement récente, elle n'existe guère que depuis un demi-siècle. C'est en 1847 qu'elle a fait sa première apparition en Angleterre et aux Etats-Unis ; en France, c'est en 1865 seulement que fut créée la première compagnie d'assurances contre les accidents, *la Sécurité générale* ; mais, depuis 1874, des compagnies nouvelles se sont établies sur tout notre territoire, et à l'heure actuelle elles ont acquis un développement considérable qui prend chaque année une plus grande extension.

Les différentes formes d'assurance contre les accidents auxquels les ouvriers sont exposés dans l'exercice de leur profession sont : 1° l'assurance individuelle par l'ouvrier ; 2° l'assurance collective ; 3° l'assurance de responsabilité par le patron ; enfin 4° l'assurance par l'Etat.

1. — *L'assurance individuelle* a pour objet, suivant la définition qu'en donnent MM. Agnel et de Corny, « de garantir le signataire de la police contre les conséquences des accidents corporels provenant directement d'une cause violente, extérieure, involontaire, et de lui payer, en cas de blessures, les indemnités stipulées dans la police » (2). Cette forme de prévoyance est d'un usage peu fréquent chez les ouvriers qui, vivant au jour le jour, ne se résignent que difficilement à abandonner, sans y être obligés, une partie de leurs salaires, en vue d'un préjudice qui peut-être ne naîtra jamais.

Les primes que paie l'assuré varient suivant la nature des risques qu'il court et suivant l'importance du chiffre des indemnités garanties. De même, l'indemnité versée n'est pas toujours la même, tantôt elle consiste en une rente viagère, tantôt en un capital.

(1) V. *Pand. Rep.* V° Assurance p. 663 et s. — *Dalloz. Rep. Supp.* V° Ass., terrestres, p. 670 et s. — *Pal. Rep. gén. du droit fr.*, eod. verbo, n° 507.

(2) *Man. des ass.*, n° 513.

Pour avoir droit à cette indemnité, l'assuré doit remplir certaines obligations qui sont en général les suivantes : il doit tout d'abord payer sa prime dans les délais fixés par la police ; il est tenu, en outre, d'informer l'assureur des changements survenus dans son risque, et de déclarer (ordinairement dans les 48 heures), l'accident qui lui est arrivé ; il doit enfin réclamer à la compagnie la somme à laquelle il a droit, dans le délai qui est déterminé par la police, sinon son action en indemnité sera prescrite, faute d'avoir été intentée en temps voulu.

Quant à l'assureur, il garantit les risques prévus par la police d'assurance, et il est obligé d'en fournir la réparation.

2. — *L'assurance collective*, contractée par le patron, a pour but « de procurer des indemnités, dont le chiffre est déterminé par la police, à ses ouvriers ou à ses employés qui, dans l'exercice de leur profession, sont victimes d'accidents leur occasionnant des blessures, et provenant d'une cause extérieure, violente et involontaire » (1).

Le patron assure ainsi en bloc tous ses ouvriers contre les accidents auxquels leur travail les expose.

A) Il peut tout d'abord les assurer *avec ses propres fonds*, sans leur faire subir aucune retenue sur leurs salaires. Il y a là un don gratuit, un acte de bienfaisance de la part du patron à l'égard de ses ouvriers.

Faut-il en conclure, ainsi que le font certains auteurs, que cette assurance collective ne confère à l'ouvrier aucun droit contre la compagnie assureur ? Doit-on dire que celui-ci ne saurait être admis, à aucun titre, à exercer une action directe contre la compagnie d'assurances, sous prétexte qu'il ne peut justifier d'aucune retenue sur ses salaires ? (2) Nous ne le croyons pas ; on peut voir, en effet, dans la convention

(1) *Pandectes*, Rep., V^o assurance contre les accid., n^o 188, p. 678.

(2) V. *Pandectes*, V^o cit., n^o 195.

passée avec la compagnie une stipulation pour autrui qui sert de base à l'action directe de l'ouvrier. Celui-ci, sans doute, n'a pas contribué au paiement de la prime, mais il n'en est pas moins fondé à accepter la stipulation qui est ainsi faite à son profit (1). Comme l'observe judicieusement M. Poncet (2), « il est admis que la stipulation pour autrui devient efficace toutes les fois que le stipulant a *un intérêt* appréciable en argent à l'exécution de l'engagement pris par l'autre partie. » Or, le patron a un *intérêt* évident à ce que la compagnie d'assurances indemnise la victime de l'accident, surtout si sa responsabilité est engagée, car la somme que versera la compagnie à l'ouvrier viendra s'imputer sur celle qu'il doit payer lui-même. En supposant même que la responsabilité du patron ne soit pas en jeu, ne peut-on pas dire, avec MM. Aubry et Rau, que « le désir qu'a le maître de réparer un dommage qui ne serait pas imputable à faute, doit être considéré comme ayant une cause intéressée juridiquement suffisante ? » (3) Le patron, d'ailleurs, a un certain intérêt à ce que ses ouvriers soient garantis contre les risques de leur travail : la sécurité qui résulte de l'assurance contribuera évidemment à maintenir la bonne harmonie indispensable à la prospérité de son établissement ; l'assurance, en outre, facilite le recrutement de son personnel et diminue les chances qu'il a d'être actionné en responsabilité civile à raison des accidents survenus pendant le travail professionnel. « Cette thèse admise, dirons-nous avec M. Poncet, il faut en conclure que l'ouvrier a le droit d'accepter le bénéfice de la stipulation faite à son profit et a le droit d'agir directement contre la compagnie d'assurances pour en réclamer l'exécution. »

La victime de l'accident pourra-t-elle contraindre son

(1) En ce sens : Trib. civ. Nancy, 29 juin 1895, *Rec. Nancy*, 95, p. 245.

(2) Dalloz, 93. II. 265, *ad notam*.

(3) T. IV, § 297, p. 11.

patron à lui payer l'indemnité stipulée à son profit? Une jurisprudence constante lui refuse ce droit, avec raison selon nous, puisque l'ouvrier ne participe pas au paiement de la prime. « Attendu, dit en effet un arrêt de la Cour de Douai, qu'il n'est pas possible de prétendre qu'il a existé entre les ouvriers et le patron *un contrat*, et de considérer ce dernier comme le mandataire des premiers, tenu, en conséquence, de rendre compte de l'exécution du mandat, ainsi que des autres obligations du mandataire; qu'en accomplissant *exclusivement avec ses propres fonds* le service de l'assurance, le patron a accompli *un acte bénévole*, qui ne peut créer à son encontre *aucune obligation de faire* au profit de ceux qui sont destinés à en recueillir le bénéfice; attendu que, même en admettant que l'assurance collective puisse être considérée comme une gestion d'affaires, le gérant ne serait pas encore obligé à procurer aux ouvriers le bénéfice de l'exécution du contrat passé avec la Compagnie; qu'il suffirait, en effet, de les mettre à même de poursuivre l'exécution du contrat (1). »

B) Le chef d'industrie peut au contraire faire participer ses ouvriers au paiement de la prime, en opérant *des retenues sur leurs salaires*.

Dans ce cas, quelle est la nature de ce contrat ?

Quels droits confère-t-il à la victime vis-à-vis de la Compagnie et vis-à-vis du patron ?

Tout d'abord, l'action à laquelle l'assureur est assujéti appartient-elle exclusivement au patron, ou bien peut-elle être exercée par l'ouvrier *contre la Compagnie d'assurances* ?

Il est évident que rien ne s'oppose à ce que l'ouvrier agisse contre la Compagnie, en exerçant les droits du patron conformément à l'article 1166 C. civ. (2). Vainement aurait-

(1) Du 24 décembre 1889, D. 93. 1. 375, note *a*. En ce sens : Grenoble, 7 avril 1892, D. 93. II. 265; Trib. civ., Nancy, 16 mars 1892 (affaire Spurck). — *Pandectes*, Rép., V° cit., n° 148.

(2) Douai, 15 fév. 1886. P. 87. 1. 569; Trib. civ., Seine, 30 av. 1895. *Droit*, 19 juillet 1895.

il été stipulé dans la police que « dans aucun cas, la Compagnie ne peut être mise en cause ou actionnée par un sinistré. » Une pareille clause doit être considérée comme dépourvue de sanction, un débiteur ne pouvant, en effet, convenir valablement avec son créancier, que les créanciers de ce dernier n'invoqueront pas l'article 1166 (1). — Remarquons que la victime pourra se voir opposer les exceptions et compensations dont la Compagnie pourrait se prévaloir contre le patron lui-même, et qu'elle subira en outre le concours de tous les créanciers de celui-ci.

L'ouvrier a-t-il aussi contre l'assureur une action *directe* en paiement de l'indemnité? Cette question a donné lieu à une importante controverse, au sujet de laquelle les systèmes les plus divergents se sont produits.

Dans une première opinion, on refuse à l'ouvrier le droit d'agir *directement* contre la Compagnie d'assurances, avec laquelle, dit-on, il n'a pas traité, qu'il ne connaît même pas et qui n'a pas d'action contre lui pour le paiement de la prime (2).

Cette théorie n'a cependant pas été admise par tout le monde, on peut citer un grand nombre de décisions de tribunaux qui ont refusé de la consacrer, sous prétexte que c'est l'ouvrier qui a fourni les fonds de l'assurance. Ce second système, qui est celui de la Cour de Cassation et de la plupart des Cours d'appel, se prononce, avec raison selon nous, dans le sens de l'existence d'une action directe au profit de la victime. Pour justifier cette solution, la Cour suprême se base sur la théorie *de la gestion d'affaires* (art. 1372 C. civ.).

(1) Chaufon, *Et. théor. et prat. sur les Ass.*, t. II, p. 321.

(2) Labbé, *notes sous Cass.*, 1^{er} juillet 1885, sous Paris, 30 oct. 1885. — Toulouse, 16 av. 1886 et Caen, 30 juin 1886, cités plus loin. — Lyon-Caen, *Revue crit.*, 1882, p. 523. — Sauzet, *Rev. crit.*, 1886, p. 395. — De Courcy, *le Droit et les ouvriers*, p. 111. — En ce sens : Rouen, 25 juillet 1881, P. 82. 1. 586. — Grenoble, 3 janvier 1885, P. 87. 1. 975. — Paris, 4 avr. 1884, P. 84. 1. 491.

C'est ainsi qu'il ressort de son arrêt du 1^{er} juillet 1885, que la convention intervenue entre la Compagnie d'assurances et l'entrepreneur, doit être considérée comme « constituant au regard des ouvriers une véritable gestion de l'affaire d'autrui dans le sens de l'article 1372, et comme ayant été ratifiée et exécutée par l'ouvrier blessé, au moyen du paiement des primes (1). » Le maître, en contractant avec la Compagnie a donc fait l'affaire de ses ouvriers, et ceux-ci ayant ratifié cette gestion, il s'est établi un lien de droit entre eux et la Compagnie.

L'idée de gestion d'affaires a été rejetée, non sans raison croyons-nous, par M. Labbé (S. 85. I. 409, *ad notam*). « Nous ne nions pas, écrit l'éminent jurisconsulte, que le patron ait fait dans un sens vague l'affaire de ses ouvriers ; mais nous contestons que de toute gestion de l'affaire d'autrui résulte l'acquisition au *dominus negotii* du droit négocié par le gérant spontané. Pour que le gérant d'affaires fasse acquérir au géré le droit par lui stipulé, il faut qu'il ait, comme le mandataire, agi *au nom d'autrui* (art. 1372, 1984 C. civ., et 94. C. Com.). » Or, dans l'espèce, quand un patron contracte une assurance en faveur de ses ouvriers, il agit *en son nom propre et pour son propre compte*. C'est pourquoi la solution ne paraît pas à l'auteur précité commandée par les principes du droit.

Dans un autre système qui nous semble beaucoup plus logique, on décide que l'assurance collective, contractée par le patron dans l'intérêt des ouvriers qu'il emploie, constitue *une stipulation pour autrui*, autorisée par l'article 1121

(1) S. 85. I. 409. Toulouse, 16 av. 1886, S. 87. II. 89 ; Caen, 30 juill. 1886, P. 88. I. 674 ; Rennes, 22 mars 1887, P. 87. II. 196 ; Grenoble, 9 mai 1888, *Loi* du 14 nov. 1888 ; Amiens, 24 mars 1888 et 9 janv. 1889, *Journ. aud.*, Amiens, 1889, p. 10 ; Montpellier, 5 mai 1888, D. 88. II. 292 ; Dijon, 11 juillet 1890, D. 91. II. 237 ; Nancy, 22 av. 1893, *Gaz. Pal.*, n° 14-15 juin 1894 ; Trib. civ. Bordeaux, 4 mars 1895, *Rec. Bord.* 95. II. 60.

C. civ. (1). Le patron, dit-on, a stipulé pour ses ouvriers, en faisant pour lui-même le contrat. La loi permet au tiers bénéficiaire de la stipulation pour autrui, accessoire d'un contrat principal, d'en accepter le bénéfice, en lui donnant un droit de créance contre le promettant (2); or, l'ouvrier accepte précisément le bénéfice de la stipulation, en subissant la retenue de la prime faite sur son salaire par le chef d'entreprise. Il en résulte qu'il devient ainsi créancier de la Compagnie, et qu'il a par suite une action directe contre elle, pour la faire condamner à lui fournir l'indemnité convenue.

M. Labbé a soulevé une objection contre cette doctrine : « le législateur, dans l'article 1121, dit-il, suppose que le promettant s'est obligé sans réserve à procurer à autrui le bénéfice convenu, et qu'il lui est indifférent d'avoir tel ou tel créancier ; mais l'article 1121 ne sera pas applicable au cas où le promettant aurait exprimé la volonté de n'avoir pour créancier que le stipulant et non le tiers avec lequel il ne contracte pas. »

Il y aurait lieu de s'arrêter à cette objection, répondrons-

(1) Trib. civ. Versailles, 19 janv. 1883, S. 84. II. p. 90 ; Nîmes, 24 av. 1882, P. 83. I. 999 ; Paris, 30 oct. 1885, S. 86. II. 49 ; Paris, 22 juin 1895, *Gaz. Pal.*, 95. II. p. 306 ; id., 4 juillet 1895, *Gaz. Pal.*, 95. II. p. 722. « Attendu, dit le jugement du Tribunal de Versailles, que l'article 1121 C. civ., dispose que l'on peut stipuler au profit d'un tiers, si telle est la condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même, et que celui qui a fait la stipulation ne peut plus la révoquer, au cas où le tiers a déclaré vouloir en profiter ; que le patron a stipulé au profit de ses ouvriers le jour où la Compagnie a pris l'engagement envers lui de leur payer des sommes déterminées en cas d'accident ; que la stipulation a été faite par le patron, non comme mandataire ou *negotiorum gestor* de ses ouvriers, mais en son propre nom ; qu'elle a été faite dans son propre intérêt tant pour assurer sa responsabilité à l'égard de ses ouvriers que pour faciliter leur recrutement ; que, de ce qui précède, il résulte que la stipulation au profit des ouvriers est une charge de la convention à titre onéreux conclue par le patron avec la Compagnie dans son propre avantage, et pour l'exécution de laquelle il a un intérêt appréciable en argent ; qu'elle est donc valable aux termes de la première partie de l'article 1121. »

(2) V. Aubry et Rau, § 343 *ter*, t. IV. p. 312. — Colmet de Santerre, t. V. n° 33 *bis*. IV. — Demolombe, t. I. n° 255. — Dalloz, rép. v° obligation, n° 299 ; C. civ., art. 1121, n° 49.

nous avec M. Pic (1), « si la formation d'un lien de droit entre promettant et bénéficiaire, par l'effet de l'acceptation expresse ou tacite de ce dernier, avait pour résultat de délier le stipulant. » Mais il n'en est rien : « le stipulant, c'est-à-dire le patron, reste toujours débiteur personnel des primes ; qu'importe dès lors à la Compagnie que la créance d'indemnité se fixe sur une autre tête ? L'essentiel, pour elle, est d'avoir un répondant solvable ; quant à la personne du créancier d'indemnité, cette personne lui est indifférente. » Nous ajouterons que l'ouvrier, n'ayant pas été partie au contrat d'assurance, ne saurait être atteint par la clause de police lui interdisant d'agir directement contre la Compagnie ; cette clause, à laquelle il n'a pas participé, est, à son égard, *res inter alios acta*, elle ne lui est donc pas opposable (2).

Voyons maintenant quels sont les droits conférés à l'ouvrier par l'assurance collective *vis-à-vis de son patron*. La victime d'un accident qui a subi sur son salaire des retenues destinées à l'acquittement des primes, a-t-elle une action contre son patron, pour lui réclamer l'indemnité stipulée à son profit ? Tout le monde est d'accord pour reconnaître à l'ouvrier un droit contre le maître, car, en vertu du contrat qui s'est formé entre eux, il est devenu son créancier. Mais quelle est au juste l'étendue de l'obligation du patron vis-à-vis de l'ouvrier ?

Suivant les uns, le chef d'entreprise qui opère une retenue sur le salaire de ses ouvriers, devient *l'assureur* de ceux-ci, et s'oblige personnellement à leur procurer, en cas d'accident, l'indemnité stipulée dans la police d'assurance. Il se forme entre l'ouvrier et le patron « un contrat d'une espèce particulière, qui fait de celui-ci le véritable assureur de

(1) *Traité de législation industrielle*, p. 381.

(2) V. Rennes, 22 mars 1887, précité.

celui-là 1. » Le patron, en effet, dit M. Planiol 2, n'est ni un gérant d'affaires, ni un simple agent de transmission : il interpose sa personne entre la Compagnie et l'ouvrier ; « il est lui-même un point de départ et d'arrivée pour les obligations qui prennent naissance... on pourrait comparer tout l'édifice à un pont en deux arches : le patron est la pile centrale sans laquelle tout s'écroulerait... il assume lui-même et personnellement la qualité d'assureur de ses ouvriers. »

Il en résulte que la victime, en pareil cas, ne doit courir les risques ni de l'insolvabilité de la Compagnie ni des nullités ou déchéances de l'assurance, car son action naît de l'accident lui-même et de l'engagement tacite qu'a pris le patron d'en réparer les conséquences dommageables 3.

Ce système est repoussé par un grand nombre de décisions judiciaires et par la plupart des auteurs 4. C'est ainsi que, d'après M. Labbé (S. 85. II. p. 201, note 1), il n'est point exact de soutenir que le maître se porte assureur envers ses ouvriers ; il s'engage tout simplement à leur procurer le bénéfice de l'assurance telle qu'il vient de la contracter, c'est-à-dire avec ses conditions, ses charges et ses risques. Il n'est

(1) Trib. civ. Boulogne-sur-Mer, 10 juin 1885, P. 85. I. 1126. — En ce sens : Note du *Recueil* de Dalloz, sous Paris, 16 janvier 1883, D. 85. II. 33. — Trib. civ. Die, 10 fév. 1887, et Grenoble, 20 juin 1887, *Rec. Gren.* 87. pp. 165 et 211. — Rép. Dalloz, supp. v° *Assurances terrestres*, n° 514.

(2) Note dans Dalloz (93. II. 121).

(3) Les partisans de la théorie du patron assureur reconnaissent aussi à l'ouvrier le droit d'agir directement contre la Compagnie d'assurances, car, dit M. Planiol, le patron qui promet à l'ouvrier une indemnité en échange de la retenue qu'il lui fait subir, « délègue à ce dernier, qui est son créancier éventuel, sa propre créance également éventuelle et de même chiffre contre la Compagnie. » Il y a là, suivant cet auteur, une délégation imparfaite donnant au délégataire une action directe contre le délégué, sans que le délégué ait celle que prévoit l'article 1275 C. civ. (D. 93. II. 122 *ad notam*.)

(4) Rouen, 25 juill. 1881, P. 82. I. 586 ; Grenoble, 3 janv. 1885, P. 87. I. 975 ; Douai, 29 fév. 1884 et 15 fév. 1886, S. 87. II. 89 ; Nîmes, 13 mai 1884, S. 85. II. 201 ; *Sic*, les notes de M. Labbé sous ces deux arrêts. — De Courcy, *le droit et les ouvriers*, p. 112 et 113. — *Palais, rép.*, v° *Ass. contre les accid.*, n° 507.

tenu que *d'une obligation de faire*; dès lors, si, par suite de déchéance, de nullité du contrat ou d'insolvabilité de la Compagnie, celle-ci ne paye pas l'indemnité convenue, le patron n'en est responsable envers ses ouvriers qu'autant que c'est *par sa faute* que le contrat d'assurance se trouve dénué d'efficacité.

La convention intervenue entre le patron et l'ouvrier ne doit pas être considérée, selon nous, comme un contrat d'assurance. Il n'y a pas d'assurance directe faite par le patron ; on ne peut guère supposer que celui-ci ait voulu assumer la lourde charge d'être l'assureur de tout son personnel. Mais, si nos préférences sont pour le système de M. Labbé, nous ne croyons cependant pas devoir accepter la conséquence que l'éminent jurisconsulte en tire. Le maître, dirons-nous avec M. Sauzet (1), ne doit pas seulement transmettre à l'ouvrier le bénéfice de l'assurance, il est personnellement obligé de lui procurer l'indemnité qu'il a stipulée de la compagnie d'assurances ; il devra donc répondre, dans tous les cas, de l'insolvabilité de cette dernière. En exigeant une retenue sur le salaire de son ouvrier pour payer les primes d'assurances, le patron s'est tacitement engagé à lui « trouver un assureur » ; l'ouvrier, de son côté, « a voulu avoir la garantie d'une assurance et il a chargé le patron de la chercher, de la trouver, — solide, bien évidemment, — à ses risques et périls. » Il a eu confiance en lui, et il ne faut pas que cette confiance soit trompée (2). Le patron ne pourrait échapper à cette obligation

(1) *Op. cit.*, n° 33, p. 393.

(2) En ce sens, arrêt d'Aix du 27 janvier 1880, *Journ. des ass.*, 80, p. 476 ; Dijon, 27 mars 1882, D. 82. II. 225 ; Paris, 25 fév. 1887, P. 89. I. 434 ; Rouen, 25 janv. 1892, D. 93. II. 121. « Attendu, dit cet arrêt, qu'il résulte des faits ci-dessus énoncés que C... (le patron) a pris l'engagement personnel vis-à-vis de L... (la victime) de lui remettre, en cas d'accident, l'indemnité stipulée dans le règlement porté à la connaissance des ouvriers ; qu'il est bien évident qu'aucune déchéance en nullité de l'assurance, contractée par C... seul, ne pourrait lui être opposée ; que cette considération suffit à caractériser l'obligation personnelle de C... ; qu'ainsi L... a une action directe contre lui en paiement de l'indemnité prévue. » Cpr. Dijon, 27 nov. 1895, D. 96. II. 126.

personnelle, comme l'a décidé la Cour de Rouen, « qu'en mettant ses ouvriers en rapport direct avec la Compagnie, c'est-à-dire en les assurant nominativement et en stipulant qu'ils n'auront d'action que contre la Compagnie. »

3. — Le patron peut aussi, si bon lui semble, se faire garantir par une Compagnie d'assurances contre les suites de la *responsabilité personnelle* qu'il peut encourir à raison de sa négligence ou de sa faute, à condition, bien évidemment, qu'il ne s'agisse ni d'un dol ni d'une faute lourde susceptible d'être assimilée au dol (1).

C'est donc pour couvrir sa responsabilité civile que le maître contracte une pareille assurance ; par suite, si une condamnation est prononcée contre lui, la Compagnie doit le garantir jusqu'à concurrence de la somme stipulée dans la police.

Cette assurance de responsabilité peut ou bien intervenir seule, ou bien se combiner avec l'assurance collective ; elle engendre alors une forme particulière d'assurance : l'assurance collective combinée. Le patron stipule de la sorte le paiement d'une indemnité au profit de ses ouvriers, et passe en même temps un contrat destiné à l'exonérer de la responsabilité qu'il peut encourir vis-à-vis d'eux.

Par cette forme d'assurance, la Compagnie s'engage :

1^o Dans le cas de non-responsabilité du chef d'entreprise, à verser à la victime de l'accident l'indemnité due en vertu de la police d'assurance collective. L'ouvrier pourra donc agir soit directement contre la Compagnie, soit contre son patron ;

(1) Cass., 18 avril 1882, P. 82. 1. 602 ; Lyon, 17 fév. 1882, S. 82. II. 247 ; Dalloz, Rep. supp., v^o Ass. contre les accid., n^o 506 ; V. cependant Cass., 2 juin 1886, *Pand. fr. pér.*, 87. 1. 397 ; V. sur la question le *Moniteur des assurances* des 15 fév., 15 mars, 15 avril et 15 juin 1883.

2° Dans le cas de responsabilité civile du maître, à garantir celui-ci contre les conséquences pécuniaires de cette responsabilité. Dans ces conditions, si la condamnation prononcée contre lui ne dépasse pas le montant de l'indemnité convenue, il incombe à la Compagnie de lui rembourser la totalité de la somme qu'il a dû payer à la victime de l'accident. Mais, en aucun cas, celle-ci ne sera admise à actionner la Compagnie pour obtenir d'elle l'indemnité résultant de la police collective. Son droit à indemnité, en effet, est éteint, sinon le dommage dont elle souffre deviendrait pour elle une source de bénéfices (1).

Si, au contraire, la somme à laquelle le patron a été condamné est supérieure au montant de l'indemnité fixée par la police de recours, le patron reste seul chargé de pourvoir au surplus, et la Compagnie est libérée en versant l'indemnité convenue (2).

On trouve quelquefois dans les polices d'assurances une clause, dite clause d'option, portant que « l'ouvrier qui intente un procès en responsabilité à son patron, renonce, par ce fait même, au bénéfice de l'assurance, et est déchu de tous les droits stipulés à son profit ». Cette clause doit-elle être considérée comme valable ?

La Jurisprudence est à peu près unanimement fixée dans le sens de la nullité d'une pareille clause (3).

C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Cassation la déclare nulle « comme contraire à l'ordre public, en ce qu'elle a pour

(1) Caen, 18 fév. 1885, P. 88. 1. 674, *note* de M. Labbé. — En ce sens : de Courcy, *Le droit et les ouvriers*. p. 99 ; Sauzet, *Revue crit.*, an. 1886, p. 395. V. aussi la *note* de M. Labbé, sous Nîmes, 13 mai 1884 précité.

(2) Lyon, 23 juin 1886, *Monit. jud. Lyon*, 12 oct. 1886.

(3) Dijon, 27 mars 1882, D. 82. II. 25 ; Caen, 30 juill. 1886, S. 88. II. 121. (*Note* de M. Labbé). Trib. civ. Boulogne-sur-Mer, 10 juill. 1885, précité ; Nîmes, 24 avril 1882, P. 83. 1. 999 ; Nancy, 26 janvier 1884, S. 85. II. 204 ; Paris, 27 juill. 1886, le *Droit* du 7 nov. 1886. — *Sic, Pal., Rep. gén.*, V° ass. contre les accid., n° 535.

effet de permettre au patron de s'exonérer de la responsabilité de sa propre faute, et de contraindre l'ouvrier, soit à renoncer à un droit qu'il tient de la loi elle-même, soit à perdre, avec les primes acquittées par lui, le bénéfice de l'assurance » (1). De plus, ainsi que le fait justement ressortir un arrêt de la Cour de Nîmes, il est manifeste que si l'on admettait la validité d'une pareille clause, comme « l'issue d'un procès est toujours incertaine », on obligerait indirectement l'ouvrier à renoncer à l'action en responsabilité (2). Outre ces raisons d'équité, on peut faire valoir de sérieux motifs juridiques en faveur de cette solution. Si l'on considère, en effet, la clause de déchéance qui nous occupe comme une clause pénale, il faut remarquer, ainsi que l'observe M. Labbé, que, dans notre législation, on ne saurait encourir une clause pénale quand on n'a point commis de faute (arg. art. 1229, 1230 C. civ.) Or, il est impossible de soutenir que le fait de s'adresser de bonne foi à la justice pour la solution d'un différend, constitue une faute. Enfin, « il n'est pas licite de s'interdire à l'avance le droit de recourir à l'intervention pacificatrice et aux lumières du juge » (3).

Une autre question se pose dans cette matière : le patron a-t-il le droit d'affecter les retenues qu'il opère sur les salaires de ses ouvriers au paiement des primes des deux assurances qu'il contracte ?

Un arrêt tout récent de la Cour de Paris lui reconnaît ce droit (4). « Le patron, dit cet arrêt, n'est pas obligé de consacrer le montant total des retenues subies par ses ouvriers à la création et à l'entretien d'une assurance dont ceux-ci profiteraient seuls..., il a le droit de s'assurer lui-même, en

(1) Cass., 1^{er} juillet 1885, précité.

(2) Du 24 avril 1882, précité.

(3) *Notes*, S. 85. I. 411, 3^e col., et 85. II. 201.

(4) Du 4 nov. 1892, D. 93. II. 124. Conf. Trib. civ. Limoges, 28 fév. 1894, *Gaz. Pal.* 94. I. 577.

même temps qu'il assure ses ouvriers, moyennant la retenue qu'il leur fait subir. » La Cour considère que « jusqu'à preuve contraire, on ne peut supposer que le patron se soit chargé, sans bénéfice, d'un mandat qui peut entraîner pour lui les plus graves conséquences, et qu'il ait renoncé à participer aux avantages de cette assurance » ; ainsi donc, pour justifier cette solution, l'arrêt se fonde sur ce que le patron, en contractant une assurance au profit de ses ouvriers, encourt par là même une responsabilité très grave.

Cette théorie nous paraît fort discutable. En effet, l'assurance de responsabilité étant contractée dans l'intérêt *exclusif* du patron, celui-ci, à notre avis, ne saurait, « sans manquer aux règles de la plus vulgaire probité » (1), s'assurer avec l'argent de ses ouvriers contre les conséquences de la responsabilité qu'il peut encourir vis-à-vis d'eux.

Nous n'admettons pas que les ouvriers soient obligés de faire les frais d'une pareille assurance ; du moment qu'ils subissent des retenues sur leurs salaires, ils sont en droit, croyons-nous, d'exiger que le contrat d'assurance, contracté dans leur intérêt par le patron, leur assure, en cas d'accident, une indemnité correspondante à la *totalité* de la somme qu'ils ont versée, car tel est l'emploi qu'ils ont voulu lui donner. Du reste, comme l'observe judicieusement M. Planiol, « autant qu'on peut le deviner, beaucoup de patrons offrent ainsi leurs services aux ouvriers, et au besoin les leur imposent, non dans une pensée philanthropique, mais avec l'intention d'en tirer personnellement profit... La pratique des assurances collectives devient ainsi un moyen de fraude entre les mains des patrons peu scrupuleux, et il n'y a pas besoin de connaître beaucoup les ouvriers pour savoir quels sentiments on fera naître chez eux quand on leur dira que

(1) Paris, 25 février 1887, D. 88. II. 28, 1^{re} col. milieu.

leur patron a le droit de s'assurer lui-même avec leur argent ». La Cour de Paris a beau présenter le profit que le patron retire de cette combinaison comme une compensation des risques fort graves que court celui-ci en exécutant son mandat, elle n'arrive pas à le légitimer. La victime de l'accident, dirons-nous avec M. Planiol, aura toujours le droit « de se révolter et de dire à son patron : « Je n'ai pas entendu payer pour vous » (1).

Pour toutes ces raisons, il nous semble beaucoup plus logique d'admettre avec la Cour de Grenoble, que le patron a le devoir d'employer intégralement au paiement de la prime afférente aux risques personnels de ses ouvriers les retenues qu'il opère sur leurs salaires ; par suite, ceux-ci ont le droit de faire calculer le capital de l'assurance sur le montant intégral de ces retenues (2).

4. — Une autre forme d'assurance contre les accidents ouvriers est l'*assurance par l'Etat*. Il existe en France une grande société d'assurance érigée par l'Etat : la *Caisse nationale d'assurance contre les accidents*. Cette Caisse, qui a été créée sous l'Empire par la loi du 11 juillet 1868 (1), a pour objet « de servir des pensions viagères aux personnes assurées qui, dans l'exécution de travaux agricoles ou industriels, sont atteintes de blessures entraînant une incapacité permanente de travail, et de donner des secours aux veuves et aux enfants mineurs des personnes assurées qui ont péri par suite d'accidents survenus dans l'exécution desdits travaux » (art. 1^{er} § 2).

(1) Dalloz, 93. II. 123, en note. D'après cet auteur, cette pratique est beaucoup plus facile à justifier dans la théorie du patron-assureur : les avantages qui sont ainsi procurés aux ouvriers, valent bien, en effet, une élévation de la prime. Il y a là, dit-il, pour le patron « un boni, qu'il peut très légitimement employer, lorsqu'il traite avec une compagnie, à se couvrir en même temps lui-même contre les accidents engageant sa propre responsabilité. » (2^e col. *in fine*).

(2) Grenoble, 12 mars 1886, D. 88. II. 29 ; Paris, 25 février 1887, précité.

(1) Code Tripiér, éd. 90. sup. p. 642.

Les assurances, dit l'article 8, ont lieu par année ; l'assuré verse, à son choix et pour chaque année, 8 francs, 5 francs ou 3 francs. Les ressources de la Caisse se composent en outre d'une subvention annuelle de l'Etat et des dons et legs qui lui sont faits (art. 9). Les accidents assurés sont répartis en trois catégories, suivant qu'ils entraînent la mort de l'assuré, ou une incapacité permanente de travail, soit absolue, soit relative. Il n'est donc pas question des accidents qui n'occasionnent qu'une incapacité temporaire.

A ces trois classes d'accidents correspondent trois catégories d'indemnités : en cas de *mort* de l'assuré, les secours alloués à sa veuve, à ses enfants mineurs, et, s'il est célibataire ou veuf sans enfants, à son père ou à sa mère sexagénaire, comprennent deux années de la pension à laquelle il aurait eu droit s'il eût survécu (art. 12).

Si l'incapacité permanente est *absolue*, la victime reçoit une rente viagère ; le capital nécessaire à la constitution de cette rente se compose : 1^o d'une somme égale à 320 fois le montant de la cotisation versée par l'assuré ; 2^o d'une autre somme égale à la précédente prélevée sur la subvention de l'Etat et sur les dons et legs. Ajoutons que « le montant de la pension correspondant aux cotisations de 5 francs et de 3 francs ne peut être inférieur à 200 francs pour la première, et à 150 francs pour la seconde » (art. 11).

Enfin, en cas d'incapacité permanente *relative*, la pension n'est que la moitié de celle qui est accordée pour l'incapacité absolue.

Cette institution n'a donné jusqu'ici que des résultats extraordinairement médiocres ; de 1868 à 1890, la Caisse n'a reçu, en effet, que 182.518 francs de cotisations, chiffre que l'on peut considérer comme dérisoire dans un pays qui compte plus de dix millions d'ouvriers. Cet insuccès, — qui tient peut-être à ce que l'existence de cette Caisse est ignorée

de la classe laborieuse, — est fort heureux pour l'Etat, car la Caisse serait bientôt en déficit si tous les ouvriers employés dans les industries dangereuses avaient l'idée de s'y assurer.

Telles sont les différentes formes d'assurances contre les accidents fonctionnant actuellement en France. En cherchant à modifier le droit commun en faveur des victimes du travail, le législateur s'est trouvé tout naturellement amené à s'occuper de la question de l'assurance des ouvriers contre les accidents. Aussi la plupart des projets qui introduisent le principe nouveau du risque professionnel ont-ils pour objet d'organiser l'assurance; à cet égard, ils se classent d'eux-mêmes en deux catégories bien distinctes, les uns imposant aux patrons l'*obligation* de se couvrir par la voie de l'assurance des risques du travail, les autres leur laissant, au contraire, la *liberté* de s'assurer suivant leur volonté.

1. — En tête des propositions de loi qui admettent l'*assurance facultative*, il convient de placer celle de M. Félix Faure, de M. Peulevey, de MM. Alfred Girard, Reyneau et Escanyé, qui laissent une liberté complète aux patrons de s'assurer soit à la Caisse de l'Etat, soit à des Caisses particulières, ou de rester leurs propres assureurs (1).

Ces dispositions sont reproduites textuellement dans le

(1) Aux yeux de MM. Félix Faure et Peulevey, c'est surtout l'*assurance par l'Etat* qu'on doit chercher à développer. C'est ainsi que la proposition de M. Faure était relative à la création d'une Caisse d'assurance d'Etat, ayant pour objet de garantir tous les chefs d'entreprise contre les conséquences pécuniaires du risque professionnel. Cette Caisse d'assurance était rattachée à celle qui fut créée en 1868, et devait être administrée par la Caisse des dépôts et consignations; ses ressources devaient provenir du capital appartenant en commun à elle-même et à la caisse de 1868, des primes payées par les assurés, et s'il y avait lieu d'une subvention annuelle de l'Etat.

La proposition de M. Peulevey mettait à la charge de l'Etat, sous certaines conditions, tous les accidents graves résultant du cas fortuit, de la force majeure ou de l'imprévoyance de la victime. Le titre II du projet créait en conséquence une Caisse d'assurance et de prévoyance gérée par l'Etat qui devait lui accorder une subvention d'un million.

troisième projet de la Commission des accidents du travail, déposé le 16 février 1884 à la Chambre (1).

De même, c'est le principe de la liberté de l'assurance qui est proclamé dans le premier projet voté par la Chambre en 1888 (2). Le patron, en effet, reste libre ou de ne pas s'assurer ou de s'adresser à une Compagnie privée. La Chambre a donc rejeté le principe de l'assurance obligatoire, et s'est bornée à voter des dispositions permettant aux chefs d'entreprise de former entre eux des syndicats d'assurances mutuelles contre les risques auxquels ils peuvent être exposés (art. 28.) Ces syndicats devaient verser les fonds provenant des cotisations des associés à la Caisse nationale d'assurance contre les accidents, établie par la loi du 11 juillet 1868, et appelée d'après le projet à faire aux bénéficiaires le service des pensions. D'autre part, cette Caisse, aux termes de l'article 29, était autorisée à « effectuer des assurances ayant pour objet de garantir les chefs d'entreprise contre les conséquences de la responsabilité déterminée par la loi. » Le projet accordait en outre certaines garanties aux victimes du travail, en décidant qu'elles jouiraient du privilège de l'article 2101 du Code civil pour deux années d'arrérages de la rente ou de la pension et que les rentes, pensions et indemnités qui devaient leur être accordées, seraient incessibles et insaisissables ; enfin, en cas d'assurance contractée par le chef de l'entreprise, les ayants-droit avaient un privilège, dans les termes de l'article 2102 du Code civil sur l'indemnité due par l'assureur (art. 20).

Le Sénat qui adopta les grandes lignes de ce projet en 1890, maintint aussi le principe de l'assurance facultative. Les modifications qu'il apporta ne concernaient que quelques dispositions de détail. Comme la Chambre, il pensa que le

(1) *J. Off. Déb. parl.*, an. 1884, p. 2063.

(2) *J. Off. Déb. parl.* an. 1888, p. 1426, 1440, 1448. — *J. Off. Doc. parl.* an. 1887, p. 386. Rap. Duché.

patron serait assez soucieux de ses propres intérêts pour prendre de lui-même les mesures propres à le prémunir contre les risques et les charges que la loi faisait peser sur lui (Rapport Poirrier). Nous verrons bientôt que c'est encore ce principe que le Sénat vient d'admettre et de consacrer tout récemment, par son vote du 25 mars dernier.

2. — Les projets de loi qui se prononcent pour l'adoption du principe de l'assurance obligatoire sont beaucoup plus nombreux que ceux qui admettent le principe de la liberté de l'assurance. Les auteurs de ces projets ont pensé que l'obligation de l'assurance s'imposait aussi bien dans l'intérêt du patron que dans celui de l'ouvrier; leur but a donc été : 1^o de garantir les droits des victimes du travail d'une façon tout à fait efficace; 2^o de couvrir les patrons des nombreux risques qui peuvent peser sur eux. Mais, si tous les projets que nous allons passer en revue sont d'accord sur le principe même de l'obligation de l'assurance, ils n'entendent cependant pas tous sa mise en œuvre de la même façon.

En tête de ces projets, nous placerons celui que présenta M. Rouvier, le 23 mars 1885, au nom du Gouvernement (1). L'article 3 pose le principe de l'assurance obligatoire dans les termes suivants : « Dans toutes les industries — qui sont considérées comme présentant un risque professionnel, — les ouvriers *devront* être assurés contre les accidents. » L'assurance est contractée par le patron, sinon ce dernier sera passible d'une amende de 50 à 500 francs. En outre, il devra payer soit à la victime, soit à ses ayants-droit une indemnité équivalente à celle qui lui serait allouée par la caisse d'assurances, établie par la loi du 11 juillet 1868, pour une prime annuelle de 8 francs (art. 4). Aux termes de l'article 5, l'assurance pourra être contractée soit à cette dernière Caisse,

(1) Chambre, Doc. parl. an. 1885, p. 430.

soit aux Compagnies d'assurances mutuelles ou anonymes, remplissant au point de vue de la publicité, de la gestion et du placement des fonds, les conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique.

Ces dispositions furent textuellement reproduites dans le projet que déposa M. Lockroy, le 2 février 1886.

Le système préconisé par MM. de Mun et Freppel est tout autre : c'est l'application de l'idée corporative aux accidents du travail. Leur proposition de loi (qui fut déposée sur le bureau de la Chambre le même jour que la précédente) (1), avait pour but de créer des caisses corporatives et régionales fondées sur le principe de la mutualité et alimentées *obligatoirement* pour un quart au maximum par les ouvriers et pour le surplus par les chefs d'entreprise. Le titre II était relatif à la formation de ces caisses : il divisait la France en quinze grandes circonscriptions territoriales dans chacune desquelles était instituée une caisse d'assurance pour chaque industrie ou groupe d'industries similaires. Ces caisses qui pouvaient fusionner entre elles sous certaines conditions, et qui étaient administrées à la fois par les patrons et les ouvriers, avaient à leur charge le paiement des indemnités accordées aux victimes d'accidents.

C'est aussi le principe de l'assurance obligatoire qui est admis par le projet de loi du Gouvernement, présenté à la Chambre des députés, le 26 juin 1890, par M. Jules Roche, ministre du commerce (2). Ce projet contenait en effet l'obligation pour les intéressés de s'assurer à la Caisse nationale d'assurance contre les accidents. « Après avoir établi ces règles nouvelles, relatives à la responsabilité du patron, disait M. Jules Roche dans son exposé des motifs, il ne faut pas

(1) Chambre, Doc. parl., an. 1886, p. 891 et 978.

(2) *J. Off.*, 1890. Chambre, Doc. parl., n° 746, p. 1427.

reculer devant les mesures qui en sont l'indiscutable conséquence et sans lesquelles la loi ne serait qu'une vaine déclaration de principes. Il ne suffit pas de faciliter l'assurance par un ensemble d'ingénieuses mesures, il faut la rendre obligatoire dans l'intérêt des patrons comme dans celui des ouvriers. Laisser au patron la liberté de ne pas s'assurer, ce serait, en effet, fausser le principe de responsabilité établi par la loi. L'assurance obligatoire s'impose donc, si l'on veut que les ouvriers soient certains de toucher l'indemnité qui leur est promise par la loi et que les patrons ne soient pas ruinés par le paiement de cette indemnité. » Le titre iv du projet organise en conséquence l'assurance mutuelle professionnelle et directe par l'État. Les patrons sont réunis sur toute l'étendue du territoire en associations mutuelles par nature d'industrie. C'est donc le groupement professionnel tel qu'il est pratiqué en Allemagne.

La charge de l'indemnité est répartie entre tous les chefs de l'entreprise dans laquelle est survenu l'accident, proportionnellement au chiffre résultant pour chacun d'eux de la multiplication du nombre moyen des ouvriers par le salaire quotidien moyen et par le nombre de mois pendant lequel aurait duré l'entreprise (art. 27) (1).

Le projet institue *un organe central*, « la Caisse nationale d'assurance contre les accidents » qui n'est autre que l'ancienne caisse d'assurance créée par la loi du 11 juillet 1868. C'est elle qui est chargée de diriger et de centraliser le service de paiement des indemnités (art. 21 à 28) ; c'est elle aussi qui fait la répartition des capitaux entre tous les chefs d'entreprise, car le projet exige des mutualistes le capital constitutif des pensions à servir. Ajoutons enfin que toutes les cotisations des patrons doivent être versées à la caisse d'assurance,

(1) Ce système ne tient donc aucun compte de l'importance des risques d'accidents qui, cependant, varient d'une entreprise à une autre.

qu'en outre un fonds de réserve est constitué pour parer aux pertes qui pourraient résulter de la gestion des capitaux, et pour garantir la Caisse nationale contre l'insolvabilité des patrons (art. 29).

Tel est, dans ses grandes lignes, le projet du Gouvernement, auquel succéda quelques mois après une suite de propositions d'initiative parlementaire relatives à l'assurance obligatoire.

La première, qui est du 26 janvier 1891, émane de MM. Ricard et Guieysse (1); comme le projet précédent, elle prend pour base de l'assurance le principe de la mutualité entre les industries soumises au risque professionnel, mais elle en diffère par la façon dont cette mutualité est constituée. Il n'est plus question, en effet, de grouper les industries similaires sur toute l'étendue du territoire; tous les industriels d'un même département sont, au contraire, réunis dans une même circonscription, quelle que soit leur profession. Notons toutefois que la proposition apporte une atténuation au système exclusif de l'assurance obligatoire, elle laisse, en effet, la liberté aux chefs d'entreprise, qui le désireraient, de rester leurs propres assureurs moyennant le versement d'un cautionnement.

La proposition de loi de M. Pierre Richard a pour objet « l'assurance obligatoire des ouvriers, ouvrières et employés des deux sexes, contre les accidents et la maladie (2). » Elle centralise tous les services financiers de l'assurance à la Caisse instituée par la loi du 11 juillet 1868; elle institue en outre dans chaque département une Commission locale chargée, sous la surveillance de l'Etat, du fonctionnement de l'assurance. Ajoutons que les cotisations, dont le taux est fixé par

(1) Chambre, doc. parl., an. 1891, n° 1151, p. 310.

(2) Du 27 janv. 1891, Chambre, doc. parl., an. 1891, n° 1153, p. 312.

le Conseil général de chaque département, sont supportées dans une proportion de 75 % par les patrons et de 25 % par les ouvriers.

Comme les précédentes, la proposition de M. Dron du 2 février 1891 admet l'assurance obligatoire, mais elle se refuse à en confier l'application à l'Etat (1). Le but de cette proposition, dit l'exposé des motifs, est de « concilier l'obligation de l'assurance avec la liberté laissée au patron de choisir son assureur, en évitant de faire intervenir l'Etat dans une mesure qui pourrait paraître abusive. » La proposition laisse en conséquence aux intéressés le choix entre plusieurs formes d'assurance qu'elle définit avec précision ; c'est ainsi qu'elle admet : 1° l'assurance individuelle, à charge pour le chef de l'entreprise de verser un cautionnement de garantie ou de remettre une inscription hypothécaire de toute sûreté ; 2° les syndicats d'assurance mutuelle ; 3° les compagnies anonymes, sous la double condition « d'organiser une Caisse de retraites-accidents, distincte de leur Caisse générale, et de ne pouvoir invoquer aucune clause de déchéance pour dégager leur responsabilité. » Quant à l'assurance directe par l'Etat, elle est supprimée ; le service des pensions cependant est assuré par le versement des cautionnements et des capitaux de la part des sociétés mutuelles ou des Compagnies privées à une Caisse gérée par l'Etat.

La proposition de M. Le Cour du 9 mars 1891 se rapproche beaucoup de la précédente (2) ; elle laisse, en effet, aux chefs d'entreprise la liberté de faire emploi du mode d'assurance qui leur convient. C'est ainsi qu'ils ont le choix ou bien de former entre eux des syndicats d'assurance mutuelle, ou de s'adresser à des sociétés privées, ou de rester

(1) Chambre, doc. parl., an. 1891, n° 1176, p. 346.

(2) Chambre, doc. parl., an. 1891, p. 672.

leurs propres assureurs en fournissant une caution valable. A défaut d'une déclaration contraire, l'assurance a lieu d'office par les Caisses régionales créées dans chacune des 21 circonscriptions territoriales, établies par la loi du 19 mars 1874. Remarquons cependant que cette proposition refuse absolument de confier le service des rentes et le recouvrement de leur capital à une Caisse nationale fonctionnant sous le contrôle et l'autorité de l'Etat.

La dernière proposition de loi, qui émane de M. de Vian (1), se compose de trois articles consacrant chacun une modification à apporter à la loi du 11 juillet 1868 relative à l'assurance par l'Etat. L'article 1^{er} déclare que l'assurance prévue par cette loi cessera d'être facultative pour devenir obligatoire à partir du 1^{er} janvier 1892; l'article 2 édicte que les frais d'assurance qui étaient à la charge de l'assuré seront à celle de l'employeur; enfin, aux termes de l'article 3, il n'existera qu'une seule prime d'assurance, elle sera de 8 francs par an pour chaque individu. — Moyennant ces trois modifications, dit l'exposé des motifs, « la loi du 11 juillet 1868 qui a institué une Caisse d'assurance contre les accidents survenus dans l'exécution des travaux agricoles ou industriels, deviendra un instrument commode et tout prêt pour appliquer le principe de l'assurance obligatoire et gratuite. »

Toutes les propositions que nous venons de mentionner furent renvoyées à la Commission des accidents du travail, et aboutirent au dépôt d'une proposition de loi élaborée par cette Commission, le 25 février 1892. Sur le rapport de M. Ricard (2), cette proposition de loi a été votée par la

(1) Chambre, doc. parl., an. 1891, n° 1526, p. 1495.

(2) *J. Off.*, doc. parl. Chambre, an. 1892, n° 1926, p. 301. C'est à cet important rapport que nous sommes redevable de toutes les explications qui vont suivre.

Chambre le 10 juin 1893, avec quelques modifications de détail (1).

SECTION IV

Projet de loi du 10 juin 1893.

Dans ses grandes lignes, ce projet peut se ramener à quatre points principaux :

1. — En ce qui concerne tout d'abord *la portée exacte du principe du risque professionnel*, l'article 1^{er} dispose que :
« Les accidents survenus dans leur travail et à l'occasion de
» leur travail aux ouvriers et employés occupés dans l'in-
» dustrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers,
» entreprises de transport, de chargement et de déchargement,
» les magasins publics, mines, minières, carrières, et, en
» outre, dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans
» laquelle sont fabriquées ou employées des matières explo-
» sibles ou dans laquelle il est fait usage d'une machine à
» vapeur ou de toute autre machine, mue par une force élé-
» mentaire (vent, eau, vapeur, gaz, air chaud, électricité, etc.)
» ou par les animaux, donnent droit, au profit de la victime
» ou de tous ses représentants, à une indemnité dont l'im-
» portance et la nature sont déterminées ci-après. »

Voilà le principe du risque professionnel nettement posé. Tous les ouvriers occupés dans les entreprises ou industries énumérées dans cet article, ont droit à une indemnité, sans qu'ils aient à faire une preuve quelconque.

Deux voies étaient ouvertes au législateur : il pouvait ou

(1) La discussion eut lieu les 18 mai, 3, 5, 6, 8 et 10 juin 1893.

bien organiser un système général qui pût devenir commun à tous les accidents du travail, ou bien limiter l'étendue de l'application de la législation nouvelle aux seuls accidents survenus dans les usines et manufactures, comme l'avait fait le Sénat en 1890. C'est une combinaison intermédiaire qui a été adoptée par la Commission et votée par la Chambre. La Commission, dit le rapporteur, a pensé qu'il était injuste de restreindre la portée des dispositions protectrices nouvelles à une catégorie d'ouvriers seulement ; « sa tendance a été de ne voir dans la loi proposée qu'une étape, une pierre d'attente ; ce n'est pas la restriction, disait M. Ricard, c'est l'extension des accidents qui doit être la règle de l'avenir. »

D'un autre côté, cependant, la Commission s'est refusée à comprendre dans la loi tous les travailleurs d'une façon générale ; elle s'est astreinte à l'élaboration d'un texte « assez compréhensif pour atteindre en même temps que les usines, toutes les entreprises et exploitations présentant pour ceux qui y sont employés des dangers manifestes et en quelque sorte inévitables » (1).

Remarquons que l'article 1^{er} ne vise pas seulement les entreprises industrielles, il embrasse aussi les exploitations rurales, mais seulement pour les travaux agricoles nécessitant l'emploi de machines, à l'exclusion des outils ou instruments qui, comme les charrues, sont dépourvus ou ne transmettent aucun mouvement mécanique. En outre, la portée de la loi s'étend, d'après le deuxième paragraphe de l'article 1^{er}, aux entreprises de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics.

Telles sont les industries qui sont soumises au principe du risque professionnel ; comme on le voit, elles font l'objet d'une énumération limitative, et il n'est plus question de

¹ Rap. de M. Ricard, p. 308, 1^{re} col.

charger le pouvoir exécutif du soin d'édicter les bases fondamentales de la législation nouvelle.

Voyons maintenant quelles sont les restrictions apportées à ce principe. Elles sont écrites dans les articles 30 et 31 du projet. Aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident, dit l'article 30. — Aux termes de l'article suivant : « Le tribunal arbitral a le droit, s'il est prouvé par le patron ou la circonscription que l'accident est dû à une faute lourde de l'ouvrier, de diminuer la pension allouée à la victime ou à ses représentants. »

Par contre, on lit dans l'article 32 : « que, s'il est prouvé que l'accident est dû à la faute lourde du chef d'entreprise, le tribunal arbitral peut majorer les indemnités prévues au titre premier. »

Ainsi donc, l'article 31 maintient le droit à l'indemnité, même si l'accident a été provoqué par la faute lourde de l'ouvrier (1). Cette disposition nous semble des plus critiquables ; elle a le tort, à notre avis, d'assigner à la responsabilité du patron des limites trop étendues. Il est inique qu'un chef d'entreprise ruiné par la faute lourde d'un de ses ouvriers soit encore obligé de payer une indemnité à l'auteur de ce désastre ; nous ne pouvons admettre que le patron soit tenu de faire une pension à l'ouvrier qui a méconnu les règlements ou qui a enfreint les ordres qui lui ont été donnés. C'est le renversement de tout principe juridique d'après lequel *chacun doit avoir la responsabilité de ses actes* ; une dérogation aussi profonde à nos principes de droit commun ne saurait être admise : ce serait allouer une prime à l'imprudence et à

(1) M. Royer avait déposé un amendement ainsi conçu : « Aucune des indemnités déterminées par la loi ne peut être attribuée à la victime qui a provoqué l'accident soit intentionnellement, soit par sa faute lourde ». Cet amendement fut repoussé par 452 voix contre 52 séance du 2 juin, *J. Offic.*, p. 1645 à 1650.

la désobéissance, ce serait un encouragement à l'indiscipline et à la témérité. Certes, nous n'entendons pas dire que les ouvriers s'exposeraient volontairement au danger, mais toutes les précautions seraient vite abandonnées dans les ateliers, et les règlements déjà si difficiles à appliquer le seraient encore plus. Fatalement, on arriverait à détruire l'esprit de prévoyance chez les travailleurs qui méconnaîtraient plus que jamais les prescriptions édictées dans leur intérêt et celui de leurs camarades. En ne tenant pas compte de la faute lourde, l'ouvrier resterait, pour ainsi dire, sans aucune responsabilité à l'égard de sa conduite pendant le travail : quelle sanction y aurait-il dès lors ? Que resterait-il au patron pour assurer le respect de son autorité si l'ouvrier ne devait plus supporter les conséquences de sa faute ?

D'un autre côté, il faut tenir compte aussi de ce fait, qu'aux termes de l'article 32, la faute lourde du patron disparaît, par une juste réciprocité, dans une certaine mesure ; n'est-il pas à craindre dès lors que celui-ci ne néglige les précautions qu'il convient de prendre pour assurer la sécurité de ses ouvriers ?

Enfin, au dire du rapporteur, si la faute lourde doit être exclue, c'est parce qu'il est *difficile de la déterminer*. Rien n'est plus délicat, d'après lui, que « de préciser le point exact où la faute légère devient une faute lourde, et celui où la faute lourde devient une faute légère. » Mais alors, pourquoi l'article 31 édicte-t-il qu'en cas de faute lourde de l'ouvrier, celui-ci pourra voir supprimer ou réduire l'indemnité fixée ? De même, l'article 30 n'implique-t-il pas que la recherche *de l'intention* devra être opérée ? C'est donc qu'on pourra relever et constater la faute lourde : on reconnaît donc que cela ne sera pas impossible : dès lors, pourquoi distinguer ? il y a là, il faut le reconnaître, une inconséquence qui saute aux yeux.

Ainsi donc, les articles 1382 et suivants du Code civil sont complètement mis à part, l'action en indemnité visée par le projet étant exclusive de toute autre action. Notons cependant que la loi ne s'appliquant qu'aux ouvriers et employés dont le salaire annuel ne dépasse pas 2,000 francs, ceux qui touchent un salaire supérieur à ce chiffre ont un droit d'option entre la législation que l'on crée et celle du Code civil. S'ils se soumettent à la loi et qu'ils actionnent le patron devant le tribunal arbitral, ils doivent évaluer leur demande sur la base de 2,000 francs de salaire, car « ils ne bénéficient que jusqu'à concurrence de cette somme des dispositions de la loi » (art. 2). Si, usant du droit commun, ils intentent devant le Tribunal civil une action basée sur l'article 1382, ils peuvent obtenir la réparation complète du préjudice qui leur a été causé, à condition qu'ils justifient d'une faute imputable au patron. Mais, remarquons que quand une juridiction a été compétemment saisie, ils ne sont plus admis à en saisir une autre.

Notons enfin qu'aux termes de l'article 33, l'action en indemnité se prescrit par un an à compter du jour de l'accident, et que « la victime ou ses ayants-droit conservent contre les auteurs de l'accident autres que le chef de l'entreprise le droit à la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun, sans que les dommages et intérêts ainsi obtenus puissent se cumuler avec les indemnités fixées par la loi » (art. 36).

2. — Quant *au montant des indemnités*, celles-ci sont tarifées proportionnellement à la gravité de l'accident, sauf en cas de faute lourde de l'ouvrier ou du patron, et varient suivant que l'accident a entraîné la mort, une incapacité permanente ou temporaire. Le projet de loi s'occupe de ces trois hypothèses dans les articles 3 à 11.

A) En ce qui concerne tout d'abord l'incapacité *temporaire* de moins de trente jours et de plus de trois jours, l'article 8 décide que les frais de médecin et de pharmacie sont mis à la charge individuelle du patron ; quant à l'indemnité, c'est encore le patron qui doit la payer : elle est égale à la moitié du salaire de la victime, sans qu'elle puisse dépasser 3 fr. 50 par jour ; en outre, elle est due à compter du jour même de l'accident et doit être payée tous les quinze jours au plus tard (1).

Si l'accident occasionne une incapacité de travail de plus de trente jours, c'est alors la mutualité qui en supporte les conséquences. Le patron doit cependant continuer le règlement de l'indemnité tant que le Tribunal ne s'est pas prononcé.

B) En cas d'*incapacité permanente* de travail, le projet distingue suivant qu'elle est absolue ou partielle. Si l'incapacité est *absolue*, l'indemnité à laquelle la victime a droit est égale aux deux tiers de son salaire annuel (art. 3). Sont considérées comme incapacités permanentes absolues de travail, la cécité, la perte complète de l'usage de deux membres, ou toute infirmité incurable mettant la victime hors d'état de travailler et de pourvoir à sa subsistance (art. 3, § 2). Si l'incapacité permanente n'est que *partielle*, l'indemnité prévue par l'article 3 est « diminuée dans la proportion de la capacité de travail conservée » (art. 4).

En principe donc, les victimes d'accidents n'ont droit qu'à une rente viagère ; il est des cas cependant où elles peuvent exiger qu'une partie de l'indemnité à laquelle elles

(1) Notons cependant qu'aux termes de l'article 9, ces secours ne sont pas dus par les patrons qui auraient soit créé des caisses privées à leurs frais, soit affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels approuvées ou autorisées, à condition toutefois que l'indemnité accordée soit de la moitié du salaire quotidien de l'ouvrier.

ont droit leur soit fournie *en capital*. C'est ainsi qu'aux termes de l'article 5 : « lors du règlement définitif de l'indemnité, la victime peut exiger que le quart du capital nécessaire à la constitution de la rente viagère lui soit attribué en espèces. » On a tenu compte de ce fait que l'ouvrier blessé pouvait avoir le désir de fonder un commerce lui permettant d'augmenter ses moyens d'existence. De même, le § 3 de l'article 5 autorise la victime à « demander que le capital nécessaire à l'établissement de sa pension serve, pour moitié au plus, à constituer une rente viagère sur la tête de son conjoint. »

C) En cas de *mort*, l'indemnité comporte, aux termes de l'article 6 : 1^o une allocation de 100 francs pour frais funéraires ; 2^o la constitution de rentes au profit de certains ayants-droit, tels que le conjoint survivant de la victime, ses enfants et ses ascendants.

Le conjoint survivant a droit « à une rente viagère égale à 20 % du salaire annuel de la victime », à condition qu'il ne soit pas divorcé, ou bien, s'il est séparé, que la séparation n'ait pas été prononcée contre lui ; en outre, le mariage doit avoir été contracté antérieurement à l'accident.

En ce qui concerne *les enfants*, le projet de loi distingue deux cas : s'ils sont orphelins de père *ou* de mère, ils ont droit, jusqu'à 16 ans révolus, « à une rente calculée sur le salaire annuel de la victime, à raison de 15 % de ce salaire, s'il n'y a qu'un enfant, de 25 % s'il y en a deux, de 35 % s'il y en a trois, et de 40 % s'il y en a quatre ou un plus grand nombre. » Pour les enfants orphelins de père *et* de mère, la rente est portée, pour chacun d'eux à 20 % du salaire, sans que l'ensemble des rentes puisse jamais dépasser 60 %.

Notons que les enfants naturels reconnus antérieurement à l'accident sont assimilés aux enfants légitimes et qu'ils ont droit aux mêmes rentes que ceux-ci.

Les ascendants n'obtiennent d'indemnité que s'ils sont dans le besoin ; il faut, en outre, que la victime soit morte célibataire, ou si elle était mariée, qu'elle ne laisse ni conjoint ni enfant. A cette triple condition, chaque ascendant a droit à une rente viagère égale à 10 % du salaire, sans que le total puisse excéder 20 % s'ils sont plusieurs.

L'article 7 accorde les mêmes faveurs aux ayants-droit d'ouvriers étrangers qui, au moment de l'accident, résident sur le territoire français ; cette condition de résidence n'est même pas exigée, s'ils justifient que dans leur pays d'origine nos nationaux jouissent du même avantage.

Le titre II du projet a trait au mode de calcul des rentes et indemnités, et s'occupe de la détermination du salaire qui sert de base à la fixation de ces rentes.

Les indemnités temporaires de l'article 8 et celles dues pour frais funéraires se calculent d'après le salaire *journalier* réellement touché par la victime au moment de l'accident. Dans tous les autres cas, c'est le salaire *annuel* de la victime qui sert de base ; le projet fait cependant une distinction pour la détermination de ce salaire entre « les ouvriers occupés dans l'entreprise pendant les douze mois écoulés avant l'accident » et ceux qui le sont depuis moins de douze mois. Pour les premiers, le salaire s'entend de la rémunération effective accordée par le patron soit en argent, soit en nature (art. 11 ; § 1^{er}).

Pour les autres, il s'entend « de la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération moyenne qu'ont reçue, pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois, les ouvriers de la même catégorie. » (Art. 11, § 2).

Ajoutons qu'aux termes de l'article 65, les rentes ou indemnités temporaires accordées aux victimes d'accidents ou à leurs ayants-droit sont incessibles et insaisissables.

3. — En ce qui concerne les *autorités chargées d'appliquer la loi*, le projet attribue au juge de paix du canton où l'accident s'est produit, la connaissance des contestations relatives « aux indemnités temporaires, aux frais de maladie et aux frais funéraires. » (Art. 17.) Quant aux difficultés portant sur le règlement de toutes les autres indemnités, elles sont tranchées, après une tentative de conciliation devant le président du Tribunal civil, *par un Tribunal spécial*, composé d'autant de patrons que d'ouvriers siégeant au nombre de trois dans chaque affaire au chef-lieu de l'arrondissement, sous la présidence du président du Tribunal civil. Cette institution nouvelle est organisée sur des bases empruntées, d'une part, à la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation en matière d'utilité publique, et, d'autre part, à la loi du 21 novembre 1872, relative au jury criminel. Notons enfin que le Tribunal arbitral statue en premier et dernier ressort sur les contestations qui lui sont soumises. Sa décision, dit l'article 27, « ne peut être attaquée que par la voie du recours en cassation et seulement pour excès de pouvoir ou violation de la loi (1). »

Les dispositions du projet relatives à la création des Tribunaux arbitraux nous semblent soulever plusieurs objections. Ces Tribunaux, tout d'abord, auraient-ils les avantages qu'on leur attribue ? Assureraient-ils aux justiciables des garanties particulières de compétence et d'impartialité ?

(1) Le titre III du projet (art. 12 à 17) qui s'occupe de la déclaration des accidents et de l'enquête fait double emploi avec les dispositions postérieures de la loi du 15 juin 1893. Aussi a-t-il besoin d'être totalement refondu. L'art. 12 dispose que tout accident survenu dans les entreprises visées à l'art. 1^{er}, doit faire l'objet d'une déclaration par le chef de l'entreprise dans les 48 heures au maire de la commune qui en dresse procès-verbal. Le patron doit joindre à sa déclaration un certificat médical indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif. Copie de cette déclaration doit être transmise au juge de paix du canton qui est tenu de se transporter auprès de la victime et de faire une enquête sommaire dans les 24 heures.

La procédure serait-elle plus économique et plus rapide ? Nous ne le croyons pas.

En ce qui concerne tout d'abord *la compétence*, les partisans de la nouvelle institution prétendent que les difficultés soulevées par l'application de la loi seraient appréciées plus équitablement par des patrons et des ouvriers que par des magistrats. Mais on oublie que les jurés seront tirés au sort sur « des listes cantonales de patrons et d'ouvriers » appartenant à des professions différentes ; dès lors, il est absolument impossible que les juges du Tribunal arbitral appartiennent à la même classe d'individus que ceux qu'ils seront appelés à juger, de sorte qu'avec ce système, un accident de mine pourra être apprécié par des maçons et des charpentiers, et inversement ; où se trouve alors « la compétence technique » d'un tribunal ainsi recruté ?

De même, au point de vue *de l'impartialité*, où seront les garanties que les parties sont en droit d'exiger ? N'est-il pas à craindre que les trois ouvriers, même s'ils sont de bonne foi, n'aient une certaine tendance à prendre parti pour leur collègue ? N'en sera-t-il pas de même pour les patrons ? Ceux-ci, en effet, auront un intérêt évident au procès, ils seront intéressés, puisqu'ils paieront l'indemnité. La conséquence ? C'est que le président du Tribunal civil sera appelé à départager ses assesseurs, et qu'en réalité il sera le juge unique. Et dans quelle situation intolérable se trouvera ce magistrat « tiraillé de droite et de gauche, écartelé », suivant l'expression de M. Milliard, et soupçonné tantôt de servir les intérêts de « l'infâme capital », tantôt de favoriser les ouvriers (1).

En outre, la création de ce Tribunal occasionnera nécessairement certains frais ; il faudra allouer des indemnités de déplacement et de séjour aux jurés ; mais qui paiera ? le

(1) Séance du 8 nov. 1895. Sénat, *J. Off.*, p. 895, 2^e col.

projet est muet sur cette question ; sera-ce l'industrie comme le demandait M. Ricard ? mais alors la justice ne serait plus gratuite pour tous ; de plus, l'économie faite sur la procédure passerait à indemniser les juges. Sera-ce l'État ? c'est alors une dépense nouvelle pour le budget.

Peut-on du moins penser qu'avec le Tribunal arbitral la justice sera plus rapide ? Il est permis d'en douter ; les tribunaux ordinaires, en effet, ont l'avantage d'être constitués, il n'en sera pas de même pour les Tribunaux arbitraux ; à Paris, sans doute, ils pourront siéger d'une façon permanente, mais, en province, on sera bien obligé d'attendre qu'il y ait plusieurs affaires au rôle pour convoquer le tribunal, on fera des sessions comme pour les jurys criminels et l'on aboutira ainsi à des ajournements plus ou moins longs qui pourront causer un certain préjudice aux intéressés.

Mais, ce qui, à notre avis, rend la situation plus grave, c'est que les décisions de ces Tribunaux sont sans appel ; contrairement aux dispositions des lois allemande et autrichienne, dont le projet s'est cependant beaucoup inspiré, aucun recours n'est accordé à la partie lésée, sauf le recours en cassation, et encore pour excès de pouvoir ou violation de la loi seulement.

Enfin, comme l'observait si justement M. Guérin (1), il n'y a pas seulement là, une question de compétence spéciale et d'impartialité ; « la question qui s'agit en ce moment, disait l'honorable garde des sceaux, est, à mon sens, plus haute et a une portée plus générale : c'est celle de la juridiction professionnelle. Il s'agit de savoir si à côté de la juridiction ordinaire qui s'applique à toutes les catégories d'accidents et de citoyens, vous allez établir une juridiction spéciale à une catégorie de citoyens et à une catégorie

(1) Séance du 6 juin. *J. Off.*, p. 1623, 1^{re} col.

d'accidents ! Je vous le demande : notre organisation judiciaire n'est-elle pas, à l'heure où je parle, assez compliquée pour que vous éprouviez le besoin de la compliquer encore ? Ne devrions-nous pas chercher au contraire à simplifier ses organes et les formalités qu'elle entraîne ? Il semble que l'on fasse tous ses efforts pour détruire pièce par pièce l'œuvre de la Révolution qui s'est efforcée de faire disparaître toutes les juridictions spéciales et exceptionnelles. »

Et, comme le disait M. Frédéric Gousset quelque temps après, « on peut d'autant mieux laisser aux tribunaux ordinaires la connaissance de ces affaires qu'en ce qui concerne la matière des accidents, on n'a pas à tenir en suspicion nos magistrats. La Jurisprudence a, en effet, devancé le législateur sur ce point, par une interprétation libérale et essentiellement humaine des dispositions de la loi » (1). Dès lors, pourquoi vouloir substituer au tribunal ordinaire, impartial et humain, un tribunal qui ne vaudra pas mieux, qui peut-être vaut moins ?

4. — En ce qui concerne *les garanties* qu'il convient d'accorder à l'ouvrier pour lui assurer le paiement de l'indemnité allouée par la loi, la Chambre s'est prononcée à une très forte majorité pour le principe *de l'assurance obligatoire*. Voici en quels termes s'exprimait M. Ricard dans son exposé des motifs : « La Commission a pensé que l'adoption de ce principe s'imposait aussi bien dans l'intérêt du patron que dans celui de l'ouvrier, que c'était la garantie des droits de ce dernier, en même temps que la sauvegarde du premier, exposé souvent à la ruine s'il était seul à supporter les indemnités à la suite de l'accident. Après un long examen, votre Commission s'est ralliée, en principe, au système pré-

(2) Séance du 6 juin, *J. Offic.*, p. 1627.

senté par le Gouvernement. Pour que l'assurance obligatoire ne soit pas un vain mot, il faut que l'Etat veille à ce que les prescriptions imposées soient réellement observées, qu'il ne se contente pas d'énoncer un principe sans garantir en même temps son exécution rigoureuse. » Or, continuait le rapporteur, les compagnies privées peuvent toujours se refuser à accepter certains risques, et leurs statuts leur imposent tant en somme qu'en nombre des limites qu'elles ne doivent pas dépasser ; de plus, elles ne présentent pas les garanties perpétuelles de sécurité financière voulues. Bonnes aujourd'hui, elles peuvent être mises un jour ou l'autre en état de liquidation, et partant, se trouver dans l'impossibilité de remplir leurs engagements (1).

Le projet de loi voté en 1893 admet donc le principe de l'assurance obligatoire, comme l'admettait le projet du Gouvernement du 26 juin 1890. Mais, la Chambre a substitué à l'assurance mutuelle, professionnelle et directe par l'Etat, l'assurance mutuelle *régionale* ; comme en Autriche, le groupement est réalisé grâce à une division du territoire en circonscriptions indépendantes les unes des autres. Le groupement par nature d'industrie sur toute l'étendue du territoire a donc été rejeté. Aux termes de l'article 37, en effet, tous les chefs d'industrie, quelle que soit leur profession, sont obligatoirement réunis *en circonscriptions* comprenant un ou plusieurs départements. Ces circonscriptions sont subdivisées *en sections*.

Chaque circonscription a son administration spéciale confiée à un *Comité directeur* qui dresse annuellement pour chaque circonscription la matrice des établissements assujettis et le rôle des cotisations à percevoir sur les chefs d'entreprise de la circonscription (art. 39 § 1. Ce Comité est

(1) Rapport précité, p. 312, 3^e col. ; — V. aussi discours de M. Ricard, séance du 10 juin, *J. Offic.*, p. 1675, 3^e col.

en outre chargé de gérer et de surveiller tous les intérêts de la circonscription, dont il est en quelque sorte l'organe essentiel (39 § 5). Il est institué auprès de chacune des sections, *une commission de section* dont la mission principale est de renseigner le Comité directeur sur tout ce qui intéresse la circonscription ; spécialement elle est tenue de donner son avis sur le classement des établissements de la section, sur la détermination de leur coefficient de risques, et sur la réduction des cotisations dont les chefs d'entreprise peuvent bénéficier (art. 40).

Les membres du Comité directeur sont élus par les membres des Comités de section de la circonscription, et ne peuvent être choisis que parmi les électeurs de ces Comités (41 § 2). Quant aux Comités de section, ils sont composés de chefs d'industrie élus par leurs pairs jouissant de leurs droits civils et politiques et faisant partie de cette section (art. 41 § 1).

Enfin, un *Conseil supérieur des accidents du travail* est institué auprès du Ministre du Commerce et sous sa présidence (art. 43). C'est celui-ci qui nomme tous les membres de ce Conseil dont l'attribution essentielle est d'établir l'échelle générale des risques d'accidents et de dresser une liste de toutes les industries et professions soumises à l'assurance.

Chaque année, on répartit entre les membres de la mutualité non pas les arrérages, mais « les *capitaux* nécessaires à la constitution des rentes et pensions inscrites dans l'année précédente » (art. 46 § 1). C'est donc le système de *capitalisation* emprunté à la législation autrichienne qui a prévalu. La somme à répartir comprend en outre « un capital additionnel pour fonds de réserve, dont le montant fixé annuellement par le Comité directeur, ne doit pas dépasser le quart de la somme répartie l'année précédente » (47 § 3). Cette répartition est faite par le Comité directeur entre tous les établissements

visés par la loi proportionnellement au produit du coefficient de risques de chacun par le montant des salaires payés à l'ensemble des ouvriers (art. 54) ; à cet effet, « le Comité dresse, pour chacune des communes de la circonscription, après avis et propositions des comités de section, une matrice, nominative par chef d'industrie, de tous les établissements assujettis de la commune, avec indication de leur classement, de leur coefficient de risques, et s'il y a lieu de la réduction de cotisation accordée à chacun d'eux » (47 § 1).

En outre, aux termes de l'article 56, « le Comité directeur dresse un rôle par commune ; ce rôle est rendu exécutoire par le préfet de chaque département, il est publié et recouvré comme en matière de contributions directes. »

Les cotisations ainsi perçues sont versées à la caisse des assurances contre les accidents, créée par la loi du 11 juillet 1868, et que le projet transforme en *caisse nationale d'assurance contre les accidents* (art. 62 et 68). C'est cette caisse qui dirige et centralise le service du paiement des indemnités dues aux victimes du travail. D'après l'article 63, la décision du tribunal arbitral ou l'ordonnance du Président constatant l'accord des parties forme un titre contre la caisse nationale. Ce sont les percepteurs et les receveurs qui sont chargés, dans les départements, de faire le service des pensions ; à Paris, ce soin incombe à la caisse nationale. Enfin, le 31 décembre de chaque année, l'administration de la caisse doit faire le total du capital des rentes et des indemnités temporaires payées pour le compte de la circonscription ; ce total est ensuite réparti par le Comité directeur, puis recouvré et versé à la caisse nationale, ainsi que nous l'avons expliqué.

Notons toutefois que les articles 75 et 76 du projet permettent aux patrons de ne point faire partie d'une circonscription, et leur reconnaissent le droit de « rester leurs propres assureurs, soit individuellement, soit en se réunissant en

syndicats ». Pour cela, ils sont tenus de faire une déclaration, chaque année, au préfet de leur département ou au Comité de leur circonscription ; ils doivent de plus déposer un cautionnement, dont les bases et la nature seront déterminées par un règlement d'administration publique.

Aux termes de l'article 78, les pensions allouées aux victimes ou à leurs ayants-droit sont quand même servies par la Caisse nationale d'assurance. Le capital nécessaire pour la constitution de ces pensions est prélevé sur le cautionnement ; celui-ci doit être complété dans la quinzaine du jour de la demande, sinon le chef d'entreprise est soumis d'office aux dispositions du titre VI et classé dans la mutualité de la circonscription (78 § 4).

En résumé, le droit commun en la matière est l'assurance mutuelle, l'exception est l'assurance individuelle ou syndicale.

Telle est l'économie générale du projet de loi qui fut voté par la Chambre, le 10 juin 1893, par 510 voix contre 60. Le Sénat fort heureusement a repoussé ce système de l'assurance obligatoire qui, dans son principe comme dans son application, soulève les plus graves critiques.

Et tout d'abord, comme se le demandait le rapporteur en 1888, « l'Etat doit-il et peut-il imposer aux particuliers l'obligation de s'assurer contre un risque, en invoquant l'intérêt présumé de ceux qu'il contraint ? » Non, répondait M. Duché, « ce serait pour l'Etat se porter meilleur juge de l'intérêt purement privé des citoyens que les citoyens eux-mêmes. »

De même, écrivait tout récemment M. Poirrier, dans son rapport au Sénat, « l'Etat, quoique certains en pensent, fera toujours moins bien les affaires des particuliers que ces particuliers eux-mêmes ; prétendre substituer la prévoyance de l'Etat à celle de chacun, c'est faire fausse route et c'est assumer une lourde responsabilité. On peut ajouter qu'en

agissant ainsi, l'Etat en arriverait promptement, par l'habitude que prendraient les citoyens d'attendre de lui, en toute circonstance, aide et protection, à annihiler l'initiative individuelle. Et quand ce résultat funeste serait atteint, on verrait bientôt cet Etat-Providence rendu responsable de toutes les déconvenues, voire même de toutes les catastrophes. Sont-ce là les mœurs que nous devons introduire dans notre démocratie ? (1) »

Un des premiers résultats du socialisme d'Etat serait de supprimer la liberté individuelle et de paralyser l'initiative privée ; avec l'assurance obligatoire que devient, en effet, le principe de la liberté des conventions ? Chaque patron devra être assuré obligatoirement, sans avoir le droit de choisir son genre d'assurance ; comme l'a dit M. Yves Guyot, « il devra être assuré à une Caisse organisée par l'Etat, d'après une formule déterminée par l'Etat. »

Que deviendront alors toutes ces institutions particulières qui se sont développées en dehors de la tutelle administrative et qui ont déjà rendu tant de services ?

Ensuite, où s'arrêtera-t-on, une fois que l'on se sera engagé dans une pareille voie ? Pour le moment, dit M. Poirrier, « nul ne songe encore, du moins nous l'espérons, à obliger le chef d'industrie à être prévoyant à l'égard de ses débiteurs ; nul ne songe à lui imposer l'obligation de s'assurer contre les risques des mauvaises créances, contre l'incendie, de contracter une assurance pour le cas de décès, et cependant la réalisation de l'un ou de l'autre de ces événements pourrait lui causer une très grande gêne. » Pourquoi dès lors ne pas le forcer à s'assurer contre tous ces risques qui peuvent, en amenant sa ruine, compromettre par voie de conséquence les moyens d'existence de ses intéressants créanciers ?

(1) Doc. parl., Sénat 1895. p. 268. — C'est à ce rapport que nous empruntons les différentes critiques que nous formulons contre le projet de la Chambre.

A un autre point de vue, n'a-t-on pas à redouter qu'avec ce système, le patron, tout en ayant conscience de ses devoirs envers ceux qu'il emploie, ne néglige quelque peu les mesures de précautions qu'il doit prendre dans le but de prévenir les accidents ? D'autre part, n'est-il pas à craindre que le sentiment de la responsabilité ne diminue chez l'ouvrier, qui est est toujours sûr ainsi d'avoir une indemnité ?

Et d'ailleurs, l'organisation de l'assurance obligatoire, telle qu'elle résulte du projet, ne fait encore qu'en aggraver les dangers. « L'assurance obligatoire nous apparaît en elle-même comme un système dangereux, disait le rapporteur au Sénat ; mais l'application qu'en a fait le projet de la Chambre des députés présente, à notre avis, d'une façon toute particulière, les plus graves inconvénients. »

Ce système, en effet, substitue au chef d'industrie, pour régler les contestations qui peuvent naître à la suite d'accidents, la mutualité de circonscription, « c'est-à-dire une collectivité financière ayant à sa tête non un homme, mais un Comité directeur qui ne doit avoir d'autres soucis que l'intérêt de la caisse ». En sorte que « là où les sentiments humanitaires du patron auraient aplani bien des difficultés, on ne trouvera que des défenseurs anonymes du coffre-fort. »

D'un autre côté, ne peut-on pas reprocher au projet d'avoir donné la préférence au groupement par circonscriptions, dans lequel on fait rentrer non pas des industries similaires, mais des industries complètement différentes les unes des autres ? Avec cette organisation régionale, il sera bien difficile de procéder à une répartition équitable des charges entre les divers membres associés, car ces entreprises de toutes sortes présenteront évidemment des risques très différents.

Enfin, observe M. Poirrier, et c'est là le vice capital de ce système, on ne répartit pas seulement entre les membres de

la mutualité les annuités à servir, mais on exige d'eux le versement du capital constitutif des pensions. « Le principal résultat du système de la Chambre, c'est de retirer de l'industrie, où elles trouvent un emploi relativement fructueux, des sommes considérables qui lui sont souvent fort nécessaires ; c'est de drainer les capitaux et de faire affluer dans les caisses de l'Etat, où se trouvent déjà enfouis les milliards des Caisses d'épargne, des centaines de millions et bientôt de nouveaux milliards. » D'après les calculs de MM. Grüner et Léon Marie, l'industrie française, pour 4 millions d'ouvriers industriels, aurait à verser annuellement dans les Caisses de l'Etat, comme capital constitutif des pensions, 115 millions de francs dès la première année du fonctionnement de la loi. En sorte que, « par l'accumulation des capitaux annuellement versés, et toute compensation faite entre les versements et les pensions éteintes par suite de décès, au bout de dix ans, les Caisses de l'Etat renfermeraient plus d'un milliard, et au bout de vingt ans près d'un milliard 800 millions. » Ajoutons que ces calculs ont été établis sur un taux d'intérêt de 3 %. Que serait-ce alors si le taux devait descendre à 2 1/2 ou à 2 % ? « C'est avec une véritable frayeur, conclut M. Poirrier, que l'on doit songer aux conséquences économiques et financières qui résulteraient d'un semblable état de choses. »

La prospérité de notre industrie nationale, d'ailleurs, n'est pas telle que l'on puisse lui imposer de pareilles charges sans risquer de l'écraser d'un poids énorme ; ne craint-on pas dès lors de l'affaiblir dans sa lutte contre la concurrence étrangère dont elle a déjà tant à souffrir ? D'un autre côté, ne doit-on pas redouter que l'industrie ne cherche à s'indemniser par un abaissement des salaires ?

Nous avons étudié précédemment le système allemand, nous nous sommes rendu compte de ses inconvénients et de

ses dangers (1); nous avons vu de quelle manière ont été réalisées les prétentions qu'il émettait, et comment les faits ont répondu aux prévisions. On voulait, avec cette législation, diminuer les accidents, et ceux-ci n'ont fait qu'augmenter; on supposait que ce système serait moins onéreux pour l'entrepreneur, et c'est tout le contraire qui s'est produit : avec la progression des accidents, les charges de l'assurance se sont élevées d'une façon excessive. En outre, le but de la loi était de supprimer les litiges, et les statistiques nous révèlent que le nombre de ceux-ci va toujours croissant. Enfin, il entraînait dans les vues de M. de Bismarck d'arrêter la marche envahissante du socialisme « en le combattant avec ses propres armes », or, ce parti n'a cessé de progresser, et aujourd'hui, il est plus florissant que jamais.

En présence de ces fâcheuses conséquences, il nous semble que nous ne pouvons mieux faire, en France, que de nous abstenir d'imiter cet exemple. C'est du reste la conclusion du rapport présenté en 1887 par M. Amédée Marteau, qui fut chargé par le Gouvernement d'étudier sur place les résultats de la loi allemande. « Ma conviction, écrit-il, est que jamais une telle loi ne pourrait être applicable en France, car les Français, patrons et ouvriers, ne consentiraient pas à se plier aux dures obligations qu'elle entraîne (2). »

SECTION V

Le projet de loi sur les accidents devant le Sénat.

Le 26 juin 1893, le projet voté par la Chambre des députés fut transmis au Sénat qui procéda immédiatement à

(1) V. *supra*, p. 182.

(2) V. *J. Off.* des 23, 24 et 25 mai 1887.

l'élection d'une Commission dont M. Bardoux fut élu président et M. Trarieux, rapporteur (1). La Commission sénatoriale se mit aussitôt à l'œuvre, et fit subir d'importantes modifications au projet de la Chambre ; c'est ainsi qu'elle repoussa tout d'abord le régime de « l'assurance mutuelle obligatoire », auquel elle substitua celui de la « garantie obligatoire » : ce système, dont le but était de donner à l'ouvrier la certitude d'obtenir l'indemnité prévue par la loi, imposait uniquement au patron l'obligation de prouver « qu'il pourrait assurer le service des pensions réservées aux cas d'incapacité permanente ou de mort résultant d'un accident. » Pour faire cette preuve, le patron était tenu de fournir, par l'un des moyens énumérés dans le projet, la garantie du payement de cette indemnité, sinon il était soumis à l'assurance obligatoire. La Commission répudia en outre le principe, admis par la Chambre, de la création d'une juridiction spéciale, et décida que le tribunal civil devait rester compétent.

M. Trarieux ayant été nommé garde des sceaux, M. Poirrier lui succéda comme rapporteur. Le 3 avril 1895, la question des accidents du travail fut de nouveau posée devant la Haute Assemblée, à la suite du rapport que M. Poirrier déposa ce jour-là (2).

Le nouveau projet de la Commission était en harmonie avec celui de la Chambre sur le principe du risque professionnel, sur le caractère transactionnel et forfaitaire de la réparation due à l'ouvrier, sur l'étendue du droit à l'indemnité, et enfin sur la création du tribunal arbitral ; les principales différences qui distinguaient les deux textes portaient presque exclusivement sur les moyens d'assurer aux victimes du travail le bénéfice de l'exécution de la loi. La Commission, en effet, ne crut pas devoir aller jusqu'à l'assurance

(1) Sénat, *Doc. parl.*, an. 1895, n° 233, p. 488.

(2) Sénat, *Doc. parl.*, an. 1895, p. 268, n° 73.

obligatoire ; elle préféra répudier ce système pour adopter, ainsi que l'avait fait le projet de rapport de M. Trarieux, le principe de *la garantie préventive*. « La Commission, disait M. Poirrier, s'est vue dans la nécessité de repousser l'assurance obligatoire, plus encore parce qu'elle y a vu l'inauguration d'un système dangereux qu'un moyen fort critiquable pour atteindre le but promis. » Le projet se bornait, en conséquence, à exiger des patrons certaines sûretés préventives, tout en leur donnant la liberté de choisir celle qui leur conviendrait ; c'est ainsi que ceux-ci avaient tout d'abord le droit de rester leurs propres assureurs, soit en déposant à la Banque de France ou dans tout autre établissement des valeurs affectées spécialement à la garantie des obligations de la loi, soit en donnant une caution solidaire, soit enfin en participant à un syndicat de garantie mutuelle dont les divers membres devaient se porter caution solidaire les uns des autres. Les patrons qui ne voulaient pas être leurs propres assureurs pouvaient couvrir les risques auxquels ils sont exposés, en contractant une assurance, soit près d'une Compagnie à primes fixes, soit à une caisse d'assurance mutuelle ou régionale, soit enfin à la caisse d'assurance par l'Etat, dont le fonctionnement devait être réorganisé. •

Enfin, si le chef d'entreprise n'usait d'aucune des facultés qui lui étaient offertes, le fisc intervenait d'office ; il était décerné contrainte contre lui comme en matière d'impôts, et l'on réalisait ainsi la somme nécessaire pour fournir un capital de garantie qui devait être déposé à la Caisse des dépôts et consignations.

Une autre innovation du projet consistait à laisser à un règlement d'administration publique la tâche de déterminer quelles industries devaient tomber sous le coup de la loi ; l'article 1^{er} se bornait à consacrer le principe de la réparation

des accidents du travail en faveur de la victime ou de ses représentants, sans faire aucune énumération des industries qui devaient être soumises à la loi.

Le Sénat aborda l'examen de ce projet dans la séance du 10 juin 1895 (1) ; la discussion de l'article premier donna lieu à un débat assez vif, au cours duquel M. Lebon, ministre du commerce, et M. Milliard demandèrent au Sénat de substituer au texte de la Commission celui qu'avait voté la Chambre des députés. Le Sénat n'hésita pas à montrer sa préférence pour le projet de la Chambre en votant le renvoi de l'article 1^{er} à la Commission. A la suite de ce vote, celle-ci donna sa démission, mais, sur les instances du président du Conseil lui-même, elle consentit, quelques jours après, à reprendre sa tâche.

Le 25 juin, M. Poirrier présentait un rapport supplémentaire (2) et un nouveau projet, qui fut discuté à la fin de la session dernière et adopté en première délibération, le 5 décembre 1895, avec quelques modifications de détail (3).

Dans ses traits essentiels, ce projet de loi peut se ramener aux points principaux suivants :

1. — En ce qui concerne tout d'abord *les entreprises soumises au principe du risque professionnel*, l'article 1^{er} en donne une énumération limitative reproduisant exactement la disposition du texte voté par la Chambre. D'une façon générale, ce sont, comme nous l'avons vu, toutes les exploitations dans lesquelles il est fait usage d'une machine à vapeur ou de toute autre machine mue par une force élémentaire (vent, eau, vapeur, gaz, air chaud, électricité).

(1) V. *J. off.* 1895, p. 579, 589 et 599.

(2) Sénat, *Doc. parl.*, an. 1895, n° 146, p. 297.

(3) V. pour le résumé des débats, *Annales commerciales*, 1896, p. 54, et *J. off.*, séances des 4, 5 et 8 juillet, 28 et 29 octobre, 7, 8, 21, 22, 26 novembre, 2, 3 et 5 décembre, Sénat, *Déb. parl.*, an. 1895, pp. 722, 744, 765, 866, 877, 883, 893, 919, 937, 961, 1002, 1020, 1032.

Notons que la loi n'est pas applicable à l'agriculture, « hors le cas où elle se sert d'une machine à moteur inanimé » ; il en est de même pour la petite industrie, où les patrons, pendant la période de la plus grande activité de leur exploitation, n'emploient pas plus de cinq ouvriers.

Ajoutons qu'aux termes de l'article 2, les dispositions de la loi ne devaient pas être applicables au-delà de 2,400 francs, alors que, d'après le projet de la Chambre, les ouvriers et employés gagnant plus de 2,000 francs pouvaient invoquer le bénéfice de la nouvelle législation jusqu'à concurrence de cette somme.

2. — Relativement à *l'étendue de la responsabilité du patron*, le projet du Sénat consacre les mêmes dispositions que celui de la Chambre des députés : c'est ainsi qu'il fait rentrer dans le risque professionnel tout accident dû à la faute légère soit de l'ouvrier, soit du patron, ou à un cas fortuit. L'article 18 décide, en outre, que « le Tribunal a le droit, s'il est prouvé par le patron que l'accident est dû à une faute lourde de l'ouvrier, de diminuer la pension allouée à la victime ou à ses représentants » ; à l'inverse, si l'ouvrier fait la preuve d'une faute de cette nature à la charge du chef d'entreprise, « les indemnités du titre I^{er} pourront être majorées par le Tribunal, sans toutefois que la rente viagère ou le total des rentes viagères allouées puisse, en aucun cas, dépasser le montant du salaire annuel. » Ce texte, absolument contraire à celui qu'avait adopté le Sénat en 1890, a donné lieu à une longue et vive discussion ; M. Grivart avait proposé un amendement aux termes duquel les articles 1382 et 1384 du Code civil devaient continuer à recevoir application dans ces hypothèses, mais son amendement fut repoussé par 170 voix contre 53.

3. — Quant à *la nature et au montant des indemnités*,

celles-ci sont tarifées, sauf en cas de faute lourde de l'ouvrier et du patron, et varient suivant que l'accident a entraîné la mort, une incapacité permanente ou une incapacité temporaire (art. 3, 4 et 5). Le taux de ces indemnités est le même que celui qu'avait fixé la Chambre, excepté cependant pour l'incapacité partielle permanente ; au lieu d'être diminuée en proportion de la capacité de travail conservée, la rente, dans ce cas, est « égale à la moitié de la réduction que l'accident a fait subir au salaire moyen annuel (1) » (art. 4 § 2).

4. — En ce qui concerne *les autorités chargées d'appliquer la loi*, la Commission du Sénat avait proposé le système organisé par la Chambre, mais le Sénat repoussa la création du Tribunal arbitral, en votant l'amendement de M. Godin qui donnait compétence aux juges de paix en matière d'incapacités temporaires, et aux tribunaux civils dans tous les autres cas. Ajoutons que le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé *de plein droit* en première instance à la victime de l'accident ou à ses ayants-droit, « il s'étendra, dit l'art. 16, à tous les actes d'exécution mobilière ou immobilière et à toute contestation incidente à l'exécution ».

5. — Relativement *aux garanties* exigées pour assurer l'exécution de la loi, l'entente n'existe plus entre les deux fractions du Parlement, le projet du Sénat est en désaccord complet avec celui de la Chambre. Le premier projet de la Commission repoussait, comme nous l'avons vu, le principe de l'assurance obligatoire pour admettre le système de la garantie préventive. Ce système des garanties a été abandonné par la Commission dans son deuxième projet, il lui a paru présenter encore de trop graves inconvénients ; (1) le plus

(1) Ce salaire s'obtient en prenant le trentième du gain total réalisé par la victime dans l'entreprise, pendant les 30 jours précédents (art. 9).

(1) V. Rap. de M. Poirrier, *J. Off.* p. 299.

sérieux consistait en ce que les patrons étaient obligés de payer aux Compagnies d'assurances des primes représentant le versement du capital constitutif des pensions à payer, de sorte qu'on retirait ainsi de l'industrie des sommes importantes qui lui sont souvent nécessaires. D'un autre côté, les patrons devenus débiteurs de pensions se trouvaient tenus de verser le capital constitutif de ces pensions dans une Caisse d'assurance fonctionnant sous la surveillance de l'Etat, dont la responsabilité se trouvait ainsi engagée dans une certaine mesure; de plus, comme l'observait le rapporteur, « en soumettant à sa surveillance les Compagnies privées assurant les chefs d'industrie, l'Etat ne semblerait-il pas se porter garant, tout au moins moralement, de leur solvabilité vis-à-vis des ouvriers? » Enfin, on considérerait que l'Etat assureur serait exposé à des risques qu'il doit laisser aux particuliers.

La Commission crut remédier à ces inconvénients, en proposant de créer une *Caisse nationale d'assurance contre les accidents*, « chargée de faire le service des rentes et pensions et d'effectuer le paiement des capitaux dus en vertu de la nouvelle loi » (art. 23).

Lorsqu'un accident se sera produit, l'ouvrier s'adressera non pas à son patron, mais à cette Caisse, qui avancera le montant de la rente ou de la pension au nom du patron. Aux termes de l'article 24, les sommes dont la Caisse nationale devra garantir l'acquittement, pour le compte des chefs d'entreprise déclarés débiteurs, seront recouvrés contre eux au moyen de rôles annuels, rendus exécutoires, comme les rôles des contributions directes.

Quand le patron cessera son industrie, la totalité du capital représentatif des rentes pour accidents dont il paie les arrérages, deviendra exigible immédiatement de plein droit, à moins qu'il n'ait contracté avec une Compagnie d'assurances qui prenne ses lieu et place (art. 26).

Ajoutons qu'aux termes des articles 27 et 28, la Caisse des assurances sera garantie contre l'insolvabilité des patrons: 1° au moyen d'un privilège sur les biens des redevables pour une somme égale à deux années d'arrérages; 2° au moyen d'une répartition des sommes tombées en souffrance entre les chefs d'entreprise assujettis. L'article 28 crée à cet effet *un fonds de réserve*, dont le montant est fixé chaque année par décret, et qui est réparti entre *tous* les patrons, en raison d'une part, du total des salaires payés dans l'année, et d'autre part, en raison de l'importance des risques d'accidents que présente l'industrie ou la profession dans son ensemble (1). Les sommes incombant de ce chef aux entreprises seront recouvrées dans les mêmes formes que les indemnités pour accidents. (2) L'article 29 oblige en outre les industriels à faire une déclaration indiquant le montant total des salaires qu'ils ont payés dans l'année, déclaration qui pourra être contrôlée par l'inspecteur du travail.

Enfin aux termes de l'article 33, « la Caisse nationale d'assurance contre les accidents est autorisée à effectuer des assurances ayant pour objet de garantir les chefs d'entreprise contre les conséquences qui résulteraient pour eux de l'application de la présente loi. »

Telle est dans ses traits essentiels la combinaison en faveur de laquelle s'est prononcé le Sénat, pour assurer aux victimes d'accidents le paiement de leurs indemnités et pensions (3).

Bien que, dans son ensemble, ce projet de loi nous

(1) La Commission avait d'abord proposé de majorer de 3 % les arrérages dus par les patrons chez lesquels se seraient produits les accidents.

(2) M. Poirrier a calculé que la part des insolubles ne devait pas dépasser 1 % du montant total des annuités à payer; selon lui, il n'y aurait guère que 100.000 fr. d'arrérages irrécouvrables chaque année.

(3) L'ensemble du projet fut adopté en première délibération par le Sénat, le 5 décembre 1895 (*J. Off.* p. 1044).

paraisse préférable au régime que la Chambre des députés a adopté en 1893, il présente cependant certains inconvénients qu'il nous faut brièvement signaler. Il a tout d'abord le tort, à notre avis, d'assigner à la responsabilité du patron des limites trop étendues ; l'article 18 en effet pose le principe du droit à l'indemnité au profit de l'ouvrier, même en cas de faute lourde de sa part. Cette disposition nous semble des plus critiquables, car, comme nous l'avons déjà dit, chacun doit avoir la responsabilité de ses actes.

En outre, pourquoi la loi n'est-elle pas applicable aux patrons qui n'emploient pas plus de cinq ouvriers ? Nous ne comprenons pas cette exclusion ; en quoi, en effet, l'ouvrier qui travaille chez un petit patron est-il moins intéressant que celui qui travaille chez un grand industriel ?

Au sujet de la juridiction, reconnaissons cependant que le Sénat a été mieux inspiré que la Chambre, en repoussant la création du Tribunal arbitral que la Commission voulait imposer. Mais il nous semble excessif d'accorder *de plein droit* le bénéfice de l'assistance judiciaire aux victimes du travail, ainsi que cela résulte de l'article 16. Cette disposition, a pu dire avec raison M. Boulanger, est d'abord inacceptable en droit ; la loi de 1851 sur l'assistance judiciaire repose, en effet, sur deux garanties essentielles : elle soumet d'une part le bénéfice de l'assistance à la formalité *de l'autorisation*, et d'autre part, son application ne s'étend *qu'aux indigents* ; or, que deviennent ces garanties avec l'article 16 qui, d'un côté, supprime l'autorisation judiciaire, et de l'autre, pose en principe que tous les ouvriers sont indigents ? En outre, cette disposition est tout à fait impraticable en fait ; la loi sur l'assistance judiciaire a pour conséquence d'imposer aux officiers ministériels la gratuité de leur ministère et au Trésor des sacrifices considérables ; or, la loi sur les accidents étant limitative et exceptionnelle puisqu'elle ne s'applique pas à

tous les employés et ouvriers mais seulement aux ouvriers de certaines industries, comment l'huissier, l'avoué, le receveur de l'enregistrement feront-ils quand un ouvrier blessé se présentera, n'ayant ni pièce justificative, ni décision du bureau d'assistance judiciaire ? devront-ils le croire sur parole ?

L'amendement proposé par M. Boulanger était beaucoup plus juste, à notre avis ; il tendait à ce que la demande d'assistance fût soumise d'abord au juge de paix, dont la décision eût été exécutoire par provision ; cette décision devait être transmise ensuite au bureau compétent qui aurait statué dans la forme ordinaire (1).

En ce qui concerne les garanties accordées à l'ouvrier, la combinaison imaginée par le projet ne nous semble pas très heureuse. Tout d'abord, comme l'a si justement fait remarquer M. Chovet (2, en décidant que l'État sera le débiteur direct de l'ouvrier, puisqu'on l'oblige à faire les paiements et les recouvrements, on l'immisce dans les affaires des simples particuliers et on lui donne un rôle qui doit être complètement en dehors de ses attributions. De plus, ce système a le tort d'établir « une présomption légale d'insolvabilité » contre le patron, pour garantir la réparation d'un préjudice, conséquence d'un accident qui peut-être ne naîtra jamais. C'est « une espèce de *cautio judicatum solvi* » qui est ainsi infligée à l'industriel français que l'on traite ainsi plus durement qu'un débiteur ordinaire.

Un autre inconvénient de ce régime serait de faire disparaître les caisses particulières pour ne laisser subsister que la Caisse nationale d'assurance ; les Compagnies privées, en effet, peuvent périlcliter et sont loin de présenter les garanties sérieuses et durables de la Caisse de l'État ; inévitablement,

(1) *J. Off.*, Déb. parl., an. 1895, p. 938.

(2) Séance du 26 nov. 1895, *J. Off.*, Sénat, Déb. parl., p. 962.

celle-ci serait investie en fait d'un véritable monopole, de sorte que ce système aboutit à l'assurance obligatoire par l'État, car, comme le disait avec raison M. Séblin (1), « le seul moyen pour le patron de se mettre à l'abri des conséquences de la loi sera de s'assurer à la Caisse nationale, ainsi que l'y invite l'article 33. En votant cette loi, vous consacrez donc fatalement le principe de l'assurance par l'État. Vous faites un nouveau pas vers ces doctrines dangereuses qui tendent à instituer un État-Providence, dans lequel l'épargne personnelle, qui diminue de plus en plus, finira par disparaître complètement. »

Ce système, comme on le voit, met les industriels dans la nécessité de se jeter dans les bras de l'État. Ce monopole de l'État nous semble des plus dangereux, car suivant le dilemme si bien posé par M. Bardoux en 1890, et rappelé par M. Le Cour Grandmaison dans la séance du 3 décembre 1895 (2), « ou la caisse fera des bénéfices, ou elle fera des pertes. Dans le premier cas, elle fera une concurrence désastreuse à l'industrie libre, et elle semblera spéculer sur le malheur des ouvriers. Si elle fait des pertes, ce sont les contribuables qui paieront. »

Enfin, ce système est d'une injustice criante; pourquoi le patron solvable doit-il répondre du patron insolvable? En somme, on ne rend aucun service au chef d'entreprise qui n'a pas été victime d'un sinistre, dès lors, de quel droit exige-t-on de lui le paiement d'une somme quelconque? A un autre point de vue, l'obligation de verser la totalité des capitaux pour le patron qui cesse d'exercer son industrie nous paraît exorbitante; cette disposition obligerait les industriels à s'assurer à l'État, puisque seule l'assurance par l'État leur éviterait le versement des capitaux constitutifs des pensions.

(1) Séance du 28 nov. 1895, *J. Off.*, Déb. parl., p. 982.

(2) *J. Off.*, p. 1021.

Telles sont les objections que nous voulions faire à la rédaction du projet admis en première délibération par le Sénat.

Ce projet est venu en seconde délibération, les 24, 28 et 30 janvier dernier (1). Le 28, M. Bérenger déposa un contre-projet qui fut renvoyé le 30 janvier à la Commission. Celle-ci ayant donné sa démission, une nouvelle Commission fut aussitôt nommée, et le rapport rédigé par M. Thévenet fut déposé sur le bureau de la Chambre Haute, le 2 mars 1896. La discussion du nouveau projet eut lieu quelques jours après; dans la séance du 24 mars, l'ensemble de la loi fut adopté par 243 voix contre 3 (2).

Projet du 24 mars 1896. — Comme nous l'avons fait pour les projets précédents, nous ramènerons les traits essentiels du nouveau texte aux quatre points principaux suivants :

1. — *Le principe du risque professionnel* est nettement posé dans l'article 1^{er}, qui n'est guère que la reproduction du texte voté à plusieurs reprises par la Chambre des députés et par le Sénat en première délibération.

Notons cependant qu'il est nécessaire que l'accident soit la conséquence directe du travail; l'article 1^{er} ne vise, en effet, que les accidents survenus *par le fait ou à l'occasion du travail*. En outre, il n'est plus question des machines mues par *une force élémentaire (vent, eau, vapeur, gaz, air chaud, électricité)*, ces expressions ayant été remplacées par les termes plus généraux de : « force autre que celle de l'homme ou des animaux. »

C'est donc, comme dans les projets antérieurs, l'exercice même de l'industrie qui donnera droit à une indemnité, sans

(1) *J. Off.*, Sénat, Déb. parl., 1896, p. 18, 21 et 33.

(2) *J. Off.*, des 17, 19, 20, 23 et 24 mars 1896.

qu'il y ait à se préoccuper si l'accident est survenu dans un travail dangereux, ainsi que le demandait M. Bérenger dans son contre-projet. (1)

Ajoutons que l'ouvrier qui s'associe à un autre ouvrier ne sera pas considéré comme patron, l'article 1^{er} § 2 écarte, en effet, le cas où l'accident frapperait un ouvrier travaillant seul d'ordinaire, par le fait d'une collaboration fortuite avec d'autres travailleurs.

D'un autre côté, le nouveau projet du Sénat ne fait plus rentrer dans le risque professionnel les accidents dus à la faute lourde soit de l'ouvrier, soit du patron. C'est ainsi que, d'après l'article 1^{er}, la responsabilité du maître est dégagée toutes les fois qu'il y a eu « *faute inexcusable de la part de l'ouvrier.* » (2) Il faut donc que la faute soit sans excuses pour que la loi ne s'applique pas à la victime.

Par contre, on lit dans l'article 3 : « que, si l'accident a eu pour cause la faute inexcusable du chef d'entreprise, il n'est en rien dérogé à l'article 1382 du Code civil. » De même,

(1) Au dernier moment, la Commission avait proposé de limiter l'application du risque professionnel aux industries *nouvelles* employant un outillage mécanique moderne ; le projet laissait alors aux chefs de ces entreprises toute leur responsabilité. Les patrons des autres industries, au contraire, avaient la faculté de s'exonérer en prouvant que le travail commandé n'était point dangereux. Cette division des entreprises industrielles en deux catégories a été vivement critiquée par M. Mesureur et M. Félix Martin. Les industries du second groupe, disait M. Martin, sont souvent plus dangereuses que celles du premier ; de plus, comment cette preuve du travail dangereux pourrait-elle être faite ? — Ce système, il faut le reconnaître, est trop subtil et trop difficile à définir, pour être adopté par le législateur qui doit, avant tout, faire une œuvre pratique.

(2) Le rapport de la Commission justifie, en ces termes, l'emploi de cette nouvelle expression : « Le terme de *faute lourde* n'ayant pas, dans notre langue judiciaire, une signification très précise, et les tribunaux pouvant qualifier ainsi de simples négligences ou des manquements aux règlements tolérés par les usages de l'atelier, nous avons pensé que la faute devait être de telle gravité qu'elle fût sans excuses, et nous avons ajouté à l'article premier ces expressions : « à moins qu'il n'y ait eu *faute inexcusable* de la part de l'ouvrier », entendant ainsi que le risque professionnel soit appliqué de la façon la plus large. — Cette expression offre, à notre avis, l'inconvénient de comporter une interprétation trop étroite et d'être peu juridique, le mot « inexcusable » s'appliquant plutôt aux personnes qu'aux faits.

c'est cet article qui doit être appliqué en cas d'accident causé par un tiers ; le chef d'industrie peut exercer l'action en responsabilité contre l'auteur de l'accident, au lieu et place de la victime ou de ses ayants-droit, si ces derniers négligent d'en faire usage (art. 5).

Ajoutons que le projet ne protège pas seulement les ouvriers, mais aussi les employés à des titres divers. (1) L'ancien rapporteur, M. Poirrier, a fait remarquer à ce sujet que l'on allait surcharger ainsi l'industrie et aggraver outre mesure les charges de la législation nouvelle. 2. Mais, comme lui a justement répondu M. Thévenet : lorsqu'une explosion se produit dans une usine, choisit-elle ses victimes ? Puisque tout le monde est exposé au risque professionnel, tout le monde doit être indemnisé. Quoi de plus périlleux, par exemple, que les travaux d'essais qui se font dans les usines métallurgiques ? Ose-t-on dire que ceux qui surveillent ces essais ne courent aucun risque et ne méritent pas de bénéficier de la loi parce qu'ils ne sont pas au poste de combat ? Et qu'on n'allègue pas, qu'en fait, ce serait là une charge très lourde pour l'industrie ! Dans les usines, les gros traitements sont les plus rares. (3)

2. — En ce qui concerne *l'établissement du taux des indemnités*, celles-ci ne sont plus réglées ni tarifées comme dans les

(1) Voici par quelles considérations le rapporteur justifie cette mesure : « Nous avons repoussé, dit-il, le système de l'ancienne Commission limitant le bénéfice de la loi aux ouvriers et employés dont le traitement ne dépasserait pas 2,400 francs par an. Nous avons estimé qu'il fallait que le principe général posé dans l'article premier s'appliquât à toutes les victimes du travail industriel. L'ouvrier mécanicien qui gagne 15 francs par jour ne doit pas être exclu ; il court les mêmes dangers que son camarade dont le salaire est moins élevé, et doit être protégé comme lui. De même, l'ingénieur ou le contre-maître sont aussi intéressants que l'ouvrier. Puisque vous rendez le patron responsable du cas fortuit ou de force majeure, pourquoi limiter cette responsabilité aux petits salariés, alors que tous, ingénieurs, employés ou ouvriers, y sont également exposés ? »

(2) Séance du 17 mars, *J. off.*, p. 254.

(3) Séance du 17 mars, *J. off.*, p. 258. 3^e col.

projets précédents : le Sénat s'est contenté de fixer un minimum et un maximum que les juges ne pourront pas dépasser. « Nous avons été d'avis, lit-on dans le rapport de M. Thevenet, qu'une tarification rappelant nos antiques lois mérovingiennes serait contraire à l'équité. Il est impossible, en effet, de fixer, à l'avance, l'étendue du préjudice causé à la victime d'un accident. Les magistrats mis au courant de toutes les circonstances, de tous les détails de fait, peuvent seuls, croyons nous, si les parties n'ont pu s'entendre, évaluer l'indemnité qui doit être le plus justement accordée. » L'article 2 édicte en conséquence que, pour l'incapacité *temporaire* de travail, l'indemnité ne peut être supérieure à la moitié du salaire, ni inférieure au quart ; que, pour l'incapacité *partielle permanente*, elle ne peut dépasser la moitié de la réduction que l'accident fait subir au salaire, ni aller au-dessous du quart de cette réduction, et que, pour l'incapacité *absolue permanente*, elle ne peut ni être supérieure aux deux tiers du salaire, ni être inférieure à un tiers. En cas de *mort*, l'indemnité à accorder à l'époux, aux enfants légitimes ou naturels reconnus, s'ils sont mineurs âgés de moins de dix-huit ans ou infirmes, et aux ascendants qui auraient eu droit à une pension alimentaire, ne pourra dépasser les deux tiers ni être inférieure à 20 % du salaire. (1)

Le projet laisse aussi aux magistrats le soin de déterminer le salaire moyen qui devra servir de base à l'indemnité : il n'entre pas non plus dans le détail de la répartition à faire, en cas de décès, aux enfants et ayants-droit de la victime. L'indemnité pourra donc être évaluée selon les multiples circonstances de l'accident, et les tribunaux ne seront pas dessaisis du droit d'apprécier.

(1) Il n'y avait pas moins de dix amendements sur cet article. Celui de M. Félix Martin tendant à rétablir le caractère forfaitaire de l'indemnité, fut vivement combattu par le rapporteur et défendu par le Ministre du Commerce et M. Tannoux : il fut repoussé par 128 voix contre 113 (séance du 20 mars).

3. — Le droit à l'indemnité étant ainsi établi, voyons maintenant *comment il s'exercera*. Le projet laisse aux tribunaux de droit commun la mission de fixer les indemnités en cas de désaccord des parties, en se contentant de leur imposer une procédure à la fois rapide et gratuite.

Les tribunaux, d'une part, devront statuer d'urgence et comme en matière sommaire, quel que soit le chiffre de la demande. L'article 6 impose au chef d'entreprise l'obligation de déclarer l'accident, dans les 48 heures, au juge de paix *du lieu*, qui constatera les faits et en dressera procès-verbal (1). Les circonstances de l'accident étant ainsi précisées par cette enquête, le procès suivra son cours ordinaire. Mais, au préalable, une tentative de conciliation devra être faite, dans les huit jours du procès-verbal, par le juge de paix *du domicile de la victime* auquel le dossier aura été transmis (art. 7). Si les parties tombent d'accord, ce juge rendra une ordonnance qui contiendra les conditions de l'arrangement et vaudra titre exécutoire. Dans le cas contraire, la procédure reprendra sa marche régulière jusqu'au jugement à intervenir.

D'autre part, le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé de plein droit à la victime de l'accident ou à ses ayants-droit ; remarquons, toutefois, que l'article 9 exige le visa du procureur de la République. A cet effet, le juge de paix doit lui adresser, dans les trois jours de la comparution des parties, un extrait du procès-verbal de non-conciliation, en y joignant toutes les pièces de l'affaire. Le procureur procède alors comme il est prescrit à l'article 13, § 2 et suivants, de la loi du 22 janvier 1851.

(1) « Ce procès-verbal, dit M. Thévenet dans son rapport, ne fera pas double emploi avec celui dressé par le maire de la commune où l'accident s'est produit, en exécution des articles 15 de la loi du 2 novembre 1892 et 11 de la loi du 13 juin 1893. » Les patrons seront donc tenus de faire une déclaration au maire et au juge de paix.

4. — En ce qui concerne *les garanties* à accorder à l'ouvrier blessé, le Sénat a complètement abandonné la combinaison adoptée par lui en première délibération, qui faisait de l'Etat « une sorte de trésorier-payeur général des indemnités » (1).

Les patrons sont entièrement libres de s'assurer comme ils l'entendent. L'article 10 du projet se contente de stipuler la garantie de la créance de la victime, en lui accordant le bénéfice des articles 2101 et 2104 du Code civil, qui ont trait au privilège de certaines créances en cas de faillite ou de déconfiture. Ce privilège est inscrit sous le n° 6 de l'article 2101. Toutefois, il ne s'exercera sur les immeubles qu'après les privilèges spéciaux de l'article 2103 existant avant l'accident, et après les créances hypothécaires antérieurement inscrites (2). Les patrons ont donc tout intérêt à s'assurer, et, comme le faisait remarquer M. Thévenet, « si l'assurance n'est pas obligatoire, elle est obligée. » Ils ont, d'ailleurs, la faculté de se soustraire au privilège de ces créances en garantissant le paiement des pensions par la constitution d'un capital suffisant pour en assurer le service.

(1) « L'Etat, lit-on dans le rapport de M. Thévenet, ne saurait intervenir directement dans cette matière sans s'exposer à de graves difficultés. Nous n'insisterons pas sur les inconvénients d'ordre financier que présenterait une pareille solution : les capitaux énormes destinés au service des pensions s'accumuleraient bientôt dans les caisses de l'Etat, et leur emploi causerait au Trésor les plus graves embarras. Si, d'ailleurs, l'Etat devenait lui-même assureur, il devrait suivre les procès qui pourraient naître contre les ouvriers, à raison de prétendues fautes inexcusables. On le verrait alors disputer aux victimes des accidents l'indemnité qu'elles réclameraient. Ce n'est point là le rôle ni la mission de l'Etat, qui doit surveiller et contrôler l'initiative individuelle, mais qui ne peut jamais sans péril la remplacer. »

(2) M. Felix Martin et M. Maxime Lecomte avaient présenté deux amendements : le premier tendant à la création d'une caisse mutuelle de garantie, le second ayant pour objet l'assurance obligatoire (séance du 24 mars). Voici pour quelles raisons la Commission a repoussé l'amendement de M. Martin : « Tout d'abord, disait avec juste raison le rapporteur, il n'est point certain que les ressources de cette Caisse seraient suffisantes pour constituer une garantie sérieuse. En outre, c'est, sous une autre forme, l'intervention directe de l'Etat que nous avons voulu écarter absolument de cette matière ».

A cet effet, dit l'article 10 *in fine*, ils pourront « soit effectuer un dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, soit fournir une affectation hypothécaire, soit contracter avec une Compagnie d'assurances, une mutualité, ou un syndicat de garantie, *d'une solvabilité notoire*. »

Ajoutons que l'article 15 remet à un règlement d'administration publique le soin de déterminer les garanties que devront fournir les Compagnies d'assurances, les mutualités et les syndicats pour être considérés comme présentant « une solvabilité notoire ».

Disons enfin que la créance de la victime jouit, en outre, du privilège de l'article 2102 sur l'indemnité due par l'assureur. Les Compagnies d'assurances devront constituer des réserves dont le montant sera affecté au paiement des pensions et indemnités.

Telles sont les garanties accordées aux victimes d'accidents, en cas d'insolvabilité du patron. On peut qualifier d'heureuse la combinaison que le Sénat vient d'adopter, car elle échappe, croyons-nous, à la plupart des critiques qui ont été adressées aux projets antérieurs. Le Sénat a été bien inspiré, à notre avis, en répudiant le système de l'assurance obligatoire et en écartant la création d'une Caisse nationale d'assurances. A quoi bon, en effet, chercher si loin des garanties, quand on peut arriver au même résultat avec les moyens que nous offre le Code civil ? Comme le disait fort justement M. Chovet dans la séance du 26 novembre 1895 : « La loi a prévu le cas où l'intérêt particulier qui s'attache à certaines créances exige une garantie spéciale, et cette garantie, elle la donne par le privilège sur la fortune du débiteur institué par les articles 2101 et 2104 du Code civil. »

Naturellement, les partisans de l'assurance obligatoire et quelques-uns des membres de l'ancienne Commission ont

fait des objections à ce système du privilège général. C'est ainsi que M. Poirrier et M. Félix Martin lui ont tout d'abord reproché de forcer les industriels à s'assurer et de faire ainsi les affaires des Compagnies d'assurances (1). A quoi M. Thévenet a répondu : « Ce n'est pas en faveur des Compagnies d'assurances que le projet de loi a été rédigé : c'est en faveur des assurances mutuelles. Ce sont celles-là surtout que nous visons. Oui, nous voulons favoriser les assurances mutuelles ! Oui, la Commission a pensé que c'était là le meilleur moyen pour l'industriel de se garantir contre le risque que va faire peser sur lui la nouvelle loi (2). »

Dans ces assurances, on n'aura qu'à payer les frais généraux, et ces frais seront évidemment moindres que dans une administration d'Etat.

On a prétendu aussi que ce privilège aurait pour effet d'immobiliser les biens des patrons et de couper en même temps à ceux-ci tout le crédit dont ils ont besoin. Mais, répondrons-nous avec le rapporteur, ce privilège tout d'abord ne s'exercera que le jour où l'accident se sera produit, ensuite, il ne surgira qu'au moment de la déconfiture, enfin, si l'industriel tient à garder son crédit intact, il n'aura qu'à contracter une assurance ; le privilège alors ne s'exercera pas, à moins d'insolvabilité de la Compagnie d'assurances. Mais, comme les Compagnies seront sous le contrôle de l'Etat, l'insolvabilité sera très rare.

En terminant, nous dirons donc que le projet du Sénat, qui assurément est loin d'être parfait, nous paraît cependant constituer la meilleure solution qui ait été donnée jusqu'ici à la question si grave de la responsabilité des patrons en ce qui touche les accidents ouvriers.

(1) Séance du 17 mars 1896. *J. Off.*, p. 252.

(2) *J. Off.*, p. 257.

CONCLUSION

La question si délicate des accidents du travail est pendante devant le Parlement français depuis seize années ; la première proposition qui émanait de M. Nadaud a été en effet déposée le 29 mai 1880. Depuis cette époque, les projets se sont multipliés, la discussion s'est prolongée dans les Chambres, sans que l'on ait pu aboutir à un résultat définitif. Voté par la Chambre des députés en 1888, modifié par le Sénat en 1890, voté de nouveau par la Chambre en 1893, amendé par le Sénat en 1896, le projet de loi sur le risque professionnel vient d'être transmis à la Chambre qui l'a renvoyé à la Commission du travail.

Le problème des accidents ouvriers appelle cependant une prompt solution. Il nous paraît inutile de revenir sur les graves considérations qui militent en faveur d'une réforme législative depuis si longtemps attendue. Mais, si réellement, comme le dit M. Ricard (1), « on constate que sur 100 acci-
» dents, il y en a tout d'abord 75 fortuits ou causés par force
» majeure, pour lesquels l'ouvrier ne peut jamais obtenir de
» réparation, et que, sur le reste, il y en a fort peu pour
» lesquels la victime obtienne en définitive la justice qui lui
» est due », et si, d'autre part, on ajoute à cette première considération « la lenteur des procédures, les frais considé-
» rables qu'elles entraînent, l'intervention fréquente des Com-

(1) Rapport du 25 février 1892, précité.

» pagnies d'assurances qui, substituées au patron sans appa-
» raitre jamais, épuisent tous les degrés de juridiction, la
» misère des victimes pendant les procès, et enfin l'incerti-
» tude sur les bases d'appréciation des dommages-intérêts »,
on comprend sans peine que le législateur fasse tous ses
efforts pour apporter un remède à une situation vraiment
rigoureuse.

Mais quelle est au juste la cause de ces longueurs et de ces
hésitations ? Ne la trouverons-nous pas dans la difficulté
même que présente le redoutable problème des accidents du
travail ? Si jamais une question fut délicate, c'est, assurément,
la question de la meilleure législation applicable aux acci-
dents industriels. Elle soulève en effet deux ordres de pro-
blèmes : il y a, d'une part, la question de responsabilité, et
de l'autre, la question des moyens à employer pour réparer
les conséquences dommageables de l'accident. On s'enten-
drait bien sur la première, qui est relative à la fixation des
indemnités et à la procédure ; on ne s'entend pas du tout sur
la seconde, qui touche à l'assurance. Dès lors, pourquoi ne
pas les résoudre séparément ? Pourquoi ne pas voter, dès à
présent, une loi qui réglerait les pensions à servir et qui
simplifierait les procès ? Ce serait déjà un énorme progrès
accompli. On se mettrait ensuite d'accord, si l'on pouvait,
sur la question épineuse de l'assurance. Mais, au moins, on
aurait obtenu dès maintenant un très précieux résultat.

Le législateur, comme nous l'avons vu, ne s'est pas con-
tenti de modifier le principe de la responsabilité civile, il a
voulu en même temps accorder des garanties à la victime de
l'accident, pour la protéger contre l'insolvabilité soit du chef
d'entreprise, soit de l'assureur. Il a même été plus loin : il a
pensé qu'il était de son devoir d'imposer au patron l'obli-
gation de se couvrir par la voie de l'assurance des risques du
travail.

Nous avons signalé les inconvénients et les dangers du système de l'assurance obligatoire qui, comme on l'a dit avec juste raison, est « une des pires formes du socialisme d'Etat. » Ils sont au surplus tellement manifestes qu'il est inutile d'insister. Le Sénat, fort heureusement, a refusé de s'associer au projet voté par la Chambre. Il a préféré adopter une combinaison qui nous semble assurer aux victimes du travail une protection suffisante, sans toutefois imposer à l'industrie de trop lourdes charges, dont les ouvriers, quoiqu'on fasse, supporteront toujours une certaine part.

Souhaitons donc, en terminant, que la loi définitive s'écarte le moins possible de ce projet qui repousse l'assurance obligatoire et enlève ainsi à la loi sur le risque professionnel son caractère le plus inquiétant.

Vu :

Nancy, le 2 Mai 1896

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

E. GARDEIL.

Vu :

Nancy, le 2 Mai 1896

LE DOYEN,

E. LEDERLIN.

Vu et permis d'imprimer :

Nancy, le 2 Mai 1896.

LE RECTEUR,

A. GASQUET.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

INTRODUCTION	v
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LÉGISLATION DU CODE CIVIL.

CHAPITRE PREMIER. — Système de la Jurisprudence. — Théorie de la responsabilité délictuelle	i
SECTION I. — Fondement de la responsabilité du patron	i
SECTION II. — Conséquences du principe posé par la Jurisprudence.	5
§ 1. — De la Faute	6
Faute personnelle du patron.	7
Accident causé par la propre chose du patron	16
Faute du préposé du patron.	18
Faute imputable à l'ouvrier	29
Faute commune au patron et à l'ouvrier.	31
Accident résultant d'un cas fortuit, de la force majeure ou d'une cause inconnue	32
§ 2. — Du préjudice et de l'action en indemnité	37
§ 3. — Dévolution de la preuve	52
§ 4. — Clause d'irresponsabilité	62
SECTION III. — Extinction de l'action en responsabilité.	65
§ 1. — Prescription.	65
§ 2. — Transaction.	72
CHAPITRE II. — Interprétation de la loi par la Doctrine. — Théorie de la responsabilité contractuelle	74
Notions générales	74

	Pages
SECTION I. — Fondement contractuel de la responsabilité du patron .	83
SECTION II. — Etendue de l'obligation du patron	97
SECTION III. — Conséquences du principe	104
§ 1. — Dévolution de la preuve	104
§ 2. — Prescription	118
§ 3. — Clause de non-garantie	120
SECTION IV. — La Jurisprudence française et le système de la faute contractuelle	127

DEUXIÈME PARTIE

LES RÉFORMES LÉGISLATIVES.

CHAPITRE PREMIER. — Législations étrangères	141
SECTION I. — Lois qui n'édicte aucune responsabilité exceptionnelle contre le patron	142
Législation italienne et espagnole.	143
Pays scandinaves (Danemark et Suède).	146
Belgique	148
Grande-Bretagne	151
SECTION II. — Lois qui édicte une présomption de faute contre le patron Suisse.	157
SECTION III. — Lois qui ont substitué à la responsabilité patronale le principe du risque professionnel complété par l'assurance obligatoire	161
Législation allemande	161
1° Droit commun antérieur à la loi de 1884	161
2° Loi du 6 juillet 1884	168
3° Lois postérieures à la loi de 1884.	178
4° Résultats et appréciation du système allemand	179
Autriche	189
Norvège	195
CHAPITRE II. — Législation française.	197
Enonciation et classement des textes proposés	197
SECTION I. — Renversement de la preuve	198
SECTION II. — Risque professionnel	201

SECTION III. — Assurance.	214
Fonctionnement actuel des assurances contre les accidents du travail, en France	214
1° Assurance individuelle par l'ouvrier.	215
2° Assurance collective par le patron	216
3° Assurance de responsabilité par le patron.	225
4° Assurance par l'Etat.	229
Propositions de loi qui organisent l'assurance.	231
1° Assurance facultative	231
2° Assurance obligatoire	233
SECTION IV. — Projet voté par la Chambre des députés, le 10 juin 1893.	239
SECTION V. — Le projet de loi sur les accidents devant le Sénat. . . .	258
Projet du 5 décembre 1895 (1 ^{re} délibération)	261
Projet du 24 mars 1896 (2 ^e délibération)	269
CONCLUSION.	277

